

# HÉRODOTE

revue de géographie et de géopolitique

3<sup>e</sup>-4<sup>e</sup> trimestre 1997

N° 86/87 160 F

## GÉOPOLITIQUE D'UNE AFRIQUE MÉDIANE

 Dialogue   
*Organe de 'Dialogue des Peuples'*



Les opérations militaires qui ont provoqué en mai 1997 la chute du régime de Mobutu au Zaïre, attirent l'attention non par l'importance des moyens engagés, mais par leur rapidité et l'ampleur considérable des territoires où elles ont été conduites. Elles se sont en effet déroulées en moins de six mois sur près de 2 000 kilomètres de distance, depuis les hautes terres d'Afrique orientale jusqu'à Kinshasa, sur la bordure ouest de l'Afrique centrale, avec des troupes venues du Rwanda, du Burundi, d'Ouganda, mais aussi d'Afrique australe, en l'occurrence d'Angola et peut-être même de certaines régions de la « Corne de l'Afrique ».

C'est la diversité et l'ampleur des territoires impliqués dans cette opération menée de main de maître par Laurent-Désiré Kabila et surtout par les services secrets américains qui conduisent à envisager un très vaste ensemble géopolitique englobant et débordant largement les traditionnelles divisions géographiques. Par « Afrique médiane », on peut entendre toute la partie du continent africain qui s'étend de l'Océan indien à l'Atlantique, depuis le Cameroun et les pays du Haut-Nil au nord jusqu'aux pays du Zambèze et aux savanes d'Angola.

# Hérodote

revue de géographie  
et de géopolitique  
n° 86/87



ORL 87-2 - 006285

## SOMMAIRE

3. Géopolitique d'une Afrique médiane, *Yves Lacoste*
6. Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique, *Roland Pourtier*
42. La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs, *Gérard Prunier*
57. La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins, *Filip Reyntjens*
78. Gestion verticale et horizontale des crises identitaires : le cas du Kivu montagneux, *Jean-Claude Willame*
116. Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997, *Jean-Hervé Bradol et Anne Guibert*
150. Retours et reconstruction au Rwanda. Et pourtant ils vivent !, *Françoise Imbs*
182. Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville, *Élisabeth Dorier-Apprill*
222. Internet géopolitise le monde, *Frédéric Douzet*

Revue publiée avec le concours du Centre national du livre

# Hérodote

DIRECTEUR : YVES LACOSTE.

COMITÉ DE RÉDACTION : Béatrice Giblin, Barbara Loyer, Jean-Luc Racine, Charles Lecœur, Stéphane Yerasimos, Frédérick Douzet, Frédéric Encel, Philippe Subra.

---

## PROCHAIN NUMÉRO

N° 88 : L'Orient de l'Islam : l'Indonésie

## DERNIERS NUMÉROS D'HÉRODOTE

N°s 60-61 : L'Occident et la guerre des Arabes.

N° 62 : Les territoires de la nation.

N° 63 : Balkans et balkanisation.

N° 64 : Cela s'appelait l'URSS, et après...

N°s 65-66 : Afriques noires, Afriques blanches.

N° 67 : La question serbe.

N° 68 : La question allemande.

N°s 69-70 : Démocratie et géopolitique en France.

N° 71 : L'Inde et la question nationale.

N°s 72-73 : Nation, nations, nationalistes.

N°s 74-75 : Géographie historique.

N° 76 : Les géographes, la science et l'illusion.

N° 77 : Maîtriser ou accepter les islamistes.

N°s 78-79 : Japon et géopolitique.

N° 80 : Périls géopolitiques en France.

N° 81 : Géopolitique du Caucase.

N°s 82-83 : La nouvelle Afrique du Sud.

N° 84 : Le cercle de Samarcande.

N° 85 : États-Unis. Le racisme contre la nation.

---

Catalogage Électre-Bibliographie

Géopolitique d'une Afrique médiane : des Grands Lacs au fleuve Congo. — Paris : La Découverte, 1997.

ISBN 2-7071-2770-1

Rameau : Afrique centrale : politique et gouvernement : 1960-....

géopolitique : Afrique centrale

Dewey : 320.7 : Science politique (politique et gouvernement). Conjoncture et conditions politiques.

Public concerné : Tout public

# Géopolitique d'une Afrique médiane

*Yves Lacoste*

On sait qu'au sud du Sahara l'Afrique tropicale est traditionnellement subdivisée par les géographes en Afrique occidentale, Afrique centrale, Afrique orientale, Afrique du Nord-Est (ou « Corne de l'Afrique ») et Afrique australe. Aussi cette appellation nouvelle d'« Afrique médiane » ne manquera-t-elle pas de surprendre. Elle n'exclut d'ailleurs pas les autres sous-ensembles, qu'elle recoupe ou chevauche. Il ne s'agit pas de compliquer l'approche de multiples problèmes qui sont déjà fort compliqués, mais d'essayer de mieux les comprendre en montrant leurs interactions politiques et spatiales.

En géopolitique, comme pour bien d'autres choses, il faut raisonner non seulement sur des limites précises, les frontières par exemple, mais aussi en termes d'intersection d'ensembles. Former un nouvel ensemble spatial et lui donner un nom qui le distingue des autres doivent permettre d'y voir plus clair.

Par Afrique médiane, j'entends donc un vaste ensemble qui s'étend de l'océan Indien à l'océan Atlantique, qui englobe l'Afrique centrale (y compris Cameroun, Gabon et RCA) et l'Afrique orientale, déborde largement sur l'Afrique australe ; vers le nord, il s'étend jusqu'au Soudan et à l'Éthiopie.

C'est dire son ampleur et celle des diverses opérations qui viennent de s'y dérouler au printemps dernier de façon conjointe. En effet, la chute du Zaïre de Mobutu en mai 1997 résulte d'actions conjointes menées non seulement à partir d'Afrique orientale, du Rwanda et d'Ouganda notamment, mais aussi à partir de l'Angola. Elles se répercutent non seulement à Brazzaville, capitale de « l'autre » Congo, et à Bangui, capitale de la République centrafricaine, mais aussi au Sud-Soudan, en Tanzanie et en Zambie.

Parti en novembre 1996 des hautes terres du Kivu à l'est du Zaïre, où il s'était retranché depuis des décennies, et où il sut profiter des contrecoups de la terrible crise du Rwanda (voir *Hérodote* n° 72), Laurent-Désiré Kabila, qui est originaire du Katanga (le sud-est du

Zaire), a traversé tout le Zaïre d'est en ouest, soit une marche de près de 2 000 kilomètres, en contournant par le sud les forêts marécageuses de la cuvette congolaise, sans compter le détour de plus de 1 000 kilomètres d'une partie de ses troupes vers le sud-est pour prendre le contrôle du Katanga. Il est entré le 17 mai 1997 à Kinshasa, avec des contingents rwandais (Tustis) et ougandais, mais aussi avec des troupes venues d'Angola.

Certes les Forces armées zairoises, qui avaient jusque-là surtout tyrannisé des civils, n'ont guère opposé de résistance, mais il fallait une logistique et des moyens relativement considérables pour mener si rapidement une opération de cette envergure. On sait maintenant qu'elle fut non seulement financée et préparée, mais aussi organisée et dirigée par des spécialistes américains, envoyés tout à la fois par le Pentagone et par certaines grandes compagnies minières. Ils surent tirer parti des contentieux qui avaient opposé Mobutu à des forces politiques opérant dans les pays voisins, notamment en Angola. Ce qui est nouveau, ce n'est pas seulement l'intervention assez spectaculaire des États-Unis dans cette partie de l'Afrique (ils avaient déjà fourni en 1963 une grande partie des forces de l'ONU contre la sécession katangaise), mais le fait qu'ils s'appuient désormais, sans vergogne, sur des groupes qui étaient encore il y a relativement peu de temps marxistes-léninistes. C'est le cas de la guérilla de Kabila, mais surtout des forces angolaises. Sans doute parce qu'elles étaient, idéologie mise à part, plus efficaces. Déjà les Américains avaient soutenu en 1990-1991 un mouvement marxiste-léniniste — le « Front de libération du Tigre » — contre, il est vrai, le gouvernement marxiste de Mengistu. Mais on était alors juste à la fin de la guerre froide.

Ayant bien compris l'ampleur de l'opération menée par les États-Unis, par le truchement de Laurent-Désiré Kabila, ce sont dix chefs d'État, tous ceux de l'Afrique médiane, qui sont venus assister au triomphe de ce dernier, celui-ci pouvant ensuite, sans vergogne, interdire à une mission des Nations unies d'aller enquêter sur la disparition de centaines de milliers de Hutus, dans la forêt congolaise.

L'Afrique médiane est donc le théâtre de grandes manœuvres, et c'est d'ailleurs sous l'appellation Mittel-Afrika que les Allemands avant la Première Guerre mondiale désignaient cette partie du continent africain, à travers laquelle ils escomptaient raccorder leurs colonies du Tanganyka, du Rwanda et du Burundi, au Kamerun à l'ouest et au sud-ouest africain (l'actuelle Namibie).

Du point de vue géostratégique, sur les hautes terres d'Afrique orientale, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, qui sont de surcroît des territoires extrêmement peuplés et le siège de vieux royaumes, ont une position de très grande importance. Ils sont en effet au carrefour de la grande voie nord-sud qui mène de la vallée du Nil à celle du Zambèze (« Le Cap au Caire ») avec les routes est-ouest qui vont des comptoirs arabes sur les rivages de l'océan Indien vers la cuvette du Congo. Ce furent longtemps les routes des marchands d'esclaves jusqu'à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et ce sont aussi celles par lesquelles

aujourd'hui la langue swahili, ce mélange d'arabe et de bantou, se propage d'est en ouest depuis l'île de Zanzibar et la Tanzanie vers toute une partie du Zaïre. Elle supplante les multiples langues locales et régionales et contribue sans aucun doute à la diffusion de l'islam.

Que l'Afrique médiane soit le cadre de grandes opérations ne fait pas disparaître pour autant les facteurs de dislocation du Congo-Zaïre, qui sont pour une grande part l'héritage géopolitique de la traite des esclaves. Celle-ci est, on l'a déjà dit, une des causes majeures des antagonismes qui opposent les différents peuples. Si Laurent-Désiré Kabila a pu, sans grande difficulté, s'emparer de la capitale d'un très vaste État, on va voir s'il peut en maintenir une relative cohésion.

Je remercie Roland Pourtier, qui a grande expérience de ces régions, d'avoir réuni la plupart des articles qui forment ce numéro.

# Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique

*Roland Pourtier*

Il y eut le passage, dans la violence, « du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu<sup>1</sup> ». Voici qu'aujourd'hui le Congo de Kabila chasse, par de nouvelles violences, le Zaïre de Mobutu. S'il existe un parallélisme certain dans ces deux sorties de crise par une prise de pouvoir, il ne s'agit pas toutefois du même scénario : l'histoire ne repasse pas les plats — ce qui ne l'empêche pourtant pas d'avoir ses plats préférés.

## Du Zaïre de Mobutu au Congo de Kabila

La chevauchée de Kabila a remis le Congo au centre de l'Afrique. C'est une véritable révolution copernicienne : elle scelle la fin de la relation coloniale qui avait survécu aux indépendances, principalement sous la bannière de la France. Les acteurs africains ont désormais l'initiative de leur histoire, la responsabilité de leur destin. Au début des années soixante, le douloureux accouchement du Congo indépendant avait été arbitré par les mercenaires et les casques bleus de l'ONU. En 1977 et 1978, il avait suffi que « les paras sautent sur Kolwezi » pour détourner le cours de l'histoire. La troïka américano-franco-belge veillait, comme elle continua à veiller jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, sur un allié parfois encombrant mais utile. La stratégie militaire américaine au temps de la guerre froide, la sécurité d'accès aux minerais rares, tels que le cobalt, et la francophonie y trouvaient leur compte.

Les conditions ont radicalement changé depuis les débuts de ce qu'il est convenu d'appeler la « transition », période inaugurée en 1990 par une timide ouverture démocratique qui ne fut en réalité qu'un leurre. Sous couvert d'une démocratisation ponctuée par

1. Jean KESTERGAT, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, Paul Legrain, Bruxelles, 1986, 320 p.

l'abolition du monopartisme incarné par le MPR (Mouvement populaire de la révolution) et la réunion d'une Conférence nationale souveraine (CNS), Mobutu mit en œuvre une « stratégie du chaos » qui, de pillages militaires en violences politico-ethniques, en paralysa l'application. La chute du dictateur et la proclamation de la république démocratique du Congo le 17 mai 1997 ont mis un terme à cette période particulièrement troublée.

Pendant les années de la transition, les militaires français et belges sont intervenus à Kinshasa et Lubumbashi, non plus pour soutenir un pouvoir défaillant, mais seulement pour évacuer les Européens, selon des procédures maintenant bien rodées. Les Américains prirent des dispositions analogues en prévision d'une éventuelle intervention selon la tournure prise par la guerre du Zaïre. La banalisation de ce type d'opération sur le continent africain traduit un changement radical. A l'engagement militaire s'est substitué le rapatriement, provisoire ou définitif, des « expatriés » lorsque la violence des affrontements menace leur sécurité. Kigali, Monrovia, Freetown, Bangui et, tout récemment, en juin 1997, Brazzaville, modèle d'« extraction » d'Européens pris dans la nasse d'une ville à feu et à sang, illustrent cette nouvelle conception des relations politiques entre les pays du Nord et l'Afrique.

Faute d'avoir perçu suffisamment tôt les évolutions géopolitiques de fond du continent, la France a autodétruit ses positions en Afrique centrale en croyant pouvoir régenter des pays qui sortaient de son traditionnel « pré carré ». Sa politique africaine s'est embourbée au Rwanda. L'opération militaro-humanitaire *Turquoise* a laissé l'image désastreuse d'une intervention qui permit le repli au Zaïre des Forces armées rwandaises (FAR) et des *interahamwe*, les miliciens hutus de sinistre mémoire. L'avenir des missions humanitaires, désormais assimilables à un nouvel avatar du néocolonialisme, s'en est trouvé compromis. Empêtrée dans les réseaux de la « Françafrique<sup>2</sup> », la diplomatie française n'a pas entrepris à temps une révision pourtant nécessaire. En soutenant jusqu'au bout un Mobutu considéré comme « incontournable » et nécessaire à la stabilité de l'Afrique, elle allait à contre-courant de l'histoire. Le 7 mars 1997, le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette déclarait encore que « le président Mobutu est incontestablement la seule personnalité capable de garantir l'intégrité territoriale du Zaïre », un aveuglement d'autant plus difficile à comprendre que témoignages et études soulignant la responsabilité de Mobutu dans l'organisation du chaos ne manquaient pas<sup>3</sup>. Une semaine plus tard, la

---

2. Voir en particulier les *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, n° 9 : *France-Zaïre-Congo*, Agir ici-Survie, L'Harmattan, Paris, 1997, 175 p.

3. Notamment *Conflits politico-ethniques au Zaïre*, Livre blanc sur la situation des droits de l'homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu, Gouvernement de transition du Zaïre, ministère de la Communication et Presse, Kinshasa, 1993, 108 p. ; et les publications de l'Association zaïroise de défense des droits de l'homme (AZADHO) ; voir aussi Roland POURTIER, « Zaïre : le chaos et après ? », *Parlements et francophonie*, n°s 97-98, 1995, p. 111-125.

de dure réalité des faits apporta sa réponse aux propos du ministre : Kisangani tombait « comme un fruit mûr [...]. Cette fois-ci le système Mobutu ne sera pas sauvé par une intervention française ou occidentale. Depuis trente-sept ans, les ingérences plus ou moins mercenaires avaient fini par devenir le “signe zaïrois”. En 1997, les Africains ont triomphé des mercenaires, non l’inverse<sup>4</sup> ».

La politique africaine de la France a été sévèrement critiquée, tant par des Français que par des Africains. Un observateur aussi avisé que Jean-François Bayart a dressé un réquisitoire sévère : « La France est malade de l’Afrique. Nous avons été complices, au Rwanda, de la préparation d’un génocide. Nous avons organisé, voire financé, l’envoi au Zaïre de criminels de guerre serbes comme mercenaires, pour défendre une des dictatures les plus consternantes de la guerre froide [...]. Il est à craindre que la crédibilité de la France ne soit pour longtemps ruinée par la débâcle de sa politique en Afrique centrale<sup>5</sup>. » Les commentaires des Africains, moins « franco-centrés », ont davantage insisté sur la victoire de l’Afrique que sur cette « débâcle ».

Dans le premier livre consacré à Kabila, achevé en mai 1997, les auteurs se réjouissent de l’africanisation de l’histoire : « Si les guerres civiles se multiplient, c’est parce que l’heure est enfin arrivée pour l’Afrique “d’écrire elle-même son histoire”, comme le souhaitait tant Lumumba, et il ne faut pas l’entraver une nouvelle fois. Les événements qui se déroulent actuellement au Zaïre ne sont dus à l’initiative ni des Français, ni des Belges, ni des Américains<sup>6</sup>. » Les deux « sages » du continent noir, Nelson Mandela et Julius Nyerere, ont tenu des propos similaires en soulignant la grande portée historique des bouleversements politiques dont l’Afrique centrale vient d’être le théâtre<sup>7</sup>.

C’est donc bien une révolution copernicienne qui est en cours dans une Afrique en marche, une « Afrique qui se cherche » et où « aujourd’hui, le Blanc compte de moins en moins<sup>8</sup> ». L’africanisation de l’histoire ne signifie pas pour autant que le continent se referme sur lui-même. La mondialisation ne s’accommode pas d’une autarcisation. Il faut des armes pour faire la guerre : les machettes du génocide rwandais n’auraient pas suffi à la conquête du Zaïre. Il faut aussi de l’argent : les contrats signés avec les multinationales et les sociétés américaines — la bruyante arrivée d’America Mineral Fields (AMF) dans le champ minier congolais en est le signe éclatant — ont alimenté le trésor de guerre de Kabila. Il faut bien sûr des hommes, un savoir-faire et une motivation : la coalition du Rwanda, de l’Ouganda et de l’Angola — de Kagame, Museweni et Dos Santos — y a

---

4. *Dossiers noirs, op. cit.*

5. Jean-François BAYART, interview au *Monde*, 29 avril 1997.

6. Germain MUKENDI et Bruno KASONGA, *Kabila. Le retour du Congo*, Éditions Quorum, Ottignies, 1997, 269 p.

7. L’ancien président tanzanien souligna par exemple que le transfert du pouvoir au Zaïre avait été « du début à la fin une affaire africaine ». Propos rapportés par *Le Monde*, 21 mai 1997.

8. Gérard PRUNIER, « Kabila, portrait d’un ennemi de la France », *L’Événement du jeudi*, 20 mars 1997.

pourvu, avec l'aide de conseillers américains et la fourniture de matériels performants<sup>9</sup>. Bref, la guerre du Zaïre ne s'est pas déroulée en vase clos. Elle se situe à l'articulation entre facteurs internes et externes d'une géopolitique aux multiples facettes.

La guerre du Zaïre, « guerre de libération » pour les partisans de Kabila, « agression étrangère » pour ceux de Mobutu, ne fut en aucun cas une guerre civile, mais une guerre de conquête du pouvoir. Déclenchée dans le contexte conjoncturel et localisé du Kivu, que l'installation des réfugiés rwandais en juillet-août 1994 avait transformé en poudrière, elle est l'aboutissement de la crise structurelle qui caractérise les dernières années du mobutisme. Les troubles et les violences de la transition, un État à l'encan, des forces armées livrées à elles-mêmes, une crise économique et morale sans précédent ont préparé le terrain. De nombreux observateurs ont comparé l'« automne d'un despotisme<sup>10</sup> » aux années charnières de l'indépendance.

La crise qui précéda la sortie de scène de Mobutu renvoie en effet, comme dans un jeu de miroirs, à celle qui l'y avait vu entrer. L'historien Elikia Mbokolo note à cet égard : « Si la décennie gâchée des années quatre-vingt-dix possède sa dynamique propre, elle a aussi cet air rassurant ou inquiétant de déjà-vu. Les parallèles réels ou supposés ne manquent pas, en effet, entre les drames de l'ex-Congo belge pendant les années soixante et les soubresauts du Zaïre actuel<sup>11</sup>. » La vision d'une histoire qui se répète a été largement répandue dans les médias. Elle donne une clé d'interprétation commode, permettant de faire l'économie d'une analyse plus poussée de l'actualité immédiate, toujours difficile à déchiffrer. Cette conception cyclique introduit en outre une double dimension eschatologique et ontologique dans des événements dont la fluidité et le caractère aléatoire déconcertent. En annonçant la conquête du « Congo-Zaïre », Kabila nouait présent, passé et futur. En proclamant la « république démocratique du Congo », il ferme la parenthèse sur la période zaïroise durant laquelle Mobutu confisqua l'histoire à son profit. Il rend ses lettres de noblesse au Congo, réhabilite l'héritage du royaume de Kongo, tout en assumant celui d'une histoire coloniale qu'avait inauguré en 1885 la création de l'État indépendant du Congo à la conférence de Berlin.

Le « retour au Congo » ne signifie pas pour autant que la boucle est bouclée. Le Zaïre dont hérite Kabila<sup>12</sup>, un pays exsangue, épuisé par des décennies de déliquescence de l'État, de pillage des ressources au profit d'une kleptocratie sans retenue, ne ressemble guère au « Congo prospère<sup>13</sup> » que les Belges léguèrent en 1960. Est-il plus fragile pour

9. Par exemple, les téléphones Motorola qui ont donné aux troupes de l'Alliance une supériorité technique en matière de communication.

10. Jean-Claude WILLAME, *L'Automne d'un despotisme*, Karthala, Paris, 1992, 226 p.

11. Elikia MBOKOLO, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

12. Colette BRAEKMAN, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, Fayard, Paris, 1992.

13. Jean-Grégoire KALONDA DJESSA, *Du Congo prospère au Zaïre en débâcle*, L'Harmattan, Paris, 1991, 240 p.

autant, davantage exposé à l'éclatement ? Rien n'est moins sûr. L'octroi d'une indépendance mal préparée avait conduit à la sécession du Katanga, puis plus tard à des rébellions qui embrasèrent en 1964 le Kwilu, le Nord-Katanga, le Kivu et la région de Kisangani<sup>14</sup>. On parla alors de « congolisation » pour désigner l'état d'anarchie généralisée qu'on attribuait au « tribalisme » — ce qui devait légitimer le coup d'État militaire de Mobutu et l'instauration d'un monopartisme prétendument garant des dérives tribales. Trente ans plus tard, la résurgence de violences politico-ethniques dans les régions sensibles du Shaba et du Kivu et le développement un peu partout de réflexes identitaires et xénophobes purent laisser penser que les déchirements ethniques allaient de nouveau menacer l'intégrité nationale. Or, s'il est vrai que les violences ethniques prirent dans les années 1992-1994 des proportions inquiétantes, provoquèrent l'éviction de plusieurs centaines de milliers de Kasaiens « refoulés » du Shaba<sup>15</sup>, et firent des dizaines de milliers de victimes, en particulier au Masisi (Kivu), elles n'entraînèrent pas l'éclatement territorial du Zaïre.

Quelques Cassandres dont la grille de lecture était celle des années soixante annonçaient l'explosion du Zaïre. Elle n'a pourtant pas eu lieu, ce qui ne garantit évidemment pas l'avenir. S'il est vrai que « le Zaïre a implosé en 1991<sup>16</sup> », il n'a pas explosé. La crise multiforme de la transition s'est située sur le terrain de la compétition pour le pouvoir, et non sur celui du contrôle du territoire. Il y eut certes des proclamations autonomistes, notamment celles du gouverneur du Shaba, Kyungu wa Kumanza, en 1993. Son activisme fit cependant long feu ; les parades à Lubumbashi dans l'Impala qui fut celle de Moïse Tshombe ne furent que des mises en scène sans lendemain. Même en période agitée, Mobutu avait les moyens de calmer le jeu, car il contrôlait les forces armées opérationnelles, en premier lieu la division spéciale présidentielle (DSP) : la déconfiture militaire des forces armées du Zaïre ne doit pas faire oublier qu'elles étaient redoutables lorsque le régime de Mobutu les utilisait comme force de répression.

Le Zaïre a donc tenu, contre vents et marée. La tentation sécessionniste n'avait plus l'appui de puissances étrangères comme ce fut le cas en 1960. Par ailleurs, le sentiment d'appartenir à une collectivité spécifique, forgée par une histoire commune, des rêves communs que Mobutu sut incarner jusque dans les années quatre-vingt, une culture reconnue et souvent imitée dans le reste de l'Afrique, ce sentiment, même si l'on hésite à le qualifier de « national », était probablement plus fort à la fin qu'au début de l'ère mobutiste. Enfin, l'élévation du niveau de formation politique d'une large fraction de la popu-

14. Catherine COQUERY-VIDROVITCH, Alain FOREST et Herbert WEISS (sous la dir. de), *Rébellions-révolution au Zaïre, 1963-1965*, L'Harmattan, Paris, 1987, t. 1 et 2, 237 et 208 p.

15. Bakajika BANJIKILA, *Épuration ethnique en Afrique. Les Kasaiens (Katanga 1961-Shaba 1992)*, L'Harmattan, Paris, 1997, 144 p.

16. Roland POURTIER, « Zaïre : l'unité compromise d'un "sous-continent" à la dérive », *Hérodote*, n<sup>os</sup> 65-66, 1992, p. 264-288.

lation et plus généralement la conscientisation acquise au sein des Églises et des multiples associations de réflexion sur la démocratie et les droits de l'homme ont changé « l'homme zaïrois ». Elles ne l'ont pas changé comme l'avait imaginé Mobutu en inventant le retour à une « authenticité » factice, mais dans le sens de l'approfondissement d'une exigence morale qui sut faire contrepoids aux turpitudes du régime.

Si l'on veut maintenant trouver des similitudes dans les prises du pouvoir par Mobutu et par Kabila, elles apparaissent clairement dans le fait que l'un et l'autre les ont réalisées par la voie militaire — et non par la voie, des urnes que le premier a toujours ignorée, et à laquelle le second ne semble pas pressé d'adhérer. Tout en se gardant de voir partout la main des Américains, on doit aussi constater qu'ils ne sont pas étrangers à l'accession au pouvoir des deux protagonistes. Que Mobutu ait été une créature des services secrets américains (ou américano-belges) n'est plus aujourd'hui un secret pour personne. Le rôle joué par les États-Unis dans la victoire de Kabila est moins évident à établir, l'actualité des événements le rendant opaque. Selon certaines sources, la conquête du Zaïre aurait été soigneusement préparée par les stratèges rwandais et ougandais, en concertation avec des conseillers américains, les uns et les autres en relation avec Kabila<sup>17</sup>. Si cette version se confirme — rien ne l'a infirmée jusqu'à présent —, elle met en évidence un intérêt renouvelé des États-Unis pour cette partie du monde, tout en mettant en exergue le rôle aujourd'hui décisif des partenaires africains.

Quoi qu'il en soit, la face du continent a changé. Le Congo-Zaïre n'est d'ailleurs pas seul à être concerné par une lame de fond qui, partie du Rwanda, a déferlé jusqu'à l'Atlantique. Toute l'Afrique centrale en subit l'onde de choc, même si les soubresauts des autres pays s'expliquent par des causes internes. Il serait en effet hasardeux de chercher une explication dans la seule « théorie des dominos » à nouveau à la mode. La déflagration de Brazzaville et les mutineries récurrentes de Bangui ne sont pas un contrecoup de la crise zaïroise. Il n'empêche que toute la zone est soumise, au même moment, à des tensions extrêmement vives, ce qui ne peut être dû au simple hasard. Le transfert d'un Zaïre incarné par Mobutu au nouveau Congo porté sur les fonts baptismaux par un vétéran des maquis de l'est du pays constitue un moment décisif pour toute l'Afrique centrale et au-delà.

### L'effondrement d'une dictature

C'est avec une étrange fascination qu'on pouvait suivre, sur Internet, l'inexorable progression des troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) : la fascination d'être le témoin d'un accomplissement du destin. Un

---

17. D'après les propos d'un diplomate américain rapportés par Julia FICATIER, *La Croix*, 18 avril 1997.

groupuscule mystérieux, issu d'un maquis oublié, allait, en s'alliant à une rébellion des Tutsis du Zaïre, métamorphoser un conflit régional en une croisade dont le but clairement annoncé était de renverser Mobutu. Cela ressembla au début à une fanfaronnade, tant les forces paraissaient disproportionnées. Bien sûr, le cancer de la prostate que le chef d'État zaïrois tentait de soigner en Suisse et en France était de mauvais augure. L'incurie de la classe politique, engluée dans des arguties constitutionnelles stériles, de plus en plus déconsidérée par les reniements de l'opposition et les débauchages notoires d'opposants sans ambition autre que personnelle, n'était pas non plus favorable à une mobilisation au service de la « patrie en danger ». De là à parier sur une victoire de l'Alliance, qui s'y serait risqué lorsqu'on apprit son existence en octobre 1996 ? En réalité, la victoire s'explique par la conjonction de deux facteurs : l'intelligence des stratégies militaires et la cohérence d'une coalition décidée à en finir avec le dictateur zaïrois, d'une part, l'effondrement de l'intérieur d'un régime honni par le peuple zaïrois qui se rallia à la croisade de libération de Kabila, d'autre part.

### Un léopard de papier

Depuis les débuts de la transition, Mobutu n'était plus que le maître contesté d'un colosse aux pieds d'argile. L'économie zaïroise allait à vau-l'eau et seule la prolifération d'un secteur informel particulièrement inventif avait évité une banqueroute totale. Les pillages urbains<sup>18</sup>, orchestrés par les militaires, avaient porté un coup fatal à la plupart des entreprises du secteur moderne. Le fleuron de l'industrie, la Gécamines, elle aussi victime de pillages, de sabotages, et des pogroms contre les Kasaiens qui l'avaient privée de sa main-d'œuvre la plus qualifiée, agonisait. La production de cuivre, de l'ordre de 400 000 tonnes en année moyenne avant 1990, était tombée en 1994 à moins de 30 000 tonnes, celle de cobalt passant dans le même temps de 10 000 à 3 000 tonnes. Même en tenant compte du cobalt écoulé en contrebande, les recettes officielles et occultes provenant de l'entreprise minière avaient fondu comme peau de chagrin. Le contrôle de la production de diamant restait quant à lui un enjeu essentiel. Mobutu s'était assuré celui de la MIBA, Minière de Bakwanga, la grande entreprise associée à De Beers, par l'intermédiaire d'un fidèle du MPR, Jonas Mukamba. Hors de la concession MIBA, des dizaines de milliers de « creuseurs » indépendants animaient la ville far-west de Mbuji Mayi. Les comptoirs de vente du diamant tenus par des Libanais s'étaient multipliés. Après la prise de Mbuji Mayi, les forces de l'Alliance contraignirent les diamantaires libanais, considérés comme complices de la corruption, à payer un « impôt » de plusieurs centaines de milliers

---

18. Deux grandes vagues de pillages eurent lieu en septembre 1991 et en janvier 1993.

de dollars, avant de pouvoir s'envoler pour Johannesburg où des membres de la diaspora avaient organisé leur repli.

Le dérèglement économique, patent dès avant le début de la transition, provoqua un dérèglement monétaire d'autant plus incontrôlable que Mobutu fit marcher la planche à billet et monta, avec l'aide de réseaux au caractère mafieux de plus en plus affirmé, des opérations frauduleuses utilisant le papier-monnaie comme arme politique destinée à déstabiliser ses adversaires. Plus son image se dévaluait, plus elle était reproduite sur des billets de banque aspirés dans la folle spirale de l'hyperinflation. A trois reprises les manipulations monétaires provoquèrent des violences, mais elles n'eurent pour effet que de déconsidérer leur initiateur : du « gros gorille » de 1990 (un billet de 50 000 zaïres avec un gorille en effigie), bientôt synonyme de « monnaie de singe », jusqu'aux « prostates » de 1996, à la valeur faciale d'un million de nouveaux zaïres, dévalués à peine imprimés, les billets de papier ont jalonné les dernières années d'une fuite en avant sans issue. Elle n'était en réalité que l'aboutissement hyperbolique de pratiques déjà dénoncées par Erwin Blumenthal<sup>19</sup>, expert allemand qui fut directeur de la Banque du Zaïre en 1978-1979.

Fin 1992, Mobutu, ayant fait imprimer des billets de 5 millions de zaïres grâce à un préfinancement libanais, mais hors du contrôle de la Banque du Zaïre, s'était heurté au Premier ministre Étienne Tshisekedi, qui démonétisa une coupure jugée illégale. Le chef de l'État déversa alors cette manne sur les militaires, mais les commerçants de Kinshasa refusèrent d'accepter des billets controversés. Le résultat ne se fit pas attendre : fin janvier 1993, la capitale zairoise connut les pillages les plus violents de son histoire. L'ambassadeur de France, Philippe Bernard, y trouva la mort, victime des tirs qui avaient délibérément visé les bâtiments de l'ambassade. L'année suivante, le Premier ministre Birindwa tenta une réforme monétaire dans l'espoir de mettre un terme à l'hyperinflation : en octobre 1993, il fallait 15 millions de zaïres pour acheter une bouteille de bière... La réforme créa un nouveau zaïre (NZ) d'une contre-valeur de 3 millions d'anciens, mais le Premier ministre n'ayant pas les moyens d'un contrôle réel de la banque centrale, elle échoua. La parité initiale de 3 NZ pour un dollar fixée le 22 octobre 1993 ne tint que quelques jours : fin décembre elle était de 35, un an plus tard de 3 260, pour atteindre 14 000 fin 1995 et 110 000 en juillet 1997.

Les Kasaiens refusèrent la nouvelle monnaie, ce qui en dit long sur la capacité de l'État zairois à imposer ses privilèges régaliens. Les conditions édictées pour l'échange des signes monétaires étaient en effet telles que ces régions se trouvaient dans l'impossibilité matérielle de le faire dans les délais : un moyen d'affaiblir le fief protestataire de Tshisekedi. Les Kasaiens déjouèrent la tentative, gardèrent leur papier-monnaie, dont la parité

---

19. Rapport Blumenthal, publié dans *Info Zaïre*, revue du Comité Zaïre de Belgique, 1982, n° 36, repris dans le livre d'Emmanuel DUNGIA, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 136-156.

avec le dollar ne bougea d'ailleurs pas. Le diamant comme gage de stabilité monétaire d'un côté, la planche à billets de l'autre : le jeu n'obéissait pas aux mêmes règles.

Un nouveau tour de passe-passe monétaire eut lieu pendant l'été 1995, sous le gouvernement Kengo wa Dondo. Il s'agissait en principe de raffermir la monnaie nationale — ce qui aurait permis d'envisager la résorption de l'espace monétaire kasaien — en déversant des dollars sur le marché parallèle des changes de Kinshasa. L'opération fut conduite par un bureau de change spécialement créé à cet effet, Qualitoles, que le comptoir de diamant Promodiam alimenta en dollars à hauteur de 24 millions de dollars. Les billets verts étaient échangés au-dessous de leur valeur, la banque centrale ristournant la différence de change en zaires. Entre le 25 juillet et le 2 août, l'opération ramena le cours du dollar de 7 400 à 4 500 NZ. Mais le 4 août, le cours était à nouveau de 7 000 NZ : la différence de change avait permis de racheter des dollars artificiellement dépréciés et aux opérateurs avisés et « initiés » de Promodiam, deux Libanais et un Franco-Haïtien, de gagner gros dans cette opération frauduleuse exemplaire de la corruption généralisée et de la place tenue par la *Libanese connection* dans des systèmes de plus en plus ouvertement mafieux.

Les années de fin de règne ont été dominées par les jeux d'argent, signe de la profonde démoralisation d'une société qui avait perdu ses repères et ses valeurs. Le « guide suprême », le « grand timonier » ne montrait plus la voie. Ceux qui le pouvaient trouvaient leur salut dans le dollar. Tout comme cela s'est passé plus tard en Albanie, les « pyramides » ont connu un succès foudroyant à la mesure du désarroi social. Les « promotions », dont « Bindo promotion » fut le modèle, conduisirent des milliers de citoyens abusés à la ruine lorsqu'elles s'effondrèrent en mai 1991 après plusieurs mois d'une « bindomanie » totalement irrationnelle<sup>20</sup>. Ces événements, derrière lesquels le petit peuple fut prompt à voir la main de Mobutu, constituent une des racines des pillages de septembre 1991 et une étape importante du divorce entre le peuple zaïrois et le chef de l'État.

La descente aux abîmes de la monnaie zaïroise est le signe d'une double faillite, celle de l'État et celle de l'économie. Elle jalonne l'affaiblissement du pouvoir de Mobutu. Son énorme fortune — communément estimée à 4 milliards de dollars<sup>21</sup> — ne doit pas faire illusion. Résultant du pillage à grande échelle des ressources du pays, elle est à la mesure de l'appauvrissement du Zaïre. Rarement dans l'histoire un régime aura été aussi prédateur. Le coffre-fort ambulant coiffé d'une toque de léopard, selon l'expression grinçante de Bernard Kouchner, n'est pas une figure fictive, mais a bel et bien été l'acteur principal de l'effacement progressif du Zaïre, un des rares pays où, à l'exception d'une poignée de

---

20. Bogumil JEWSIEWICKI, « Jeux d'argent et de pouvoir au Zaïre : la "bindomanie" et le crépuscule de la deuxième République », *Politique africaine*, n° 46, juin 1992, p. 55-70.

21. « La véridique histoire du maréchal Mobutu qui a construit une fortune de 4 milliards de dollars en pillant son pays », *Le Monde*, 18-19 mai 1997.

privilegiés, on vit plus mal aujourd'hui qu'en 1960. La désorganisation des systèmes productifs n'a d'égale que l'opacité des circuits d'exportation. Trafics clandestins et contrebande rendent à peu près impossible de cerner l'économie réelle du pays qui, en outre, a pratiquement cessé d'avoir une existence statistique. La publication annuelle de *Conjoncture économique* n'a pas survécu à la transition. Accéder aux rares documents contenant une information à peu près fiable relève de l'enquête policière<sup>22</sup>. Le Zaïre a disparu du rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement dans le monde.

Le bilan de trois décennies de mobutisme est atterrant. Le pays dont on vantait les richesses naturelles — le fameux « scandale géologique » — et qui paraissait au début des années soixante-dix devoir être promu au rang de moyenne puissance a rejoint le groupe des plus pauvres de la planète. Un seul indice de son sous-équipement : avant les troubles de ces dernières années qui ont aggravé la situation, le Zaïre ne comptait que 2 400 kilomètres de routes revêtues, soit un kilomètre pour 1 000 kilomètres carrés. Plus généralement, tous les systèmes de transport étaient dans un état de dégradation avancée, cause et conséquence d'un inquiétant sous-développement<sup>23</sup>. En dépit de multiples programmes de réhabilitation et des recommandations répétées de la Banque mondiale, des dysfonctionnements de plus en plus graves avaient conduit à une cessation quasi générale d'activité des offices publics de transport. Début 1995, le réseau ferroviaire de la SNCZ, Société nationale des chemins de fer du Zaïre, était complètement paralysé. Les trains ne durent leur remise sur les rails qu'à la création en mars de la même année de Sizarail, Société interrégionale zaïroise du rail, à l'initiative de la société sud-africaine Comazar<sup>24</sup>.

Pour noir qu'il soit, le tableau doit cependant être nuancé : des signes de reprise étaient par exemple perceptibles en 1995. Des investisseurs étrangers s'intéressaient à nouveau aux minerais : les groupes sud-africains Iscor et Gencor, le groupe suisse Lundin avaient soumissionné pour un projet de développement du riche gisement de Tenke-Fungurume (cuivre-cobalt). Le retraitement des scories du terril de Lubumbashi était en passe d'être attribué au groupe finlandais Outokumpu. Dans les carrières de Kolwezi, le Georges

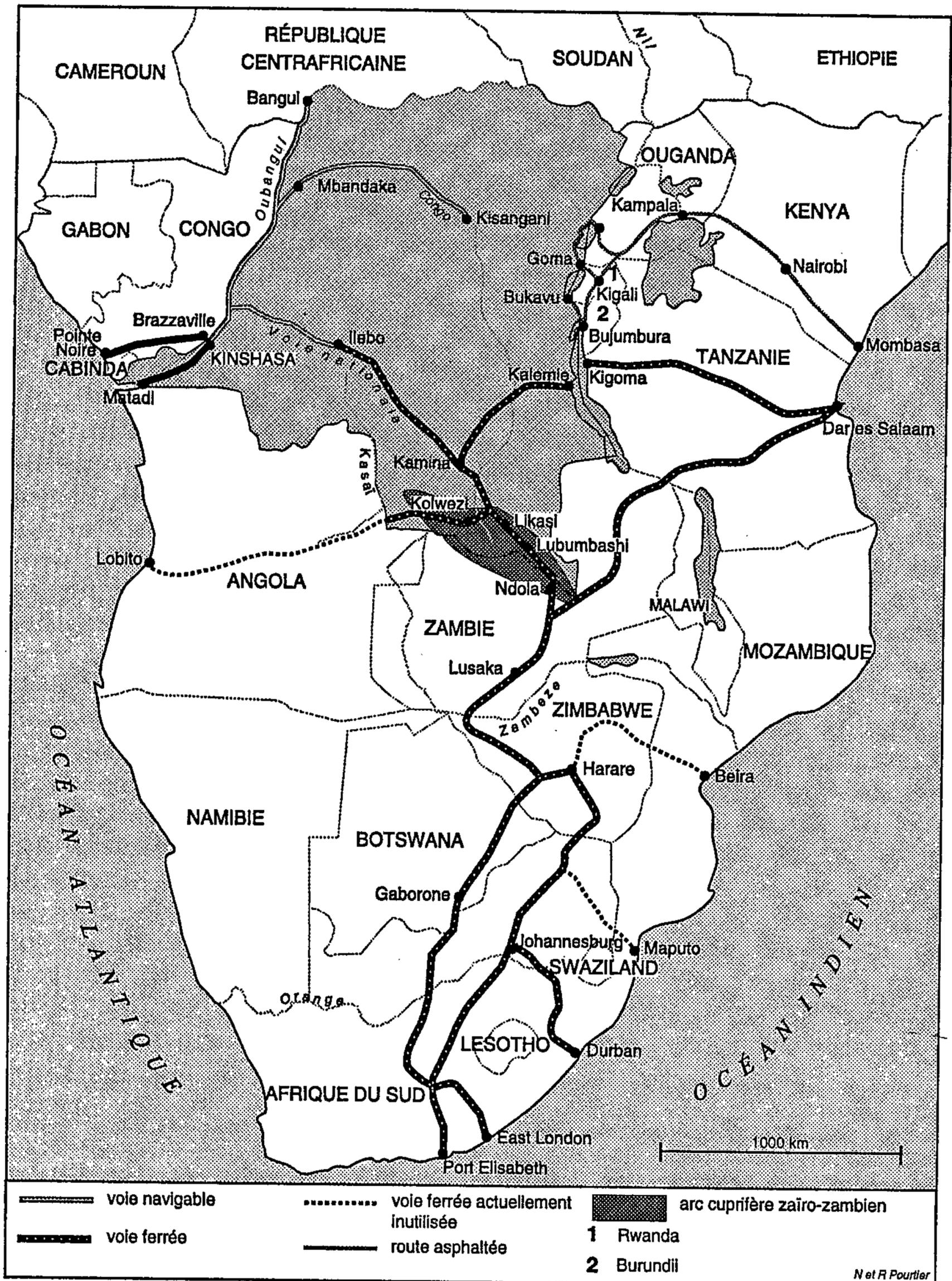
---

22. Il fallait par exemple être un Kinois averti pour localiser la publication d'un mensuel d'analyse économique, *Notes de conjonctures*.

23. Roland POURTIER, « Désorganisation des transports et spirale du sous-développement au Zaïre », in *Politiques agricoles et initiatives locales*, Orstom, 1993, p. 49-69.

24. Comazar est née de l'association entre l'entreprise sud-africaine Spoornet (division chemin de fer de la société d'État Transnet) et le groupe belge Transurb Consult.

# LE CONGO EN AFRIQUE : LES VOIES DE DÉSENCLAVEMENT



Forrest International, d'origine néo-zélandaise, et Krupp achevaient la mise en place d'un puissant système de convoyeurs-concasseurs, dit KOV-Courroies. Américains et Sud-Africains étaient en compétition pour l'or et les métaux rares de l'est du pays. Les investisseurs français, absents du secteur minier — ce qui relativise le poids économique de la France — misaient quant à eux sur une relance du marché zaïrois : par exemple, rachat d'Unibra, deuxième société de brasserie du pays, par le groupe Castel, ou extension des activités de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT). L'active chambre de commerce franco-zaïroise encourageait les hommes d'affaires à s'intéresser au Zaïre. La Conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises avait tenu ses assises à Kinshasa en novembre 1995 et reconduit à sa présidence l'homme d'affaires zaïrois Bemba Saolona : l'ambiance était à l'optimisme. Quelques mois plus tard, fin juillet 1996, la reprise de la coopération française au Zaïre était officiellement annoncée. Ironie de l'histoire, la mèche qui allait faire exploser la bombe du Kivu commençait alors à se consumer.

On peut interpréter le début de la reprise économique comme étant le signe indiquant que le Zaïre, ayant touché le fond, amorçait sa remontée. Les effets, en tout état de cause, ne pouvaient pas se faire sentir dans l'immédiat et c'est bien un pays épuisé, à l'économie exsangue et sans capacité de résistance — ni de raison de résister —, qu'allaient conquérir les troupes de Kabila. Un pays sans forces, à l'image du léopard de papier qu'était devenu son maréchal-président.

### Une armée sans combattants

Goliath vaincu par David : voilà l'image de l'effondrement militaire du Zaïre, balayé par une « rébellion » remarquablement pilotée par d'habiles stratèges. Ce n'est pas diminuer leur mérite que de constater qu'ils n'eurent pas en face d'eux une armée de combattants. Les Forces armées zaïroises (FAZ) étaient tout aussi « défazées » — selon ce franco-zaïrois toujours inventif et savoureux — que les autres corps de la société. On a tout dit dans la presse de cette armée de soudards, de ces généraux engraisés grâce à des trafics en tout genre qui les préoccupaient davantage que la défense de la patrie, de ces hommes de troupe mal sinon pas du tout payés, livrés à eux-mêmes pour survivre et qui ne voulaient pas mourir pour un dollar par mois. A chaque annonce d'une offensive — l'effet d'annonce compta beaucoup pour achever de démoraliser les militaires zaïrois —, le même scénario s'est reproduit : pillages, exactions, vols de véhicules pour faciliter la fuite et, selon les cas, abandon ou vente d'armement.

L'armée était parfaitement représentative d'un « mal zaïrois » élevé au rang de sport national par le président lui-même et qui avait fini par subvertir toutes les pratiques

sociales. Le « débrouille-toi toi-même » du fameux « article 15 » prend cependant une tournure particulière dès lors qu'on l'applique à l'aide d'un fusil. Les forces armées zaïroises étaient devenues les principaux facteurs de désordre du pays. Le Zaïre n'a pas le monopole, loin s'en faut, de cette déviance très fréquente dans les pays sous-développés où l'armée et la police offrent une structure d'accueil à une jeunesse pléthorique et sans emploi. Mais les excès du mal zaïrois et la durée de la crise économique en avaient aggravé les manifestations. Racket, sinon violences arbitraires et violations des droits de l'homme émaillaient le quotidien. Les pillages ne furent que l'expression paroxysmique des dérèglements d'une société devenue peu à peu anémique. « L'armée zaïroise, abandonnée à elle-même et occupée à piller le pays plutôt qu'à le défendre, est sans doute l'image la plus réaliste de l'état du Zaïre », résumait avec pertinence l'éditorialiste de *La Croix*<sup>25</sup>.

Les effectifs de l'armée n'ont jamais été clairement établis : les généraux trichaient sur le nombre pour obtenir davantage de subsides. Sur 141 480 personnels de la Défense nationale, y compris les civils, le total des forces armées proprement dites se serait élevé, en théorie, à environ 125 000 en 1995. Des experts militaires en poste à Kinshasa estimaient ce chiffre très au-dessus de la réalité : au mieux, les effectifs auraient pu se situer entre 80 000 et 90 000 hommes, mais une partie d'entre eux seulement pouvait être considérée comme opérationnelle. Les forces armées étaient très hétérogènes. Le gros des troupes constituant les FAZ, mal équipé, mal formé, de plus en plus clochardisé, représentait un potentiel de combat à peu près nul. La gendarmerie était mieux lotie, et l'accès à la brigade routière particulièrement prisé car il offrait une position de rente intéressante : l'extorsion d'argent à laquelle les automobilistes ne pouvaient échapper.

Véritable garde prétorienne, la division spéciale présidentielle (DSP) était recrutée principalement dans la province de l'Équateur parmi les Ngbandi (ethnie de Mobutu) et les ethnies apparentées. Elle comptait entre 10 000 et 15 000 hommes, bien équipés et rémunérés, censés représenter un corps d'élite. Ils se contentaient en réalité de tirer profit de leur sinécure, et effectuaient de temps à autre les basses besognes du pouvoir, comme le massacre des étudiants sur le campus de Lubumbashi en mai 1990<sup>26</sup>, mais ils n'avaient pas d'expérience réelle du combat.

La garde civile (GACI) avait pris une place importante, sous le commandement d'un familier de Mobutu, Kpama Baramoto, comme instrument de répression du pouvoir. Ses quelque 15 000 hommes, originaires eux aussi de l'Équateur, étaient surtout affectés au contrôle territorial, principalement urbain. Comme dans toutes les dictatures, le renseignement jouait un grand rôle : militaires et policiers en civil étaient plus redoutables encore

25. Yves PITETTE, « Trois années terribles », *La Croix*, 8 avril 1997.

26. Victor DIGEKISA PILUKA, *Le Massacre de Lubumbashi/Zaïre 11-12 mai 1990*, L'Harmattan, Paris, 1993, 414 p.

que les hommes en uniforme. Le SARM, Service d'action et de renseignement militaire, comptait environ 3 000 hommes, tout comme le SNIP, Service national d'intelligence et de protection<sup>27</sup>.

Cette armée était rien moins que nationale. Outre la garde prétorienne de Mobutu, la plupart des officiers généraux étaient originaires de l'Équateur. Cela contribua, il est vrai, à une large diffusion du lingala, une des quatre langues nationales du pays<sup>28</sup>. Aujourd'hui, à l'inverse, les militaires s'expriment plutôt en swahili. L'armée n'offrit pas un front uni durant la transition. Lors des pillages de janvier 1993 à Kinshasa, les militaires de la 31<sup>e</sup> division aéroportée, considérés comme acquis au changement, furent éliminés par des éléments de la DSP<sup>29</sup>, ce qui n'était pas fait pour renforcer la cohésion de l'armée. Ses corps d'élite mis à part, celle-ci était très mal équipée. Il semble que Mobutu, redoutant un coup d'État militaire, veillait à ce qu'elle ne dispose pas de matériels performants. Mais elle était surtout victime d'une gabegie généralisée. Les réseaux de revente de carburant, par exemple, fonctionnaient au vu et au su de tout le monde, au point de priver l'armée de l'air d'un minimum d'entraînement. Les parachutistes de la 31<sup>e</sup> brigade, bien formés par des instructeurs français à la fin des années quatre-vingt, étaient devenus inopérants — et finirent par se distinguer comme initiateurs des premiers pillages de septembre 1991...

Au cours des dernières années, l'institution militaire n'avait cessé de se désagréger. Sans qu'on puisse parler de véritables « seigneurs de la guerre » comme au Liberia, des chefs de bandes armées sillonnaient les régions éloignées du regard du pouvoir central, rançonnant les villageois : le temps des « grandes compagnies », synonyme d'une éclipse de l'État, revenait au galop. Les unités stationnées dans l'intérieur étaient de plus en plus détestées par les populations victimes de leurs exactions. C'est le cas du 411<sup>e</sup> bataillon des FAZ cantonné à Rumangabo, au Nord-Kivu, de sinistre mémoire.

L'armée zaïroise était, à l'image de l'État, en décomposition. Elle avait cessé depuis longtemps d'être combattante, et des vertus militaires telles que la discipline avaient perdu leur sens. Elle n'était plus qu'un organisme parasite préoccupé en priorité de prélever sa part de la rente, ou simplement de survivre. Des généraux affairistes et des soldats en haillons contraints de vivre sur le pays n'étaient pas préparés à affronter un adversaire déterminé. Il n'est donc pas surprenant que les FAZ aient opposé si peu de résistance à des combattants bien encadrés, motivés et aguerris. Au fond, l'armée fut la première victime du mal zaïrois, un mal devenu mortel au fil des ans.

---

27. En avril 1996, le gouvernement avait annoncé son remplacement par une nouvelle Direction générale de la sûreté nationale.

28. Avec le swahili, parlé dans la moitié est du pays, le kikongo (langue des Kongos) et le tshiluba (langue des Lubas).

29. Colette BRAEKMAN, *Terreur africaine, Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence*, Fayard, Paris, 1996, 347 p.

## La conquête du pouvoir

Il est toujours facile d'expliquer après coup pourquoi ce qui advint est advenu. Lorsque, le 18 octobre 1996, l'AFDL fut créée avec comme objectif d'abattre Mobutu, elle lançait un défi. Mais qui alors aurait parié sur Kabila ? C'est seulement lorsque Kisangani tomba le 15 mars 1997 qu'il devint à peu près certain que les jeux étaient faits. Le lendemain, le gouvernement belge déclarait avec lucidité : « L'époque de Mobutu est révolue. » Les vaines tentatives diplomatiques entreprises pour trouver un compromis entre la rébellion triomphante et un pouvoir chancelant, dont on pouvait penser au mieux qu'il n'abandonnerait pas Kinshasa sans combat, n'eurent d'autre effet que de stimuler les forces de l'Alliance. La rencontre difficilement arrangée par Nelson Mandela sur l'Outeniqua, le 4 mai 1997, entre Kabila et Mobutu, tourna à la confusion de ce dernier. A quelques pas du but, l'Alliance n'entendait pas offrir le moindre avantage à Mobutu, pas même le laisser sortir dignement de la scène. Nelson Mandela ne pouvait faire qu'un commentaire désabusé : « Le mot cessez-le-feu ne fait pas partie du vocabulaire de monsieur Kabila<sup>30</sup>. » La guerre, et elle seule, allait jouer son rôle d'accoucheuse de l'histoire.

## Kivu : le nœud gordien

La guerre du Kivu marque le commencement de la fin du régime de Mobutu. La complexité des problèmes que soulève son étude tient à la multiplicité des acteurs, au chevauchement de conflits de natures diverses qui firent de cette région de hautes terres situées aux frontières orientales du Zaïre un des points géopolitiques les plus chauds du continent<sup>31</sup>. Le Kivu, tout d'abord, appartient à la zone de très grande tension foncière correspondant aux fortes densités de la crête Congo-Nil qu'il partage avec le Rwanda et le Burundi. Sans réduire la guerre à une question de surpopulation et d'espace vital<sup>32</sup>, on ne peut éviter de prendre en compte la dimension démographique dans l'analyse du conflit. Dès avant l'arrivée des Blancs, le Kivu fut une terre de migration pour les populations rwandaises, notamment les pasteurs, qui y retrouvaient des conditions écologiques familières : les montagnes du Kivu prolongent vers l'ouest le « pays des mille collines ». La colonisation interrompit un temps ces courants migratoires en fixant des frontières dont les

30. Cité par Stephen SMITH, « Zaïre : Mobutu annonce sa retraite, Kabila exclut un cessez-le-feu », *Libération*, 5 mai 1997.

31. Roland POURTIER, « La guerre du Kivu : un conflit multidimensionnel », *Afrique contemporaine*, n° 180, octobre-décembre 1996, p. 15-38.

32. J.-F. GOTANÈGRE, « Surpopulation et guerre : l'exemple du Rwanda », *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, t. 30, janvier-juin 1996, p. 33-47.

tracés ne correspondaient pas aux dynamiques spatiales locales. La partie du Kivu proche de son lac éponyme dépendait d'ailleurs des royaumes rwandais. A partir des années vingt, l'administration belge devait encourager puis organiser ces migrations, notamment avec la création en 1937 de la mission d'immigration des Banyarwanda, nom donné aux originaires du Rwanda, toutes ethnies confondues. L'objectif était double : alléger les densités déjà fortes au Rwanda, fournir de la main-d'œuvre à une colonisation agricole en pleine expansion au Kivu (plantations de café, de thé, de quinquina).

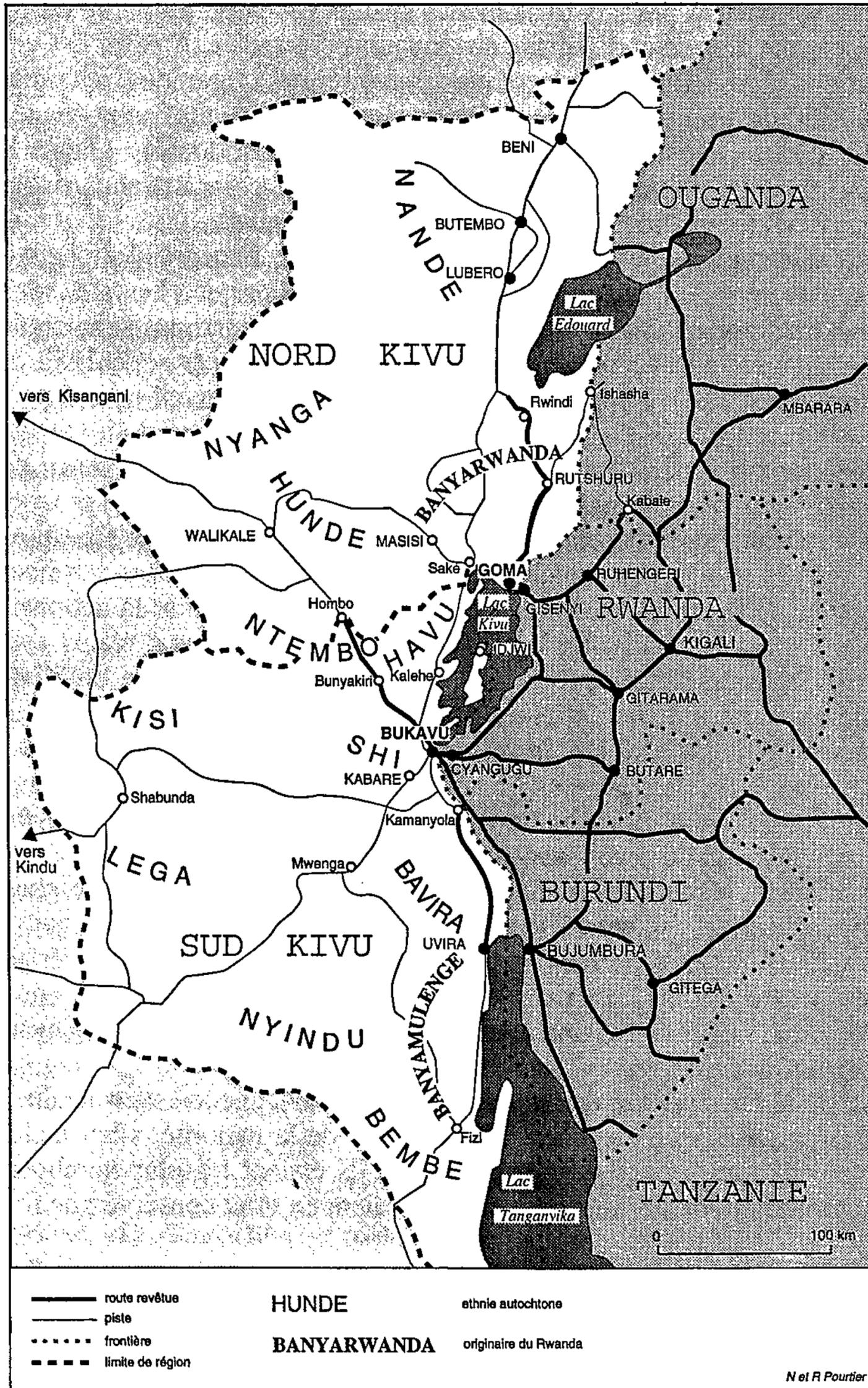
L'installation des premières vagues de migrants, avec l'accord des chefs coutumiers locaux, ne souleva pas de difficultés. Celles-ci n'apparurent que plus tard, sous l'effet du nombre, quand les autochtones (Hunde, Nyanga, Tembo) se virent submergés. Les violences interethniques qui accompagnèrent la « révolution sociale » de 1959 au Rwanda, lorsque la majorité hutue s'empara d'un pouvoir traditionnellement exercé par les Tutsis, provoquèrent l'exil de dizaines de milliers de Tutsis, non seulement en Ouganda, qui fut leur principale terre d'accueil, mais aussi au Kivu. L'ère des réfugiés venait de commencer. Par la suite, chaque période de violence, au Rwanda et au Burundi, provoqua de nouvelles arrivées. Depuis les indépendances, la question de la nationalité s'est posée au Kivu avec une acuité croissante. Les autochtones, devenus minoritaires dans certaines zones, en particulier celles de Rutshuru et de Masisi, commencèrent à dénier la nationalité zaïroise aux « étrangers » banyarwanda. La législation embrouilla comme à plaisir cette question de la nationalité<sup>33</sup>, qui, année après année, resserra le nœud gordien du Kivu. Un texte promulgué en 1981 donna une définition beaucoup plus restrictive que celui de 1972, de sorte que des dizaines de milliers de résidents d'origine rwandaise se virent légalement dépossédés de la nationalité zaïroise. Au cours de la transition, les accusations de « nationalité douteuse » devinrent une arme politique. Le Premier ministre Kengo lui-même en fut la cible, sa mère étant d'ascendance tutsie. Le 28 avril 1995, le Parlement de transition adoptait une série de résolutions destinées à assimiler tous les Zaïrois d'origine rwandaise à des réfugiés. C'est précisément la dénégation de la nationalité zaïroise qui provoqua la rébellion des Banyamulenge, Tutsis installés au Sud-Kivu depuis des générations. Après une montée continue des tensions dans la région d'Uvira — le commissaire de zone avait, par exemple, ordonné que soient inventoriés les terrains appartenant aux Banyamulenge — ils se préparèrent à la riposte.

La transition démocratique a de toute évidence aggravé une situation tendue depuis des années, car la perspective d'élections, avec la règle de la majorité, allait inéluctablement donner le pouvoir local aux Banyarwanda là où ils étaient les plus nombreux. Tout en revendiquant leur nationalité zaïroise, ceux-ci avaient en effet conservé une forte identité,

---

33. Mgr KANYAMACHUMBI, *Les Populations du Kivu et la loi sur la nationalité*, ATRIO, Éd. Select, Kinshasa, 1993, 153 p.

# KIVU ET RÉGION DES GRANDS LACS



pratiquaient largement l'endogamie et la langue kinyarwanda et détenaient des positions économiques enviées. Il ne faisait guère de doute que les clivages politiques allaient tout naturellement s'établir sur la ligne ethnique. Le terrain était particulièrement propice en outre pour la mise en œuvre de la stratégie du chaos : Mobutu pouvait y jouer son « rôle préféré, celui du pyromane transformé en pompier<sup>34</sup> ». En 1992-1993, la région du Masisi fut le théâtre d'affrontements violents entre autochtones et Banyarwandas, Hutus et Tutsis confondus. Début 1994, cependant, les chefs coutumiers avaient réussi à mettre un terme aux violences ; l'embellie était en vue. Quelques mois plus tard, le génocide des Tutsis au Rwanda puis le déferlement au Kivu des Hutus vaincus par le Front patriotique rwandais (FPR) allaient faire basculer la région dans le cycle infernal des violences sans fin.

L'installation de quelque 1 200 000 réfugiés hutus<sup>35</sup> dans une étroite frange de terre longeant les frontières du Rwanda et du Burundi créa en quelques mois une situation explosive en important au Kivu la haine fratricide entre Hutus et Tutsis. Les combats reprirent dans le Masisi, plus meurtriers que jamais, cette fois-ci entre trois protagonistes, Hutus, Tutsis, autochtones, sans compter les FAZ qui vendirent leurs services au plus offrant. Au Nord-Kivu, les autochtones accusaient les Hutus de vouloir créer à leurs dépens un « Hutuland<sup>36</sup> ». Au printemps 1996, des dizaines de milliers de personnes avaient fui les zones de combat et s'amassaient près de Saké, non loin des camps de réfugiés. A la fin de l'été, le « nettoyage ethnique » du Masisi était pratiquement achevé et le Hutuland constitué<sup>37</sup>. L'imbrication entre les différents conflits locaux et régionaux était désormais complète.

La guerre du Zaïre, issue de la poudrière du Kivu, apparaît comme le prolongement, et la phase finale, de la guerre civile du Rwanda. Les camps de réfugiés représentaient en effet un danger majeur pour le pouvoir tutsi de Kigali : les ex-Forces armées rwandaises (FAR) et les *interahamwe* qui avaient pu se replier au Zaïre à la faveur de l'opération *Turquoise* se préparaient à la revanche selon un scénario comparable à celui qui avait permis au FPR de constituer sa force militaire en Ouganda. Ils se réorganisaient à l'abri

---

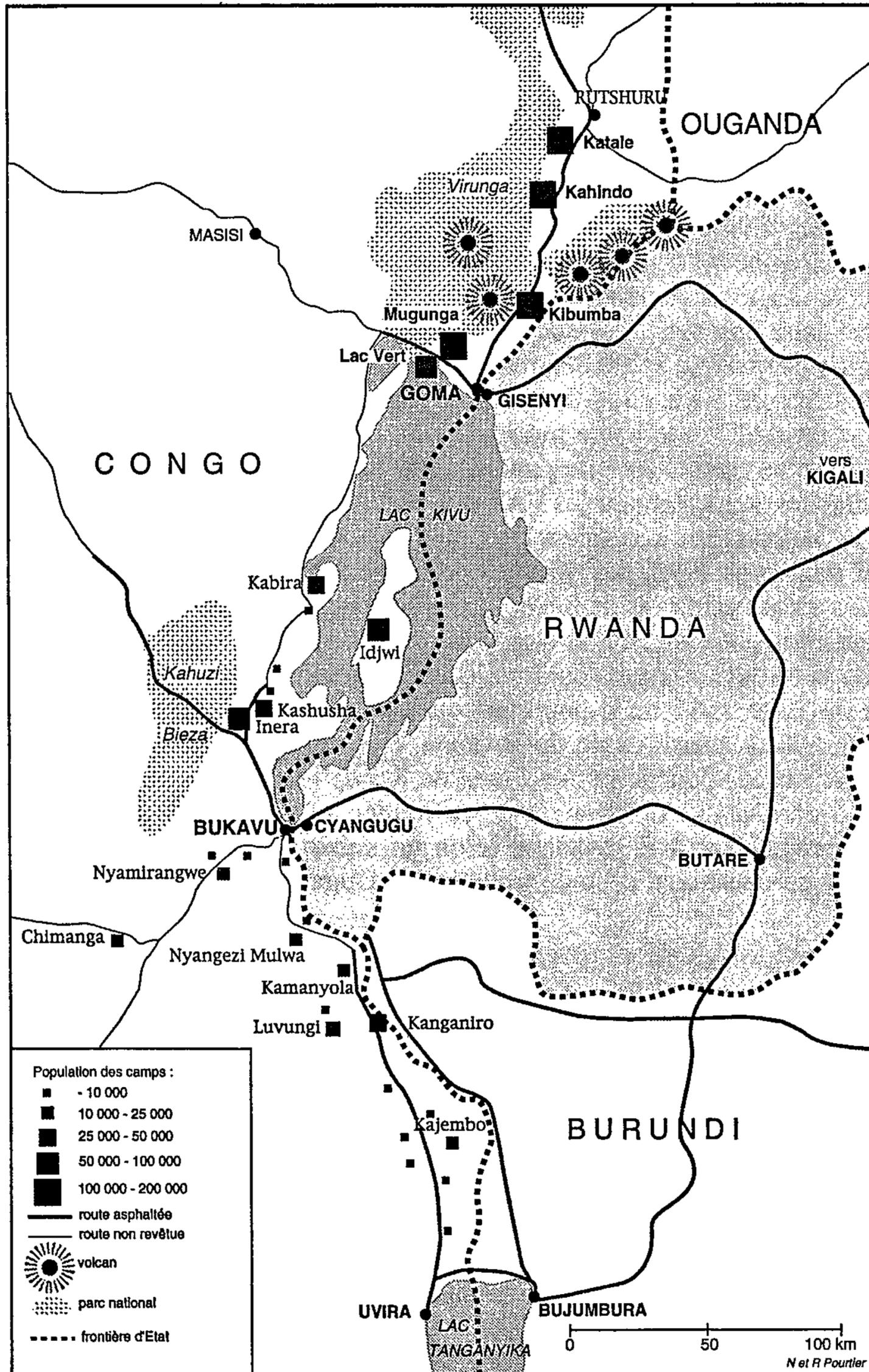
34. Colette BRAEKMAN, « Le Zaïre de Mobutu, "parrain" des Grands Lacs », in *Les Crises politiques au Burundi et au Rwanda*, p. 387-394, sous la direction d'André GUICHAOUA, université des sciences et technologies de Lille, Karthala, Paris, 1995, 790 p.

35. La question du nombre des réfugiés a fait l'objet d'incessantes controverses, leurs porte-parole et les ONG travaillant dans les camps étant suspectés de gonfler les chiffres. Les informations que j'ai recueillies en février 1996 au Kivu, auprès du HCR, du PAM, de la Croix-Rouge, d'Oxfam, etc., et dans des camps, notamment à Kibumba, m'inclinent à pencher en faveur de la fiabilité des données fournies par le HCR, avec une marge d'erreur qui ne devrait pas sortir d'une fourchette de 10 %.

36. Cf. un document établi par un conseiller de la République, Eugène MUHIMA, *Génocide pour un Hutuland ?*, Éditions Tara, Kinshasa, 1996, 25 p.

37. *Dossiers noirs*, n° 9, *op. cit.*, se référant à un rapport de Human Rights Watch-Fédération internationale des droits de l'homme, *Forcés de fuir. Violence contre les Tutsis au Zaïre*, juillet 1996.

# CAMPS DE RÉFUGIÉS AU KIVU, AOÛT 1996



du « bouclier » formé par les civils gardés en « otages » dans les camps. Ce n'était un secret pour personne que le camp du lac Vert abritait l'état-major des ex-FAR. L'encadrement d'une société rwandaise, traditionnellement très structurée, s'était reconstitué non seulement, comme il a souvent été dit, sous le contrôle des *interahamwe*, mais avec la participation active des cadres rwandais (fonctionnaires, enseignants, médecins, etc.) qui n'étaient pas tous d'anciens miliciens. Le regroupement des réfugiés par communes d'origine avait facilité la réplique des encadrements sociopolitiques. Devant cette situation, et au terme de la période d'urgence, l'ONG Médecins sans frontières s'était retirée des camps à la fin de 1994, refusant de cautionner une action dont les « génocisseurs » étaient les premiers bénéficiaires. Parmi la quarantaine d'ONG présentes dans les camps, la plupart anglo-saxonnes, MSF fut la seule à faire ce choix, un choix difficile mais salutaire, qui ramène l'humanitaire sur le terrain du politique.

Car les camps de réfugiés posaient bien, fondamentalement, un problème politique. Ne pas le résoudre rapidement, c'était reculer pour mieux sauter. La communauté internationale, s'étant révélée incapable non pas d'imposer, mais simplement de proposer une solution viable, ne fit rien d'autre que s'en remettre au temps. Les conférences de Tunis et du Caire, l'accord tripartite de Genève (Rwanda, Zaïre, HCR) du 20 décembre 1995 sur les conditions du rapatriement des réfugiés ne servirent à rien. Indifférent à la vaine agitation diplomatique, le Programme alimentaire mondial (PAM)<sup>38</sup> gérait la logistique bien huilée d'un *business* humanitaire mettant en relation les producteurs de maïs et de blé du Middle West et de l'Union européenne avec ses délégués contrôlant l'autre extrémité du *food pipeline*, pour un coût arrondi d'un million de dollars par jour<sup>39</sup>.

Pendant ce temps, les deux adversaires fourbissaient leurs armes. L'aéroport de Goma était utilisé pour livrer des armements destinés aux ex-FAR au moment même où le Zaïre amusait la galerie en restituant aux autorités rwandaises quelques armes confisquées aux mêmes FAR, qui avaient été, en principe, désarmées lors de leur entrée au Zaïre en juillet-août 1994<sup>40</sup>. Le Rwanda, quant à lui, exonéré d'embargo, recevait des matériels militaires de tous côtés, notamment d'Afrique du Sud.

Le printemps et l'été 1996 furent marqués par une recrudescence des incidents à la frontière zaïro-rwandaise. Les incursions hutues au Rwanda à partir du sanctuaire zaïrois se multipliaient. Les déclarations bellicistes aussi. Un exemple, le journal rwandais *La*

38. Plus connu localement sous son sigle anglais de WFP, World Food Program.

39. World Food Program, *Rwanda/Burundi Regional Emergency 1996*, Food and Cash Requirements, décembre 1995. Le coût de 1 million de dollars par jour concernait l'ensemble des 3 millions de réfugiés et déplacés rwandais et burundais.

40. J'ai assisté à cette remise d'armes, qui eut lieu le 13 février 1996 à la frontière entre Goma et Gisenyi : une demi-douzaine de véhicules blindés apparemment hors d'usage et un camion rempli d'armes légères, on était loin du compte...

*Semaine du reporter* du 10 avril 1996 rapportait ces propos du ministre rwandais de l'Information : « Si le Zaïre entend nous renvoyer au Rwanda ceux de ses ressortissants qui ont toujours habité ces régions (Goma, Masisi, Walikale, Kalehe, Jamba et l'île d'Idjwj) sous prétexte qu'ils sont rwandais, pourquoi n'irait-il pas jusqu'à renoncer à ces régions au profit du Rwanda ? » Cette déclaration faisait écho à un retour au Rwanda, semble-t-il important, qu'il fût volontaire ou contraint, de Tutsis du Zaïre.

Alors que, jusqu'à présent, les violences interethniques avaient surtout affecté le Nord-Kivu, les tensions les plus vives étaient signalées en septembre 1996 au Sud-Kivu, dans la région d'Uvira. Au début du mois, les autorités zaïroises donnèrent aux Banyamulenge<sup>41</sup> sept jours pour quitter le pays, en vertu de l'application des textes de 1981 sur la nationalité et des résolutions du Parlement, tandis que la chasse au faciès tutsi s'amplifiait<sup>42</sup>. Il faudra sans doute du temps avant que l'on mesure précisément les responsabilités des acteurs impliqués dans le déclenchement de la rébellion du Sud-Kivu. La coalition, un peu rapidement qualifiée de « tutsie », avait en tout cas un prétexte légitime pour intervenir.

### L'AFDL entre rébellion et coalition régionale

Lorsque les Banyamulenge prirent les armes, leur objectif premier était de défendre des droits territoriaux acquis par plusieurs générations de présence et d'exploitation des pâturages du massif montagneux de l'Itombwé. Le contexte régional des conflits dans la région des Grands Lacs interféra d'emblée avec ces enjeux locaux. Les Tutsis du Zaïre se trouvaient en effet menacés non seulement par les autochtones (Vira, Bembe), mais aussi par la consolidation d'un *Hutu power* constitué à l'abri des camps de réfugiés. Dès le début des affrontements, il apparut clairement que l'ensemble de la région des Grands Lacs était concerné : la rébellion des Banyamulenge s'inscrivait dans une stratégie mise au point à Kigali et destinée à détruire, avant qu'il ne soit trop tard, le potentiel de reconquête des Hutus réfugiés au Zaïre.

Les Banyamulenge servirent à la fois de fer de lance et de cinquième colonne. Un certain nombre d'entre eux avaient participé à la campagne victorieuse du FPR, d'autres suivirent un entraînement militaire au Rwanda, en prévision de l'affrontement généralisé qui se préparait. Il est aussi probable que des combattants rwandais aguerris s'infiltrèrent au Zaïre pour participer aux opérations militaires, si ce n'est pour les coordonner. Le choix

---

41. Jean-Claude WILLAME, « Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », *Cahiers africains*, n° 25, CEDAF, L'Harmattan, Paris, 1997, 156 p.

42. Human Rights Watch/Africa, *Zaïre. Transition, guerre et droits de l'homme*, avril 1997, 71 p.

stratégique consistant à attaquer les camps de réfugiés montre clairement quels étaient les objectifs fondamentaux d'une « rébellion » qui n'en était déjà plus une, puisqu'il s'agissait de l'élargissement au territoire zaïrois de la guerre civile rwandaise. Sans intervenir directement au Zaïre, sans déclaration de guerre, Paul Kagame pouvait prendre à revers les camps de réfugiés en réalisant une opération de grande envergure dans le but, au minimum, de constituer un glacis protecteur à la frontière occidentale du Rwanda, plus sûrement d'éliminer les milices hutues. N'avait-il pas déclaré en novembre 1996 : « Ma priorité n'est pas qu'il y ait une zone tampon, c'est de ne pas avoir de milices du tout <sup>43</sup> » ?

C'est dans ce contexte que fut créée à Lemera, le 18 octobre 1996, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre. L'AFDL regroupait quatre partis : le Parti de la révolution populaire (PRP) de Laurent-Désiré Kabila, le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ) de Mosasa Miumataga, le Conseil national de résistance pour la démocratie (CNRD) dirigé par Kisasse Ngandu et l'Alliance démocratique des peuples (ADP) de Déogratias Bugera. Le PRP, mouvement rebelle basé à Fizi et catalogué « marxiste » — époque oblige — aurait été fondé en avril 1967 <sup>44</sup>. La biographie de Kabila reste à écrire, beaucoup d'épisodes de sa carrière (révolutionnaire ? affairiste ?) restant obscurs, mais ce qui paraît ne pas faire de doute, ce sont les liens étroits qui l'unissent à Kagame et Museweni. Selon les interprétations, il serait soit leur homme de paille, soit un « compagnon ». En tout cas, il n'est pas tutsi, mais luba originaire de Moba <sup>45</sup>. Ce fait est important car il a donné à la rébellion « tutsie » une dimension « nationale ».

Kisasse Ngandu aurait rassemblé en Ouganda six cents jeunes, fils d'exilés zaïrois, pour leur donner une formation militaire tout en leur inculquant une idéologie lumumbiste <sup>46</sup>. Après sa disparition, dans des conditions mal élucidées, Émile Ilunga, son successeur à la présidence du CNRD, rallia à la cause de l'Alliance les ex-« gendarmes katangais » établis en Angola. Depuis leur échec à Kolwezi, ceux-ci n'avaient pas abandonné le métier des armes et formaient une troupe d'élite, les fameux « tigres ». S'étant mis au service du pouvoir de Luanda, ils combattaient les troupes de l'Unita, fidèle alliée de Mobutu. Leur apport, estimé à cinq mille hommes <sup>47</sup>, sans compter les nouveaux « tigres » et « tigresses » qui se précipitèrent pour s'enrôler dans l'armée de libération après la chute de Lubumbashi, a été décisif. Le front angolais permettait de contourner les lignes de défense zaïroises. La guerre du Zaïre avait à nouveau changé d'échelle.

43. *Courrier international*, 7 novembre 1996, reprenant une interview de *The Guardian*.

44. Germain MUKENDI et Bruno KASONGA, *Kabila. Le retour du Congo*, Quorum, Ottignies, 1997, 269 p.

45. Parmi ses faits d'armes, il se fera d'ailleurs remarquer par la prise, sans lendemain, de Moba en 1985.

46. Colette BRAECKMAN, « Plusieurs pilotes pour un grand tournant africain », *Le Soir*, 20 mai 1997.

47. Selon les *Dossiers noirs*, *op. cit.*

Sans qu'il y eût jamais d'intervention officielle des États, c'est sur une véritable coalition régionale qu'avait débouché la rébellion banyamulenge. Mobutu n'avait qu'un allié objectif, Jonas Savimbi, et quelque bienveillance du côté des « francophones ». Le président gabonais Omar Bongo crut pouvoir jouer un rôle dans une partie politique dont le déroulement montra qu'il en était exclu, tout comme le président congolais Pascal Lissouba. L'histoire s'écrivait à l'est, du côté anglophone. En soutenant l'Alliance, c'est l'ensemble des pays voisins du Zaïre, à l'est et au sud, qui s'est ligué pour abattre Mobutu : Ouganda, Rwanda, Burundi (celui-ci confronté à une crise intérieure très grave ne pouvait pas grand-chose), Zambie, Angola. L'ampleur des engagements régionaux va bien au-delà de la « légion tutsie » que des analystes des services de renseignement, français et belges surtout, mettaient en avant pour dénoncer l'« agression » ougandaise<sup>48</sup>.

Certains milieux politiques et militaires français qui furent impliqués dans le fiasco rwandais n'en ont pas encore fait le deuil et alimentent plus ou moins consciemment une tutsiphobie passionnelle qui les empêche de reconnaître posément l'intelligence stratégique et tactique d'un Paul Kagame, ou les conduit à assimiler Yoweri Museweni, d'ethnie Nyankole, à un Tutsi, comme cela a été écrit dans certains journaux. Il n'est pas nécessaire d'ethniciser le conflit pour comprendre les raisons de la victoire de l'Alliance et de ses alliés. Sur le plan de la technique militaire, les méthodes mises en œuvre par le FPR lors de la conquête du Rwanda ont été à nouveau appliquées avec succès : infiltration à l'arrière des lignes adverses pour les prendre à revers, prise des centres urbains sans chercher dans un premier temps à établir un contrôle territorial étalé. Dans la guerre du Zaïre s'ajoutent, outre les faiblesses des FAZ, déjà évoquées, les dynamiques propres à une croisade de libération, en particulier l'enrôlement de jeunes recrues dans l'enthousiasme de la progression des troupes de l'Alliance.

La coalition apparaît beaucoup plus de circonstance qu'elle ne répond à des objectifs communs, au-delà de l'éviction de Mobutu. L'Ouganda et l'Angola, par exemple, ont peu d'intérêts en commun. Pour Kampala, un des buts de la guerre consistait à supprimer les bases arrière dont les mouvements rebelles ougandais pouvaient disposer dans les confins mal contrôlés du nord-est du Zaïre proches à la fois du Soudan et de l'Ouganda. Cet objectif croise un des axes majeurs de la géopolitique africaine et des préoccupations américaines dans les régions du haut Nil : contenir le Soudan islamiste. Pour Luanda, dont la participation aux actions militaires a été tardive mais efficace, l'élimination de Mobutu fait perdre à Savimbi son principal soutien ; le leader de l'Unita se retrouve désormais très isolé. Mais le pays le plus directement concerné par la guerre reste, bien entendu, le

---

48. Jacques ISNARD, « “Une légion tutsie” de quinze mille hommes, formée par l'Ouganda, aurait appuyé les forces rebelles, selon les services occidentaux », *Le Monde*, 13 mai 1997.

Rwanda : l'insoluble question des réfugiés hutus a été un des éléments centraux du conflit et en reste le dramatique point noir.

### Le sort des réfugiés : le prix à payer ?

Le triomphe de Kabila n'a pu masquer deux zones d'ombre. Son peu d'égards envers les revendications démocratiques dont l'expression publique a été interdite et déjà réprimée lors de manifestations à Kinshasa. Son peu d'empressement à faciliter la mission d'enquête de l'ONU relative au sort des réfugiés qui n'ont pas regagné le Rwanda.

Depuis le début de la rébellion, les camps de réfugiés ont été au cœur de la guerre, au point d'en faire oublier les autres enjeux. Il est vrai que les médias ont été surtout attentifs au sort des réfugiés et à l'espèce d'horreur biblique qu'accompagne le malheur sans fond d'un exode sans issue. La seule velléité d'intervention de l'ONU concerna le sort des réfugiés : on sait comment le retour massif, mi-volontaire mi-forcé, de 600 000 à 800 000 Rwandais à partir du 15 novembre 1996 mit un terme à la mission de la Force multinationale au Zaïre, avant même qu'elle ait commencé à se déployer. Les autorités de Kigali assuraient être en mesure de régler seules le problème des réfugiés, avec l'appui tacite des États-Unis. Les colonnes compactes de Rwandais regagnant leur pays en rangs serrés semblaient leur donner raison.

On n'entrera pas ici dans la polémique terrifiante de la comptabilité des vivants et des morts. Après la vague des retours, entre 300 000 et 500 000 personnes manquaient à l'appel. Pour ceux qui n'étaient pas rentrés, et parmi eux naturellement la plupart des ex-militaires et miliciens, commença alors un tragique exode jalonné par des camps qui firent une brève actualité avant de retomber dans l'oubli : Shabunda, Tingi Tingi, Amisi, Kasese, Biaro... L'impossible séparation de l'humanitaire et du militaire a transformé ces camps en éphémères objectifs de la guerre. Dès lors que l'ONU n'intervenait pas, les réfugiés n'étaient-ils pas condamnés ? Les révélations sur les charniers, obstinément niés par le nouveau pouvoir, se sont faites de plus en plus nombreuses et précises. Un rapport établi fin février<sup>49</sup>, faisant état de nombreux massacres de réfugiés hutus dans l'est du Zaïre, a bénéficié d'une large publicité. Les informations émanant d'organisations internationales, ONU, HCR, ou d'ONG, notamment MSF et UNICEF, convergent et ne laissent aucun doute sur la réalité des massacres dont seule l'ampleur ne peut être précisée. Le nouveau pouvoir compte sur le temps pour en effacer les traces, ou sur l'incinération des corps des victimes. On hésite à prononcer le mot de « génocide » qui rappelle trop les effrayants massacres de 1994 perpétrés par les Hutus extrémistes. Mais comment qualifier, si elle se

---

49. *Libération*, 10 mars 1997.

confirme, l'élimination systématique des réfugiés hutus qui ne sont pas parvenus à fuir devant l'avancée de l'AFDL ? Quelques milliers de rescapés de l'exode sont arrivés au Congo-Brazzaville ; certains ont continué jusqu'au Gabon. D'autres ont atteint le Soudan ou l'Angola. Et les autres ? La chape de la forêt équatoriale en fera bientôt disparaître jusqu'au souvenir. On ne saura sans doute jamais la vérité, mais le pouvoir de Kabila risque de garder longtemps les stigmates de ce péché originel qui, probablement, était le prix à payer à l'allié rwandais. Malheur aux vaincus.

### Du Zaïre au Congo : la gestion de la victoire

Le Zaïre doit être reconstruit en totalité. Au sens physique du terme, car il n'y a pratiquement plus d'infrastructure de transport ; au sens politique, mais il faut d'abord déblayer les ruines du mobutisme ; au sens moral, car après plusieurs années d'un profond désarroi la population a perdu ses repères. En un mot, la renaissance du Congo dépend de la capacité de ses nouveaux leaders à reconstruire un État. Maintenant que Laurent-Désiré Kabila a chassé Laurent-Désiré Mobutu — étrange coïncidence des prénoms —, chacun s'interroge sur l'avenir de ce nouveau Congo. L'état des lieux tel qu'on peut le dresser en juillet 1997 n'appelle ni un excès d'optimisme — le muselage des partis politiques et la persistance de pratiques de prédation n'y prêtent pas<sup>50</sup> —, ni cet excès de pessimisme qui fit écrire à Jacques Godfrain, alors ministre de la Coopération, quelques jours avant l'entrée des troupes de l'AFDL à Kinshasa : « Soyons prudents et modestes ; il y a vingt ans, la libération de Phnom Penh par les Khmers rouges, dont on a pu apprécier depuis l'humanisme, était saluée dans les mêmes termes<sup>51</sup>. »

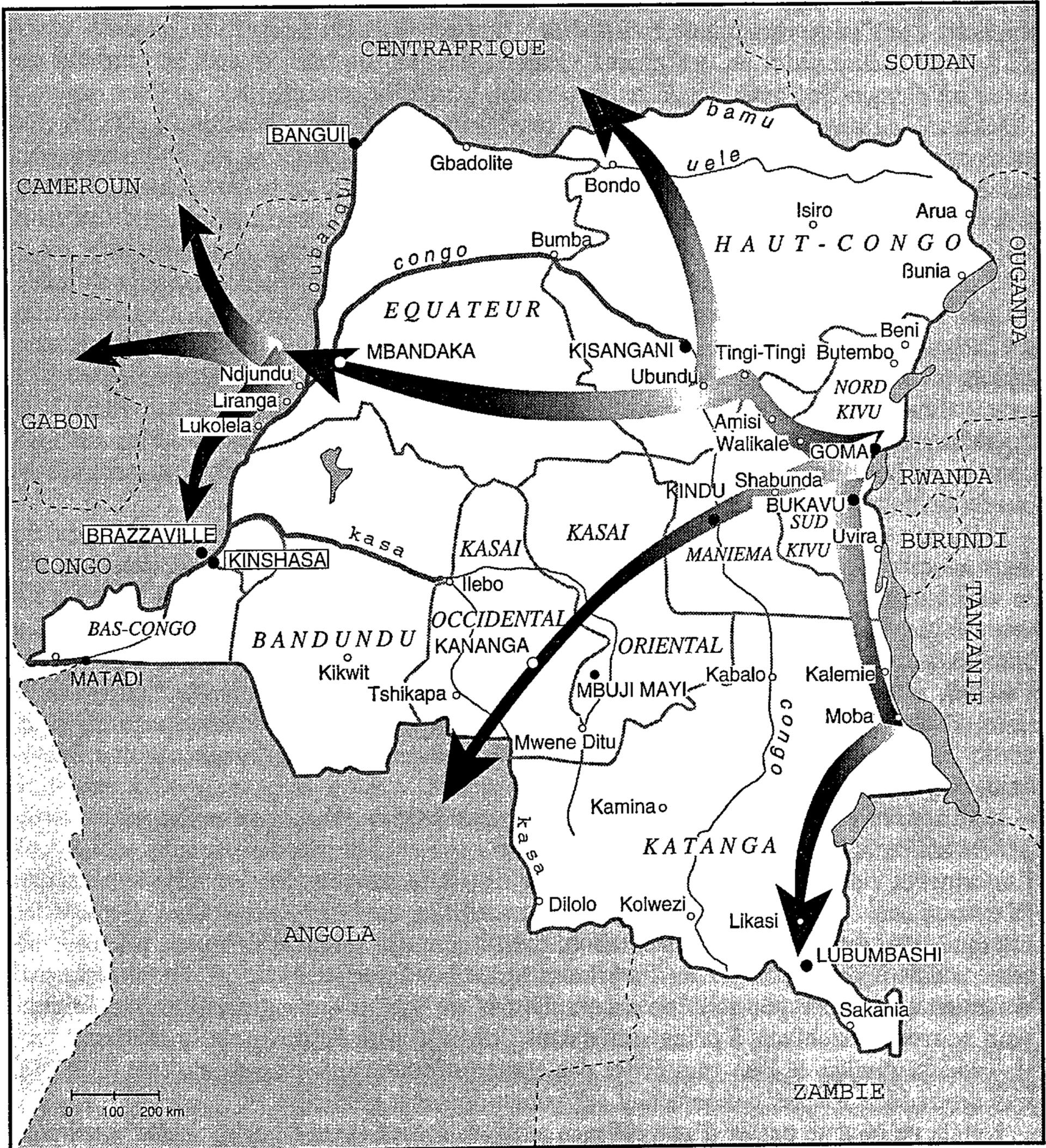
La reconstruction nécessitera d'énormes investissements. Or, le Zaïre, qui a toujours la réputation d'un « scandale géologique », conserve un sous-sol attractif. A preuve, la précipitation avec laquelle des groupes américains ont financé l'AFDL en échange de contrats miniers, notamment America Mineral Fields. Les grandes manœuvres sont en cours pour le partage des dépouilles : Nord-Américains et Sud-Africains occupent les premières loges. Si, dans un premier temps, ces derniers semblent avoir été distancés, rien n'est définitif car ils ont l'avantage de la proximité et de la connaissance du terrain. Peut-être payent-ils une collaboration trop étroite avec Mobutu — dont une part notable de la fortune serait en Afrique du Sud. A moins qu'on n'entre dans une configuration de rivalité entre, d'une

---

50. Le ministre des Finances de la toute jeune république démocratique du Congo a été assigné à résidence pour son implication dans un trafic de billets de banques selon une information AFP Reuter, rapportée par *Le Monde*, 26 juillet 1997.

51. *Le Figaro*, 6 mai 1997.

# L'EXODE DES RÉFUGIÉS HUTUS



part, un bloc Ouganda-Rwanda-Congo et, d'autre part, l'Afrique du Sud. Vu du Katanga et des rives du Tanganyika — le nouveau centre de gravité du territoire conquis par Kabila —, le Congo est soumis à la double attraction de l'Est et du Sud. Dans un environnement encore mouvant, les enjeux miniers, toujours ouverts, restent en tout état de cause un élément important de la recomposition géopolitique régionale.

Mais c'est l'investissement humain qui représente la véritable richesse des peuples. La reconstruction du pays passe par sa mobilisation. Or, le Congo hérite d'une situation tout à fait paradoxale. Ses 45 millions d'habitants représentent un potentiel humain d'une grande richesse tout en restant très largement en friche. La renommée internationale du Congo-Zaïre s'est surtout fondée sur les arts, la musique en premier lieu, mais les savoir-faire techniques dans des champs d'activité très variés et l'inventivité, sans doute stimulée par les nécessités de la survie, sont tout aussi remarquables. Ce n'est pas un hasard si les Zaïrois ont à l'étranger une image ambivalente : compétents et talentueux, mais trop malins pour être honnêtes. Quoi qu'il en soit, leurs qualités individuelles sont à peu près unanimement reconnues. Et pourtant, il existe une faille : la quasi-impossibilité d'une organisation efficace de la société. Les Zaïrois avaient coutume de dire d'eux-mêmes comme par boutade : ici tout est possible, sauf l'organisation. Les stéréotypes ne manquent pas de quelques fondements.

Le hiatus entre le niveau de formation des hommes et la difficile mise en application de leurs savoirs a été à l'origine d'une importante diaspora. Des diplômés de haut niveau se sont expatriés en Belgique et en France, aux États-Unis et en Afrique du Sud. On ne compte plus le nombre de médecins zaïrois, ou d'anciens ingénieurs de la Gécamines chassés par les pogroms antikasaiens, installés à Johannesburg. Certains ont rejoint l'AFDL, d'autres pourraient envisager un retour au Congo, si du moins le paysage politique s'éclaircit. Or le calendrier annoncé par Kabila : adoption d'une Constitution en 1998, élections en 1999, n'est pas fait pour rassurer une diaspora attachée à une démocratisation des institutions.

Il ne sera de toute façon pas facile de réordonner la vie sociale, profondément pervertie par les années de mobutisme et de « mal zaïrois » qui ont fait basculer le corps social dans l'informel et vidé l'État de sa substance. Il ne restait du pouvoir, ces dernières années, que le despotisme aléatoire d'un État sans foi ni loi. La notion de droit avait disparu des pratiques sociales réelles. Sa restauration, c'est-à-dire celle d'un système de valeurs clairement édicté pour protéger de l'arbitraire, conditionne celle de l'État. Or on voit mal comment cette tâche pourrait être accomplie par les soldats qui ont porté Kabila au pouvoir, souvent des enfants à peine entrés dans l'adolescence. Force est de se retourner vers la « société civile » si l'on veut éviter des compromis avec une classe politique il est vrai très discréditée par ses palinodies et ses comportements alimentaires.

Kabila ne peut se passer d'une alliance avec les forces vives de cette société civile qui

représente le tissu vivant du pays, sauf à envisager de le soumettre à une dictature militaire. Il n'y a pas vraiment d'autre solution. La vitalité de la société civile zairoise est en proportion de la déliquescence des institutions de l'État. Comme dans les pays d'Europe de l'Est durant les dernières années d'un communisme à bout de souffle, les Églises chrétiennes ont joué un rôle décisif dans son émergence. Kabila le rebelle peut-il oublier ces milliers de combattants anonymes de l'intérieur qui ont contribué à la réussite de son entreprise ? Il ne s'agit pas des seules Églises : des associations de toute espèce ont proliféré sur le terreau zairois, les unes internationalement connues, telle l'Association zairoise de défense des droits de l'homme (AZADHO), les autres anonymes ou s'exprimant, par exemple, grâce à « La Voix des sans-voix pour le droit des peuples » (VSV). D'actifs réseaux de solidarité avec des correspondants à l'étranger ont permis à ces voix de ne pas être étouffées. Human Rights Watch Africa notamment a joué un rôle d'information très important. Il serait dangereux que les dynamiques militaires triomphantes aillent à contre-courant des aspirations de la société civile, qui a entrepris depuis longtemps déjà un travail en profondeur pour diffuser une culture de la démocratie : cela paralyserait la restauration d'un État de droit et conduirait probablement le pays vers de nouvelles et pires catastrophes.

### La nature de l'État

La nature de la troisième République est en débat. La Conférence nationale souveraine s'était séparée au terme de ses travaux sur un projet de « Constitution de la république fédérale du Congo<sup>52</sup> ». En proclamant la « république démocratique du Congo », Kabila a gardé la dénomination Congo, pas la forme fédérale — du moins jusqu'à l'élaboration promise d'une nouvelle Constitution. Héritier de l'unitarisme de Lumumba qu'exprimait le slogan « Congo uni, pays fort », Kabila est sans doute *a priori* méfiant à l'égard d'un fédéralisme qui pourrait être porteur de division. On retrouve là les débats qui agitèrent le Congo des débuts de l'indépendance — et aboutirent au coup d'État militaire de Mobutu, qui incarna alors l'unité nationale.

Bien que le Congo de 1997 ne soit plus celui des années soixante, un certain parallélisme existe dans les représentations du territoire. Le syndrome sécessionniste n'est plus d'actualité, mais le modèle d'État fédéral proposé par la CNS rappelle étrangement les vingt-deux « provincettes », comme on les désigna par la suite pour les dénigrer, qui se

---

52. Le texte en a été publié dans la revue *Parlements et francophonie*, n° 99, 1<sup>er</sup> trimestre 1996 ; voir dans le même numéro l'analyse critique faite par Mwayila TSHIYEMBE, « Le Zaïre et la troisième République. Réflexions sur le projet constitutionnel adopté par la Conférence nationale souveraine », p. 45-68.

substituèrent en 1961-1962 aux six provinces léguées par le Congo belge. Son article 9 stipule en effet que « pour être érigée en province, l'entité territoriale concernée doit disposer d'une superficie d'au moins 50 000 mille kilomètres carrés, avoir une population d'au moins 800 000 habitants et être économiquement viable ». On peut discuter longtemps de ce dernier critère, surtout dans un pays à l'économie sinistrée, et redouter les conséquences d'un morcellement qui aboutirait en fait à reconnaître des entités régionales fondées sur des identités ethniques. L'histoire, y compris la plus immédiate, montre les risques inhérents aux revendications identitaires. Elle montre aussi qu'on ne peut durablement les escamoter en faisant comme si elles n'existaient pas. La signification d'un « tribalisme » qui a servi d'alibi à l'établissement des dictatures doit être réexaminée. D'autant plus que, derrière le discours unitaire, les régimes dictatoriaux africains n'hésitent pas à s'appuyer sur des baronnies locales représentant des potentiels ethniques. La « géopolitique » de Mobutu, selon l'expression consacrée, n'était rien d'autre qu'un jeu de pouvoir fondé sur un tribalisme subtil.

L'échelle ne doit pas être perdue de vue : le Congo contient soixante-dix-sept fois la Belgique — qui elle-même se divise entre Wallons et Flamands. La superficie de la région du haut Zaïre (à nouveau Province-Orientale) est comparable à celle de la France. Déjà, en 1988, une subdivision des grandes entités administratives avait été expérimentée au Kivu, les « sous-régions » du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema accédant au statut de « région ». Depuis lors, le Zaïre comptait onze régions. L'application du schéma fédéral de la CNS pourrait les porter à vingt-six, selon des informations qui circulaient à Kinshasa avant l'entrée du Zaïre dans la guerre : c'est exactement le nombre des « sous-régions ». Le fédéralisme préconisé, proche d'une décentralisation administrative, n'implique pas de bouleversement radical. La question essentielle reste de toute façon celle de la réalité des pouvoirs régionaux, bien davantage que celle de leur assiette territoriale.

L'introduction d'une dose de fédéralisme correspond aux souhaits exprimés par les représentants locaux des forces vives du pays. Elle correspond aussi à l'éclatement de fait d'un territoire sans véritable centralité où les régions les plus actives se situent en périphérie, loin de la capitale, elle-même excentrée. La désintégration des systèmes de transport, l'apparition de « nouvelles *terrae incognitae* », pour reprendre l'expression de J.-C. Rufin<sup>53</sup>, ont transformé l'espace zaïrois en une sorte d'« archipel<sup>54</sup> » désarticulé peu propice à une gestion centralisée. Enfin, on rappellera que la formule du fédéralisme est appliquée dans d'autres pays du continent tel que le Nigeria, qui, comme le Congo, eut à faire front à une sécession. La multiplication du nombre des États fédérés, passés de quatre

53. Jean-Christophe RUFIN, *L'Empire et les nouveaux barbares*, J.-C. Lattès, Paris, 1991.

54. Roland POURTIER, « Le Zaïre : l'unité compromise d'un "sous-continent" à la dérive », *Hérodote*, n<sup>os</sup> 65-66, *op. cit.*

à trente, n'y a pas résolu *ipso facto* ses problèmes internes, du moins a-t-elle désamorcé la violence de revendications régionalistes. La question est évidemment de savoir où fixer la limite du processus de scissiparité : les quelque deux cent cinquante ethnies du Congo peuvent difficilement prétendre à un territoire autonome.

La gestion fédérale du territoire n'a pas grand-chose à voir avec une « balkanisation » nouvelle manière. Les acteurs de la politique du Congo-Zaïre, partisans de Mobutu, de Kabila ou des partis d'opposition dont l'UDPS, Union pour la démocratie et le progrès social d'Étienne Tshisekedi — opposant déterminé à Mobutu mais avec lequel Kabila a gardé ses distances —, tous ces acteurs ont un point commun : l'affirmation du maintien de l'intégrité territoriale. La question du multipartisme et du degré d'autonomie des entités territoriales les divise, pas celle de l'unité du Congo-Zaïre : le déroulement d'une histoire commune dans le cadre géographique du grand fleuve d'Afrique centrale a modelé une collectivité à laquelle il n'y a pas de raison de refuser le qualificatif de nation.

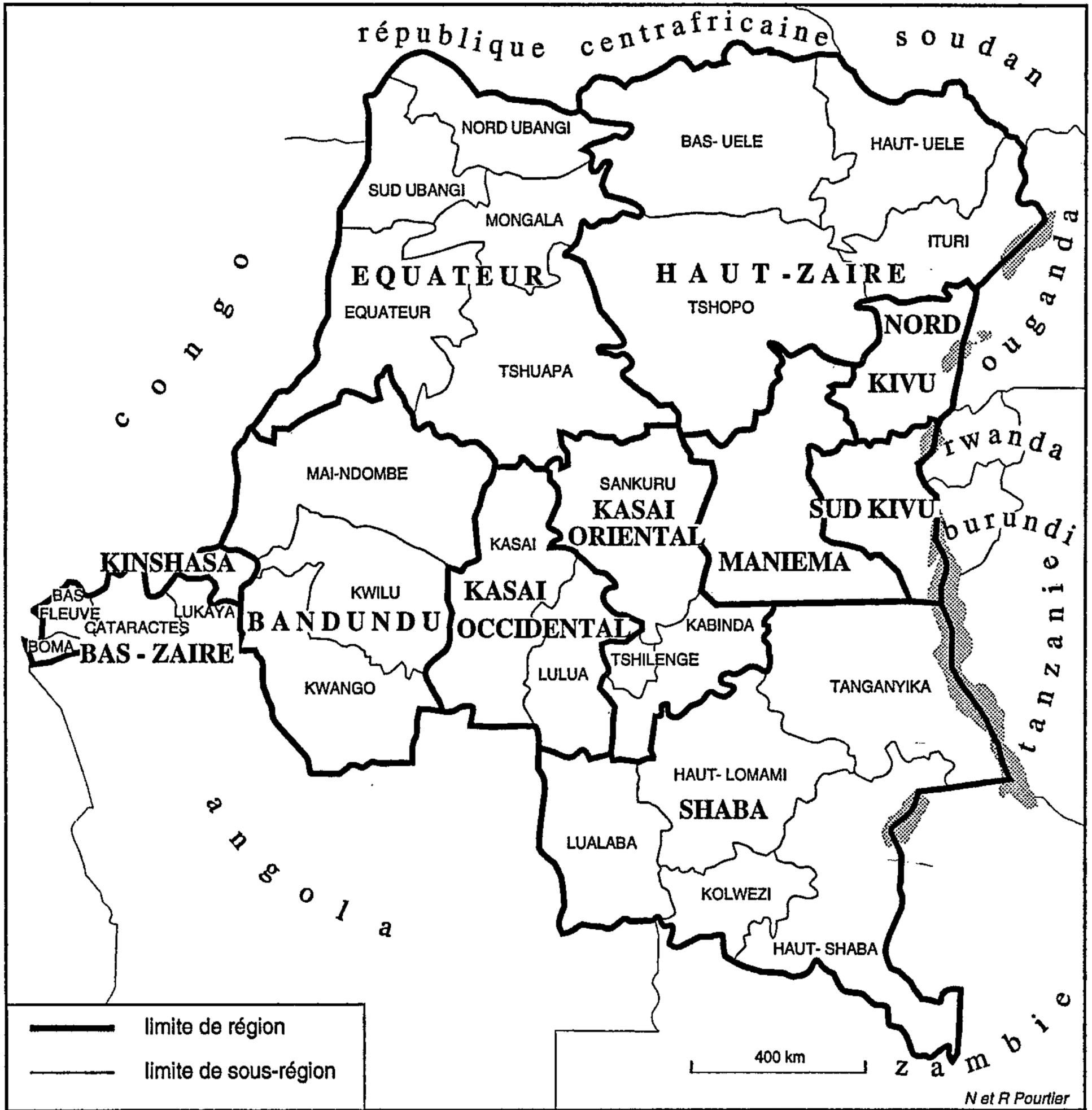
Il faut cesser de penser en opposition ethnie et nation. Ces deux niveaux d'identification collective s'emboîtent. La référence au territoire le plus englobant n'exclut pas les sentiments d'appartenance à l'échelle d'une parenté plus intime et d'une plus grande proximité qui est celle de l'ethnie. Mais il est vrai que l'articulation entre ces deux niveaux résulte d'une alchimie complexe et que le lien peut se défaire. La question de l'ethnie dans ses rapports à l'État n'est plus en tout cas une question taboue. L'ère du tribalisme honteux est passée, et de nombreux intellectuels zairois, de toutes tendances, l'ont récemment abordée. Kabuya Lumuna Sando (directeur adjoint du bureau du président Mobutu depuis fin 1992) a par exemple valorisé la notion de « nation tribale » dans un essai de sociologie politique où il estime que l'État-nation à la française est inadapté au contexte pluriethnique du Zaïre<sup>55</sup>. Mwayila Tshiyembe (directeur de l'Institut panafricain de géopolitique de Nancy) a quant à lui développé le concept d'un « État-espace » qui serait composé d'« ethnies-nations<sup>56</sup> ». L'un et l'autre se rejoignent en revendiquant la prise en compte de ce niveau intermédiaire de la « nation tribale » ou des « ethnies-nations » comme composantes de l'État.

Il ne faut cependant pas se dissimuler qu'il existe des forces dissolvantes qui ont profité de la crise politique et des difficultés économiques de la fin du règne mobutiste pour se manifester. Quelques intellectuels kongos rêveraient d'une reconstitution de l'ancien royaume de Kongo éclaté entre les deux Congos et l'Angola, mais la tentation irrédentiste semble limitée à de petits groupuscules. A l'autre extrémité du pays, le séparatisme katan-gais a toujours ses partisans. Mais le limogeage du gouverneur Kyungu wa Kumanza,

55. KABUYA LUMUNA Sando, *La Conquête des libertés en Afrique*, Éditions NORAF, Kinshasa, 1995, 568 p.

56. Mwayila TSHIYEMBE et Mayele BUKASA, *Invention de l'État de droit et projet de société démocratique en Afrique : le cas du Zaïre*, Diane de Selliers, Paris, 1992, 220 p.

# ORGANISATION ADMINISTRATIVE



*Nouvelle dénomination des provinces, anciennement régions :*  
 bas Zaïre : Kongo central  
 haut Zaïre : Province orientale  
 Shaba : Katanga

lorsqu'il se laissa entraîner à proclamer l'« autonomie complète du Katanga » en 1993, ne souleva pas de protestations. La prise du pouvoir par un Katangais, avec l'appui non mesuré des ex-« gendarmes katangais » — jadis le bras armé de la sécession de Tschombé — modifie à coup sûr l'équation : revanche sur l'histoire, cette fois-ci c'est le Katanga qui a fait tomber Kinshasa — du moins selon une lecture katangaise —, de sorte que le séparatisme serait maintenant un contresens historique.

La situation dans les régions frontalières de l'Est, spécialement au Kivu, demeure plus confuse. Pendant la guerre, des autochtones reprenant l'appellation de « maï-maï<sup>57</sup> », comme durant la rébellion de 1964, ont combattu aux côtés de l'AFDL. Inversement, des populations se sentant menacées par l'expansionnisme des Tutsis ont pris les armes contre eux, par exemple les Bembe. Toute la région porte les stigmates des violences ethniques. Si l'annexion de territoires frontaliers au Rwanda ne semble pas d'actualité, en revanche un grand nombre de Tutsis se seraient déjà installés dans les espaces montagneux du Kivu où des terres sont encore disponibles (éventuellement récupérées sur les victimes des combats). Les réalités sur le terrain demeurent trop incertaines pour qu'on puisse pousser plus loin l'analyse, faute d'informations fiables, mais il est probable que le Kivu restera, demain comme hier, un espace de haute tension géopolitique.

On ne parle pratiquement pas, depuis la défaite de Mobutu, de la région de l'Équateur. Les médias semblent ignorer ce qu'il est advenu de Gbadolite, ce petit Versailles situé à une encablure de la République centrafricaine, où, entre autres, reposaient les cendres d'Habyarimana, le défunt président du Rwanda. En termes d'approche ethno-régionale, les gens de l'Équateur sont les grands perdants de la guerre : ceux du nord de la province, souvent appréhendés comme « Bangalas », beaucoup plus d'ailleurs que ceux du Sud, les Mongos, qui s'estimaient lésés dans la distribution des prébendes. La décrépitude de Mbandaka contrastait sans conteste avec le faste de Gbadolite. La chute de Mobutu est un véritable coup dur pour les Nbandis et les groupes ethniques apparentés ou voisins qui furent les grands bénéficiaires du système de prédation-redistribution. Une partie de la rente prélevée dans le « croissant utile », qui inclut le Kivu d'altitude, le haut Katanga minier et le Kasai, était redistribuée aux gens de l'Équateur sous des formes variées, allant des affectations dans la « territoriale », les entreprises d'État, la diplomatie ou l'armée<sup>58</sup>, au soutien aux associations et autres gratifications qui entretenaient des liens de déférence et de soumission envers « papa Mobutu ». Les populations bénéficiaires de l'État patri-

---

57. *Maï* signifie l'eau. Un conditionnement fondé sur des pratiques magiques persuade les combattants que les balles adverses se transformeront en eau en les frappant et qu'ils sont par conséquent invulnérables.

58. Un mémorandum du ministère des Affaires étrangères établi lors de la grande consultation lancée par Mobutu, début 1990, estimait que les originaires de l'Équateur totalisaient 46 % des officiers généraux, 34 % des ambassadeurs, 30 % des présidents des entreprises d'État, alors que la province comptait moins de 12 % de la population du Zaïre au recensement de 1984.

monial en raison de leur seule appartenance ethnique se retrouvent aujourd'hui évincées. L'affectation de la rente va subir un glissement géographique notable, ce qui ne sera pas à terme sans conséquences politiques.

### Nouveau centre ou nouvelle frontière ?

Les changements consécutifs à l'éviction d'un pouvoir qui régna sans partage pendant plus de trois décennies concernent non seulement la reconstruction interne du Congo, mais sa place dans la nouvelle configuration de l'Afrique. L'imbrication entre affaires intérieures et étrangères est d'autant plus forte que le président du nouveau Congo a été porté au pouvoir avec l'aide d'une coalition régionale sans précédent dans l'histoire de l'Afrique contemporaine. Les opérations militaires n'étaient pas encore achevées qu'on annonçait que le Congo allait adhérer à la zone de libre-échange d'Afrique australe, comme s'il fallait d'emblée proclamer que les nouvelles lignes de force du territoire s'orientaient en direction des foyers actifs de l'Afrique anglophone. Sous-entendu, le Congo se démarquait de la CEEAC, la Communauté économique des États d'Afrique centrale<sup>59</sup>, construite sur les États francophones d'Afrique centrale, mais il est vrai totalement moribonde.

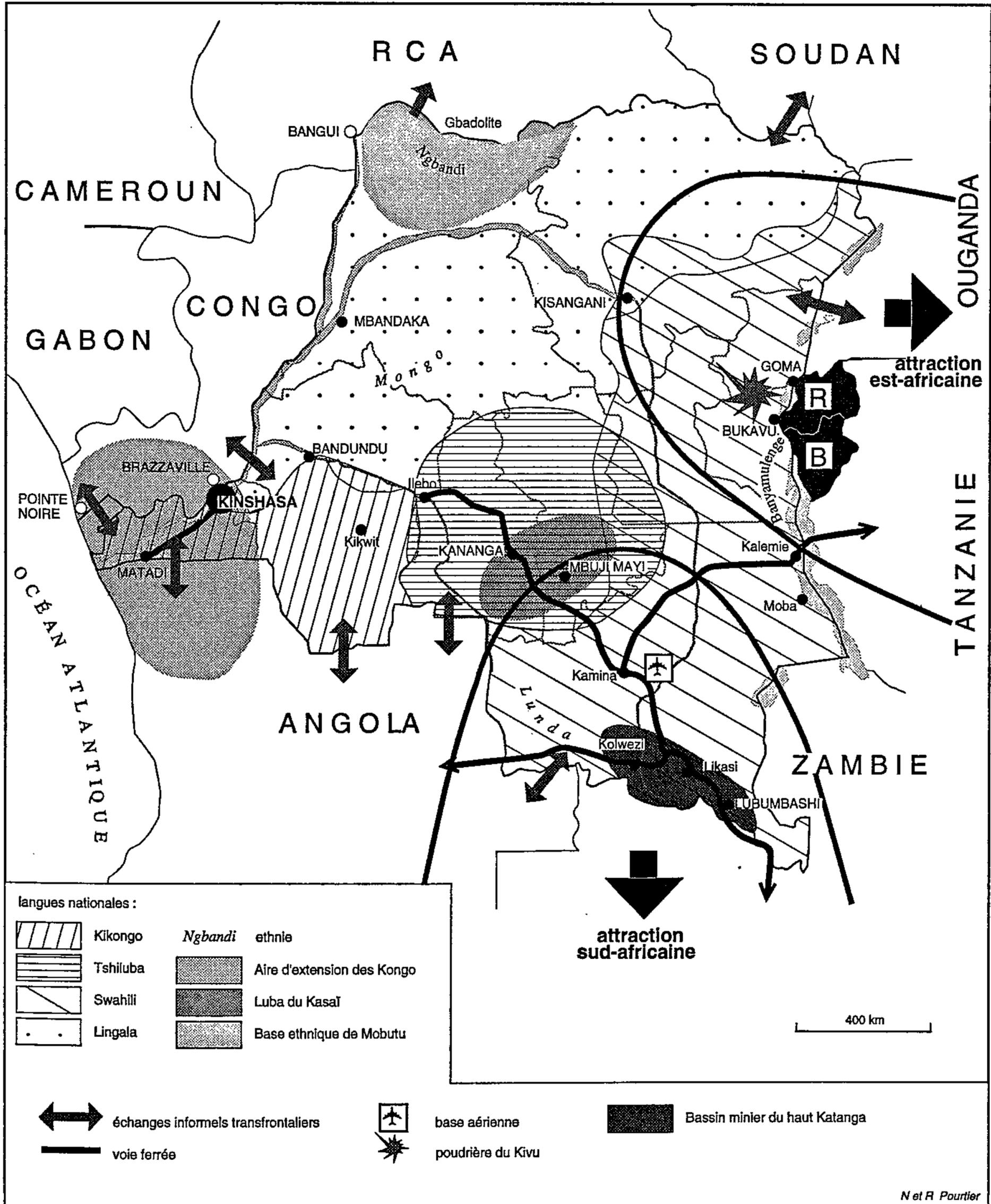
Ce basculement correspond à une logique territoriale : les courants d'échanges du « croissant utile » sont orientés vers l'est et le sud depuis le début du siècle, et même avant *via* le commerce arabe et les voies de la traite esclavagiste. L'exploitation du cuivre katan-gais a démarré en 1910 avec le prolongement du réseau ferroviaire d'Afrique australe vers Lubumbashi. La « voie nationale » inaugurée en 1928, succession de tronçons ferroviaires et de voies navigables permettant un débouché du Katanga vers le port atlantique de Matadi, ne se substitua que partiellement aux voies sud-africaines, angolaises, tanzaniennes. Les échanges du Kivu et d'une grande partie du haut Zaïre s'effectuent vers l'est, *via* les ports de l'océan Indien, Monbasa et Dar es-Salaam. C'est par ces ports que transita la totalité de l'aide alimentaire destinée aux camps de réfugiés. Par comparaison, les échanges avec le Congo-Brazzaville et la République centrafricaine ont toujours été très limités.

C'est pourquoi la situation du Congo peut s'interpréter de deux façons différentes. Par sa géographie, le territoire congolais occupe bien une position centrale. Le rétablissement de l'État, la normalisation politique y sont par conséquent importants pour la stabilité de toute la région, rien n'étant plus redoutable que la contagion qui ne manque pas de survenir tôt ou tard de la vacuité du pouvoir et de la déshérence territoriale. D'un autre point

---

59. Créée en 1983 à Libreville où elle a son siège, la CEEAC comprend les États de l'UDEAC, ceux de la Communauté économique des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Zaïre) et Sao Tomé et Príncipe.

# TENSIONS GÉOPOLITIQUES INTERNES ET EXTERNES



de vue, le Congo pourrait remplir la fonction d'une nouvelle frontière, ouverte à l'expansion des dynamiques venues de l'est, en particulier celle que véhicule la nébuleuse swahili. A l'ouest et au nord, en revanche, rien de bon ne se profile dans des États en déréliction que le départ des Français, consommé à Brazzaville, programmé à Bangui, expose à de nouveaux déchirements.

### Au nom du Congo

Le changement du nom de l'État, hautement symbolique, participe d'une prise de pouvoir peu ordinaire. Plus qu'une succession à la tête de l'État, il s'agit ici de l'abolition d'un régime dont tous les emblèmes doivent disparaître. Ainsi martela-t-on dans l'Égypte ancienne ceux de pharaons vaincus. Militant de la cause nationaliste qu'incarna Lumumba, et l'un des rares à être resté dans une opposition permanente et radicale à Mobutu, Laurent-Désiré Kabila exprime sa fidélité à l'objet de ses luttes, le Congo de sa jeunesse. La résurrection de ce Congo peut s'interpréter comme celle de Patrice Lumumba qui, plus que tout autre, brandit le drapeau de la dignité retrouvée de l'Afrique.

Pour des opposants sans concession, Mobutu était plus qu'un adversaire politique, il incarnait le mal. L'opposition radicale le disait complice de l'assassinat de Lumumba, dont par la suite il récupéra l'image et le charisme par une magistrale supercherie. Supprimer le mot « Zaïre » et tous les signes qui identifiaient le régime mobutiste signifie donc laver le pays dans l'eau d'un nouveau baptême, le purifier, chasser les forces du mal. L'acte a la signification d'un sacrifice religieux.

Le retour au Congo, au drapeau et à l'hymne national — le *Debout congolais* — ne fait pourtant pas l'unanimité. Dans une population qui compte 60 % de personnes moins de vingt ans, le « Congo de papa » ne signifie plus grand-chose. Nés Zaïrois, ayant sans doute vibré aux exploits des équipes sportives zaïroises et dansé sur les rythmes zaïrois, les jeunes Zaïrois ne partagent pas forcément l'enthousiasme de quelques-uns de leurs aînés pour le Congo. C'est le 27 octobre 1971 (la « journée des trois Z ») que Zaïre — le nom du fleuve<sup>60</sup>, de l'État et de la monnaie — s'était substitué à Congo, avec l'avantage considérable d'éviter les confusions avec le Congo et les Congolais d'outre-fleuve. Depuis un quart de siècle, l'appellation avait reçu ses lettres de noblesse et était devenue suffisamment signifiante pour que personne ne doute de l'identité zaïroise.

Le puissant symbole d'un retour au Congo n'est pas une innovation de Kabila puisque la Conférence nationale l'avait préconisé dans son projet de Constitution. Quelques intel-

---

60. Sur les premières cartes portugaises, celui-ci porte les deux mentions, « Congo, » qui se réfère à l'ethnie riveraine de son cours inférieur, et « Zaïre », qui signifie fleuve en langue kikongo.

lectuels critiquèrent alors cette option, non sans arguments<sup>61</sup>, mais il faut croire que pour Kabila le choc psychologique de la rupture avec Mobutu comptait plus que l'ancrage dans la durée d'une identification collective au Zaïre. Mobutu avait inventé le Zaïre pour se démarquer du Congo colonial et s'affirmer comme le démiurge d'une Afrique nouvelle et « authentique ». Kabila entend rayer le Zaïre de Mobutu de la mémoire des peuples en magnifiant le Congo de Lumumba, véritable héros fondateur.

Les mots, assurément, ont de l'importance : l'identification à une collectivité territoriale est partiellement redevable aux mots qui la disent et aux images qui la représentent. Congo ou Zaïre, c'est à chaque fois le fleuve qui est sollicité pour fournir son cours et son bassin comme support identitaire. La politique qui désormais sera conduite au nom du Congo n'a de chance de réussite que si les ex-Zaïrois en endossant à nouveau la tenue congolaise adhèrent à un projet commun. Si la seconde naissance du Congo n'était qu'un artifice pour masquer la reproduction de pratiques autoritaires et arbitraires de pouvoir, le changement de nom serait vain, et l'avenir d'un Congo-Zaïre ambigu des plus incertains.

*Août 1997.*

---

61. Isidore NDAYWEL È NZIEM, « Le Zaïre de demain : identité et symboles », *Zaïre-Afrique*, n° 303, mars 1996, p. 79-98.

# La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs

*Gérard Prunier*

La crise politique qui a commencé au Kivu à la fin d'août 1996 est aujourd'hui perçue comme une crise largement zairoise. Néanmoins, si la perception inverse d'une crise entièrement « manipulée par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi », selon la formule quasi sacramentelle de certaines chancelleries, est fautive, il faut bien voir qu'il s'agit cependant avant tout d'une crise globale des équilibres politiques en Afrique orientale, qu'elle s'étend à l'ensemble de la région des Grands Lacs et même bien au-delà si l'on considère le rôle non négligeable qu'y joue le Soudan. Dans cette perspective, bien que la situation zairoise ait servi de détonateur pour tout l'ensemble régional, il serait prématuré de croire que la crise internationale qui se déroule sous nos yeux serait résolue le jour où le Zaïre aurait retrouvé un certain équilibre.

## La situation du Kivu à la veille de la crise

L'explosion du Kivu n'a guère surpris les observateurs qui suivaient l'évolution de la situation dans cette région depuis la Conférence nationale zairoise de 1991. En effet, véritable appel d'air après vingt-cinq ans de dictature, celle-ci était porteuse de toutes les frustrations accumulées depuis des années, et cette « avancée démocratique » avait par bien des aspects un côté démagogique. En ce qui concerne le Kivu, un véritable maelström de revendications ethniques croisées s'y était exprimé. En effet, étant donné que le Kivu avait été avec le Katanga l'un des bastions de l'antimobutisme durant la première guerre civile dans les années soixante, le maréchal-président n'était que trop heureux d'y attiser des revendications ethniques réciproques qui neutralisaient toute possibilité de revendication politique globale à l'égard de Kinshasa. La situation tenait en bonne partie à l'ambiguïté

des lois zaïroises sur la citoyenneté. Une première loi de janvier 1972 avait décidé d'accorder la citoyenneté zaïroise à quiconque se trouvait sur le territoire du pays au moment de l'indépendance. Mais par la suite (juin 1981), cette loi avait été modifiée pour réserver la citoyenneté aux descendants des personnes se trouvant sur le territoire à la date du 18 octobre 1908, moment auquel l'État indépendant du Congo était revenu à la Belgique. Bien sûr, il était pratiquement impossible de prouver que les ancêtres de tel ou tel groupe se trouvaient bien sur le territoire du Congo en 1908 puisqu'il n'y avait pas alors d'état civil. Cette législation était en fait une porte ouverte à la marginalisation des groupes ethniques périphériques qui pouvaient être traités d'« étrangers » dans la mesure où leur ethnie se trouvait à cheval sur une frontière internationale. C'était bien sûr le cas au Kivu pour les divers groupes banyarwanda, qui représentaient presque 50 % de la population au Nord-Kivu et environ 20 % au Sud-Kivu. Ils venaient d'origines assez diverses malgré leur communauté de langue. Les résidents les plus anciens de la région étaient certains groupes banyarwanda du Nord-Kivu qui étaient là depuis au moins le XVIII<sup>e</sup> siècle. Au sud, les Banyamulenge étaient un groupe particulier dans la mesure où, réfugiés des guerres nobiliaires du Rwanda au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils étaient au départ en majorité tutsis et l'étaient devenus complètement en « tutsifiant » les quelques lignages-clients (Abagaragu) hutus qui avaient émigré avec leurs patrons (Abashebuja). Plus tard, dans les années vingt-trente, étaient venus les travailleurs émigrés que la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB) installée au Congo belge allait chercher dans le petit Rwanda surpeuplé géré par Bruxelles au nom de la SDN pour renforcer la main-d'œuvre trop rare de la colonie principale. Et enfin, après 1959, on avait vu arriver les réfugiés tutsis fuyant les massacres qui accompagnaient la prise de pouvoir des Hutus à Kigali.

Cependant, toutes ces populations banyarwanda de diverses origines avaient fini par se mélanger partiellement à travers les intermariages. En outre, autre facteur de cohérence tribale, étant donné les rivalités avec les autres ethnies qui les entouraient le clivage Hutu/Tutsi avait longtemps été beaucoup moins prononcé parmi cette diaspora qu'au Rwanda même. Mais la Conférence nationale avait relancé le problème. Comme entre-temps la guerre civile avait éclaté au Rwanda avec l'invasion tutsie d'octobre 1990, il avait été relativement plus facile aux tribus « autochtones » de diviser les Banyarwanda. Les délégués représentant les deux Kivu à la Conférence nationale appartenaient presque exclusivement aux ethnies « autochtones », Bahunde, Banyanga, Batembo ou Banande pour le Nord-Kivu, Babembe, Bazira ou Bifulero pour le Sud-Kivu. Bien que divisées entre elles par de multiples rivalités entrecroisées, elles se retrouvaient pour rejeter les « étrangers » banyarwanda. C'est au Nord-Kivu, en mars 1993, que l'explosion finit par se produire. Les tribus Bahunde et Banyanga, minoritaires, avaient réussi à jouer leur carte à Kinshasa pour marginaliser les Banande majoritaires. Ayant placé leurs hommes à tous les échelons civils et militaires de l'administration « zaïroise » (en fait devenue autochtone), ils avaient atta-

qué les Banyarwanda, achetant les services des Forces armées zairoises (FAZ) pour combattre leurs ennemis. Avec la prise de pouvoir du Front patriotique rwandais (FPR) à Kigali en août 1994, les Banyarwanda tutsis du Nord-Kivu avaient commencé à chercher refuge au Rwanda. Et symétriquement, environ 700 000 réfugiés rwandais hutus avaient déferlé sur le Nord-Kivu. Ces derniers s'étaient rapidement alliés aux Hutus locaux, qui commençaient à avoir le dessous face aux milices Bahunde et Banyanga. Les Hutus avaient donc contre-attaqué avec l'aide de leurs nouveaux alliés des ex-Forces armées rwandaises (FAR). L'enjeu de cette guerre qui se déroulait dans le triangle Masisi-Walikale-Rutshuru, c'était évidemment le contrôle des terres où les Banyarwanda avaient développé une agriculture prospère et un élevage moderne qui servait à ravitailler Kinshasa et à vendre à l'exportation. Au milieu de 1996, on en était arrivé à une sorte d'armistice tacite et fragile, après environ 30 000 victimes en trois ans et sans que l'opinion internationale, plus préoccupée par le problème du Rwanda proprement dit, ne se soit jamais trop souciée de cette marge.

C'est pratiquement au moment où les choses se calmaient au Nord-Kivu qu'elles se dégradèrent au sud. En effet, contrairement au nord, le Sud-Kivu était demeuré calme pendant la période de « révision de la nationalité » effectuée par la Conférence nationale. Mais l'arrivée des réfugiés rwandais dans la région pendant l'été 1994 avait là aussi compliqué les choses. Au demi-million de Hutus rwandais étaient ensuite venus s'ajouter environ 170 000 Hutus burundais qui fuyaient la guerre civile dans leur pays. Et au Sud-Kivu aussi, le maréchal-président avait essayé de manipuler les groupes ethniques pour diviser toute opposition éventuelle à sa dictature. Dans la région comprise entre Uvira et Fizi, il se méfiait particulièrement des Babembe, une tribu qui l'avait combattu dans les rangs mulélistes en 1964-1965. Il décida donc de leur jeter en pâture pour les acheter les biens des Banyamulenge du Sud-Kivu, et dans l'été 1996 la tension commença à monter. Mais là, les choses étaient plus difficiles à jouer pour les hommes de Kinshasa et leurs alliés locaux. En effet, pendant la guerre civile au Rwanda, de nombreux jeunes Banyamulenge s'étaient engagés dans le FPR. Après la fin de la guerre, ils avaient appelé auprès d'eux un certain nombre de jeunes camarades car le sort des Tutsis du Masisi, dont les familles réfugiées affluaient alors dans la région de Gisenyi, leur paraissait mal augurer de leur propre futur. Donc au moment où les autorités locales « zairoises » préalablement « autochtonisées » entreprirent de racketter les Banyamulenge au Sud-Kivu, elles trouvèrent devant elles des milices armées formées d'anciens du FPR. En face, contrairement aux milices Bahunde et Banyanga du Nord-Kivu, les milices locales Babembe ne faisaient pas le poids. Les Babembe et leurs alliés (Bifulero, Barega, Bazira) demandèrent donc l'aide des FAZ. Celles-ci intervinrent, mais dans une telle confusion et avec des effets tellement graves pour leurs alliés eux-mêmes que tout explosa. Les Banyamulenge demandèrent alors de l'aide à leurs amis rwandais et le conflit changea brusquement de dimension.

## Le jeu rwandais

Pour Kigali, le problème était de taille et s'inscrivait dans un cadre beaucoup plus vaste que celui des Banyamulenge. Pour s'en convaincre, il n'est que de constater le sang-froid avec lequel le nouveau pouvoir tutsi rwandais avait considéré la persécution systématique des Tutsis du Masisi en 1995 : loin d'intervenir, le général Kagame s'était contenté d'offrir à ces cousins de la diaspora... des camps de réfugiés près de Gisenyi ! Les « rapatriés » (réfugiés de 1959-1963 et leurs descendants) avaient en effet pris toutes les places dès 1994. Contrairement à eux, bien des gens du Masisi qui possédaient au Zaïre des biens importants n'avaient pas voulu s'exiler vers un Rwanda qu'ils ne connaissaient pas en abandonnant tout sur place. Lorsque l'aggravation de la situation les contraignit finalement à fuir, ils n'avaient plus nulle part où s'installer dans le petit Rwanda saccagé mais toujours surpeuplé de l'après-génocide. Mais au début de 1996, la situation avait brutalement changé : les réfugiés hutus, ou plutôt les ex-FAR et les miliciens *interahamwe* qui vivaient en les parasitant, s'étaient réarmés et intensifiaient leurs attaques contre l'ouest du Rwanda. Embuscades, assassinats, répression, l'armée rwandaise s'enfonçait dans le cycle infernal bien connu des spécialistes de la contre-guérilla. A plusieurs reprises au printemps 1996, le général Kagame avait prévenu le HCR et les États-Unis que si rien n'était fait pour restreindre les activités des ex-FAR il serait obligé d'agir directement.

A ce souci purement rwandais était venue s'ajouter, à partir du début d'août 1996, la crainte d'une explosion du Burundi. Depuis dix-huit mois au moins, la situation allait en se dégradant sérieusement dans ce faux pays jumeau situé au sud du Rwanda. La guerre civile qui menaçait depuis l'assassinat du premier président hutu du Burundi, Melchior Ndadaye, en octobre 1993, était en train de s'étendre rapidement. Devant l'impuissance du président Sylvestre Ntibantunganya à empêcher tant les attaques des rebelles hutus du Front de défense de la démocratie (FDD) que les sanglantes représailles de l'armée tutsie, le général Pierre Buyoya, ancien président et loyal vaincu des élections de 1993, avait fait un coup d'État le 25 juillet 1996. D'une certaine manière, c'était un coup d'État de la dernière chance car faire face aux deux extrémismes déchaînés était une tâche presque impossible. Loin d'accorder à Buyoya le bénéfice du doute, les États de la région (Kenya, Ouganda, Tanzanie) s'étaient mis d'accord pour imposer au Burundi un embargo économique dont le but avoué était d'entraîner une « restauration de la démocratie ». De fait, celle-ci avait été grièvement blessée par l'assassinat de Melchior Ndadaye et elle avait agonisé ensuite pendant trois ans. Le coup d'État n'était qu'un constat de décès et l'instauration de l'embargo revenait à dire que la démocratie pouvait et devait s'instaurer par diktat. L'ex-président Nyerere, principal artisan de cette prise de sanctions, connaît très mal le Burundi et pense largement comme un Européen. Il avait sans cesse présent à l'esprit le « modèle sud-africain », complètement inapplicable dans ce cas. Mais du fait des

sanctions, le nouveau gouvernement burundais se trouvait en fort mauvaise posture, et la pression du FDD sur Bujumbura ainsi que les massacres de civils des deux côtés allaient en s'accroissant. Or, Buyoya était talonné à l'intérieur de son propre camp par un rival tutsi beaucoup plus radical, son cousin Jean-Baptiste Bagaza, lui aussi ex-président du Burundi, qu'il avait renversé par un putsch en 1987 et qui le haïssait depuis lors. A Kigali, on craignait un scénario catastrophe qui aurait vu Buyoya échouer à cause des sanctions, Bujumbura tomber au moins partiellement aux mains du FDD, un génocide des Tutsis se déclencher sur tout le territoire, Bagaza s'emparer de ce qui serait resté de pouvoir et organiser, comme il avait déjà avoué en avoir l'intention, un vaste exode de tous les Tutsis burundais survivants vers le Rwanda. Pour le pouvoir FPR à Kigali, qui n'arrivait déjà qu'à grand-peine à gérer ses contradictions ethniques, sa pauvreté, ses affrontements militaires avec la guérilla hutue nourrie depuis le Zaïre par les ex-FAR et les tensions créées par le retour massif de 700 000 exilés au lendemain d'un génocide, l'irruption sur son territoire d'un demi-million de Tutsis burundais à qui il serait bien sûr impossible de refuser l'asile relevait du cauchemar. Pour le général Kagame, prévenir un tel développement était non seulement souhaitable mais presque vitalement nécessaire. C'est en ce sens que la crise des Banyamulenge au Sud-Kivu fournissait au gouvernement de Kigali l'occasion de tenter de résoudre tous ses problèmes à la fois sans avoir à intervenir directement.

### La guerre des réfugiés

Le but premier des Banyamulenge lorsqu'ils demandèrent de l'aide à Kigali était d'abord d'assurer leur propre sécurité face à ce qui constituait visiblement une extension au sud des persécutions subies par les Banyarwanda au Nord-Kivu. Mais pour le général Kagame, cette aide était l'occasion d'introduire une condition. Si les Banyamulenge voulaient l'appui logistique de Kigali, ils allaient devoir aussi rendre quelques services. Les premiers chocs commencèrent à se produire dès la fin du mois d'août 1996 lorsque des éléments banyamulenge/FPR attaquèrent les milices babembe appuyées par les FAZ locales qui tuaient leurs civils. Après environ un mois d'affrontements confus dans les collines au-dessus d'Uvira, les Banyamulenge reçurent le renfort de deux colonnes armées fortes d'un millier d'hommes chacune, qui pénétrèrent au Sud-Kivu en provenance du Rwanda, l'une passant directement au voisinage de Cyangugu tandis que l'autre transitait par la province de Cibitoke, à l'extrême nord du territoire burundais. C'est ce dernier itinéraire qui donna d'ailleurs naissance à la légende selon laquelle le Burundi participait en tant que tel à l'invasion du Sud-Kivu. Histoire inexacte car, en dehors de quelques éléments qui accompagnèrent brièvement les forces banyamulenge/FPR au titre de liaison pour coordonner les attaques contre les camps de réfugiés burundais, l'armée burundaise

avait trop à faire sur son propre territoire pour se lancer dans une aventure extérieure. C'est aussi à ce moment-là qu'on commença à se rendre compte qu'aux côtés des éléments banyamulenge/FPR il y avait des Zaïrois « autochtones » qui faisaient le coup de feu contre les Babembe et les FAZ. C'étaient les hommes de la nouvelle Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), aux origines ethniques mêlées. Il y avait quelques jeunes du Sud-Kivu, principalement des Bashi, mais aussi des gens d'un peu toutes les ethnies zaïroises, notamment du Shaba et de toute la diaspora d'Afrique orientale. Ce caractère pluriethnique ira en s'affirmant au fur et à mesure que des éléments de la diaspora zaïroise d'Afrique occidentale et d'outre-mer viendront rejoindre l'AFDL.

L'AFDL était la création des Rwandais pour donner à l'opération une « couverture locale ». Laurent-Désiré Kabila, son chef, était un vieux cheval de retour de la politique zaïroise qui avait pris part à la guerre civile des années soixante dans le camp lumumbiste-muleliste. Lors de la défaite de son parti, il s'était retranché dans une sorte de petite enclave entre Fizi, Baraka et Kalemie, une structure à mi-chemin de la « zone libérée » guévariste et du royaume de trafiquants à la Mirambo<sup>1</sup>. Survivant dans ces circonstances depuis trente ans, il avait bien évidemment développé un *modus vivendi* avec une administration zaïroise, et notamment les FAZ, qui le tolérait moyennant certains arrangements économiques. Pour Kabila, les troubles du Sud-Kivu n'auguraient rien de bon. Le gouvernement de Kinshasa, qui demeurait malgré tout son ennemi, en dépit du très long armistice qui s'était imposé, collaborait avec des rebelles hutus pour lutter à la fois contre ses voisins banyamulenge et contre ses amis tutsis de Bujumbura, avec lesquels il travaillait depuis un quart de siècle<sup>2</sup>. Une victoire du camp FAZ-Babembe-Hutus aurait été extrêmement défavorable pour lui et aurait même peut-être signifié à terme son élimination de la région. Donc collaborer avec les forces rwando-banyamulenge était parfaitement logique. Du côté de Kigali, la présence de Kabila permettait de maintenir la fiction selon laquelle l'affaire n'était qu'une « révolte du peuple zaïrois » et pas une intervention rwandaise au Kivu.

Il ne fallut guère que trois petites semaines aux forces combinées des Banyamulenge et de l'AFDL renforcées par des contingents de l'Armée patriotique rwandaise (APR) pour sécuriser les collines de la région d'Uvira. Puis elles passèrent à l'attaque des camps de réfugiés burundais qui se trouvaient aux alentours. Contre cet objectif, l'action fut encore

1. Célèbre chef de guerre du Tanganyika précolonial, à la fois commerçant, brigand et « roi » d'un micro-État dans l'Unyamwezi. Voir Roger FOUQUER, *Mirambo*, Les Nouvelles Éditions latines, 1966.

2. Depuis le milieu des années soixante, Bujumbura avait été la base arrière du Parti révolutionnaire du peuple (PRP), la micro-organisation qui structurait politiquement l'enclave de Fizi-Baraka. Avec le temps, des liens s'étaient tissés avec l'UPRONA, le parti unique au pouvoir au Burundi de 1966 à 1993.

plus rapide. Visiblement, les forces du FDD de Léonard Nyangoma ne s'attendaient pas à être attaquées de ce côté-là, et en moins d'une semaine elles étaient défaites et obligées de s'enfuir. La majorité des combattants entra en force dans l'est du Burundi, tentant de traverser tout le pays pour essayer de ressortir en Tanzanie. Un certain nombre y parvint, non sans souffrir des pertes importantes. Comme, au même moment, 60 000 réfugiés environ étaient reconduits *manu militari* par les Banyamulenge à la frontière et que sur le chemin des guérillas il se trouvait aussi de nombreux civils dans les provinces de Cibitoke, Kayanza, Ngozi et Kirundo, le « passage en force » se fit de manière très dure, faisant de nombreux morts tant du côté du FDD que de celui de l'armée et plus encore pour les civils. Les combattants FDD finirent par réémerger en Tanzanie, où ils reçurent un accueil mitigé de la part des autorités de Dar es-Salaam. Mais leur capacité opérationnelle se trouvait très diminuée et le président Buyoya pouvait désormais bénéficier d'un certain répit.

Dans la foulée, ayant éliminé les forces FDD des camps de réfugiés autour d'Uvira, les Banyamulenge et leurs alliés remontèrent pour s'attaquer aux camps de réfugiés rwandais (mêlés de quelques Burundais) qui s'échelonnaient entre Bukavu et la rive est du lac Kivu. Fin octobre, les combats s'étendaient à tout le Sud-Kivu et l'implication rwandaise devenait évidente. Or, pratiquement au même moment, des attaques se produisaient au Nord-Kivu contre les camps de Katale et de Kahindo. On voulut y voir l'œuvre des Banyamulenge, dont personne ne connaissait le nom un mois plus tôt et dont on voulait désormais faire l'unique agent de toute la crise du Kivu. Or l'histoire des attaques contre les camps du Nord est beaucoup plus compliquée<sup>3</sup> et, pour la comprendre, il faut revenir aux massacres de 1995. Lorsque la guerre triangulaire du Masisi (Hutus locaux + Hutus récemment arrivés + FAZ contre Tutsis locaux contre milices bahunde et banyanga) avait tourné au désavantage des deux derniers partis, il y avait eu fuite vers le Rwanda récemment passé aux mains du FPR. Les Tutsis du Masisi, bien sûr, mais aussi un certain nombre de miliciens bahunde et bayanga qui après avoir massacré les Tutsis avaient tenté de poursuivre la même besogne avec les Hutus. Ils avaient été défaits car les ex-FAR disposaient d'une puissance de feu supérieure à la leur. L'APR avait discrètement récupéré et réarmé tous ces vaincus de la guerre du Masisi de 1995, et en octobre 1996 ils furent lancés contre la zone Masisi-Walikale-Goma pour servir d'éléments avancés. Ils chassèrent rapidement les réfugiés des camps les plus au nord, « concentrant » tout le monde sur la zone de Mugunga-Sake, et commencèrent à bombarder Goma avec l'aide de l'APR. Début novembre, l'APR elle-même franchit carrément la frontière pour s'emparer de la ville. Au même moment, des éléments mêlés banyamulenge/AFDL arrivaient au Nord-Kivu après avoir contourné le lac, en poussant devant eux plusieurs dizaines de milliers de réfugiés qui

---

3. D'ailleurs on voit mal comment des éléments banyamulenge auraient eu le temps d'effectuer tout le parcours pour remonter de la région de Bukavu jusqu'au Masisi en quatre ou cinq jours dans la confusion du moment.

fuyaient les camps du Sud<sup>4</sup>. Ce sont ces forces combinées (Banyamulenge en petit nombre, AFDL, milices bahunde et banyanga et forts contingents de l'APR) qui attaquèrent les camps de réfugiés à la mi-novembre 1996, provoquant un véritable exode en direction du Rwanda, où 400 000 à 700 000 d'entre eux rentrèrent<sup>5</sup>. Ce retour subit étonna la plupart des observateurs, qui l'expliquèrent de deux manières absolument antithétiques selon leurs préférences idéologiques. Pour certains, ce retour massif montrait à quel point la communauté internationale avait été naïve et s'était laissé prendre en otage par les ex-FAR et les *interahamwe* (miliciens extrémistes) qui avaient terrorisé les réfugiés et jusqu'à présent bloqué toute tentative de retour vers le Rwanda. Pour d'autres, ce retour était forcé et les réfugiés n'étaient rentrés que parce qu'ils se faisaient tirer dessus. Le fait qu'un grand nombre avaient au contraire fui vers l'intérieur du Zaïre le prouvait.

Le problème, c'est qu'il semble bien, d'après le peu de sources fiables dont nous disposons, que les deux explications ne soient pas contradictoires mais au contraire complémentaires. Il n'y a aucun doute que l'ancienne administration politique issue du vieux parti unique MRND et les fractions *power* des partis d'opposition qui s'étaient réunis pour perpétrer le génocide du printemps 1994 avaient tenu le contrôle des camps pratiquement jusqu'au dernier moment. Il y a eu de nombreux cas documentés de réfugiés tués par leur propre encadrement pour les empêcher de rentrer. Mais on s'est aussi aperçu dans les mois qui ont suivi ce retour massif qu'il « manquait » des milliers de réfugiés et que, en revanche, toute la zone entre Mugunga-Sake et le Masisi était parsemée de charniers, petits et grands, dont beaucoup étaient attribuables aux forces de l'AFDL et à leurs alliés rwandais<sup>6</sup>. Dans la mesure où il est possible d'avancer une explication globale à ce phénomène complexe, brutal et mal documenté, on pourrait dire que le retour des réfugiés s'est opéré *grosso modo* de la manière suivante.

1. Attaqués dans le Sud-Kivu par les forces banyamulenge/AFDL, les réfugiés se sont

---

4. On ignore complètement le nombre des réfugiés qui remontèrent ainsi du Sud-Kivu vers le nord. De manière très approximative, il pourrait être évalué à 50 000-60 000. Mais en même temps plus de 300 000 réfugiés s'enfonçaient vers l'ouest au sein du Zaïre pour une meurtrière odyssée dont bien peu reviendraient...

5. Ici aussi, extrême incertitude sur les chiffres puisque la fourchette est de 300 000. La réalité est qu'il n'y eut à aucun moment de comptage sérieux, tout le monde étant dépassé par la rapidité et l'ampleur du mouvement. Les pro-Hutus ont donc tendance à donner un faible chiffre de retours (pour accuser les forces AFDL/APR de massacres énormes) et les pro-Tutsis un chiffre élevé (pour minimiser les massacres AFDL/APR). Par la suite, les réfugiés en fuite tendirent à exagérer leur nombre (pour attirer attention et aide) alors que le gouvernement de Kigali tendait de son côté à exagérer le nombre des rapatriés (pour maximiser l'aide internationale qui leur était allouée). En fait, si certains faits sont connus, l'ampleur statistique qu'on leur attribue relève du choix politico-idéologique plutôt que d'un examen objectif dont les bases sont largement manquantes.

6. Un témoin qui s'est intéressé à cette question des charniers nous signalait une règle assez sommaire mais souvent vérifiée : les charniers FAZ et/ou ex-FAR recèlent des corps tués à la machette ou à coups de bâton tandis que dans les charniers AFDL/APR les cadavres ont en général été tués par balles. La différence semble tenir aux capacités d'approvisionnement en munitions des deux camps.

scindés en quatre groupes. L'un, exclusivement burundais d'environ 60 000 personnes, a été reconduit de force au Burundi, avec peu de pertes en vies humaines, du moins du côté zaïrois de la frontière. Ce qui leur est arrivé ensuite au Burundi semble avoir été assez rude. Un deuxième groupe, d'environ 60 000 personnes en majorité rwandaises, est remonté vers le nord en suivant la rive orientale du lac Kivu. Ces gens semblent en partie avoir été désireux de regagner le Rwanda en échappant à l'emprise de leurs leaders et en partie s'être simplement enfuis pour échapper aux coups de feu. En novembre, ils rejoindront les réfugiés entassés dans le périmètre Mugunga-Sake au nord du lac. Un troisième groupe, le plus important (environ 150 000 personnes), est parti vers l'ouest en direction de Rebero et de Punia, sous la houlette des ex-FAR et des *interahamwe*. Et enfin un quatrième groupe (environ 100 000-130 000 personnes) est resté un moment sur place en se cachant dans les collines avant de redescendre pour franchir la frontière à Cyangugu et rentrer de lui-même au Rwanda.

2. Au nord, les résidents des camps de Katale et Kahindo se sont enfuis lorsque ces camps ont été bombardés. Beaucoup se sont cachés dans l'épaisse forêt enveloppant les pentes des monts Virunga, tandis que d'autres étaient tués par les attaquants. Quelques-uns étaient aussi tués par leur propre encadrement qui cherchait à les dissuader de regagner le Rwanda. Beaucoup de fugitifs moururent aussi de faim dans une forêt qui, à cause de raisons écologiques particulières, n'offre pratiquement pas de nourriture sauvage. Les groupes de fugitifs survivants eurent en gros deux choix : certains se dirigèrent directement vers la frontière rwandaise, où ils continuèrent à arriver par petits groupes presque jusqu'à Noël, tandis que d'autres rejoignirent d'abord le camp de Kibumba, puis, lorsque celui-ci fut attaqué à son tour fin octobre, se replièrent sur la zone Mugunga-Sake, où s'entassèrent près de 750 000 êtres humains sur une surface de quelques kilomètres carrés. Dans la nuit du 13 au 14 novembre, les forces rwandaises et AFDL donnèrent l'assaut au camp de Mugunga. Les ex-FAR combattirent quelques heures puis décrochèrent vers le nord, abandonnant sur place la masse des réfugiés civils<sup>7</sup>. C'est cette masse qui « choisit » alors majoritairement de rentrer au Rwanda. La « guerre des réfugiés » était alors largement terminée. Ceux d'entre eux qui avaient « choisi » de fuir vers l'ouest étaient entrés dans ce qu'un responsable de Médecins sans frontières devait appeler le « triangle des Bermudes de la politique ». Bien qu'ils fussent au bas mot 400 000, on nia d'abord leur existence, particulièrement du côté américain. Ensuite, on tenta de minimiser leur nombre. Et finalement on les abandonna à peu près complètement. La France, seul pays qui réclama une intervention internationale pour leur venir en aide, s'était rendue tellement suspecte

---

7. Le groupe armé qui remontait ainsi vers le nord continuera tout le long de la frontière ougandaise, prenant part à l'attaque ADF contre l'Ouganda (voir *infra*), traversant le haut Zaïre et finissant par se replier, toujours poursuivi par les hommes de Kabila, au Sud-Soudan où l'armée soudanaise l'utilisera comme force d'appoint contre le SPLA.

par son appui au régime Habyarimana en 1990-1994 et par son soutien acharné au président Mobutu que l'appel de Paris, au lieu de passer pour une généreuse revendication humanitaire, se trouvait disqualifié pour cause d'arrière-pensée politique douteuse. Malgré les appels de Mme Sadako Ogata, directrice du HCR, et de la responsable des affaires humanitaires de l'Union européenne, Mme Emma Bonino, le sort des Hutus rwandais non rapatriés à la mi-novembre 1996 apparaît aujourd'hui comme tragiquement scellé<sup>8</sup>. La raison vient en partie du fait que, non rentrés « volontairement » au Rwanda au moment de la grande vague de retour, ils devinrent automatiquement suspects d'être des « génocidaires ». L'accusation est évidemment absurde car il s'agit surtout ici de femmes et d'enfants, et les vrais génocidaires sont souvent en bonne santé et parvenus aussi loin que le Congo-Brazzaville, le Soudan ou l'Angola.

### L'interpénétration avec le conflit ougando-soudanais

Sans cesse associé dans les protestations du gouvernement zaïrois avec le Rwanda et le Burundi, l'Ouganda était suspecté à l'automne de l'année 1996 d'être la main cachée derrière la crise du Kivu. C'est à la fois vrai et faux. Le régime ougandais a un but fondamental : la stabilité régionale permettant une relance de la Communauté économique est-africaine détruite par Idi Amin Dada en 1977, où il voit une source de grands avantages. Pour cela, Kampala privilégie le fait d'avoir de bonnes relations avec Nairobi et Dar es-Salaam. Cet objectif a été sérieusement compromis depuis 1993-1994 par les crises du Rwanda et du Burundi, où le président Moi et l'ex-président Nyerere<sup>9</sup> ont fait des choix différents de ceux de Yoweri Museveni.

Le président ougandais souhaitait donc une résolution, au moins partielle, de la crise des Grands Lacs pour éviter d'avoir à entrer en conflit avec ses partenaires est-africains. C'est ainsi qu'il avait utilisé toute son influence auprès du général Kagame en août 1996 pour obtenir son soutien aux sanctions économiques régionales prises contre le Burundi au lendemain du coup d'État du général Pierre Buyoya. Non pas tant qu'il souhaitât particulièrement combattre Buyoya ; mais il savait à quel point l'ex-président Nyerere tenait à ces sanctions et était persuadé de leur probable efficacité.

De ce fait, il est probable que, sans encourager l'initiative de Kigali au Kivu, Kampala

8. Dans ce cas encore, aucun chiffre fiable. Il semblerait à l'heure actuelle (juillet 1997) que le déficit statistique soit d'au moins 200 000 personnes. Il est malheureusement probable que la plupart sont mortes, plus souvent d'ailleurs de faim, de maladie ou d'épuisement que victimes des forces AFDL/APR.

9. Si Benjamin Mkapa s'occupe de l'économie et de la politique intérieure, l'ex-président Nyerere a gardé deux importants « domaines réservés » : les grandes options de politique extérieure et le problème des relations avec Zanzibar.

ne l'avait pas découragée non plus, se réservant d'approuver une éventuelle victoire ou de se désolidariser en cas de défaite. Cette prudente expectative ne devait cependant pas protéger l'Ouganda d'avoir à entrer à son tour dans le champ de la crise, et cela à cause de l'interpénétration entre son conflit avec le Soudan et la situation politique zaïroise.

La méfiance soudanaise envers le régime du président Museveni était tout aussi ancienne que celle de l'ex-régime zaïrois, même si les raisons étaient différentes. Le maréchal-président Mobutu craignait « Museveni le révolutionnaire », dont la fougue venait troubler le confortable club est-africain où il siégeait à titre de cousin lointain en compagnie de Daniel Arap Moi, de Milton Obote, de Juvénal Habyarimana et de Jean-Baptiste Bagaza<sup>10</sup>. Mobutu, tout comme Arap Moi, avait toujours eu une hostilité « épidermique » envers Museveni. La question soudanaise était tout à fait différente. Embarqué depuis 1983 dans un nouvel épisode de la guerre Nord-Sud qui s'était allumée dès l'indépendance en 1956, Khartoum craignait avant tout la création de nouvelles bases arrière pour la guérilla du SPLA, qui bénéficiait déjà de l'appui du régime communiste éthiopien du colonel Mengistu Haile Mariam. Museveni connaissait le colonel John Garang, chef du SPLA, depuis des années. Il n'en fallut pas plus pour que les survivants du régime Obote-Okello renversé par Museveni se voient offrir l'asile politique et une aide armée au Soudan. Par la suite, la rébellion du nord de l'Ouganda était allée en s'affaiblissant régulièrement et, au début des années quatre-vingt-dix, elle avait pratiquement disparu. Mais en 1993, grâce à une offensive réussie, les troupes du gouvernement de Khartoum parvinrent à reprendre le contrôle de la plus grande partie de la frontière ougandaise et à en éliminer le SPLA. Elles entreprirent aussitôt d'aider ce qu'elles pouvaient trouver d'opposé au régime de Museveni, suspect d'aider Garang<sup>11</sup>. N'ayant pas d'autre candidat possible, les Soudanais apportèrent leur concours à une curieuse guérilla millénariste, la Lord's Resistance Army (LRA, « Armée de résistance du seigneur »). La LRA, rejeton de la rébellion de la « prophétesse » Alice Lakwena au milieu des années quatre-vingt<sup>12</sup>, était un curieux mouvement syncrétique où se combinaient des éléments de religion Acholi précoloniale, des éléments chrétiens déconstruits et des inventions délirantes<sup>13</sup>. C'était aussi un mouvement d'une violence quasi pathologique qui tuait sans pitié les civils, y compris ceux de sa

10. L'aimable président tanzanien Ali Hassan Mwinyi faisait un peu figure de marginal dans ce club plutôt « musclé ».

11. En fait, à l'époque, Museveni avait bien pris soin de ne rien faire pour aider le SPLA dans l'espoir d'éviter tout ennui avec Khartoum. C'est l'intervention soudanaise qui l'y décida et, à partir du début de 1995, on se retrouvait dans une position de soutien croisé aux subversions réciproques.

12. Sur ce sujet, voir Gérard PRUNIER, « Alice Lakwena, un prophétisme politique en Ouganda », in J.-P. CHRÉTIEN (éd.), *L'Invention religieuse en Afrique*, Karthala, Paris, 1993, p. 409-429.

13. Cela ne fait en aucun cas de la LRA un mouvement « fondamentaliste chrétien », comme on le voit trop souvent écrit dans la presse.

propre ethnie. Aidée par Khartoum, mobilisant de jeunes chômeurs ruraux ou kidnappant des écoliers, la LRA s'accrut rapidement. Au début de 1996, avec près de 3 000 hommes sous les armes, elle était devenue sinon une menace pour le pouvoir, du moins un irritant problème politico-militaire majeur, une source d'embarras internationaux et un drain permanent pour un budget militaire déjà mis à mal par les coupes claires auxquelles la Banque mondiale avait contraint l'Ouganda. Tout cela convenait parfaitement au régime islamiste de Khartoum, même si ses protégés n'avaient pas la moindre chance de prendre le pouvoir à Kampala.

Fin 1995, satisfaits de ces résultats, les services secrets soudanais avaient mis sur pied un second mouvement de guérilla, de structure plus « classique ». De même que la LRA opérait dans la région de Kitgum et s'appuyait sur les Acholi, le nouveau mouvement, le West Nile Bank Liberation Front (WNBLF, « Front de libération de la rive occidentale du Nil »), opérait aux confins de l'ouest du Nil et du haut Zaïre et s'appuyait sur les Aringa, les Kakwa et les Nubi. Les hommes du WNBLF étaient des musulmans classiques, souvent « anciens » de l'armée d'Idi Amin, plus acceptables pour un régime islamiste que les délirants millénaristes de la LRA. Mais ce qui est important pour notre propos ici, c'est que ce mouvement était en fait un *joint-venture* soudano-zaïrois. Le WNBLF était basé au Zaïre, approvisionné à travers le Zaïre et « piloté » en accord avec Kinshasa. Grâce à son contrôle de Kaya sur la tricontière Zaïre-Soudan-Ouganda, l'armée de Khartoum pouvait assurer les approvisionnements non seulement du WNBLF, mais aussi de ses propres garnisons d'Equatoria occidentale, menacées par le SPLA, et de celle de la LRA, trop difficile à ravitailler directement depuis Juba dans une région (Kit, Nimule) sans cesse ouverte aux embuscades SPLA. Fortement pressé sur ses frontières nord, le gouvernement ougandais demanda alors au colonel Garang, en échange de l'appui qu'il lui accordait, de l'aider à poursuivre les guérilleros WNBLF et LRA en territoire soudanais. Ces derniers répliquèrent en s'attaquant aux camps de réfugiés soudanais qui servaient partiellement de bases arrière au SPLA en territoire ougandais. La crise du Kivu allait globaliser tout cela dans une mêlée générale.

En effet, fin novembre 1996, lorsque les camps de réfugiés rwandais du Nord-Kivu eurent été détruits par l'action conjuguée de l'APR et des hommes de Laurent-Désiré Kabila, certains des combattants des ex-FAR s'enfuirent vers le nord. Dans la région de Bunia, ils tombèrent sur une « guérilla en préparation », second *joint-venture* soudano-zaïrois, de nature assez étonnante. En effet, ce nouveau « mouvement », encore beaucoup plus artificiel que la LRA ou le WNBLF, provenait d'une idée de l'état-major soudanais, qui, en utilisant l'aérodrome de Bunia pour ravitailler ses protégés en territoire zaïrois, avait repéré un groupe de militants du mouvement Tabligh ougandais<sup>14</sup>. Ceux-ci avaient

14. La secte musulmane des Tabligh, d'origine pakistanaise, s'est répandue en Afrique orientale à travers les immi-

créé au printemps 1996 un maquis au Bunyoro, près du lac Albert. Défaits par l'armée ougandaise, ils avaient cherché refuge dans l'Est zairois. Là, les stratèges soudanais les avaient convaincus de collaborer avec un autre mouvement dissident ougandais de nature entièrement différente, la guérilla dite « Rwenzururu » des Bakonjo<sup>15</sup>. En cette fin de 1996, l'étrange combinaison de fondamentalistes islamiques et d'une guérilla ethnique régionaliste fut rejointe, sous la houlette soudanaise, par les Hutus rwandais des ex-FAR en fuite. L'ensemble, baptisé Alliance of Democratic Forces (ADF), fut lancé contre l'est de l'Ouganda dans la région de Kasese. L'armée ougandaise contre-attaqua après un premier moment de surprise et pénétra en territoire zairois pour se lancer à la poursuite de cette nouvelle menace. Ce faisant, elle entra en contact avec les forces de Kabila qui remontaient vers le nord. La collaboration entre les rebelles zairois et le gouvernement ougandais, relativement occasionnelle jusqu'alors, acquit à cette occasion un caractère tactique et systématique.

Dans les semaines qui suivirent, les forces combinées ougando-AFDL remontèrent jusqu'à la frontière du Soudan, les rebelles zairois occupant successivement Watsa, Isiro et Faradje, ce qui amenait un verrouillage de la triffonnière. Après une pause, les forces du SPLA prirent le relais en mars 1997. Le verrouillage du côté zairois étant complet, il leur était désormais possible d'isoler et de réduire les unes après les autres les garnisons de l'armée soudanaise en Équatoria (Morobo, Kaya et finalement Yeï). Par une opération combinée, l'AFDL au sud et le SPLA au nord prenaient le WNBLF en tenaille et l'écrasaient. En même temps, l'armée ougandaise pénétrait au Soudan et se lançait à la poursuite de la LRA, qui se repliait vers l'est, vers le pays Acholi soudanais, après avoir été durement éprouvée. Au début d'avril 1997, on pouvait donc dire que l'Ouganda, avec l'aide de l'AFDL et du SPLA, était largement parvenu à sécuriser ses frontières ouest et nord, tandis que, les FAZ ayant disparu de la scène quasi sans combattre, les débris des ex-FAR s'étaient repliés avec les forces soudanaises gouvernementales en retraite et étaient remontés sur Juba. L'imbrication des divers conflits régionaux d'Afrique orientale était maintenant complète<sup>16</sup>.

---

grants venus d'Asie du Sud à l'époque coloniale. Originellement plutôt piétiste au Pakistan, elle s'est transformée en Ouganda en un fondamentalisme violent.

15. Les Bakonjo sont une ethnie vivant sur le pourtour du Ruwenzori et que les Anglais avaient forcée à cohabiter avec les Batoro au sein d'un même ensemble administratif. Rétifs à cette cohabitation forcée qui était, du fait de la partialité britannique, tout à l'avantage de la monarchie Toro, les Bakonjo s'étaient révoltés en 1952. N'ayant jamais pu obtenir après l'indépendance le district autonome auquel ils aspiraient, ils avaient lutté contre tous les régimes ougandais depuis trente ans.

16. Nous n'entrerons pas ici dans la question des imbrications ethio-soudano-érythréennes bien qu'elles viennent sans le moindre doute recouper les clivages que nous venons d'indiquer. Pour une vue rapide de l'articulation entre les conflits de la zone des Grands Lacs (dans le sens large) avec les conflits de la Corne, voir Gérard PRUNIER, « Le Soudan au cœur des conflits régionaux », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

Nous ne nous étendrons pas sur la défaite finale du régime zaïrois<sup>17</sup>. Mais il faut quand même dire une chose à ce propos : s'il y a eu effectivement comme l'a souvent dit la presse un « camp américain » et un « camp français », c'était plus par défaut que par dessein. Car — proposition complémentaire de la précédente — ce qui nous paraît évident dans l'enchevêtrement des conflits, c'est la prédominance écrasante de toute une série de causalités locales et particulières par rapport aux « causalités diaboliques<sup>18</sup> » d'ordre international que veulent y voir les journalistes, et malheureusement certains diplomates. Si le général Kagame attaque au Kivu par Banyamulenge interposés, c'est avant tout pour préserver sa propre sécurité et non pour obéir à d'hypothétiques ordres de Washington. Si Khartoum « fabrique » des guérillas au Zaïre, c'est pour lutter contre Museveni, perçu comme un ennemi dangereux, et non pour faire plaisir aux Français. Et au niveau le plus bas, imagine-t-on les Bakonjo dans leurs forêts des pentes du Ruwenzori obéissant aux ordres de Paris ou les combattants des milices bahunde et banyanga prenant leurs instructions auprès du State Department ? L'explication globalisante de l'affrontement franco-américain est une justification *a posteriori* qui a été fabriquée pour plusieurs raisons. D'abord, la plupart des journalistes ne comprennent pas grand-chose aux événements concrets qui se déroulent sur le terrain : Laurent-Désiré Kabila est décrit comme « tutsi », la LRA est formée de « fondamentalistes chrétiens », Museveni lui aussi est « tutsi » et les « Bangilima » deviennent une « tribu<sup>19</sup> ». Comme la réalité de terrain est opaque, il est beaucoup plus facile de la survoler pour lui donner des causes internationales.

Autre raison de cette propension à l'internationalisation, la valorisation du sujet. Les obscurs combats d'obscures tribus dans un obscur coin de l'Afrique ne sont pas un sujet très « noble » et comme tel vendable à un rédacteur en chef. Mais un affrontement Paris-Washington est nettement plus valorisant pour un sujet de « papier ». Et, enfin, la politique africaine de la France, patrimoniale tenaillée par la paranoïa, plongée dans la plus totale confusion par la multiplication des centres de décision<sup>20</sup>, permet toutes les extrapolations les plus irréalistes, puisées directement à la source. La « Françafrique » déclinante est persuadée qu'elle meurt non de ses abus et de ses vices mais sous les coups d'un diabolique « complot anglo-saxon » soigneusement orchestré. Donc toute forme d'explication privi-

---

17. Il y a à cela plusieurs raisons : d'abord, le Zaïre, une fois quitté le Kivu proprement dit, ne fait pas partie de l'Afrique orientale qui était notre propos ici. Ensuite, nous avons préféré nous attacher à éclairer des faits souvent mal connus et peu clairs à cause de leur complexité alors que la situation zaïroise, pour difficile qu'elle puisse être, est souvent beaucoup mieux décrite en France.

18. C'est à dessein que nous empruntons cette expression imagée à Léon Poliakov.

19. Il s'agit en fait d'une milice pluriethnique de tribus « autochtones » zaïroises du Nord-Kivu, regroupée autour d'une coopérative agricole.

20. Un spécialiste du sujet en dénombrait treize à la veille des élections. L'arrivée aux affaires des socialistes a quelque peu bouleversé le paysage mais sans l'éclaircir pour le moment.

légiant la dimension internationale par rapport aux causalités locales se verra confortée par les autorités françaises, qui sont honnêtement persuadées que leur petit « pré carré » est l'objet des ardent convoitises de l'Amérique.

De plus, il faut bien le reconnaître, le refus des explications purement africaines des conflits procède souvent d'un racisme inconscient selon lequel il ne pourrait y avoir de conflit sérieux et organisé en Afrique sans que des mains blanches y travaillent dans l'ombre. Prolongement de l'attitude d'autrefois qui voulait que l'Afrique n'eût pas d'histoire, il y a aujourd'hui une certaine manière de dire qu'elle ne saurait avoir de politique, même mauvaise, qu'avec des « influences » extérieures. C'est la même erreur qui conduisait déjà dans les années soixante à quatre-vingt à expliquer l'interminable conflit érythréen et le non moins interminable conflit du Sud-Soudan comme des produits de l'« impérialisme » (américain, bien sûr) ou de la « subversion » (souvent russe, parfois « arabe »). La guerre froide est terminée et le conflit du Sud-Soudan est toujours là. Quant à l'Érythrée, qui était censée successivement servir de cheval de Troie à Moscou (jusqu'en 1977) puis aux « Arabes », elle a survécu à l'effondrement de l'URSS et se retrouve aujourd'hui le principal allié d'Israël dans la sous-région.

Pour le meilleur comme pour le pire, l'Afrique est aujourd'hui en train de devenir politiquement adulte. De ce point de vue, la crise du Kivu, au-delà et en dehors de son rôle évident de détonateur de la situation zaïroise, est un épisode essentiel dans les transformations non seulement de la région des Grands Lacs mais même de l'ensemble du continent. Ces transformations sont d'ailleurs loin d'être terminées et ne doivent surtout pas être vues, comme c'est parfois le cas, comme l'émergence d'un nouveau *leadership* uni et cohérent<sup>21</sup>. Le State Department commence déjà à avoir des réserves sur la capacité du président Kabila à créer le *business friendly environment* dont on rêvait à Washington, et certains fonctionnaires américains plaisantent *off the record* en disant : « Nous avons échangé un dictateur formé par la CIA pour un autre oublié par le KGB. » Il y a en effet loin de Museveni à Kabila et encore plus loin de celui-ci à Meles Zenawi. L'Afrique devient politiquement adulte, certes. Mais cela veut aussi dire qu'elle a désormais le privilège de faire ses propres erreurs sans y être poussée par des forces extérieures.

---

21. Pour un exemple de cette théorie, voir Philip GUREVITCH, « Secrets of the Congo », *The New Yorker*, 4 août 1997.

# La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins

*par Filip Reyntjens\**

## Introduction

Cet article mérite un avertissement avant lecture. L'histoire immédiate est déjà une discipline dangereuse, mais elle constitue un exercice particulièrement hasardeux dans le récit qui suit. Trop de données font défaut, de très nombreuses zones d'ombre demeurent. L'analyse présentée ici est dès lors incomplète, spéculative dans une certaine mesure, sans doute erronée sur certains points. Une équipe de l'université d'Anvers vient d'entamer une recherche qui devrait produire des résultats plus complets et fiables vers la fin de l'année 1997.

La guerre qui a porté Laurent-Désiré Kabila et l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre) au pouvoir à Kinshasa ne peut être vue de façon isolée. Au contraire, elle s'inscrit dans un contexte bien plus large de trois conflits : celui des Grands Lacs, bien sûr, qui en a été la face immédiatement visible, mais également ceux du Soudan et de l'Angola. La proximité géographique entre ces foyers d'instabilité et le jeu des alliances objectives — tous les auteurs raisonnant dans la logique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » — ont rapproché ces conflits, ouvrant ainsi la perspective de l'émergence d'une zone de guerre qui s'étendrait d'Asmara à Luanda. C'est le Zaïre qui faisait la jonction entre ces trois zones : le régime Mobutu soutenait le régime de Khartoum en guerre contre la guérilla sud-soudanaise, le SPLA (Sudan People's Liberation Army) en particulier, appuyée au niveau régional par Asmara, Addis-Abeba et Kampala ; le territoire zaïrois servait de base arrière à des attaques menées par divers mouvements armés contre l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ; enfin, le soutien accordé par le

---

\* Professeur aux universités d'Anvers, de Louvain et de Bruxelles.

régime Mobutu à la rébellion de l'Unita en Angola n'avait pas cessé avec l'accord de Lusaka de 1994.

Dès lors, le changement de régime au Congo-Zaïre a été le résultat d'une combinaison de deux facteurs : d'une part, l'extrême faiblesse des FAZ (Forces armées zaïroises), à l'image de la déliquescence totale de l'État zaïrois ; d'autre part, la mise en place d'une formidable coalition régionale en soutien à la rébellion de Kabila. Cinq des neuf voisins immédiats du Congo-Zaïre ont contribué de façon plus ou moins intense à la chute du régime Mobutu. Ce n'est pas un hasard si les chefs d'État de l'Angola, du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda et de la Zambie étaient présents le 29 mai 1997 à l'occasion de la prestation de serment de Laurent Kabila. Si le rôle des voisins immédiats a sans doute été déterminant, d'autres pays de la région ont soutenu l'Alliance rebelle : d'une part, l'Érythrée et l'Éthiopie, liées à l'Ouganda dans leur soutien à la rébellion du Sud-Soudan contre le régime de Khartoum, allié de Mobutu ; d'autre part, le Zimbabwe et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud, voire apparemment la Namibie.

J'analyserai d'abord l'intérêt et le degré d'implication de ces acteurs africains ; ensuite, je poserai la question d'un parrainage international ; je terminerai par quelques questions sur l'impact de la nouvelle donne sur la restructuration géostratégique du cœur du continent.

## Le Rwanda

Fin juin 1997, au début de la rédaction de cet article, il semblait encore nécessaire de faire la démonstration de la profonde implication du Rwanda aux côtés de la rébellion zaïroise, d'autant que le régime de Kigali s'obstinait à nier l'indéniable. Cette volonté de garder ce qui était devenu un véritable secret de polichinelle avait même failli provoquer un incident diplomatique : après que, fin janvier 1997, la Belgique eut dénoncé la présence de milliers de troupes rwandaises sur le territoire zaïrois, le conseiller du général Kagame, Claude Dusaidi, déclarait à l'Agence France-Presse penser « que la Belgique est devenue sénile [...]. C'est à croire qu'ils [les Belges] ne savent plus où sont les frontières, ni faire la différence entre des Zaïrois et des Rwandais<sup>1</sup> ».

Cette démonstration de l'engagement rwandais, facile à faire, n'est plus nécessaire depuis que Paul Kagame l'a admise dans une interview publiée dans le *Washington Post* du 9 juillet 1997. Il y déclare que le gouvernement rwandais a « planifié et dirigé la rébellion », que l'armée rwandaise a « participé dans la prise d'au moins quatre villes » (Kinshasa, Lubumbashi, Kenge et Kisangani) et que, bien avant le début de la rébellion, le

---

1. AFP, Nairobi, 29 janvier 1997.

Rwanda avait fourni entraînement et armes. Il ajoute qu'il aurait été préférable que les Congolais aient mené cette campagne, « mais ils n'étaient pas capables de le faire seuls ». On reviendra sur les raisons et les conséquences de cette reconnaissance, qui a des allures de revendication<sup>2</sup>.

En réalité, les préavis d'une intervention rwandaise au Kivu pouvaient être lus dans la presse rwandaise proche du FPR (Front patriotique rwandais). Sous le titre « Une guerre que le Zaïre dirigera contre le Rwanda emportera le régime Mobutu », *Ukuri* (n° 4) de mai 1996 conclut que « Kigali appelle de tous ses vœux que cette guerre éclate pour en finir avec les réfugiés ». *Amani* (n° 8) de juin 1996 écrit que « si le pourrissement actuel de la situation, caractérisée par les accrochages, raids, meurtres et massacres, continue, la guerre entre le Rwanda et le Zaïre est inévitable ». *Rwanda Libération* (n° 17) de juillet 1996 évoque « la réplique de l'APR et, ainsi, la région des Grands Lacs assisterait à la fin de Mobutu ». Le journal gouvernemental *La Nouvelle Relève* (n° 325) du 15 août 1996 consacre trois articles au même thème et évoque le problème des Banyamulenge (populations d'origine tutsie installées au Zaïre depuis plusieurs générations) sous le titre « Le génocide sous incubation à Mulenge (Zaïre)<sup>3</sup> ». De même, du côté zairois, le journal *Le Palmarès* (n° 739) du 13 juillet 1996 titre : « Kagame au cœur d'un complot contre Mobutu. »

Depuis 1995, le Rwanda était confronté à un problème de sécurité incontestable, surtout dans les trois préfectures de l'Ouest, touchées par des opérations de commando qui, du moins en partie, émanaient du territoire zairois. Déjà, lors d'un discours prononcé à Tambwe le 19 février 1995, le général Kagame avait donné le ton : « Je souhaite de tout cœur que ces attaques aient lieu ! Qu'ils essayent ! Je ne le cache pas. Qu'ils essayent<sup>4</sup>. » D'après des sources officielles dans ces pays, les autorités américaines et néerlandaises avaient déjà à plusieurs reprises dû dissuader Kagame de « crever l'abcès » des réfugiés rwandais au Zaïre en utilisant la manière forte<sup>5</sup>. Face à l'incapacité de la communauté internationale de régler ce problème, la patience de Kigali touchait manifestement à sa fin au début de 1996.

Le RDR (Rassemblement pour la démocratie et le retour des réfugiés), la plus importante organisation des réfugiés rwandais, voyait bien venir la chose. Dans un communiqué du 17 juin 1996, il avertit qu'une attaque contre les camps de réfugiés au Zaïre est préparée

2. Dans une interview accordée à Guy Duplat et Colette Braeckman (*Le Soir*, 9 avril 1997) Kagame annonçait qu'il donnerait une réponse complète et correcte sur l'engagement rwandais « d'ici un an ».

3. Les citations sont reprises telles qu'elles apparaissent en traduction dans la *Revue de la presse rwandaise* publiée par *Dialogue* (n°s 41, 43, 44 et 46).

4. Traduction du kinyarwanda.

5. La même information m'a été donnée par Aldo Ajello, le représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs.

par « des troupes alliées ougandaises, rwandaises et burundaises » ; il est fait état de concentrations de militaires dans la région de Kisoro en Ouganda et dans la zone des volcans des préfectures rwandaises de Ruhengeri et Gisenyi. D'après le RDR, une récente attaque du centre commercial de Bunagana près de la frontière ougandaise devait tester la réaction zaïroise<sup>6</sup>. Un communiqué du 1<sup>er</sup> juillet rappelle celui du 17 juin et affirme qu'un raid effectué le 26 juin contre le camp de Kibumba venait du Rwanda et constituait une nouvelle tentative de sonder les défenses zaïroises.

Si les premiers signes d'une agression étaient ainsi visibles au Nord-Kivu, c'est au Sud-Kivu que l'affaire des « Banyamulenge » allait offrir le contexte nécessaire pour entamer la guerre<sup>7</sup>. La question reste même ouverte de savoir si le Rwanda n'a pas exacerbé un problème latent afin de créer un prétexte pour lancer son opération. En effet, déjà en juin 1996, l'APR (Armée patriotique rwandaise) entraînait des « rebelles banyamulenge » au nord-ouest du Burundi ; par ailleurs, d'après des sources diplomatiques à Kigali, 700 à 800 militaires rwandais auraient « déserté » de l'APR depuis juillet<sup>8</sup>. Début juillet également, la cité et le camp de réfugiés de Kamanyola subissent des tirs à l'arme lourde à partir du Rwanda. En septembre, plusieurs témoins font état de l'introduction par l'APR d'hommes et de matériel au Sud-Kivu à travers le Burundi. Le 13 septembre, le gouvernement zaïrois accuse le Rwanda et le Burundi de « fomenter des troubles » au Sud-Kivu. De même, les ONG locales tirent la sonnette d'alarme. Une note du 24 septembre publiée par la société civile du Sud-Kivu et le CRONGD (Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement) fait état d'infiltrations depuis plusieurs mois d'éléments armés en provenance du Rwanda *via* le Burundi ; ceux-ci se dirigeraient vers les hauts plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga. Par la suite, tant l'archevêque de Bukavu, Mgr Munzihirwa<sup>9</sup> — qui sera tué fin octobre dans des circonstances non élucidées — que

---

6. Déjà le 8 juin, le Zaïre demande une réunion urgente du Conseil de sécurité au sujet de l'attaque menée contre Bunagana les 4 et 5 juin par une force venant d'Ouganda.

7. Les rwandophones au Zaïre (« Banyarwanda ») d'abord, les Tutsis parmi eux par la suite faisaient l'objet de récriminations depuis les années soixante. Pour les antécédents, voir F. REYNTJENS et S. MARYSSE (éd.), *Conflits au Kivu. Antécédents et enjeux*, université d'Anvers, Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique, Anvers, décembre 1996 ; J.-C. WILLAME, « Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », *Cahiers africains*, n° 25, mars 1997. En 1993, les Banyarwanda et, au début 1996, les Tutsis du Nord-Kivu avaient été soumis à une véritable purification ethnique. Parmi de nombreux rapports on consultera : AZADHO, *Nord-Kivu : état d'urgence*, Kinshasa, avril 1996 ; UN DHA IRIN, *Situation Report on Masisi and Rutshuru, North Kivu, Zaire*, Nairobi, mai 1996 ; US COMMITTEE FOR REFUGEES, *Masisi, Down the Road from Goma : Ethnic Cleansing and Displacement in Eastern Zaire*, Washington DC, juin 1996 ; HUMAN RIGHTS WATCH AFRICA, *Zaire, Forced to Flee. Violence against the Tutsis in Zaire*, Washington DC, juillet 1996.

8. Cela rappelle étrangement la « désertion » d'éléments de l'armée ougandaise (NRA) lorsque, en octobre 1990, le FPR lance son attaque contre le Rwanda à partir du territoire ougandais.

9. Notamment dans des lettres du 27 septembre et du 11 octobre 1996.

la société civile du Sud-Kivu et le groupe Jérémie<sup>10</sup> condamnent l'« agression venue du Rwanda et du Burundi ».

Lorsque les combats débutent pour de bon au Nord-Kivu, l'engagement rwandais est tout aussi patent. Après avoir attaqué des camps de réfugiés, des éléments de l'APR contribuent à la prise de Goma à la suite d'opérations menées par voie terrestre et à travers le lac Kivu (où ils utilisent des bateaux rapides offerts par les États-Unis). Un responsable humanitaire observe la présence dans la région d'hommes du 7<sup>e</sup> bataillon, habituellement basé à Kigali<sup>11</sup>. Des sources diplomatiques dans la région confirment à l'agence Reuter que « des troupes APR en uniforme sont au centre de Goma [...]. Nous sommes sûrs à 110 % que l'APR est à Goma. C'est confirmé<sup>12</sup> ».

Deux objectifs furent rapidement atteints. Le premier était de déstabiliser les réfugiés, et en particulier leur composante armée (ex-FAR<sup>13</sup> et milices). Une combinaison d'élimination physique, de rapatriement et d'éloignement vers l'ouest permit de réaliser cet objectif sécuritaire. Le second, destiné à consolider cet acquis, était la création d'une zone tampon à l'ouest de la frontière avec le Zaïre. Cette zone de sécurité, qui n'est pas sans rappeler celle créée par Israël au Sud-Liban, protégeait le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda dès la fin de la première phase de la « rébellion ». Si ces objectifs ont été réalisés, le prix aura été très élevé, notamment et surtout en termes de vies humaines ; les chiffres ne seront probablement jamais connus, mais tout porte à croire que des dizaines de milliers de civils ont trouvé la mort par suite de violences ou de privations. Dans un rapport intérimaire diffusé le 11 juillet 1997 à New York et à Genève, une mission d'enquête de l'ONU estime que « ces crimes semblent revêtir un caractère suffisamment massif et systématique pour que la qualification de crime contre l'humanité puisse leur être attribuée » et que « certaines des allégations de massacre ethnique dont les victimes sont en grande partie des Hutus rwandais, burundais et zaïrois pourraient constituer des actes de génocide<sup>14</sup> ».

Le Rwanda cherchait-il autre chose, au-delà de ces deux objectifs atteints ? Sans doute souhaitait-il, tout comme d'autres pays en Afrique centrale, qu'un régime plus amical et plus stable soit au pouvoir à Kinshasa. Dans ce sens, le soutien à Kabila au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour la mise en place d'une zone sécuritaire paraît plausible, et le régime rwandais n'a d'ailleurs jamais caché ses sympathies à ce sujet. Mais s'agirait-il

10. Lettre du 28 octobre 1996.

11. AFP, Goma, 27 octobre 1996.

12. Reuter, Bukavu, 2 novembre 1996.

13. Forces armées rwandaises, ancienne armée gouvernementale.

14. ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, *Report of the Joint Mission Charged with Investigating Allegations of Massacres and Other Human Rights Violations Occurring in Eastern Zaire (now Democratic Republic of the Congo) since September 1996*, n° A/51/942 du 2 juillet 1997.

également de réaliser des ambitions territoriales ? Dans ce cadre, le fameux « plan de la colonisation tutsie au Kivu et dans la région centrale de l'Afrique », brandi régulièrement par certains milieux hutus du Rwanda et du Burundi, a évidemment refait surface<sup>15</sup>. L'existence de pareil plan n'a jamais été prouvée. Toujours est-il que des déclarations des plus hautes autorités rwandaises ont paru renforcer la thèse. Lors d'un discours prononcé à Cyangugu le 10 octobre 1996, lorsque la guerre est pleinement engagée au Kivu, le président Bizimungu évoque les frontières de l'ancien Rwanda, dans lequel il inclut des parties du Zaïre. Il récidive de façon plus explicite le 28 octobre, lorsqu'il montre une carte du « grand Rwanda<sup>16</sup> ». Il ajoute que si le Zaïre veut expulser les Banyamulenge, qu'il abandonne également leur territoire en faveur du Rwanda. Quand un communiqué de la présidence daté du 30 octobre précise que le Rwanda propose la tenue d'une « conférence de Berlin II », la suggestion d'une remise en cause des frontières coloniales se trouve évidemment renforcée. Même si le gouvernement rwandais n'est plus revenu sur ce thème, on verra en fin d'article qu'il reste à l'ordre du jour.

### L'Ouganda

Dans les communiqués déjà cités du 17 juin et du 1<sup>er</sup> juillet 1996, le RDR fait état de « forces alliées » ougandaises et rwandaises et signale une concentration militaire ougandaise à Kisoro. On se rappellera également que le Zaïre avait déjà saisi le Conseil de sécurité suite à l'attaque de Bunagana. Un « spécialiste français du dossier », cité par *Le Figaro*, estime « qu'il y a un plan rwando-ougandais de déstabilisation du Zaïre, [plan] qui a l'aval de Washington<sup>17</sup> ». D'après Jacques Isnard<sup>18</sup>, des services de renseignements français et belges auraient découvert qu'une « légion tutsie », formée par l'Ouganda, aurait appuyé la rébellion de Kabila. Cette « légion » aurait mobilisé jusqu'à 15 000 hommes recrutés en Ouganda, en Érythrée et au Burundi, encadrés par des éléments de l'armée régulière ougandaise.

En réalité, les informations prouvant l'implication prolongée sur le sol zaïrois de l'armée ougandaise sont moins nombreuses que celles concernant l'implication du

---

15. On retrouve cette suggestion, notamment, dans l'introduction du professeur Kabuya Lumuna Sando à une publication du ministère zaïrois de l'Information et de la Presse : *Conflits à l'est du Zaïre. Repères et enjeux*, Kinshasa, janvier 1997. Il y est question de la création d'un « État tutsi » (p. 21) et d'une « République des Volcans dominée par des ressortissants de race tutsie » (p. 22).

16. Nous avons démontré ailleurs à quel point cette présentation est non historique : F. REYNTJENS et S. MARYSSE (éd.), *Conflits au Kivu, op. cit.*, p. 17-18.

17. *Le Figaro*, 7 novembre 1996.

18. *Le Monde*, 13 mai 1997.

Rwanda. Lorsque la « rébellion » débuta au Nord-Kivu le 24 octobre 1996, des éléments armés firent mouvement à partir du Rwanda, par le poste frontière de Cyanika, à travers la région de Kisoro en Ouganda, pour ainsi attaquer le camp de Kibumba ; ce transit n'aurait évidemment pas pu être réalisé sans l'aval des autorités ougandaises. Début décembre, poursuivant des éléments rebelles de l'ADF (Allied Democratic Front) dans la région du Ruwenzori, l'armée ougandaise (UDPF) prit la localité zaïroise de Kasindi et ses environs, ce qui ouvrit la voie à la rébellion zaïroise pour la prise de Beni avec le soutien de l'Ouganda<sup>19</sup>. D'après plusieurs sources, des éléments ougandais ont également participé à la prise de Bunia fin décembre, s'assurant ainsi le contrôle d'une ville stratégique pour la mise en place de la zone tampon souhaitée par Kampala. Les autorités zaïroises ont accusé l'Ouganda d'avoir participé aux campagnes de Watsa et de Kisangani, mais cette implication n'a jamais été confirmée par des sources indépendantes. Cela n'empêche qu'aussi tard que fin janvier 1997 plusieurs témoignages confirment que des camions ougandais chargés de soldats sont entrés au Zaïre à hauteur de Rutshuru au-dessus de Goma et qu'ils se dirigent vers le nord<sup>20</sup>. C'est vers la même époque, le 30 janvier, que le Zaïre réactive sa plainte au Conseil de sécurité. Et, de fait, personne n'est dupe : interrogé sur les raisons de la rapide avancée des hommes de Kabila, un diplomate en poste à Kinshasa répond : « Le Rwanda et l'Ouganda<sup>21</sup>. »

Cela dit, le rôle de l'Ouganda n'est pas univoque. Il semble qu'au cours de la première phase de la guerre le président Museveni ait tenté d'agir comme médiateur et de trouver une solution négociée. Lors d'une rencontre qu'il organise à Kampala le 16 novembre 1996 avec des représentants du Zaïre et du Rwanda<sup>22</sup>, Museveni soumet une liste de douze « suggestions<sup>23</sup> » :

- « 1. Annoncer un cessez-le-feu et le respecter.
2. Les rebelles reconnaissent publiquement que S. E. le président maréchal Mobutu est le président de la République du Zaïre.
3. Les rebelles reconnaissent le gouvernement de la République du Zaïre.
4. Insister pour que le gouvernement zaïrois et les États voisins respectent la Charte de l'ONU.
5. Le gouvernement zaïrois doit restituer la citoyenneté à ceux qui y ont droit en vertu du droit international. La citoyenneté peut s'acquérir par

19. Des officiers ougandais affirment que Beni a été pris par l'UPDF (AFP, Kinshasa, 2 décembre 1996).

20. AFP, Goma, 29 janvier 1997.

21. *New York Times*, 8 février 1997.

22. Il est intéressant de noter que l'Alliance de Kabila n'était pas invitée ; cela suggère sans doute que les régimes ougandais et rwandais estimaient représenter les intérêts de l'AFDL.

23. Traduction de l'anglais : *The Republic of Uganda, Meeting between H. E. The President and Representatives from Zaire and Rwanda on Zaire*, 16 novembre 1996, 2 p.

- a) la naissance,
  - b) l'enregistrement,
  - c) la naturalisation.
6. Respecter toutes les conventions internationales des droits de l'homme.
  7. Accorder l'immunité de poursuites à toutes les personnes impliquées dans le conflit à l'est du Zaïre et ainsi contribuer à mettre fin à cette rébellion.
  8. Intégrer certains des rebelles à l'armée zaïroise.
  9. Initier des réformes politiques dans les deux années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, menant à des élections générales sous supervision internationale.
  10. Expulser tous les *interahamwe*, anciens dirigeants et militaires rwandais du territoire zaïrois et réinstaller les réfugiés qui ne désirent pas rentrer au Rwanda loin de la frontière comme prévu par les conventions internationales.
  11. Organiser une conférence régionale des chefs d'État comme prélude à une conférence internationale pour discuter des problèmes généraux des pays de la région des Grands Lacs, afin de trouver une solution durable aux problèmes actuels et futurs.
  12. Après la cessation des hostilités, les dirigeants régionaux intercéderont auprès de la communauté internationale pour faire lever l'embargo économique contre le Zaïre<sup>24</sup>. »
- Si nous avons tenu à reproduire ce texte, c'est qu'il est étonnant. Non pas seulement parce que l'AFDL n'est pas associée à cette démarche, mais surtout parce que le régime Mobutu, représenté à Kampala par le conseiller du chef de l'État en matière de sécurité, Honoré Ngunza, a refusé des propositions qui pourtant n'exigeaient que peu de concessions de sa part et qui auraient pu assurer sa survie. D'après le journal ougandais *New Vision* du 20 novembre 1996, le président Museveni aurait encore « demandé conseil » à Mobutu après une attaque menée contre l'armée ougandaise par des rebelles de l'ADF. On ne saurait exclure que c'est face au refus du régime de Kinshasa d'engager un dialogue avec les pays voisins et avec le mouvement rebelle, refus qui avait d'ailleurs inspiré son absence aux sommets régionaux de Nairobi du 5 novembre et du 17 décembre 1996, que le président Museveni ait finalement décidé que l'Ouganda soutiendrait la rébellion au-delà de l'objectif initial visant à créer une zone de sécurité et se soit résolu à aller jusqu'au bout. Cela expliquerait le fait que plusieurs sources font état de la participation de troupes ougandaises dans la prise de Kisangani le 15 mars 1997.

---

24. Ce dernier point étonne, parce qu'il n'existait pas d'embargo économique contre le Zaïre. Le président Museveni pense peut-être aux sanctions mises en place depuis plusieurs années par un certain nombre de bailleurs de fonds.

## Le Burundi

Dans un premier temps, c'est sans doute le Burundi qui a bénéficié le plus de la « rébellion des Banyamulenge » au Sud-Kivu, où des bases arrière des mouvements de guérilla burundais, le CNDD-FDD<sup>25</sup> en particulier, ont été détruites. En effet, dès octobre 1996, on observe une nette diminution d'activités rebelles dans les provinces du Nord-Ouest (Cibitoke et Bubanza), séparées du Sud-Kivu uniquement par la rivière Rusizi. Cependant, à l'opposé des forces antigouvernementales rwandaises à l'époque, les mouvements burundais de guérilla avaient des éléments sur le terrain à l'intérieur ; en outre, il semble bien qu'une importante partie des combattants du CNDD-FDD ait pu s'extraire du Sud-Kivu et se déplacer en Tanzanie, voire à l'intérieur du Burundi.

L'implication du Burundi sur le terrain zaïrois paraît assez limitée et relever de la complicité tolérante plutôt que de l'engagement actif. Ainsi, l'infiltration par l'APR de troupes et de matériel au Sud-Kivu au milieu de 1996 s'est effectuée à travers le territoire burundais, évidemment de connivence avec le régime de Bujumbura. L'engagement plus réduit de ce dernier est confirmé par une déclaration diffusée le 1<sup>er</sup> février 1997 par l'AFP, où le Zaïre modère ses accusations contre le Burundi. Le vice-Premier ministre Lambert Mende déclare que « [si] pour le Rwanda et l'Ouganda des présomptions sont devenues des certitudes sur leur implication dans la guerre de l'Est, on ne dispose pas encore de preuve sur la participation du Burundi<sup>26</sup> ».

L'engagement moins intensif du Burundi ne doit pas étonner : l'armée burundaise avait suffisamment de problèmes à l'intérieur. Peu performante face au harcèlement de trois mouvements de guérilla actifs dans de nombreuses provinces, cette force d'environ 20 000 hommes ne pouvait se permettre une aventure à l'extérieur, d'autant que, à l'époque du début de la rébellion zaïroise, le Burundi devait faire face à l'embargo décrété par les États de la région en réponse au coup d'État perpétré le 25 juillet 1996 par le major Pierre Buyoya.

## L'Angola

L'entrée de l'Angola dans le jeu se situe dans la seconde moitié de la guerre et pourrait même avoir été déterminante dans la décision de mener la rébellion au bout de sa logique. Les rapports entre les acteurs militaires en Angola et au Zaïre sont anciens. Dans le passé, des « gendarmes katangais » ont mené des attaques contre le Zaïre à partir du territoire

25. Conseil national pour la défense de la démocratie et son aile armée, les Forces pour la défense de la démocratie.

26. AFP, Kinshasa, 1<sup>er</sup> février 1997.

angolais et certains ont été incorporés dans l'armée angolaise (FAPLA) ; par ailleurs, la coopération entre la rébellion de l'Unita et le régime Mobutu est bien connue.

Néanmoins, dans un premier temps, l'implication de l'une ou de l'autre des parties angolaises en conflit paraît limitée. Qui plus est, dans une déclaration du 4 novembre 1996, le colonel Songolo, un des leaders du FLNC (Front pour la libération nationale du Congo — nom qu'une faction des gendarmes s'est donné depuis qu'elle a remplacé la lutte armée par le combat politique après l'ouverture concédée par Mobutu en 1990), offre le soutien de ses hommes à l'armée zaïroise face à la rébellion. Et lorsque Laurent Kabila annonce la prise de Bunia le 25 décembre 1996, il dit que des gendarmes katangais ont combattu avec les FAZ ; il accuse en même temps des « mercenaires de Savimbi » d'avoir soutenu les forces gouvernementales<sup>27</sup>. Cependant, d'autres factions des ex-gendarmes katangais, incorporées depuis de nombreuses années dans le 24<sup>e</sup> régiment de l'armée angolaise, sont, quant à elles, placées sous le commandement du général Joao Baptista de Matos, chef d'état-major des FAPLA.

Fin 1996, l'implication de l'Angola aux côtés de la rébellion zaïroise était moins qu'évidente. D'après Misser et Vallée, le président Dos Santos et le Premier ministre Kengo Wa Dondo se seraient même mis d'accord, lors d'une rencontre à Brazzaville le 3 décembre, pour respecter les préoccupations sécuritaires des deux pays. L'Angola empêcherait les « tigres » du FLNC de traverser la frontière avec le Zaïre ; le Zaïre, quant à lui, supprimerait le droit de passage de l'Unita pour son approvisionnement en armes et l'écoulement de ses diamants et démantèlerait les bases arrière de l'Unita en territoire zaïrois<sup>28</sup>. Toutefois, même en admettant que le gouvernement zaïrois ait honnêtement souscrit à ces engagements, d'autres forces plus obscures menaient en même temps des activités qui ne pouvaient qu'inquiéter Luanda. D'après plusieurs sources, en effet, des proches du président Mobutu vendaient frauduleusement des centaines de tonnes d'armes et de munitions à l'Unita<sup>29</sup>. Cette contrebande de matériel destiné à l'armée zaïroise sabotait les efforts du général Mahele pour combattre la rébellion et a peut-être contribué à la décision de l'Angola d'entrer dans la guerre aux côtés des forces de rébellion de l'AFDL.

En effet, après la chute de Bunia, on observe dans un premier temps une pause dans la progression de la rébellion. D'après John Pomfret<sup>30</sup>, la partie est du Zaïre conquise et la zone de sécurité par rapport aux voisins orientaux mise en place, il y eut un moment

---

27. Le vice-président de la Croix-Rouge de la région de Bunia répète cette accusation devant les micros de *Voice of America*, le 2 janvier 1997.

28. F. MISSER et O. VALLÉE, *Les Gemmocraties. L'économie politique du diamant africain*, Desclée de Brouwer, Paris, 1997, p. 123-124.

29. Pour une enquête intéressante au sujet de ces pratiques, voir J. RUPERT, « Zaire Reportedly Selling Arms to Angolan Ex-Rebels », *The Washington Post*, 21 mars 1997.

30. « In Congo, Revenge Became Rebellion », *The Washington Post*, 6 juillet 1997.

d'hésitation voire de controverse au sein de l'AFDL et parmi ses sponsors. C'est l'Angola qui aurait insisté pour que les ambitions de la rébellion soient étendues à tout le Zaïre ; ce point de vue aurait fini par prévaloir<sup>31</sup>. Et de fait, dès fin janvier-début février 1997, on constate l'acheminement de plusieurs milliers de gendarmes katangais, transportés par avion de leurs bases angolaises vers la région<sup>32</sup>. L'entrée massive de l'Angola aux côtés de la rébellion se réalise au moment où, d'après la *Voix du Zaïre*, le ministre zaïrois des Affaires étrangères reçoit l'ambassadeur angolais au Gabon, qui lui transmet un « message d'amitié » de la part de son pays. Le gouvernement angolais aurait exprimé sa solidarité avec le peuple zaïrois face à l'« ingérence étrangère dans les affaires internes du Zaïre<sup>33</sup> »...

L'engagement croissant de l'Angola se traduit par le déplacement du centre de gravité politique. Alors qu'initialement Laurent Kabila fait de nombreux déplacements à Kigali et Kampala, Luanda devient progressivement le lieu des rencontres entre l'AFDL et ses appuis régionaux ; plus tard, Luanda devient la plaque tournante des efforts infructueux de l'Afrique du Sud, des États-Unis et de l'ONU pour trouver une solution négociée. Le vice-président Thabo Mbeki et les ambassadeurs Richardson et Sahnoun s'y rendent à plusieurs reprises, tout en restant en contact avec les autres acteurs de poids que sont Museveni et Kagame.

Après la chute de Kisangani, le 15 mars, et de Mbuji-Mayi et Lubumbashi, début avril, c'en était fini du régime Mobutu. Lors de la dernière bataille, à Kenge, à 200 kilomètres à l'est de Kinshasa, les deux forces angolaises semblent s'être opposées directement, plusieurs milliers d'hommes des forces régulières angolaises du côté de la rébellion face à un millier d'hommes de l'Unita en renfort des FAZ, la DSP (division spéciale présidentielle) en particulier<sup>34</sup>. Même si l'issue de la guerre au Zaïre a sans doute été défavorable à l'Unita, on ne saurait exclure que ce face-à-face sur sol étranger n'ait contribué à la relance de la guerre civile à l'intérieur de l'Angola.

---

31. De même, l'hebdomadaire angolais *Espresso* du 3 mai 1997 affirme que le président Dos Santos aurait insisté auprès de Kabila pour qu'il continue son offensive ; citant des sources militaires, il écrit également que des troupes angolaises auraient assisté l'AFDL dans la prise de Tshikapa.

32. Plusieurs témoignages font état de l'arrivée des « tigres », acheminés par des avions-cargos de fabrication russe via Kigali ; certaines sources mentionnent également les aéroports de Bukavu et de Goma comme points d'entrée de ces renforts.

33. UN DHA IRIN, update n° 96, 7 février 1997.

34. Pour une vue d'ensemble du déroulement de la guerre, voir E. KENNES, « La vieille termitière qui s'effondre par le vent de la savane », à paraître dans *Afrika-Focus*.

### Autres pays de la région

Même si l'Érythrée, l'Éthiopie, la Zambie et le Zimbabwe ont offert à des degrés divers leur soutien à la rébellion de Laurent Kabila, un traitement sommaire de leur rôle suffira dans le cadre de cet article. Au-delà de soutiens politiques et diplomatiques, il n'existe pas de preuves d'un engagement de forces gouvernementales érythréennes ou éthiopiennes dans le conflit. En revanche, plusieurs témoignages fiables font état de la présence de « mercenaires » de ces deux pays, surtout dans la région de Goma, recrutés sur des contrats d'une durée de trois mois. On se rappellera également que le récit du journal *Le Monde* concernant l'existence d'une « légion tutsie » mentionne des recrutements notamment en Érythrée. On ne saurait évidemment exclure que les régimes d'Asmara et d'Addis-Abeba aient toléré, voire facilité l'engagement de ces mercenaires. Le rôle de la Zambie semble s'être limité à permettre aux forces de l'alliance rebelle de transiter par son territoire lors de son avancée sur Lubumbashi<sup>35</sup>.

En revanche, le Zimbabwe pourrait avoir apporté une aide plus importante qu'on ne l'avait initialement imaginé. Dans son édition du 14 avril 1997 déjà, l'hebdomadaire *East African* écrit que le Zimbabwe aurait fourni des armes et des uniformes à la rébellion et que la société d'État Zimbabwe Defence Industries (ZDI) acheminerait du matériel « depuis plusieurs mois ». Une semaine après cette révélation, le parti dominant, ZANU-PF, félicite Kabila pour sa campagne performante, tout en niant que le Zimbabwe fournit des armes ou d'autres équipements aux rebelles<sup>36</sup>. Toutefois, d'après l'hebdomadaire sud-africain *Sunday Independent* dans son édition du 13 juillet 1997, le Zimbabwe aurait joué un rôle crucial en fournissant armes, avions, pilotes, parachutistes et agents spéciaux. ZDI aurait fourni des armes pour une valeur de 39 millions de dollars<sup>37</sup>. Deux avions de transport CASA de l'armée de l'air zimbabwéenne auraient ravitaillé les forces rebelles en armes et en nourriture à partir de Lubumbashi et acheminé des troupes vers des positions avancées<sup>38</sup>.

---

35. Signalons cependant qu'un article publié dans le *Sunday Independent*, sur lequel on reviendra, affirme que la Zambie aurait également fourni un millier de soldats.

36. UN DHA IRIN, update n° 154, 19-21 avril 1997.

37. Observons que ce montant est tellement élevé qu'il paraît à peine plausible et qu'on se demande bien où l'AFDL aurait trouvé pareil financement.

38. L'article du *Sunday Independent* est cité ici à partir d'une dépêche AFP, Johannesburg, 13 juillet 1997.

## Coordination américaine ?

Cet article traite du rôle joué par les pays voisins du Zaïre, mais le caractère remarquablement coordonné de leur intervention soulève la question du soutien par des forces étrangères à la région. Même en l'absence d'une résistance performante de la part de l'armée zaïroise, la progression de la rébellion sur un large front et couvrant des distances considérables n'a pu être réalisée que grâce à une excellente logistique en termes de reconnaissance, de communications, de transport et d'intendance. Cela est d'autant plus évident lorsqu'on sait à quel point la rébellion a été menée par une alliance très hétérogène composée de diverses forces zaïroises et étrangères.

Le 15 juillet 1997, AfIS News Service publiait un rapport suggérant, de façon prudente, que les États-Unis auraient installé un centre C3I (*command, control, communications and intelligence*) à Kigali, d'où les opérations de la rébellion auraient été coordonnées<sup>39</sup>. Se fondant en grande partie sur une source finlandaise non identifiée, NCN s'exprime au conditionnel et met en garde contre les grandes théories de conspiration. Toutefois, le document apporte un certain nombre d'éléments qui méritent d'être attentivement suivis et qui doivent être rapprochés d'autres données disponibles : ainsi, les contacts directs entre le Pentagone et Kabila pendant la rébellion ; la présence au Rwanda de forces américaines de déminage qui auraient contribué au transfert de troupes à travers la frontière zaïroise ; la présence à Kigali d'anciens de la CIA ; la présence de véhicules blindés de transport américains dans la région de Kisangani. NCN fait également état d'une information fournie par l'agence de presse chinoise Xinhua selon laquelle les États-Unis auraient installé des stations de communication à Fort Portal (Ouganda), Brazzaville et Kigali<sup>40</sup>. Ce fait est corroboré par une de mes propres sources qui, en novembre 1996, a vu un haut mât et deux grandes antennes paraboliques entre Gisenyi et Goma. Plusieurs autres sources évoquent la présence de militaires américains au Nord-Kivu avant et pendant la rébellion.

D'autres faits confirment le rôle des États-Unis. L'« ONG » International Rescue Committee (IRC), active dans le Kivu, aurait installé des pièces d'artillerie antiaérienne à Bukavu et à Goma ; à Bukavu, elle se serait occupée du paiement, sous forme de nourriture, du premier salaire des fonctionnaires de la nouvelle administration. Il est largement admis que l'IRC est une agence d'exécution pour l'armée et les services de renseignements américains ; ses liens avec la CIA en particulier paraissent étroits. Il n'est pas exclu que

---

39. NCN Intelligence Reports, *A U. S. Inspired Covert Coalition Command and Control Center in Kigali ?*, AfIS News Service, Washington DC, 15 juillet 1997, 7 p.

40. Xinhua, Nairobi, 31 mars 1997.

le US Committee for Refugees (USCR), dont le directeur Roger Winter est très proche des régimes rwandais et ougandais et de la rébellion sud-soudanaise, joue un rôle analogue.

Un certain nombre d'actions et de prises de position de l'ambassade des États-Unis à Kigali ont été pour le moins ambiguës. Dès le début de la rébellion, le second de l'ambassade Peter Whaley fait de fréquents va-et-vient à Goma et Bukavu, où il a de nombreuses rencontres avec Laurent Kabila. Dans une interview accordée à la BBC le 21 novembre 1996, l'ambassadeur Robert Gribben prétend que le nombre de réfugiés rwandais restés au Zaïre serait « de quelques dizaines ou vingtaines de milliers plutôt qu'une grande masse <sup>41</sup> ». Cette déclaration intervient au moment où une macabre et cynique « bataille des chiffres » sévit autour de la question de l'envoi d'une force internationale pour secourir les réfugiés, initiative rejetée tant par le gouvernement rwandais <sup>42</sup> que par Kabila ; le même jour, le général américain Smith, en visite d'inspection à Kigali, déclare que la force internationale n'est plus nécessaire. L'ambassade récidive de façon encore plus cynique dans un télégramme du 21 janvier 1997 : elle estime que les agences humanitaires devraient quitter le camp des réfugiés de Tingi-Tingi et « arrêter de nourrir les tueurs [...]. Si nous ne le faisons pas, nous échangerons les enfants de Tingi-Tingi pour les enfants qui seront tués ou deviendront orphelins à l'intérieur du Rwanda <sup>43</sup> ». Toujours au sein de l'ambassade des États-Unis à Kigali, relevons le rôle joué par l'attaché militaire, le major Rick Orth, un ancien de la DIA (Defence Intelligence Agency), dont les sympathies pour le FPR sont bien connues et constituent même une cause d'embarras pour le Département d'État.

Certaines sources font également état de la présence d'éléments militaires américains sur le terrain. Ainsi, le journal *Le Monde* du 5 décembre 1996 rapporte que, d'après les services français de renseignements, entre soixante et cent « conseillers américains » épauleraient l'APR et auraient fait des incursions au Zaïre. De façon quelque peu énigmatique, le président burundais Buyoya déclare le 20 avril 1997 <sup>44</sup> que « l'influence de puissances [extérieures à l'Afrique] est évidente » et qu'« aucune puissance africaine n'aide Kabila plus que certaines puissances extérieures », qu'il refuse toutefois de citer. Cependant, le fait qu'il évoque une « lutte entre puissances occidentales en Afrique » suggère qu'il pense

---

41. UN DHA IRIN, update n° 36, 22 novembre 1996. En réaction aux déclarations de Gribben, l'organisation Refugees International demande son rappel pour avoir minimisé le drame des réfugiés à la veille d'une importante réunion à Stuttgart au sujet de l'intervention militaro-humanitaire.

42. De passage à Bruxelles le 5 novembre 1996, le ministre rwandais des Affaires étrangères affirme que le Rwanda s'opposerait à une intervention militaro-humanitaire « par tous les moyens, et pas seulement politiquement [...]. Si une telle force internationale intervenait sans l'accord de la sous-région, nous la combattrions ». Cette déclaration est étonnante vu que le ministre Gasana la fait le jour même où, à Nairobi, les États de la région, dont le Rwanda, demandent à l'ONU le déploiement d'une telle force.

43. UN DHA IRIN, update n° 88, 28 janvier 1997.

44. AFP, New York, 20 avril 1997.

à la France et aux États-Unis ; logiquement, il situerait ces derniers dans le camp de la rébellion. Plus tard, au cours d'une déposition devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants à Washington le 16 juillet 1997, l'organisation Physicians for Human Rights accuse l'armée américaine d'avoir entraîné les troupes rwandaises coupables d'atrocités au Congo-Zaïre et à l'intérieur du Rwanda même<sup>45</sup>. Quelques jours plus tôt, la commissaire européenne des Affaires humanitaires Emma Bonino — se référant à la fameuse interview dans le *Washington Post* (cf. *supra*) — s'étonne de ce que Kagame y dit que les États-Unis « ont pris les bonnes décisions pour que la rébellion puisse avancer » et fait remarquer que « quelqu'un à Washington pourrait peut-être fournir quelques explications » sur le rôle joué par les États-Unis<sup>46</sup>.

Cela dit, on semble être confronté à un phénomène de déconnexion entre la politique publiquement formulée par les États-Unis, notamment de la part du Département d'État, et les signes d'un profond engagement aux côtés de la rébellion et de ses sponsors. En effet, quelques mois après le début de la guerre, le Département d'État constate — prudemment d'abord et plus nettement par la suite — que le Zaïre fait l'objet d'une agression extérieure ; il soutient l'intégrité territoriale du pays et demande aux voisins de rester en dehors du conflit. Le 9 janvier 1997, l'ambassadeur à Kinshasa Daniel Simpson déclare à la télévision zaïroise : « Nous savons parfaitement que le Zaïre a été attaqué par le Rwanda et l'Ouganda. Cela pose un problème tant politique qu'humanitaire<sup>47</sup>. » Lors d'une conférence organisée à Washington le 16 janvier par le US Institute of Peace et le Département d'État, tous les participants — y compris les officiels américains — s'accordent à estimer que « le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et plus récemment l'Angola sont profondément engagés dans la guerre civile<sup>48</sup> ». Le 24 janvier, le Département d'État appelle au « retrait de toutes les forces étrangères, dont les mercenaires », soulignant que les États-Unis ont « dès le début demandé aux gouvernements voisins de ne pas se joindre au conflit<sup>49</sup> ». Le 7 février, la secrétaire d'État Madeline Albright demande avec insistance auprès du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi « de rester en dehors de ce conflit<sup>50</sup> ». Lors d'une session du Conseil de sécurité, l'ambassadeur des États-Unis près de l'ONU avertit les Angolais des risques de tout engagement au Zaïre<sup>51</sup>. Le 25 avril, George Moose, le secré-

45. Physicians for Human Rights, *Investigations in Eastern Congo and Western Rwanda. A Report by Physicians for Human Rights*, Washington DC, 16 juillet 1997.

46. Reuter, Bruxelles, 13 juillet 1997.

47. D'après *The Monitor* (Kampala) du 13 janvier 1997, l'Ouganda et le Rwanda qualifient d'« opinion personnelle malheureuse » la déclaration faite par Simpson.

48. US Institute of Peace, *Special Report. Zaire's Crises of War and Governance*, Washington DC, avril 1997.

49. AFP, Kinshasa, 24 janvier 1997.

50. UN DHA IRIN, update n° 96, 7 février 1997.

51. ID., update n° 111, 28 février 1997.

taire d'État adjoint pour les Affaires africaines, exprime sa « profonde préoccupation » face à l'engagement militaire angolais dans le conflit zairois, estimant qu'il pourrait constituer un « facteur de complication » tant pour l'Angola que pour le Zaïre<sup>52</sup>. Il serait fastidieux de continuer cette énumération de déclarations et de prises de position, qui toutes indiquent que, au moins depuis janvier 1997, le Département d'État est inquiet du soutien direct apporté à la rébellion zairoise par les États de la région. Pour avoir été en contact assez fréquent avec des responsables de ce ministère pendant cette période, je crois que ces inquiétudes étaient sincères.

Dès lors, la politique américaine paraît pour le moins incohérente. Il se pourrait que d'autres acteurs, comme le Pentagone, la CIA ou même le Conseil national de sécurité à la Maison-Blanche, aient mené une politique discrète et autonome en porte à faux par rapport à celle publiquement énoncée par le Département d'État. Ainsi, par exemple, certains milieux militaires américains ont d'excellents rapports avec les régimes ougandais et rwandais, dont des officiers ont bénéficié d'une formation américaine, notamment dans le cadre du programme IMET ; Paul Kagame lui-même suivait une formation au Staff Command College de Fort Leavenworth lorsque la guerre débuta au Rwanda en octobre 1990, et des officiers américains ne cachent pas leur admiration pour ce « stratège de génie », ce que, par ailleurs, il pourrait très bien être. On ne saurait dès lors exclure qu'il existe une réelle camaraderie entre officiers américains, d'une part, rwandais et ougandais, de l'autre.

D'autres acteurs sur le terrain sont liés à des (anciens) militaires et à des anciens de la CIA et de la DIA. On a déjà cité le cas de l'IRC. Ronco Consulting, une société privée d'anciens militaires américains, travaille au Rwanda pour le compte du National Demining Office dans le cadre d'une opération qui est évidemment parfaitement légitime, mais qui permet d'avoir du monde sur le terrain. Une autre société active dans la région est MPRI (Military Professional Resources Inc.), fondée par d'anciens officiers supérieurs américains et basée dans l'État de Virginie. Un de ses conseillers est l'ancien secrétaire d'État adjoint pour les Affaires africaines sous George Bush, Herman Cohen ; le vice-président de la société, Harry Soyster, est l'ancien numéro deux de la DIA, également sous la présidence de Bush<sup>53</sup>. Les intérêts économiques de ce dernier dans la région, notamment par le biais de Barrick Gold Corporation, sont trop connus pour y revenir.

Avec les données disponibles, il est impossible de conclure sur la nature et l'étendue du

---

52. Id., update n° 158, 25 avril 1997.

53. Voir au sujet de MPRI : « Generals for Hire », *Time Magazine*, 15 janvier 1996 ; « For US firms war becomes a business », *The Boston Globe*, 1<sup>er</sup> février 1997 ; « Private US companies train armies around the world », *US News and World Report*, 8 février 1997. On trouvera cette documentation sur le site que MPRI maintient sur Internet à l'adresse suivante : <[http:// www.mpri.com](http://www.mpri.com)>.

rôle joué par les États-Unis en tant que tels ou par certains civils ou militaires américains. Il se pourrait très bien qu'il s'agisse non pas d'une grande conspiration, mais d'une grande confusion, et qu'il n'existe pas de véritable politique américaine en Afrique centrale, région que les Américains connaissent mal et qui, de toute façon, n'est pas au cœur de leurs préoccupations politiques internationales.

### La nouvelle situation géostratégique

La prise du pouvoir par l'AFDL, portée par une formidable coalition régionale, a créé une situation d'une très grande complexité. Non seulement parce que l'AFDL elle-même est une alliance conjoncturelle et par définition fragile, mais également parce que ses sponsors étrangers n'ont pas forcément les mêmes objectifs. Les crimes commis contre les Hutus rwandais, burundais et zaïrois et la revendication par Kagame du rôle prédominant que le Rwanda a joué dans la guerre ne font que compliquer davantage une situation confuse.

Les déclarations de Kagame mettent d'abord Laurent Kabila dans l'embarras. Nationaliste congolais, il a toujours nié l'implication de forces étrangères au-delà de soutiens politiques. Alors qu'il était déjà confronté au reproche affirmant que des Tutsis zaïrois et rwandais dominant par trop l'AFDL, les déclarations rwandaises ne font que renforcer ceux qui accusent Kabila de n'être qu'un pantin dont l'autonomie est des plus limitées<sup>54</sup>. Paradoxalement, l'aveu de Kagame constitue également un embarras potentiel pour le Rwanda même et pour ses alliés régionaux. En effet, il situe des éléments de l'armée rwandaise sur le terrain où des crimes contre l'humanité ont été commis, notamment dans la région de Kisangani, et paraît à ce titre renforcer les nombreux témoignages concernant la participation de l'APR dans ces massacres. Pour les alliés, ougandais en particulier, la « révélation » au *Washington Post* rend plus difficile et moins plausible le désaveu de leur propre engagement.

De plus, les intérêts et les alliances des acteurs régionaux ne sont pas nécessairement identiques, du moins maintenant que l'objectif commun, le départ de Mobutu, a été atteint. Ainsi, par exemple, l'Angola pourrait prendre le parti des gendarmes katangais, ses alliés de longue date, si ceux-ci devaient en arriver à l'affrontement avec les « Rwandais » au

---

54. L'embarras des autorités congolaises était considérable. Kabila nie immédiatement et ajoute qu'il a « convoqué » Kagame au sujet de ses déclarations (*The Washington Post*, 12 juillet 1997 ; Reuter, Nairobi, 16 juillet 1997) ; le ministre Étienne Mbaya refuse de commenter les dires de Kagame et accuse la presse de prêter à Kagame des propos qu'il n'aurait pas tenus (AFP, Kinshasa, 15 juillet 1997) ; le ministre Mwenze Kongolo ne veut pas confirmer que l'APR a pris part à la guerre et ajoute : « Ce pays est le nôtre [...]. Ce n'est pas le territoire de Kagame » (AFP, Johannesburg, 13 juillet 1997).

sein de l'AFDL ; déjà au cours de la guerre, on a pu observer des frictions entre ces deux composantes armées de l'alliance.

Les deux problèmes qui étaient à l'origine immédiate de la guerre ne sont en outre pas résolus. Il s'agit, d'une part, du statut des « populations à nationalité douteuse », langage codé pour les « rwandophones » dans l'est du Zaïre-Congo ; le ressentiment à l'encontre des Banyarwanda de la part des « autochtones » paraît encore plus grand qu'avant. D'autre part, les problèmes sécuritaires du Rwanda n'ont pas disparu : le retour massif des réfugiés hutus fin 1996 a, du moins en partie, déplacé le problème de l'extérieur vers l'intérieur ; par ailleurs, des poches d'ex-FAR et d'*interahamwe* demeurent actives au Sud et au Nord-Kivu. En outre, le problème politique essentiel du Rwanda, l'exclusion d'une très grande majorité de la population hutue et tutsie, reste entier.

La persistance de ces deux problèmes contribue à l'extension régionale de la bipolarisation ethnique, dont on a pu mesurer le potentiel destructeur au Rwanda et au Burundi. Une rapide ethnogenèse est en cours : de plus en plus de voix au Congo-Zaïre et dans la région du Kivu en particulier évoquent le thème d'une lutte entre « Bantous » et « Hamites », « Hima » ou « Nilotiques ». C'est dans ces termes que le conflit est proposé dès décembre 1996 par un brumeux « Conseil de résistance et de libération du Kivu », qui en tant qu'organisation « bantoue » fixe pour un de ses objectifs de « chasser le Hima des territoires de l'est du Zaïre ». On retrouve des suggestions analogues dans l'introduction du professeur Kabuya-Lumuna Sando à une publication déjà citée du ministère zaïrois de l'Information et de la Presse<sup>55</sup>. « Face à la doctrine hégémoniste des Tutsis », il évoque « une sorte d'alliance objective entre les peuples du Zaïre et les Hutus » (p. 18). L'apparente influence de Tutsis banyarwanda (congolais et rwandais) au sein de l'AFDL et les frustrations qu'elle engendre ne font que renforcer la tentation d'une dérive ethnisante<sup>56</sup>.

Alors qu'il est déjà confronté à une dangereuse impasse à l'intérieur, le Rwanda semble souhaiter assumer un *leadership* régional. De passage à Bruxelles le 15 juin 1997, le secrétaire général du FPR, Denis Polisi, rappelle que le Rwanda est devenu la « pièce maîtresse » dans la région des Grands Lacs et que « plus rien ne pourra se faire désormais [dans cette région] sans passer par le Rwanda ». Et d'ajouter que « le Rwanda vient de résoudre le problème du Zaïre et s'appête à en résoudre d'autres dans la région<sup>57</sup> ». La gestion militaire de l'espace régional pose évidemment problème : la position du Rwanda comme « pièce maîtresse » vient du bout du fusil ; or il s'agit d'un très petit pays très pauvre qui consacre déjà plus de la moitié de ses dépenses courantes à la défense et à la

55. *Conflits de l'est du Zaïre. Repères et enjeux, op. cit.*

56. Qui semble également infecter l'Ouganda : fin juillet 1997, le mouvement rebelle ougandais ADF déclare vouloir sauver l'Ouganda du « tutsisme » (UN DHA, Nairobi, 31 juillet-1<sup>er</sup> août 1997).

57. Retranscrit sur la base des récits de deux personnes présentes à la rencontre.

sécurité. A-t-il les ressources humaines et matérielles nécessaires pour assumer de façon durable un rôle de gendarme régional ? Il est permis d'en douter.

La commissaire européenne pour les Affaires humanitaires Emma Bonino a appelé l'intervention des voisins du Zaïre la « face désagréable de l'asservissement africain<sup>58</sup> ». Et, de fait, il faut se demander si l'« africanisation » d'une pratique d'intervention dans les affaires internes d'un État constitue réellement un progrès par rapport aux anciennes expériences d'interventions françaises, belges ou américaines dans la région. En effet, tout comme leurs prédécesseurs du Nord, les pays de la région ont été motivés par des considérations de *Realpolitik* et de promotion de ce qu'ils considéraient comme leur intérêt national, les soucis de démocratie et de respect des droits de l'homme étant parfaitement absents<sup>59</sup>. C'est en réalité ce qu'ils admettent explicitement : lorsqu'une dizaine de chefs d'État et de gouvernement africains se réunissent à Kinshasa le 20 juillet 1997 pour apporter leur soutien au président Kabila, ils « critiquent l'attitude des pays donateurs qui lient l'aide à la RDC au respect des droits de l'homme et aux réformes démocratiques ». En outre, ils dénoncent la « campagne de désinformation » contre la RDC et d'autres pays de la région sur les massacres des réfugiés et les atteintes aux droits de l'homme et vont même jusqu'à affirmer que « les réfugiés éparpillés dans les différentes parties de la RDC ont été totalement rapatriés dans leur pays<sup>60</sup> », ce qui est évidemment très éloigné de la réalité.

En intervenant de la sorte de façon unilatérale, quoique coordonnée, les États de la région ne se situent pas seulement en marge de la légalité internationale et des mécanismes de prévention des conflits prévus tant par l'ONU<sup>61</sup> que par l'OUA<sup>62</sup>, mais ils courent le risque d'ouvrir une boîte de Pandore qui menacerait encore davantage la stabilité, déjà si fragile, de cette région qui traverse l'Afrique de l'Érythrée à l'Angola. En effet, l'intervention de la part d'acteurs divers ayant des intérêts qui ne convergent pas nécessairement au-delà du court terme pourrait remplacer des conflits relativement structurés au macro-niveau par des conflits aux niveaux meso et micro, beaucoup moins structurés et dont l'issue est hautement imprévisible. C'est, certes dans un autre registre, ce que certaines parties de l'Europe ont vécu après la fin de la guerre froide.

En outre, on observe, à côté de l'intervention unilatérale d'États voisins, un phénomène de privatisation d'espaces publics et donc de gestion de crises, notamment par l'entrée de réseaux mafieux ou spéculatifs et de sociétés à charte accompagnées par des instruments

58. Reuter, Bruxelles, 13 juillet 1997.

59. La guerre menée en 1979 par la Tanzanie contre l'Ouganda d'Idi Amin, provoquant l'éviction de ce dernier, constitue sans doute une exception, cependant qualifiée par les excès du régime Obote II qui en est issu.

60. AFP, Kinshasa, 20 juillet 1997.

61. Agenda pour la paix, juin 1992.

62. Mécanisme pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits, juin 1993.

privés de maintien de l'ordre (EO, MPRI et autres IRC). La désétatisation de ces espaces donne évidemment une certaine liberté de manœuvre à des intérêts particuliers, y compris sous la forme de chefs de guerre, de nouveaux mouvements rebelles, voire de velléités sécessionnistes, et tout cela dans un contexte où la réalité des frontières devient de plus en plus relative. Dans la poursuite de leurs intérêts, tous ces acteurs, étatiques et non étatiques, officiels et officieux, visibles et moins visibles, concluent des alliances conjoncturelles et donc changeantes, créant ainsi un paysage politico-militaire complexe, mouvant et imprévisible.

Assiste-t-on également à une recomposition d'espaces étatiques ? Alors que le Rwanda et, dans une moindre mesure, le Burundi regardaient déjà plus vers l'est que vers l'ouest, l'intégration d'au moins la partie orientale du Congo-Zaïre dans l'espace politique et économique est-africain s'est considérablement renforcée. Les exportations ougandaises d'or, de café et de coton ont connu récemment une forte hausse, ce qu'un responsable de la banque centrale ougandaise attribue à des « fuites venant du Zaïre<sup>63</sup> ». En avril 1997, on apprend que Calebs International, une société appartenant au général Salim Saleh, demi-frère du président Museveni, ouvre un bureau à Kisangani après avoir obtenu de l'AFDL un permis d'activités dans le secteur aurifère<sup>64</sup>. Début mars 1997, un économiste du ministère rwandais du Plan estime que l'intégration économique croissante entre le Rwanda et l'est du Zaïre apportera de grands avantages pour les deux pays, point de vue partagé par le représentant résident du PNUD à Kigali, pour qui le Kivu est le « grenier » du Rwanda<sup>65</sup>. Et, de fait, de nombreux produits du Kivu sont vendus sur les marchés rwandais ; ces échanges, qui cependant paraissent assez unilatéraux, sont facilités par l'abolition des formalités d'entrée au Congo-Zaïre pour les ressortissants rwandais.

Alors qu'on a vu que le Rwanda n'est plus revenu sur le thème d'un « Berlin II » (référence à la conférence de Berlin en 1885 sur le partage de l'Afrique), des voix influentes dans la région suggèrent que le principe de l'intangibilité des frontières coloniales n'est plus sacro-saint<sup>66</sup>. Déjà, en avril 1994, le président Museveni organise un congrès panafricain à Kampala et tente ainsi de relancer un mouvement en veilleuse depuis de très nombreuses années. Dans diverses interviews, il appelle de ses vœux les « États-Unis d'Afrique » ; d'après le journal *The Shariat* du 21 avril 1997, il aurait déclaré que « [sa] mission est de faire en sorte que l'Érythrée, l'Éthiopie, le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre deviennent une nation dans un État fédéral ». De

---

63. Gemini News Service, Kampala, 1<sup>er</sup> juillet 1997.

64. PANA, Kampala, 24 avril 1997.

65. Reuter, Kigali, 3 mars 1997.

66. Ainsi, l'ancien ministre soudanais, le professeur Francis Deng, publiait dans le *Washington Post* du 20 décembre 1996 un article sous le titre « These Borders Are Not Sacred ».

même, Julius Nyerere a exprimé sa conviction que les problèmes du Rwanda et du Burundi ne trouveraient de solution que dans une fédération avec la Tanzanie. Reste à voir quel pays assumerait le *leadership* dans pareille recomposition, question qui est de nature à engendrer de nouveaux conflits...

C'est dans cette zone de turbulences que le nouveau régime du Congo-Zaïre, déjà confronté à de nombreuses contradictions internes, est censé reconstruire l'État, y compris sous la forme d'une armée nationale, et intégrer ses multiples forces régionales, ethniques, politiques et sociales. Les pays de la région, qui aujourd'hui affirment leur soutien à ce nouveau régime, n'ont à terme probablement pas facilité cette tâche.

5 août 1997.

# Gestion verticale et horizontale des crises identitaires : le cas du Kivu montagneux<sup>1</sup>

*Jean-Claude Willame\**

Pour exceptionnel que soit leur contexte, les crises ethniques et « nationalitaires » qui, au Kivu, opposent depuis trente années les autochtones zairois et les allochtones d'expression kinyarwandaise illustrent la réalité d'un schéma qui paraît se généraliser dans des situations d'implosion d'État et d'effondrement de la rente « patrimoniale » dont cet État bénéficiait artificiellement. Si, au Kivu, le problème se pose en termes de nationalité (« Qui est zairois et qui ne l'est pas ? ») et de rejet de populations allochtones coincées dans une zone de peuplement très dense d'où elles peuvent difficilement s'échapper, ailleurs au Zaïre les replis sur l'autochtonie n'en sont pas moins vigoureux, voire virulents.

La trajectoire politique zairoise connaît en effet un étonnant paradoxe. Tous les vieux conflits « tribaux » ou régionaux du Congo des années soixante, c'est-à-dire ceux des « provincettes », refont surface, comme si se soulevait le couvercle d'une marmite entrée aujourd'hui en ébullition, comme si la stratégie de brassage ethnique systématique entreprise par le pouvoir au niveau des décideurs régionaux et locaux avait été illusoire, comme si la prophétie d'un Zaïre « un et indivisible » énoncée par le père de la nation n'avait été qu'un leurre.

Au Kivu viennent s'ajouter, aux conflits de nationalité actuels, les-anciennes rivalités entre les Bashi de la chefferie de Kabare et ceux de Ngueshe, entre les Bashi, accusés de monopoliser le pouvoir à Bukavu, et les Warega, eux-mêmes divisés entre ceux qui se

---

\* Professeur à l'université de Louvain, Centre d'études et de documentation africaines.

1. Cet article constitue une version aménagée d'une publication parue en mars 1997 : J.-C. WILLAME, *Banyarwanda et Banyalulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Cahiers africains, n° 25, Institut africain-CEDAF et L'Harmattan.

trouvent dans l'orbite de Kindu au Maniéma et ceux qui, comme en 1962-1963, veulent continuer à être rattachés à la province du Sud-Kivu.

Au Shaba, rebaptisé « Katanga » par ses dirigeants locaux, on reparle d'autonomie, voire de sécession, et ceux que l'on appelle les « Kasaiens », qui tenaient le haut du pavé dans l'administration et dans les entreprises de la place, furent l'objet de menaces et s'enfuirent par dizaine de milliers en 1993 : beaucoup de cadres moyens devancèrent de possibles actes d'agression contre eux et quittèrent en grand nombre le « Katanga » comme en 1960. S'il a été mis fin aux évictions des Kasaiens par la suspension du flamboyant gouverneur du Shaba, Gabriel Kyungu, et si les relations commerciales ont repris entre le Kasai et le Shaba, les élites locales n'ont pas abandonné leur idée de recréer un Katanga indépendant : dans un document, contresigné par une vingtaine d'originaires du Shaba de diverses provenances, qui a circulé à la conférence sur le Zaïre à Washington (16 janvier 1997), les auteurs réclament à nouveau cette indépendance en arguant du fait que les « empires et royaumes du Katanga » n'auraient jamais été attachés à une entité « Congo » avant la colonisation belge et en appuyant l'action du « Katangais » Laurent-Désiré Kabila à la tête des rebelles du Kivu.

Au Kasai oriental, les anciens conflits de terroir ont une nouvelle fois remis en question l'homogénéité ethnique des Baluba-Kasai. A l'ancien clivage politico-clanique entre « gens du haut » (Bena Mutu wa Mukuna) et « gens du bas » (Bena Tshibanda) qui agita la vie politique dans la « provincette » du Sud-Kasai entre 1963 et 1965<sup>2</sup> répondent aujourd'hui comme en écho les querelles entre de nouveaux clans (les Bena Mwembia, les Bena Kapuya et les Bena Nshimba) qui s'accusent réciproquement de vendetta à propos de conflits de terre que les uns disent posséder de plein droit et dont les autres affirment avoir été spoliés<sup>3</sup>.

Au bas Zaïre, le particularisme kongo refait surface au travers non seulement de la création d'une « université des Kongolais », qui veut recruter ses étudiants dans toute la diaspora des Kongo dispersée au Congo-Brazzaville, en Angola, au Gabon et au Cameroun, mais aussi de curieuses manifestations populaires plus ou moins spontanées à connotation à la fois ethnique et prophétique, comme celle qui s'est produite, en janvier 1996, à Kinshasa.

« On croit rêver [...]. Voilà que par un matin du mardi 23 janvier, un nommé Nsemi Minzele, "roi" d'un mouvement politique jusque-là inconnu, Royaume-Uni du Kongo

2. Benoît VERHAEGEN et Jean-Claude WILLAME, « La province du Sud-Kasai », *Cahiers économiques et sociaux*, coll. d'études politiques, IRES, Kinshasa, n° 2, juillet 1964, p. 60.

3. Voir Théodore KANYINDA LUSANGA, *Violation des lois et règlements dans l'administration territoriale du Zaïre. Le cas du conflit politique entre les Bena Kapuya, Bena Mwembia et Bena Nshimba de la zone de Katanda au Kasai oriental*, Nouvelles Éditions Sois Prêt, Kinshasa, 1995.

(RUK, en sigle), à la tête de personnes armées de fusils de guerre et en uniforme militaire, part de la place Sainte-Thérèse à N'Djili afin d'être sacré roi au palais de son peuple" [...].

« A 11 heures, la place [...] est subitement envahie par une foule de plus d'une centaine de personnes que personne n'a vu arriver. Ils se sont ceint le bras gauche d'un tissu frappé aux couleurs du drapeau du RUK, le fond scindé en une bande bleue et une autre bande blanche et monté de trois étoiles rouges. Des témoins ont soutenu que ces hommes sont sortis à la fois de toute part pour s'agglutiner sur le terrain de football du quartier 6 de N'Djili. Parmi eux, deux hommes en uniforme qui seront suivis par d'autres qui ont troqué séance tenante leurs habits contre un uniforme militaire [...]. La foule entonne des chansons en langue kongo et adresse toujours dans la même langue des révérences à un homme à peine remarquable qui se tient devant. C'est "sa majesté le roi" du Royaume-Uni du Kongo.

« A ses côtés, un homme dont l'accoutrement n'avait rien à envier à un chef coutumier sorti droit de la société traditionnelle [...]. Derrière sa majesté, un homme (jeune) [...], Matekakala Simakala, Premier ministre du RUK [...].

« Tout est en langue kongo. Depuis le nom du Premier ministre [...] qui signifie "ce qui a été, c'est ce qui sera" jusqu'aux slogans "*Bangala bakwenda, Baluba bakwenda, Baswahili bakwende, Bakongo basala*" ("Que les ethnies Ngala, Swahili et Luba foutent le camp et que les Bakongo restent"). Sur un ton incantatoire, le "Premier ministre" annonce l'ordre du jour. Le RUK se réunit pour "présenter les soldats du Royaume-Uni du Kongo, procéder à l'installation de sa majesté le roi au palais du peuple" [...].

« L'armée régulière ouvre le feu. Muende (le "roi") est atteint au cœur. Il tombe raide mort [...]. C'est ici que se racontent les rumeurs les plus folles. Des témoins affirment qu'ils ont vu les militaires détalier, s'étant rendu compte que les adversaires qui n'avaient pas utilisé leurs armes un seul instant étaient invulnérables aux balles hormis celui qui était mort et trois autres blessés. On ajoute que, dans le crépitement des tirs nourris des gendarmes [...], les hommes du RUK s'adonnaient dans la plus grande indifférence à un ballet de musique kongo qu'ils agrémentaient avec un tam-tam. Ils se sont dispersés comme ils étaient venus<sup>4</sup>. »

Ainsi, c'est bien une lecture ethnique, enrobée parfois de comportements magico-prophétiques rappelant les rébellions des années 1963-1965, qui paraît faire sens dans une crise interminable.

La question qui reste posée en ce temps de « transition démocratique » est celle de la gestion de ce type de crise politico-ethnique. C'est à cette interpellation que l'on voudrait tenter de répondre. Dans un premier temps, nous remonterons pour ce faire à la source de l'histoire politique contemporaine du Zaïre en en faisant une autre lecture que celle, sim-

4. *Muinda*, Bruxelles, n° 5, mars 1996.

plifiée voire simplificatrice, que certains « opposants » ou certains médias pressés ont tenté de mettre sur le marché des analyses. La thématique d'une sorte de prophétisme sécularisé nous servira de guide. Puis, en redescendant dans les deux régions du Kivu, nous tenterons de percevoir les différentes « émergences » de nouvelles stratégies de gestion de crise.

### La gestion par le haut : le « système Mobutu » revisité ou le prophétisme d'État en action

Dans le Zaïre de Mobutu, tout se règle en définitive à partir du « haut du haut » d'un pouvoir qui, en plus de sa nature patrimoniale, se donne des allures quasi prophétiques et charismatiques. Le président zaïrois s'impose comme le « Libérateur », le « Père de la nation », le « Guide » et le « Timonier suprême ». C'est d'ailleurs à partir d'événements survenus au Sud-Kivu que la légende se met en place. Voici comment le « Chef suprême » raconte une de ses plus grandes victoires, la « bataille de Kamanyola », qui légitimera à ses yeux le coup d'État qu'il entreprend moins d'un an plus tard avec ceux qu'il appellera plus tard ses « Compagnons de la Révolution ».

« A la hauteur du pont de Kamanyola sur la rivière Sange (près d'Uvira), nous sommes tombés dans une embuscade. Mortiers, mitrailleuses, fusils-mitrailleurs... [Les rebelles "Simba"] étaient bien armés. De notre côté, je m'en étais tenu au mot d'ordre que je répétais depuis le début : "Pas d'armes lourdes dans ce type d'opérations" [...].

« Je prends un fusil-mitrailleur et je fais face en commençant à grimper la pente en première ligne, face aux "Simba" [...]. Derrière moi, quelques soldats se mettent à m'imiter. Ils me couvrent. Je crie "En avant !" et ils me suivent. Une balle traverse mon képi sans m'atteindre, tandis qu'en face les corps commencent à s'accumuler. D'un seul coup, l'espoir change de camp, le combat change d'âme. Cette fois, c'est moi qui suis invulnérable, tandis que les pauvres gars que nous avons en face perdent brusquement foi en leur magie [...]. Ce fut le tournant de la guerre : le soldat de l'Armée nationale congolaise comprit tout d'un coup qu'il pouvait l'emporter sur un ennemi jusqu'alors considéré comme "invulnérable" et "invincible"<sup>5</sup>. »

La « bonne magie » l'a définitivement emporté sur la « mauvaise » grâce au charisme et à l'action extraordinaire d'un « chef ». C'est à partir de cette épopée qu'une sorte de « prophétisme » sécularisé se met en place<sup>6</sup>. Le coup d'État de novembre 1965 est marqué d'emblée par certains ingrédients typiques du prophétisme. Outre le charisme du chef qui

5. *Mobutu. Dignité pour l'Afrique. Entretiens avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, Paris, 1989, p. 62.

6. Sur une lecture prophétique du politique en Afrique, on se reportera à l'ouvrage de Jean-Pierre DOZON, *La Cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine*, Seuil, Paris, 1995.

sera progressivement mis en relief, c'est la lutte contre le « mal sorcier » et les nécessités d'une thérapie collective qui sont soulignées dans les discours de prise de pouvoir. Les deux premiers discours du nouveau chef de l'État, qui inaugurent ses grands « rendez-vous » avec « son peuple », sont emplis d'occurrences renvoyant à la maladie, à la médecine, aux médicaments. Le Congo est présenté comme un « grand malade » qui a besoin d'une opération chirurgicale, et le chef de l'État déclare « devoir nécessairement faire appel à un "grand médecin" ». Ce grand médecin, c'est d'abord le peuple congolais lui-même qui doit, à l'instigation de son chef, « retrousser ses manches<sup>7</sup> ».

Les « sorciers » qui ont rendu le pays malade sont désignés par un terme générique répété tout aussi inlassablement : ce sont les « politiciens », leurs « conflits stériles » et la « politique des partis » qui sont responsables de la corruption. Plus grave encore, ces politiciens « se sont déclarés prêts à vendre le pays et le peuple congolais » à des « puissances extérieures ». Le fait que le locuteur ne les désigne pas fait de ces dernières des forces occultes qui veulent du mal au Congo. On retrouve dans cette évocation l'un des thèmes récurrents du régime politique zaïrois et ce jusqu'à sa fin en avril 1990 : lorsque les choses vont mal au Congo-Zaïre, on peut être sûr que ces « forces extérieures » sont à l'œuvre, qu'elles soient nommément désignées ou non.

Pour guérir le pays, le « Chef » va, d'une part, inviter les Congolais à « répondre à l'appel de la terre », à celui du « village », au lieu de s'agglutiner dans les lieux de « vagabondage » que sont les villes où il n'y a plus d'emploi : lui-même, la classe politique, l'armée et l'administration donneront l'exemple de ce retour à la terre nourricière « en cultivant obligatoirement un champ d'au moins un hectare<sup>8</sup> ». D'autre part, il annonce déjà les projets grandioses (le barrage d'Inga, la sidérurgie de Maluku et d'autres grands travaux) qui devront permettre au Congo de rivaliser avec le monde occidental.

Deux années plus tard, le charisme du « prophète politique » qu'est Mobutu prend davantage d'ampleur. Avec le *Manifeste de la N'Sele*, il n'est plus tant question des anciens compagnons d'armes que d'une nouvelle « Église », le Mouvement populaire de la révolution (MPR), qui sera bientôt la seule institution pouvant exister en république du Zaïre en vertu de l'article 28 de la nouvelle Constitution de 1967. Considéré comme la « nation zaïroise organisée politiquement », ce mouvement, qui se refuse à être un parti politique, prétend « libérer les Congolais et les Congolaises de toutes les servitudes en édifiant une République vraiment sociale et démocratique<sup>9</sup> ».

7. « Discours-programme du président Mobutu prononcé au stade de Léopoldville le 12 décembre 1965 » et « Texte du message de Nouvel An du 3 janvier 1966 », *Congo 1965*, CRISP-INEP, Bruxelles-Kinshasa, 1966, p. 438-444 et p. 445-447.

8. *Ibid.*, p. 446.

9. *Manifeste de la N'Sele*, Imprimerie du gouvernement, Kinshasa, 1967, p. 8.

Comme l'a bien perçu Isidore Ndaywel, au-delà du discours et des actes politiques, il y a aussi une dimension quasi religieuse dans ce mouvement qui « n'a rien trouvé d'autre comme devise qu'une citation biblique : "Servir et non se servir" ("Le fils de l'homme est venu pour servir et non pour être servi, Marc 10 : 45)"<sup>10</sup> ». Son président-fondateur a d'ailleurs établi lui-même la connivence entre une institution d'Église et son régime : « Si l'Église chrétienne a su demeurer millénaire et a été à la base de l'organisation étatique du monde occidental, nous espérons également que le MPR demeurera aussi longtemps qu'existera le Zaïre. Le rôle des commissaires politiques, dans le cadre du mobutisme, peut être comparable à celui des théologiens et des docteurs de l'Église dans le cadre du christianisme<sup>11</sup>. »

Dans ses recherches sur la lexicologie politique au Zaïre, Rubango a bien mis en évidence la congruence entre les images religieuses et le contexte politique. « Les textes constitutionnels sont comparés à la "Bible", au "bréviaire" romain, au "missel", les idéologies au "catéchisme", la clientèle politique aux "acolytes". Les choix politiques ouvrent la porte du "Paradis" ou de l'"Enfer", selon les cas. Certains enseignements politiques sont coulés en images, épisodes ou paraboles évangéliques<sup>12</sup>. »

Le sommet de cette « Église politique » est bien naturellement le président de la République, lequel gouverne désormais seul un peuple qui « ne demandait qu'à retrouver un ordre, un chef et une vision claire de l'avenir ». « Ses interventions, écrit Marie-Louise Simon qui a effectué une analyse sémiotique des discours politiques zaïrois, ont un caractère providentiel. C'est lui qui prend le pays en main et donne l'impulsion décisive<sup>13</sup>. » Situé tel un prophète au-dessus des luttes, c'est lui aussi qui trace la voie vers une révolution nationale « sans référence à des penseurs étrangers » et sans référence aux grands « ennemis extérieurs » que sont le capitalisme et le communisme<sup>14</sup>. Le discours sur la révolution zaïroise, qui accompagnera toute la trajectoire du régime politique zaïrois, relève surtout de l'incantation quasi mystique et n'est en rien programmatique : tout doit être révolutionné, de l'État lui-même aux loisirs en passant par les femmes et la jeunesse.

Ce qui surprend dans ce discours fondateur et révolutionnaire, c'est l'oblitération totale de toute référence à l'histoire passée. « Nulle part, note M.-L. Simon, les valeurs propres

10. Isidore NDAYWEL È NZIEM, « La société zaïroise dans le miroir de son discours religieux (1990-1993) », *Cahiers africains*, coll. « Zaïre, années 90 », vol. 3, n° 6, 1993, p. 2.

11. Sese Seko MOBUTU, *Discours, allocutions, messages (1965-1975)*, Jeune Afrique, Paris, 1975, p. 527.

12. NYUNDA YA RUBANGO, « Les études de lexicologie politique au Zaïre. Bilan critique et perspectives », miméo, Archives du CEDAF, III-083, Lubumbashi, s. d.

13. Marie-Louise SIMON, *Discours et pratique d'État au Zaïre et en Tanzanie. Éléments d'analyse de l'idéologie dominante dans les formations sociales périphériques africaines*, mémoire de licence, université catholique de Louvain, 1978, p. 68.

14. *Manifeste de la N'Sele*, op. cit., p. 10.

aux sociétés africaines précoloniales ne sont mises en avant comme des normes auxquelles l'action future des gouvernements devrait se soumettre [...]. Nulle part mention n'est faite de la période précoloniale qui reste dans les ténèbres où l'a rejetée la colonisation<sup>15</sup>. » La « tradition » est même considérée dans une citation comme un lieu d'oppression « matérielle » pour l'homme zaïrois au même titre que les oppressions plus récentes<sup>16</sup>. On retrouve ici un des *leitmotive* de la pensée prophétique qui, voulant s'appuyer sur le ressort de la nouveauté et de la modernité, n'a guère été positive à l'égard des communautés lignagères tenues en sujétion par les « aînés »<sup>17</sup>.

A partir du début des années soixante-dix s'ouvre un nouveau temps fort dans le discours et les pratiques politico-prophétiques zaïroises. Désormais, le « recours à l'authenticité » devient le socle d'une entreprise qui veut proclamer la désaliénation sociale, économique et culturelle et permettre le passage d'une situation de « malheur » (les années 1960 à 1965) à une situation pleine d'espoir et de promesse pour le « Zaïre nouveau ». Les décisions prises à ce titre cassent symboliquement tout le système de référence des Zaïrois, qui doivent devenir impérativement des « hommes nouveaux ». En février 1972, le bureau politique du MPR ordonne que tout Zaïrois renonce à son prénom chrétien pour prendre un nom « authentiquement » zaïrois. Il décrète dans la même foulée le rejet des noms étrangers pour les villes, localités, lieux touristiques, lacs et cours d'eau. En outre, les appellations « monsieur, madame » sont interdites et doivent être remplacées par « citoyen, citoyenne ». Un citoyen et une citoyenne qui, à partir de juin 1973, doivent désormais revêtir des tenues vestimentaires *ad hoc* : le pagne pour la citoyenne et l'abacost, tenue « inventée » par des couturiers zaïrois, dit-on, pour les citoyens. Enfin, le 30 janvier 1973, de nouvelles mesures de « moralisation » sont adoptées par le même bureau politique (réglementation des horaires d'ouverture des débits de boisson, suppression des night-clubs et des maisons closes, etc.).

L'État lui-même, qui, au Congo belge, se conjugait avec une majuscule, n'échappe pas aux incantations des entrepreneurs de l'authenticité. En fait, en août 1974, ceux-ci décident de ne plus lui donner de consistance particulière. « Le Zaïrois [n'ayant] pas besoin de remonter à Montesquieu ni à qui que ce soit pour déterminer la forme de pouvoir qu'il lui fallait<sup>18</sup> », le MPR, « nation zaïroise organisée politiquement », suivant la formule consacrée, devient l'État avec lequel il se confond, et Mobutu est à la fois son gardien et son garant.

15. Marie-Louise SIMON, *Discours et pratique d'État au Zaïre et en Tanzanie*, op. cit., p. 75-76.

16. *Manifeste de la N'Sele*, op. cit., p. 13.

17. Ce point a été bien mis en lumière par Jean-Pierre DOZON, *La Cause des prophètes*, op. cit., p. 9.

18. BUREAU POLITIQUE DU MPR, *Histoire du Mouvement populaire de la révolution*, Institut Makanda Kabobi, Kinshasa, novembre 1975, p. 67.

Sur le plan économique, l'authenticité, d'abord exaltée par le *Salongo* (travail obligatoire du samedi matin), par lequel le peuple zaïrois manifeste qu'il compte sur ses propres forces, est renforcée par la « zaïrianisation » de toutes les entreprises privées installées au Zaïre, qui sont distribuées aux « citoyens » — mais pas n'importe lesquels — avant d'être reprises par la « nation zaïroise organisée politiquement », c'est-à-dire par le MPR. Dans le même temps, les « grands travaux » de prestige sont poursuivis sans désespérer : ligne à haute tension Inga-Shaba (une première mondiale), cimenterie nationale, expansion des investissements miniers, etc.

On a pu faire de l'authenticité zaïroise une machine de guerre de type totalitaire enfermant les sujets dans le corset d'une redoutable dictature, celle d'un homme, Mobutu, voire celle d'une classe dirigeante. Ce jugement mérite d'être nuancé par le fait du contenu « magique » de cette authenticité. Comme l'a bien montré M.-L. Simon à partir de l'ouvrage du « grand prêtre » de l'authenticité, Sakombi Inongo, celle-ci relève avant tout, au niveau lexématique, de l'arbitraire d'une sorte d'acte de foi aveugle. « L'authenticité est non connue, mais reconnaissable par ses efforts. Donc, si l'on décide de mettre en œuvre une action visant au progrès, on ne peut, en principe, savoir si elle est efficace, donc on ignore si elle est authentique. Sauf, bien entendu, si quelqu'un est investi de dons exceptionnels de clairvoyance qui lui permettent de discerner immédiatement ce qui est qualifiable d'authentique, donc ce qui sera efficace. Si donc ce pouvoir est reconnu à quelqu'un, toute action qu'il dira authentique devra être exécutée, puisqu'elle ne peut être qu'efficace [...]. Autrement dit, l'authenticité peut servir d'intermédiaire à la légitimation de n'importe quelle option <sup>19</sup>. »

C'est en définitive Mobutu lui-même qui se verra conférer les dons de clairvoyance suprême. Son image se détache comme celle d'une sorte de divinité ou de « roi philosophe » hors d'atteinte des contingences : dans les années soixante-dix, le générique du journal télévisé met en scène un ciel où circulent à toute vitesse des nuages tourmentés et d'où émerge progressivement le buste sévère et grave du président zaïrois qui descend sur une carte du Zaïre.

Autour de lui se met en place toute une machinerie d'exaltation du « Guide suprême » de la révolution zaïroise authentique, dont les mérites sont vantés par des chants, des danses, de longues séances d'animation dont les effets de séduction sont certains. Autour de ce chef, qui croira en « l'amour de son peuple » pour les travaux de Sisyphe qu'il a entrepris afin de libérer son pays, gravite une cour de chantres et d'intellectuels de l'authenticité. L'un d'entre eux, Sakombi Inongo, est le grand ordonnateur de la pensée du « Guide » et des cérémonies d'animation. Plusieurs fois relégué dans des positions de moindre importance, il est régulièrement rappelé à des fonctions clés (orientation natio-

19. Marie-Louise SIMON, *Discours et pratique d'État...*, op. cit., p. 117.

nale, information, animation politique, mobilisation) lorsqu'il s'agit de relancer le mirage<sup>20</sup>.

Quoi qu'il en soit, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, le président-fondateur s'octroie — ou se voit octroyer — toujours plus de vertus charismatiques, comme s'il était impensable — et même dangereux pour lui ! — que le charisme qu'on lui attribue puisse un jour se « routiniser ». Désormais, avec la Constitution de 1978, la pensée politique unique autorisée est le mobutisme, c'est-à-dire celle du « Timonier suprême ». Avec celle de 1981, le président zaïrois est consacré « première institution publique du pays » au lieu de n'être qu'un simple organe du MPR. En 1983, il est fait maréchal du Zaïre : les photos de l'époque le montrent dans une pose hiératique, revêtu d'un uniforme d'une blancheur immaculée et tenant entre ses mains un bâton de maréchal qui a des allures de sceptre.

La connivence entre les prophétismes « religieux » et « politique », tous deux institutionnalisés, ne se manifeste pas seulement par un soutien tactique du régime Mobutu au kimbanguisme, qui est depuis les années soixante la troisième religion officielle du Zaïre<sup>21</sup>. C'est l'EJCSK (Église de Jésus-Christ par Simon Kimbangu) elle-même qui prend l'initiative de « suivre les directives du président Mobutu » : « retroussons les manches », « l'agriculture, priorité des priorités », « *salongo* », « authenticité », *moto na moto abon-gisa* (« ensemble, nous mettrons de l'ordre »), « servir, non pas se servir », etc. « Par sa participation aux efforts de développement national, et par sa collaboration avec l'État et ses alliés, l'EJCSK devient ainsi un des piliers du régime mobutiste, apportant sa contribution à la sauvegarde des intérêts des pays occidentaux au Zaïre<sup>22</sup>. »

Dans le cadre de ses recherches sur les Églises de la région de Matadi, Wyatt MacGaffey a énoncé la même connivence mentale entre les formes de clientélisme patrimonial et la relation à Dieu et au prophète dans les Églises « indigènes » : « Toute les Églises indigènes ont en commun la notion du médiateur vivant, successeur désigné du médiateur

---

20. Tout à fait symptomatique est le fait que l'intéressé a rompu avec son maître pour « devenir enfant de Dieu » et répondre à ses « instructions » en fondant une émission télévisée (*L'Heure du Seigneur*) et un journal (*La Voix de Dieu*), après avoir confessé publiquement ses liens avec Satan, avec des « maisons de la magie », avec le « cercle mondial invisible » et autres marabouts et « grands maîtres ». « Le peuple zaïrois, dit aujourd'hui cet ancien prêtre du MPR, ne sera plus libéré par un individu ni même par la Conférence nationale souveraine. Seul Jésus pourra libérer le Zaïre. Le redressement du pays, sur le plan économique, politique et social, sa crédibilité ne se réaliseront jamais sans Jésus-Christ. » Pour le récit complet de la « confession » de Sakombi Inongo, de même que celle similaire d'un autre chanteur du MPR, Bofossa W'Amb'ea Nkoso, voir Isidore NDAYWEL È NZIEM, « La société zaïroise... », art. cité, p. 30-50.

21. En mars 1972, le président Mobutu déclarait déjà publiquement son intention de bannir toutes les Églises indigènes à l'exception du kimbanguisme. Le nécessaire soutien à son régime de l'ethnie mukongo, associée depuis toujours à l'essor d'un kimbanguisme toujours très populaire, fut certainement à l'origine de cette décision.

22. Suzan ASCH, *op. cit.*, p. 190.

précédent, à travers lequel les requêtes des fidèles peuvent personnellement être relayées à Dieu. En terme profane, cette sorte de connexion avec l'autorité suprême est appelée "pipe-line", ou par les anthropologues une relation patron-client.

« Le gouvernement zaïrois fonctionne sur ce principe et les Zaïrois n'en connaissent pas d'autres ; les pipe-lines religieux et séculiers sont souvent confondus. Quand personne ne s'impose comme patron, les Bakongo sont continuellement à la recherche de l'un d'eux<sup>23</sup>. »

On a beau être consacré « Guide suprême », « Grand Timonier », « Père de la nation », on n'est jamais totalement hors de portée des envieux, des « faux prophètes », des rivaux potentiels, donc des « sorciers » et des mauvais sorts qu'ils peuvent vous jeter. « L'existence de l'autorité charismatique est spécifiquement instable, affirmait Max Weber. [...] Le détenteur du pouvoir charismatique est déserté par ceux qui le servent cependant, seulement parce que le charisme pur ne connaît pas d'autre légitimité que celle qui provient de la force personnelle, c'est-à-dire un charisme qui doit être constamment prouvé<sup>24</sup>. »

La menace est d'autant plus réelle que le champ du pouvoir est par-dessus tout le lieu des luttes factionnelles qui fonctionnent presque toujours selon les principes du jeu à somme nulle, en vertu du primat de la logique « persécutive ». « Les régimes politiques africains, écrit Jean-François Bayart, ont en effet comme commun dénominateur d'être dominés par l'acuité de la concurrence qui divise leur personnel politique. D'une certaine manière, cette compétition entre les entrepreneurs politiques pèse pour beaucoup dans l'instabilité institutionnelle du sous-continent. Remaniements ministériels, coups d'État, procès ou assassinats politiques, réunions d'"élites" dans les provinces, campagnes de rumeurs colportées dans les "maquis", les "chantiers" (dénomination des débits de boisson en Côte-d'Ivoire et au Cameroun) et autres circuits par les "deuxièmes bureaux" (les maîtresses et favorites des grands), séances de fétichisme et crimes rituels [...] : les modalités de ces luttes factionnelles sont multiples<sup>25</sup>. »

Au Zaïre, c'est d'abord par le recours à la violence et à l'arbitraire d'État que ce régime inaugure son règne en voulant étouffer toutes dissonances factionnelles. Six mois après la prise de pouvoir de Mobutu, quatre personnalités congolaises, qui n'ont aucun poids politique, sont accusées d'avoir trempé dans un complot dit « de la Pentecôte » : leur sort est scellé avant même ce qui ne sera qu'un simulacre de procès. Le jour de leur arrestation, le haut-commissaire à l'Information a curieusement déclaré : « Messieurs Kimba, Anany,

23. Wyatt MACGAFFEY, « The ideological context of Kimbanguism », Paper delivered at the Fifteenth Annual Meeting of the African Studies Association, Philadelphie, 8-11 novembre 1972, p. 13-14.

24. Max WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft*, trad. par H. H. GERTH and C. WRIGHT MILLS, p. 248.

25. Jean-François BAYART, « L'État », in Christian COULON et Denis-Constant MARTIN, *Les Afriques politiques*, La Découverte, Paris, 1991, p. 214.

Bamba, Mahamba vont maintenant comparaître devant un tribunal militaire. Ils risquent la peine de mort ; ils pourraient être pendus en place publique<sup>26</sup>. » Il n'y aura ni inculpation précise, ni réquisitoire, ni défense dignes de ce nom. Le tribunal infligera la peine capitale après cinq minutes de « délibération ». Aucun recours en grâce, même celui du Vatican, ne sera toléré et les quatre hommes seront pendus haut et court quarante-huit heures après le procès. S'il y a eu de vrais comploteurs — très probablement des officiers supérieurs mécontents —, ils ne furent jamais inquiétés. Ce que symbolise ce crime d'État est moins le début d'un « régime de terreur révolutionnaire » qu'un acte d'exorcisme particulièrement brutal et cruel à l'égard de la « politicaille » de la première République et des luttes factionnelles qui lui étaient imputées.

Dans le même temps, le régime veut imposer, par un acte de force, un nouvel ordre fondé sur une religion de l'obéissance et du respect absolu de l'Autorité supposée contraster totalement avec la « congolisation » et le « chaos » des cinq premières années de l'indépendance. Peu importait la qualité des victimes sacrificiables et les services éminents que certaines d'entre elles avaient rendus<sup>27</sup> : toutes les quatre, originaires de provinces congolaises ayant connu une grande agitation politicienne (Kivu, Kasai, Katanga et Bas-Congo), furent symboliquement désignées pour servir d'exemple à une classe politique remuante.

La religion de l'obéissance et du respect du chef, tel est bien le premier principe sur lequel reposera désormais la gestion des conflictualités, une religion tout entière en harmonie avec l'ordre colonial comme nous l'avons montré dans un précédent ouvrage<sup>28</sup>.

Une religion qui est sécurisante aussi et ce à un double titre. D'une part, en effet, le pouvoir qui s'est mis en place a, pour la population congolaise, le mérite d'avoir mis fin à des rébellions extraordinairement dévastatrices, comme le président zaïrois, qui se présente aussi comme le « Grand Pacificateur », ne cessera de le souligner. Le « faiseur de paix » n'a pas seulement démontré son invincibilité face aux fétiches des rebelles : il a également remis de l'ordre dans une armée célèbre pour ses mutineries et ses rapines. Un an avant le coup d'État, une justice militaire d'exception est instaurée dans la capitale. « Celle-ci, en quelques mois, épure l'Armée nationale de tous les officiers et sous-officiers compromis dans la débâcle militaire de l'Est. Des dizaines d'officiers et de sous-officiers sont exécutés en application de l'article 8 du décret qui punissait de mort "la fuite d'un

---

26. *Congo 1966*, Centre de recherche et d'informations sociopolitiques-Institut national d'études politiques (CRISP-INEP), Bruxelles-Kinshasa, 1967, p. 435.

27. MM. Kimba et Mahamba avaient été des opposants au pouvoir tshombiste qui précéda le coup d'État de Mobutu. M. Anany avait plaidé pour une réconciliation avec les « rebelles » congolais. M. Bamba était un notable kimban-guiste : il était rangé dans la catégorie des « sages » congolais.

28. Jean-Claude WILLAME, *L'Automne d'un despotisme. Pouvoir, argent et obéissance dans le Zaïre des années quatre-vingt*, Karthala, Paris, 1992.

militaire devant l'adversaire". L'Armée nationale, pour la première fois depuis les mutineries de juillet 1960, avait retrouvé son unité, sa cohésion et une certaine discipline<sup>29</sup>. »

D'autre part, la sécurité retrouvée va au-delà des simples contingences quotidiennes de la pacification. En effet, tandis que Mobutu joue au grand prophète de la « modernité » par un étalage de munificences (des ponts sur le fleuve Zaïre, des barrages, des routes bitumées, des usines de tout genre), « son » peuple peut « vaquer à ses occupations » dans des espaces de liberté qui, nonobstant la précarité et la pauvreté, n'en sont pas moins concrets. En réalité, comme l'exprime bien Ilunga Kabongo, il est difficile de parler véritablement de « crise » dans le Zaïre des années soixante et soixante-dix. « Quand une telle situation dure depuis des années, il me paraît inexact de parler de crise car nous n'avons aucun signe nous indiquant comment la situation peut évoluer.

« Cela devient plutôt le mode de vie habituel et les gens développent de nouvelles vies pour s'y adapter, qui deviennent plus ou moins permanentes. Il y a certainement une crise mais seulement si l'on envisage le long terme et si le concept peut garder son caractère analytique. Je préférerais que nous inventions un nouveau mot pour décrire cela, même si je n'en ai pas un sous la main<sup>30</sup>. »

Il est, répétons-le, tout aussi difficile de parler de « dictature », de « régime totalitaire » ou de « terreur africaine » à propos d'un système politico-prophétique dans lequel en définitive maintes accommodations sont possibles et qui se reproduit « dans le bas du bas » autant par l'« informalité » que par la prière et la demande d'une intervention divine contre les « malheurs ». Le système de pouvoir zaïrois est en réalité des plus stables dans la mesure où l'État et son chef gèrent la crise en reliant entre elles les trois composantes de la formation sociale zaïroise. Comme l'écrit Ilunga Kabongo, « l'État a tenté de protéger le cœur du système en pratiquant le "laisser-faire", la semi-périphérie laborieuse travaillant pour le cœur et le premier cercle, et la périphérie étant déconnectée du système économique et politique<sup>31</sup> ».

Dans le système zaïrois, ce n'est donc ni la périphérie ni la semi-périphérie qui importent, mais bien tout ce qui touche à l'État ou à ce qui en tient lieu. Beaucoup plus que d'autres despotes charismatiques (Jean Bedel Bokassa, Idi Amin Dada, Macias Nguema...), le président zaïrois a réussi à mettre en place à ce niveau un large système de redistribution et de rétribution dont il détient tous les fils.

La « zaïrianisation » de 1973-1974 sera l'un des principaux outils de rétribution d'une

29. Benoît VERHAEGEN, « 1963-1965 : d'oppositions en rébellions », in Colette BRAECKMAN et al., *Congo-Zaïre. La colonisation, l'indépendance, le régime Mobutu, et demain ?*, GRIP, Bruxelles, 1989, p. 98.

30. Ilunga KABONGO, « Myths and Realities of the Zairian Crisis », in NZONGOLA-NTALAJA (éd.), *The Crisis in Zaire : Myths and Realities*, Africa World Press Inc., New Jersey, 1986, p. 31.

31. *Ibid.*, p. 34.

classe politique qui a de gros appétits. Une fois la liste des entreprises étrangères établie, leur répartition sera effectuée non pas sur la base de critères de performance commerciale ou industrielle des éventuels « acquéreurs », mais en fonction de leur appartenance à la nomenclature politico-administrative. Du chef coutumier au journaliste, chacun aura son dû dans un système d'arbitrage présidé par le chef de l'État lui-même. Pour ce qui regarde le Kivu, c'est surtout à ce niveau que le *lobby* rwandais a pu effectuer une percée remarquable dans la nomenclature mobutiste, notamment en détenant d'importants secteurs clés (agro-industrie) ou en entrant de plain-pied dans des secteurs technologiques de pointe (télécommunications).

Une autre stratégie de « gouvernance » résidera dans le système de chaises musicales pratiqué pour satisfaire les appétits des « disciples » : les gouvernements zairois auront une durée de vie très courte — six mois en moyenne —, étant donné les constants remaniements qui permettent d'effectuer des « tournantes » dans le personnel politique et aussi de coopter sans cesse de plus en plus de « cadets sociaux ». Au niveau des régions (anciennes provinces), le pouvoir alternera les nominations de gouverneurs toujours choisis en dehors de leur lieu d'origine. Cette stratégie typiquement patrimoniale visera à empêcher la constitution de fiefs territoriaux durables et solides. Dans le même temps, elle permettra à certains de ces gouverneurs de mettre en pratique l'énonciation de Bentham : « Il est de l'intérêt du loup que les moutons soient gras et nombreux. »

La mobilité politique est, au niveau de l'élite, une donnée stratégique majeure du mobutisme. « Fluidité et mouvement ont toujours été des caractères majeurs des politiques zairoises, souligne Michael G. Schatzberg ; les dynamiques de formation des classes sociales reflètent largement cela. Les politiques patrimoniales du président Mobutu et la fréquente rotation de ceux qui occupaient les hauts postes garantissaient un grand renouvellement de la composition de la bourgeoisie politico-commerciale. Les classes moyennes — commerçants, employés, enseignants et fonctionnaires locaux — ont aussi connu un renouvellement continu. Elles ont grimpé et dévalé l'échelle sociale au rythme des changements politiques et économiques<sup>32</sup>. »

Une autre stratégie consistera à faire monter au pouvoir les représentants de groupes minorisés, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas considérés comme capables de mobiliser autour d'eux des clientèles importantes. Tel sera par exemple le cas des « mulâtres » et des « Rwandais », dont les assises ethniques sont fragiles, insécurisées ou inexistantes au Zaïre et qui bénéficieront de positions politiques ou commerciales considérables dans la nomenclature. Dans le cas des « Rwandais », beaucoup de ceux qui se sont hissés au sommet du

---

32. Michael G. SCHATZBERG, *Politics and Class in Zaire. Bureaucracy, Business and Beer in Lisala*, Africana Publishing Company, New York-Londres, 1980, p. 183.

pouvoir ou qui occupent des fonctions entrepreneuriales publiques appartiennent à des familles tutsies forcées de quitter leur pays à l'époque de la « révolution rwandaise ».

Enfin, la dernière stratégie du pouvoir — et non la moindre — est l'appui accordé aux « chefs coutumiers », particulièrement dans les deux régions du Kivu. Ceux-ci constituent une clientèle politique doublement intéressante pour le chef de l'État zaïrois et pour la classe dirigeante : d'une part, ils sont, sur le plan local, les figures emblématiques du système d'obéissance des « sujets » de la postcolonie ; d'autre part, ils sont aussi les garants et les dispensateurs de la propriété foncière, c'est-à-dire ceux par qui doivent passer les octrois de terres dont la classe dirigeante est grande consommatrice, particulièrement au Kivu.

Dans ce système de prédation-redistribution, le « Chef » prophétique sera toujours l'arbitre suprême qui verrouille toute source de pouvoir et de richesse, mais aussi le « Père », qui est l'ultime recours, à la fois proche et lointain, en cas de contestations et de conflits. L'utilisation de la symbolique du père est loin d'être absconse. Elle n'est pas le produit d'une simple autojustification du pouvoir du chef et de son entourage sur leurs « sujets » dans la mesure où elle s'est toujours inscrite dans la trajectoire coloniale paternaliste et autoritaire du Congo-Zaïre. Elle est donc loin d'être non signifiante pour des populations qui furent habituées pendant près de quatre-vingts ans à obéir à un autre « père », l'« État » pourvoyeur des bénéfices matériels visibles de la modernité, comme auparavant on obéissait à l'« aîné », au chef de lignage et aussi au « prophète » garant de la fécondité et de la prospérité.

Toute la base idéologique de la machinerie politique zaïroise a en définitive reposé sur la force de l'image paternelle. « Chaque fois qu'un nouveau projet de développement est achevé — qu'il s'agisse de la rénovation d'un immeuble, d'une nouvelle construction, route ou hôpital —, la presse présente cela comme un cadeau du président-fondateur à ses enfants. Une centrale électrique au Kivu, un nouveau stock de médicaments, de couvertures, de draps à l'hôpital près de Tshikapa ; la somme de 180 000 zaires pour la rénovation de Bukavu ; de 8 000 zaires pour la construction d'un nouveau bâtiment administratif à Limeté, et même un corbillard pour la ville de Mbuji-Mayi ; tous sont des cadeaux du père qui montre ainsi son amour paternel et sa sollicitude<sup>33</sup>. »

Plus le « père » est lointain (comme l'était de la même façon « Bwana Kitoko », le roi des Belges) et parfois même caché, mieux il peut jouer son rôle d'arbitre en dernier recours dans les conflits. Car les situations conflictuelles n'ont pas manqué de s'exprimer au Zaïre, comme un certain nombre d'enquêtes de terrain l'ont démontré. Jamais, toute-

---

33. Michael G. SCHATZBERG, *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 1988, p. 77.

fois, le « Père de la nation » n'est mis directement en cause et parfois même on demande son arbitrage dans des conflits locaux<sup>34</sup>.

Étant le plus « clairvoyant » de tous, le président zaïrois est ainsi le seul à pouvoir « dire » la vérité de son pays. C'est dans cette logique qu'il peut exprimer en toute légitimité dans son fameux discours de 1978 le « mal zaïrois » qui ronge le pays. Le fétichisme de l'argent, de l'extrême richesse et du pouvoir ne sont pas de son ressort : situé au-dessus de la mêlée, il ne peut être partie prenante de l'action « sorcière » qui se déroule au-dessous de lui. Dans les enquêtes menées par Schatzberg ou Newbury, on ne relèvera aucune mise en cause de Mobutu lui-même : la seconde précise même que le chef d'État détient encore la « confiance en tant que commandant du navire<sup>35</sup> ».

Dans la gestion « prophétique » des conflits, la règle de droit n'a évidemment qu'une importance toute relative. Pour en revenir à la question de la nationalité, si déterminante au Nord et au Sud-Kivu, deux législations contradictoires ont été mises en œuvre en moins de dix ans au Zaïre. La première, dictée en 1972 par une baronnie bien en cour, celle du puissant *lobby* des « Rwandais » de Kinshasa, a voulu reconnaître à tous les réfugiés, les « irréguliers » et les « infiltrés » d'expression rwandaise le droit à la nationalité zaïroise. La seconde, qui date de 1981, a, comme on l'a vu, complètement inversé cette « générosité » en faisant machine arrière et en obligeant les « Rwandais » du Kivu à *requérir* la nationalité par naturalisation. Le « Père de la nation », qui, depuis son discours sur le « mal zaïrois », paraissait avoir pris encore plus de hauteur par rapport à sa classe politique, a laissé faire. La cohérence juridique ne fut pas non plus le fait de cette classe politique, puisque aucun arrêté d'exécution de la loi de 1981 ne fut pris. Il en résulta une incertitude qui n'a pas peu contribué au développement des sanglants affrontements récents dans la région des Grands Lacs.

C'est d'ailleurs la même incertitude et le même arbitraire qui président à tout le système juridique zaïrois « mobutiste ». Dans le domaine du droit foncier par exemple, un domaine si important dans les deux régions du Kivu où les contestations de terre sont nombreuses, Mugangu Matabaro a montré l'indétermination et le flou juridique qui caractérisent le statut des droits fonciers des collectivités locales, les multiples contradictions entre instruments juridiques, la pluralité des interférences politiques dans les conflits fonciers, les jugements contradictoires prononcés pour les mêmes cas d'espèce. Même si, comme dans tout système d'incertitudes, des compromis et des négociations sont possibles et intervien-

---

34. Voir Michael G. SCHATZBERG, *Politics and Class in Zaire*, *op. cit.* ; Catharine NEWBURY, « Ebutumwa Bw'Emiogo ; The Tyranny of Cassava. A Women's Tax Revolt in Eastern Zaïre », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 18, n° 1, 1984. Pour un exemple plus récent de l'arbitrage présidentiel, voir Jean-Claude WILLAME, « Un autre regard sur la conflictualité politique au Zaïre », *Politique africaine*, n° 60, décembre 1995, p. 147-153.

35. Catherine NEWBURY, « Ebutumwa Bw'Emiogo... », art. cité, p. 158.

ment au bénéfice des populations locales et de leurs chefs coutumiers qui en appellent alors au « chef », c'est le plus souvent un simple rapport de force qui conditionne l'application de la norme juridique. Il peut donc y avoir « gestion » de conflits, mais gestion dans l'incertitude et gestion où, au plan national comme au plan local, les logiques d'acteurs individualisés prennent le pas sur celles de la loi et du droit<sup>36</sup>.

Douze années après le discours-fleuve sur le mal zairois et au moment où le Zaïre aborde la phase de la « transition démocratique », le « Père de la nation » se pose toujours comme l'arbitre incontesté d'une situation politique de plus en plus ingérable. Au cours du long périple qu'il entreprend à travers le Zaïre entre le 30 janvier et le 2 avril 1990, il continue à être accueilli comme celui qui va une nouvelle fois sauver un pays exsangue : comme à l'accoutumée, les services d'animation du parti, dirigés par Sakombi Inongo, un orfèvre en la matière, qui a été rappelé par le président, ont bien fait les choses : chants, danses et hommages habituels au président-fondateur jalonnent son parcours. Kisangani et Kinshasa sont les seules agglomérations où le président est interpellé directement par « son » peuple sur ses responsabilités personnelles dans la débâcle<sup>37</sup>.

Sur les quelque 5 000 mémorandums que son envoyé, Mokolo Wa Mpombo, a récoltés au cours de cette tournée, la grande majorité demande la fin du monopartisme, mais reste dans la ligne tracée par le chef de l'État, c'est-à-dire celle d'un bi- ou multipartisme soigneusement contrôlé. Le ton est respectueux et le président, auquel certains reconnaissent « un haut degré de courage et de patriotisme », est mis à l'abri de toute critique. Un peu partout, c'est le MPR qui devient cette fois l'objet sorcier, le fétiche dont il faut se débarrasser, exactement comme ce fut le cas naguère avec la « politicaille congolaise<sup>38</sup> ».

On pourra sans doute avancer que le processus enclenché a été quelque peu verrouillé, le collecteur des mémorandums étant un grand ordonnateur de la Sûreté zairoise. Il est probablement vrai aussi que, dès 1989, Mobutu avait décidé de sacrifier le parti unique et que la tournée « triomphale » du « Père de la nation » ne fut qu'une mise en scène destinée à préparer l'opinion à une décision qui avait déjà été prise depuis plusieurs mois<sup>39</sup>. Il n'en reste pas moins vrai que l'opération des « retrouvailles » du « Père » avec « son » peuple fut réussie et que ce dernier accueillit avec espoir la fin d'un MPR qui symbolisait, au

36. Séverin MUGANGU MATABARO, *La Gestion foncière rurale au Zaïre. Réformes juridiques et pratiques foncières locales : cas du Bushi*, thèse de doctorat, université catholique de Louvain, faculté des sciences économiques, sociales et politiques, Institut d'études du développement, Louvain-la-Neuve, 1996, vol. I, section III et conclusion générale.

37. Voir Jean-Claude WILLAME, « De la démocratie "octroyée" à la démocratie enrayée (24 avril 1990-22 septembre 1991) », *Les Cahiers du CEDAF*, coll. « Zaïre, années 90 », vol. 1, n° 5, 1991, p. 36-41.

38. *Ibid.*, p. 41-75.

39. Depuis 1989, on ne trouve plus que peu de citations concernant le MPR et une nouvelle institution, intronisée en grande pompe par ordonnance présidentielle en janvier 1989, fait parler d'elle : le Conseil consultatif permanent pour le développement. *Ibid.*, p. 27 sq.

niveau local, le harcèlement incessant, les taxations indues et le quadrillage autocratique de tout un pays.

Que Mobutu ait conservé, au-delà des vicissitudes politiques qui suivirent le discours du 24 avril 1990, ses capacités et sa réputation d'arbitrage et de recours en dernière instance ne fait guère de doute, même si, comme l'a bien suggéré Laurent Monnier, « c'est l'incertitude qui domine au sein de la population<sup>40</sup> ». Au fond, la question qui se pose est la suivante : « Le président en place est-il vraiment le despote si décrié, le sorcier corrompu se nourrissant du sang de ses administrés que les opposants nous présentent ? N'est-ce pas plutôt ses adversaires, X ou Y ou Z, tel ou tel chef de l'opposition, qui sont eux-mêmes des sorciers, des esclaves, des despotes cachés sous des habits démocratiques, etc., eux qui incarnent en vérité tous les vices qu'ils imputent au président en place ? Le président est d'ailleurs toujours là ; c'est bien le signe qu'il est un grand chef, puissant, protégé par les forces de l'autre monde avec lesquelles il est en connivence<sup>41</sup>. »

Les premiers pas de la « transition démocratique » au Zaïre indiquent eux aussi que ce pays n'en a pas fini avec les « Pères de la nation ». Au début de la transition, le directeur de l'un des organes de presse de Kinshasa lisait les évolutions politiques zaïroises comme le combat titanesque entre deux grandes figures, Mobutu, le « colonisateur » intérieur, et Tshisekedi, le « libérateur ». « Sur [la scène politique zaïroise], deux personnes s'imposent comme de véritables hommes politiques : Mobutu et Tshisekedi. L'un produit la peur, l'autre la brave [...]. En dehors de ces deux héros, c'est le vide cruel. Si elles existent, les personnalités d'envergure ne paraissent pas avoir suffisamment émergé [...]. Leur trajectoire est faite de revirements constants, de trahisons répétées, de compromissions. En dehors de Mobutu et Tshisekedi, le pays n'aligne que des lampistes<sup>42</sup>. »

Depuis 1982, le second s'inscrit également dans une trajectoire de type clairement prophétique. Son opposition au régime de Mobutu n'est guère différente du « martyr » des grands prophètes congolais. Depuis que le groupe dit « des treize parlementaires », dont il a fait partie, a osé mettre en question la personne du chef de l'État, il a connu comme ses autres collègues relégation sur relégation et sera le seul à refuser tout compromis avec la « tyrannie ».

C'est d'ailleurs dans un style « religieux » que va d'abord s'exprimer une opposition qui prendra plus tard l'appellation d'Union sacrée de l'opposition radicale (USOR). Au cours des deux séances du procès public qui est intenté contre les promoteurs du nouveau parti interdit, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), c'est surtout le combat

---

40. Laurent MONNIER, « Démocratie et développement en Afrique noire : quels termes pour quel débat ? », *Informations et Commentaires*, n° 78, janvier-mars 1992, p. 31.

41. *Ibid.*

42. *Le Soft*, Kinshasa, 21 septembre 1991.

mystique entre forces du bien et forces du mal qui est mis en évidence par les « militants » zairois qui y assistent<sup>43</sup>.

Le qualificatif de « Moïse », très répandu dans la diaspora intellectuelle et populaire luba pour qualifier leur histoire, va surtout être porté par Tshisekedi, le « prophète » qui incarne l'annonce des temps nouveaux. Seul porte-parole d'une opposition radicale et messianique entre 1986 et 1990, ce prophète va être le point de ralliement et de référence d'une bonne partie de la classe politique zairoise. Sa rentrée triomphale à Kinshasa en février 1991 a été une cérémonie aux allures bibliques. Un journaliste zairois en a dressé le tableau suivant :

« Tout le spectacle a été [...] chargé d'un message à la vérité historique irréversible face à l'étape actuelle de la politique zairoise. Il y a eu celui d'un chœur mouvant fait d'une cinquantaine d'enfants de 12 à 20 ans. Tel un ballet de papillons, ils allaient et revenaient dans tous les sens, aéroport et centre-ville. Ivres de la misère du peuple, ils ont porté une banderole incendiaire contre le pouvoir en place. Agitant, en plus, des rameaux, ils ont crié un chant suicidaire : "*Mbul'oyo biso na M... tembe*" ("Cette année, entre nous et M[obutu], c'est la confrontation") [...]. Le groupe suivant se dirigeait vers Limete<sup>44</sup> avec, pour décor, un crucifix en bois de coffrage. Le crucifix portait deux inscriptions : RIP (*Requiescat in pace*) MPR. [...]. Groupe d'une vingtaine d'enfants, ces artistes ont marché à un rythme lent et en chantant : "*Tat'oyo tovandi na ye mbula na mbula posa na ye esili lelo, posa na ye esili bison*" ("Ce papa, nous sommes restés avec lui de nombreuses années, mais nous n'en voulons plus aujourd'hui, non ! nous ne voulons plus de lui").

« Immédiatement après une pause soudaine, ils se sont mis à gémir en se prenant la tête dans les mains, jetant le crucifix au sol, et l'entourant. Quelques-uns se sont roulés par terre à côté du crucifix et tous ont interprété des pleurs en criant : "*E,e, akufi ! akufi !*" ("Eh, il est mort ! Il est mort !") Se remettant brusquement debout, ils se sont aussitôt mis à rire sarcastiquement, contaminant toute l'assistance. Les carnavaliers du troisième tableau ont porté la peinture d'un léopard renversé. Ce dernier était marqué d'une croix à la craie blanche. S'arrêtant brusquement, le groupe est passé devant le léopard. Marchant à reculons en pointant la bête du doigt, ils ont chanté : "*Yaya Noa ba... assassin ... chaîne ekatana !*" (Grand frère Noé... Assassin... Que la chaîne se brise !<sup>45</sup>)

« [...] Tout ce langage scénique s'était déplacé à la 12<sup>e</sup> rue, siège de l'UDPS. Là a eu

43. Voir le témoignage d'un sympathisant UDPS au procès des treize commissaires du peuple cité dans Jean-Claude WILLAME, « Chronique d'une opposition politique : l'UDPS (1978-1987), *Les Cahiers du CEDAF*, n° 7-8, décembre 1987, p. 60.

44. Commune où se trouve le quartier général de l'UDPS.

45. Allusion au fait que Mobutu ne quittait quasi plus son bateau présidentiel ancré au milieu du fleuve.

lieu l'acte final du spectacle : les funérailles du crucifix, symbole haïssable du pouvoir politique actuel [...]. Toute l'immense foule a écouté cette adresse avec dévotion<sup>46</sup>. »

Depuis lors — et à l'exception de la très brève époque où E. Tshisekedi a été désigné « Premier ministre de la transition » —, la « douzième rue » (symbole des douze apôtres ?) est devenue le quartier général d'une sorte de « nouvelle Église prophétique » où les groupes de fidèles viennent s'asseoir, deviser et chanter tout au long de la journée. A l'intérieur, le « Combattant » zaïrois « tient conseil » entouré de fidèles. Comme son « ennemi » Mobutu, qui a établi son quartier général sur ses terres natales (Kawele ou Gbadolite), il sort peu, n'accorde que très peu d'interviews et ne participe plus que rarement aux manifestations publiques de l'opposition.

Jusqu'à la mi-1995, il continue à vouloir incarner le seul « gouvernement légal du Zaïre » et à présider des « Conseils des ministres » fantômes qui seront progressivement désertés par les intéressés. Selon le témoignage de l'un de ses ministres, l'atmosphère y est compassée et excessivement déférente : on ne discute pas la parole du « Leader Maximo », comme on l'appelle souvent dans la presse de la capitale. Selon un autre de ses ministres, il est principalement inspiré par une seule obsession : l'éviction de Mobutu, ce dernier étant l'obstacle principal à la sortie de crise du Zaïre.

Le Zaïre n'en a donc pas fini avec la trajectoire « prophétique ». Non seulement les gens ordinaires sont à la recherche de héros re-fondateurs, qu'ils s'appellent Tshisekedi, Gizenga, Monsengwo ou plus récemment Laurent-Désiré Kabila, non seulement ils invoquent dans leurs chants l'esprit des « héros » morts, Kasa-Vubu, Lumumba, Bolikango ou Tshombe, mais le discours religieux est partout. « Loin de demeurer le simple support du culte, de la messe ou de la séance de prière, [il] a envahi les fêtes populaires, les veillées mortuaires et les *matanga* [cérémonies de levée du deuil]<sup>47</sup>. » Face à cette religiosité envahissante se dressent encore et toujours les « puissances sorcières » qui ont nom *Prima Curia*, ce pacte de sang conclu entre les membres de la haute nomenclature<sup>48</sup>, ou les « Hiboux », membres d'une mystérieuse bande de soldats commettant des meurtres et des enlèvements politiques pendant la nuit. Mentionnons également les révélations des Sakombi Inongo, Bofossa et autres mandarins du régime, qui ont apporté des témoignages parfois surprenants sur les actes de sorcellerie commis par le régime<sup>49</sup>.

46. *Umoja*, Kinshasa, 7 mars 1991.

47. Isidore NDAYWEL È NZIEM, « La société zaïroise... », art. cité, p. 2.

48. Sur la *Prima Curia*, voir les « documents » publiés dans A. GBABENDU ENGUNDUKA et E. EFOLO NGOBAASO, *Volonté de changement au Zaïre, Archives 1990-1991*, vol. 2, L'Harmattan, Paris, 1991, p. 167-174.

49. Le développement de la sorcellerie du « haut », celle qui se répand dans l'État en période de crise politique, a aussi été constaté dans le Cameroun des années soixante-dix. « A mesure que l'État "s'africanisait", écrit P. Geschiere, la vieille association entre pouvoir et force occulte se rétablissait. Les autorités camerounaises s'efforçaient d'établir leur contrôle sur le domaine occulte, mais ces efforts permettaient à la sorcellerie à la fois de pénétrer et de pervertir

En fin de compte, ce prophétisme messianique et ces épopées « sorcières » (ou « anti-sorcières ») n'ont-ils pas été pendant longtemps et ne continuent-ils pas à être encore aujourd'hui un puissant adjuvant à la non-violence et une manière non seulement d'exorciser les peurs de désordres à venir, mais aussi de mettre en veilleuse des dérives guerrières du type de celles apparues au Liberia, en Angola, en Somalie ou au Rwanda ? La réponse à cette question n'est pas univoque puisque, en fin de compte, l'épuisement du message « prophétique » et du charisme du « chef » semble avoir mis finalement le Zaïre sur les rails de telles évolutions.

### La gestion « par le bas » : la montée en phase de la société civile

A partir du début des années quatre-vingt, un nouvel acteur entre en scène dans le contexte du discrédit international jeté sur le « Père de la nation », qui, depuis son fameux discours sur le « mal zaïrois » de 1978, paraît se cantonner dans les hauteurs de la politique étrangère. Dans la mesure où le « prophétisme » paraît s'émousser et mener à une impasse, certains segments de la « société civile » vont tenter de s'enraciner dans des terroirs abandonnés par la nomenclature zaïroise et s'efforcer d'en gérer les conflits.

A titre d'illustration d'un tel scénario, revenons une fois de plus au Kivu, région réputée pour la combativité de la « société civile » locale bien avant le début de la « transition démocratique ». Ce sont surtout les organisations non gouvernementales de développement (ONGD) qui sont porteuses de ce dynamisme. Celles-ci se sont développées surtout au Kivu et essentiellement pour deux motifs interdépendants. Le premier est l'essor d'une couche de cadres formés dans un système d'instituts supérieurs branchés sur des formations non académiques et plus professionnelles : formation des maîtres de l'enseignement secondaire (Institut supérieur pédagogique), de cadres médicaux (Institut supérieur de techniques médicales) et surtout d'agents de développement rural (Institut supérieur du développement rural)<sup>50</sup>. Le second est le tarissement de l'emploi dans la fonction publique locale depuis que le Zaïre est soumis aux injonctions de l'ajustement structurel : nombre d'enseignants et de cadres professionnels formés dans ces instituts supérieurs, sans emploi ou à la recherche d'une meilleure rémunération, créèrent leurs ONG et y trouvèrent un débouché professionnel<sup>51</sup>.

---

les nouvelles relations de pouvoir. » Voir Peter GESCHIERE, *op. cit.*, p. 24 ; voir aussi M. ROWLAND et Jean-Pierre WARNIER, « Sorcery Power and the Modern State in Cameroon », *Man*, 1988, n° 23, p. 118-132.

50. Voir VOIX DU TIERS MONDE, *Chronique d'une société civile en formation au Sud-Kivu*, CEPAS, Kinshasa, s. d., p. 6 sq. Entre 1971 et 1990, l'Institut supérieur de développement rural a mis sur le marché 710 cadres et techniciens du développement rural (chiffres cités par la revue *Amuka*, n° 33-34, mars 1990-mars 1991).

51. *Ibid.*, p. 6-7.

En 1978, un certain nombre de ces ONG s'assemblent dans un mouvement qui traduit bien la volonté de ces « nouveaux cadres » de constituer une force politique émergente : le mouvement « Solidarité paysanne ». Celui-ci constituera la pépinière de toutes les petites associations civiles créées par la suite au Kivu. « Solidarité paysanne » est mise sur pied par une petite équipe d'intellectuels zaïrois issus pour la plupart de l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu.

Entre 1980 et 1985, les animateurs de SP mettent en place une série de structures de réflexion et d'expression paysannes qui débouchent sur la création de quatre-vingts coopératives et associations, fédérées en 1985 dans la FERCOP (Fédération régionale des coopératives paysannes de la région du Kivu). Après dix années, l'influence et les actions de SP s'étendent de Beni à Fizi en passant par Kindu (Maniéma). Elle a réussi à s'imposer par son sérieux — il n'y eut jamais une seule accusation de « détournement » y compris dans les milieux qui la jalourent — sur la scène internationale et a maintenu son objectif de départ : « Aider les populations, principalement les paysans, à maîtriser leurs conditions de vie et de travail et à améliorer leur situation sociale et matérielle<sup>52</sup>. » Un peu partout dans les deux Kivu, elle a contribué au développement de formes d'organisations novatrices et a ouvert de nouvelles filières de production régionale (riz, matériaux, stockage, artisanat...). A la fin des années quatre-vingt, elle entame un processus de réflexion sur son efficacité et s'efforce de rectifier les erreurs de croissance qu'elle a commises : stratégie trop volontariste et trop « idéologique » insuffisamment fondée sur les réalités concrètes, « avant-gardisme » militant, mauvaises (ou absence de) relations avec les pouvoirs publics et avec les autres structures de la société civile (notamment celles liées à l'Église catholique), manque de coordination entre les différents programmes et projets, etc.<sup>53</sup>.

Depuis le début de la transition, SP s'est en fait diluée dans différentes ONGD (Anti Bwaki, Uwaki, ADI-Kivu, etc.), dont beaucoup ont clairement occupé le devant de la scène en tant que porte-parole de la société civile du Kivu, particulièrement au Sud-Kivu. A l'époque de la mise en route de la Conférence nationale où ils furent parmi les plus actifs, les acteurs des ONGD de la région ont réussi à contrecarrer les manœuvres dilatoires des hommes politiques locaux, qui cherchaient à imposer leur propre liste de participants de la société civile à la conférence. Par la suite, leurs principales figures de proue occuperont souvent les postes de direction du Conseil national des ONG de développement du Zaïre (CNONGD).

Même si leur action a été et est encore très souvent freinée par des conflits de « chefs »,

---

52. Olivier LE BRUN, « Solidarité paysanne : réalisations, problèmes et perspectives », mission d'évaluation au Zaïre, 14 mai au 12 juin 1989, s. I., Novib, juillet 1989, p. 32.

53. *Ibid.*, p. 32 sq.

les ONGD du Kivu n'en ont pas moins été des interlocuteurs politiquement incontournables. La désignation de l'un de leurs leaders, Pierre Lumbi, un des fondateurs de SP, comme ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Tshisekedi a créé un malaise évident au sein des ONGD du Kivu : en 1995, elles ont signé, avec des représentants des ONG du Rwanda et du Burundi, un code d'éthique prévoyant l'incompatibilité entre une activité politique et un mandat de responsable d'ONG<sup>54</sup>.

Par ailleurs, on ne doit pas négliger le fait que, outre les ONG liées à l'Église catholique — qui appartient à la catégorie des grands concessionnaires fonciers —, beaucoup de grosses ONGD indépendantes (ADI-Kivu, Anti Bwaki, etc.) sont elles-mêmes devenues, au fil des ans et à l'instar des membres des professions libérales, des possesseurs fonciers ou des candidats à la propriété foncière importants : Séverin Mugangu signale qu'on assiste de leur part à une « ruée vers les terres rurales [...] rachetées à des notables coutumiers<sup>55</sup> ». Enfin, les ONGD du Kivu ont pu aussi disposer de financements importants de la part des coopérations bilatérales et multilatérales étrangères, ce qui leur a procuré une grande capacité d'autonomie à l'égard d'un État défaillant sur le plan local<sup>56</sup>. Durant la « transition », le Sud-Kivu a largement échappé aux pillages commis, partout ailleurs, en septembre 1991 et en janvier 1993, par les militaires, les ONG s'associant souvent aux commerçants pour payer la solde des garnisons locales.

Il est donc logique que les ONGD, devenues des actrices hautement visibles dans la région, se soient positionnées comme médiatrices dans la conflictualité en cours au Kivu, conflictualité dont la dimension foncière est toujours sous-jacente. Beaucoup d'entre elles, soutenues par les coopérations bilatérales extérieures, se sont lancées, avec des groupes d'intellectuels de Bukavu et de Goma, dans un nouveau créneau porteur : les activités d'animation et d'information sur la démocratie, la défense des droits de l'homme, le développement d'une nouvelle « culture politique » à la base, etc.

Ce rôle de médiation de la part de ce que d'aucuns considèrent comme une « nouvelle petite bourgeoisie » en formation sera principalement exercé à la suite des affrontements sanglants qui se produisent au Nord-Kivu en 1993 et dont nous rappelons ici les principales étapes.

— Au moment où les listes des participants à la CNS sont établies, les représentants banyarwanda du Nord-Kivu en sont exclus, parce que considérés comme « non zairois ».

— Une « mutuelle tribale », Magrivi, se crée dans le Masisi : ses dirigeants déclarent

54. « Code de conduite des ONGD du Zaïre, du Rwanda et du Burundi », Kinshasa, 21 juillet 1995, chapitre IV.

55. Séverin MUGANGU MATABARO, *La Gestion foncière...*, op. cit., p. 345.

56. Voir à ce sujet Bosco MUCHUKIWA, « Les ONG locales : pouvoir et contre-pouvoir au Zaïre », note de travail, Archives du CEDAF, n° III-2696, s. d.

que les Banyarwanda ne reconnaîtront plus l'autorité locale et ne paieront plus l'impôt à cette autorité.

— Suite à un incident mineur, des bagarres éclatent sur un marché situé à l'ouest du Masisi. Le conflit se répand comme une traînée de poudre dans tout le territoire et dans les collectivités de Bwito, dans la zone de Lubero de même que dans la région occidentale de Walikale. On dénombre environ 3 000 morts et plus de 150 000 déplacés.

— En mai-juin 1993, Mobutu intervient personnellement dans le conflit et se rend à Goma ; 500 éléments de la division spéciale présidentielle (DSP) sont envoyés dans la région : selon de nombreux témoignages, l'ordre public est maintenu grâce à une simple démonstration de force de la division et sans qu'un coup de feu ne soit tiré. Le président finance une « commission régionale de pacification<sup>57</sup> ».

— A la fin de septembre, un calme précaire est revenu dans la région et certains déplacés commencent à rentrer chez eux.

A cette époque, les conditions paraissent réunies pour une « mise à plat » des différents ingrédients d'un conflit que, l'implosion de l'État aidant, personne ne peut prétendre remporter. Un projet de réunir toutes les parties en conflit est lancé dès octobre 1993 par le doyenné de Mweso en concertation avec les responsables d'une ONG opérationnelle dans les collectivités de Bwito (zone de Rutshuru), de Bashali (zone de Masisi) et de Wanyanga (zone de Walikale)<sup>58</sup>.

Une des originalités du projet est de rassembler non pas des hommes politiques, mais des mandataires de groupements, des commerçants, des enseignants, des représentants d'ONG locales, des curés de paroisse, des pasteurs (y compris ceux des Églises néo-apostolique, adventiste et kimbanguiste), des officiers de la DSP, des responsables de coopératives, des chefs coutumiers, des capitas de village, des petits fonctionnaires locaux, de simples paysans, bref tous ceux qui pouvaient être les porte-parole des griefs exprimés au niveau du terroir local. Au total, 88 « acteurs » locaux et 30 « observateurs » invités participent à cet exercice qui se tient dans la concession de la ZTM (Zaire Tea Management) à Mweso, dans la zone de Rutshuru.

Une autre originalité de la rencontre réside dans la méthodologie choisie : les organisateurs se refusent à parrainer des séances « académiques », des exposés généraux sur la « démocratie », des discours bien intentionnés sur la « non-violence », des recommandations taillées sur mesure par les organisateurs. En fait, la rencontre est « scientifiquement » menée en utilisant la méthode dite d'« arbre à problèmes », c'est-à-dire la définition des

---

57. Selon un participant à cette commission, 10 millions de zaires sur les 150 attribués par le président Mobutu sont arrivés à la commission. Voir François-Xavier NZABARA MASETSA, « La "guerre" dans la zone de Masisi », *Dialogue*, n° 192, août-septembre 1996, p. 52.

58. Il s'agit d'ACODRI, Action communautaire pour le développement rural intégré.

attentes de chaque partie en conflit, l'analyse que chaque communauté se faisait du problème, la recherche des pistes de solutions, les recommandations convergentes et divergentes exprimées par chaque partie, et finalement la recherche de ce sur quoi chaque groupe pouvait être d'accord. A chaque étape, les ateliers, conduits par un facilitateur canalisant les débats et composés des représentants des trois communautés ethniques qui s'affrontent dans la région (Nande, Hunde-Nyanga et Hutu-Tutsi), s'obligent à restituer lors d'une séance plénière le contenu de l'« arbre à problèmes » ou de l'« arbre à solutions ». A chaque phase de l'exercice, les participants des ateliers « communautaires » se doivent de hiérarchiser les problèmes identifiés pour atteindre le point de blocage central. Il en va de même pour les solutions proposées et les recommandations finales. Logiquement, on arrive ainsi à une liste de points pouvant être négociés et de points qui ne peuvent pas (encore) l'être.

Un premier constat émerge de ces « journées de réflexion <sup>59</sup> ». Après dépouillement des documents rédigés par les participants sur la cause du conflit, deux occurrences apparaissent comme les plus significatives : selon la majorité, la « guerre » exprime *d'abord* un problème de « nationalité », *ensuite* une « course au pouvoir pour avoir des terres ». La mise en évidence de la primauté des questions d'*identité* et de *pouvoir* indique que les parties en conflit sont d'abord en quête d'un statut avant d'être sécurisées sur le plan de la seule propriété foncière, qui est elle-même définie en termes de pouvoir.

En ce qui concerne les pistes de solutions proposées, beaucoup tournent autour de la problématique du partage du pouvoir (28 occurrences sur un total de 57). Le tableau ci-dessous présente les axes de solutions selon les différentes communautés ethniques.

#### SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES PROBLÈMES ET DE LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

<i>Communauté</i>	<i>Problème central</i>	<i>Solution centrale</i>
Hutu-Tutsi	Mauvais pouvoir d'une seule ethnie.	Partage du pouvoir entre ethnies.
Nande	Course au pouvoir dans une collectivité-chefferie.	Que le pouvoir coutumier se fasse accepter par tous et que les chefs soient crédibles et instruits.
Hunde-Nyanga	Conquête du pouvoir et des terres.	Mettre fin à la conquête du pouvoir et des terres dans le respect absolu de l'autorité coutumière.

59. Diocèse de Goma et ACODRI, « Journée de réflexion et de sensibilisation à la réconciliation et à la cohabitation pacifique des ethnies tenues à ZTM Mweso du 25 au 28 novembre 1993, rapport final », Goma, s. d.

Lorsque les participants en viennent aux recommandations concrètes, les désaccords se manifestent sur plusieurs points clés : la transformation de chefferies en secteurs, c'est-à-dire en entités administratives non régies par la coutume, le partage du pouvoir entre ethnies, l'exigence d'instruction pour les chefs coutumiers, la poursuite en justice des « mauvais chefs », etc., proposés par le groupe Hutu-Tutsi sont rejetés par l'accent mis par la partie adverse (Hunde-Nyanga) sur le respect des lois par l'État zaïrois lui-même, notamment celles ayant trait à la nationalité, à l'organisation des chefferies et au désarmement des civils.

Les divergences relatives aux chefs coutumiers renvoient à un malentendu culturel fondamental entre les « Rwandais » et le groupe Hunde-Nyanga sur la question de l'acquisition des terres. Pour les premiers, les paiements effectués aux chefs pour leur acquisition représentent un achat en bonne et due forme : au Rwanda, où l'achat de terre est en principe illégal, une distinction est opérée entre terres achetées et terres mises en location. Pour les Hunde et Nyanga, en revanche, lorsqu'un chef « donne » une terre à un étranger contre redevance, il ne la vend jamais ; il ne fait que la concéder provisoirement : ici, le paiement de la redevance est une reconnaissance en bonne et due forme de l'autorité du chef.

Suite à l'intervention modératrice des représentants nande et à l'issue de « clarifications » apportées par les autorités civiles, militaires et par des intervenants extérieurs, certaines divergences peuvent finalement être harmonisées par l'acceptation d'un recours à des arbitrages nationaux (pour ce qui regarde la nationalité ou la réorganisation éventuelle des collectivités par exemple) ou régionaux (respect des lois sur l'immigration et la police des étrangers). A l'issue des journées, une vingtaine de résolutions sont adoptées et contresignées par tous les participants : au niveau des responsabilités locales et régionales, on se met d'accord sur la nécessité pour les chefs coutumiers d'écouter davantage les doléances de *tous* leurs administrés, sur la représentation d'une autorité allochtone indépendante, dans les réunions des « mutuelles ethniques », sur la mutation des éléments des forces de l'ordre originaires du Nord-Kivu et sur le retour des populations déplacées dans leurs villages, retour qui devrait être pris en charge par les autorités régionales et les ONG.

L'accalmie provisoire qui s'installa dans le Bwito, le Bwisha et les collectivités au nord-ouest de Walikale fut sans doute liée à la tenue des journées de réflexion. Mais, dès le début du mois de janvier 1994, de nouvelles violences survinrent dans cinq groupements du Masisi. Les organisateurs de la première série des « journées de réflexion » convinrent que des carences pouvaient avoir existé au niveau du suivi des résolutions. « Par exemple, c'est seulement le 25 janvier [1994] qu'une délégation des ONGD a été reçue par le gouverneur pour parler des recommandations adressées à l'autorité provinciale. Aucune rencontre n'a été [organisée] avec les chefs coutumiers, aucune visite systématique ne fut organisée en faveur des masses paysannes concernées, aucune rencontre avec les responsables de la sécurité (ex. DSP et autres, gendarmerie, etc.) ne fut sollicitée pour appro-

fondir avec ces responsables les voies et les moyens de rendre définitive la paix qui amenait les ONGD à penser au retour massif des déplacés dans leurs milieux respectifs<sup>60</sup>. » En outre, les autres collectivités de la région où les Nyanga-Hunde s'affrontaient aux Banyarwanda n'avaient pas été touchées par les résultats des journées de réflexion.

De nouvelles rencontres sont donc préparées par deux des organisateurs des premières journées de réflexion, le GEAD et l'Église néo-apostolique, qui proposent la même méthode de décantation des conflits que celle utilisée en novembre. Ouverte le 13 février, la rencontre rassemble *grosso modo* le même type de public que précédemment : planteurs, éleveurs, commerçants, éducateurs, chefs de village, agents de collectivités, poli-

## DÉBAT SUR LES RÉOLUTIONS À PRENDRE (EXTRAITS)

<i>Au sujet de</i>	<i>Position des Hunde et Nyanga</i>	<i>Position des Hutus et Tutsis</i>
Hostilités Pillage Chefs coutumiers Nationalité Conquête du pouvoir Pouvoir coutumier Ordre public « Déplacés »	Cessez-le-feu. Cesser les pillages. Retour des chefs dans leurs juridictions. Respect de la loi en matière de demande de nationalité. Éviter les moyens malhonnêtes Pouvoir héréditaire.  Suppression des « comités de paix » institués pendant les hostilités <sup>61</sup> .	Arrêt des hostilités. Arrêt immédiat des pillages. Retour de ceux qui n'ont pas trempé dans les massacres.  Partage du pouvoir. Plus de chefferies mais des secteurs. 1. Retrait des militaires appartenant aux groupes ethniques de la région. 2. Désarmement des milices privées. 3. Voies d'accès à la région contrôlées par des équipes interethniques. Retour dans leurs ressorts respectifs.

Source : « Journées de réflexion sur la pacification des zones de Masisi et Walikale », Masisi, 13-17 février 1994, annexe 19.

60. GEAD, « Introduction aux journées de réflexion sur la cohabitation pacifique interethnique à Masisi », Journées de réflexion sur la pacification des zones de Masisi et de Walikale, Masisi, 13 au 17 février 1994, p. XX.

61. Il s'agit en fait de groupes qui se sont organisés chez les Banyarwanda pour leur autodéfense.

ciers, représentants d'Églises et d'ONGD, etc. A la différence des journées précédentes, on enregistre une participation plus conséquente des autorités régionales et locales à la rencontre (représentants du gouverneur, représentant du SNIP, chefs de collectivité...). En revanche, les représentants de l'ethnie nande qui avaient pu jouer un rôle de modération en novembre 1993 ne sont pas présents.

Comme cela s'était passé à Mweso, les participants voient dans la « course au pouvoir » et dans la question de la nationalité les deux points d'accrochage entre les communautés. Selon eux, les causes des « malheurs » de la région sont de quatre ordres :

- 1) irresponsabilité de l'État à tous les niveaux dans la question de la nationalité ;
- 2) manipulations politiciennes via les « mutuelles tribales » (Magrivi et Bushenge Hunde) ;
- 3) l'« ouverture démocratique » (la CNS est citée comme l'une des causes de la guerre) ;
- 4) les conflits économiques et fonciers.

Sur le plan des solutions à adopter, on assiste aux mêmes divergences que précédemment.

Si tous les participants se rejoignent dans l'exigence d'une cessation des hostilités, on notera que, sur beaucoup de points (loi sur la nationalité, accès au pouvoir, légitimité des chefs coutumiers « autochtones »), les divergences subsistent.

#### RECOMMANDATIONS DES JOURNÉES

<p>Hostilités et pillages Chefs coutumiers</p> <p>Nationalité Conquête du pouvoir Ordre public</p> <p>Déplacés</p>	<p>Cessation immédiate. Retour des chefs coutumiers mais organisation d'un « sondage administratif » sur les responsabilités. A traiter au niveau national. Compétence de l'assemblée provinciale. Soumis à l'attention des « services spécialisés » et aux autorités militaires compétentes. Retour dans leurs biens et leurs emplois. Réhabilitation confiée aux ONGD et aux Églises locales.</p>
--	---

Source : établi d'après les documents des journées d'études, *op. cit.*

A l'issue des journées, un accord explicite intervient sur la nécessité d'arrêter les hostilités. Cependant, les divergences de fond n'ont pas été résolues : les parties en conflit ont seulement accepté que ces points soient gérés par l'État, par les niveaux hiérarchiques supérieurs (province), voire par des organismes privés (ONG, Églises).

A ce stade, le bilan des deux séries de rencontres peut être considéré comme positif. S'il est vrai que les problèmes de fond n'ont pas trouvé de début de solution, la tension dans

le Masisi a baissé d'un cran du fait sans doute que les protagonistes se sont rencontrés et se sont parlé. Dans cette perspective, on pourra constater que le « discours » paraît quitter le registre de la logique purement « persécutive » au profit d'une logique de négociation et de mise à plat des divergences. Une seconde caractéristique du discours est l'insistance mise sur le recours non plus à l'intervention d'un « prophète », mais bien à celle, plus impersonnelle, de l'État et des lois. De ce point de vue, ce type de rencontre contraste avec la manière dont la conflictualité est gérée à la même époque dans le Maniéma voisin, où les différents protagonistes d'une querelle de représentativité entre élites warega de Kindu et élites warega du territoire de Pangi préfèrent faire encore appel à l'arbitrage personnel du « Prophète » et « Père de la nation », considéré dans ce cas comme le gardien et le garant des traditions<sup>62</sup>.

Les « journées de réflexion » et la méthodologie qui y fut mise en œuvre n'ont certes pas encore véritablement fait école. Il n'en reste pas moins vrai que, un peu partout dans le Kivu, des rencontres se sont multipliées au cours desquelles des acteurs locaux vinrent exposer, au nom de leurs « constituants », une série de doléances sur des situations concrètes et inacceptables selon eux : plaintes de paysans dépossédés de leurs terres par de grandes sociétés de la place et exigeant des indemnités décentes, réclamations de populations s'estimant « minorisées » par de « grandes ethnies » majoritaires (par exemple, les Pygmées du Nord-Kivu ou les Banyamulenge du Sud-Kivu), dénonciation du caractère artificiel de la « bipolarisation » politique et de ses effets pervers au niveau local, exigence d'une plus grande participation des femmes dans la vie locale, etc.<sup>63</sup>.

Ces rencontres, le plus souvent prévues et animées (avec de très petits moyens) par des organisations de la société civile (ONG, Églises, enseignants, etc.), ont constitué autant d'interpellations adressées aux autorités provinciales dans la foulée de la « transition démocratique ». Elles ont servi et servent encore à ébaucher une dynamique de la citoyenneté par le biais d'une « éthique de la discussion » et de la « négociation » et non d'une éthique de la soumission au commandement du « Prophète ».

Il n'est pas impossible que cette éthique puisse d'ailleurs recevoir l'appui d'autres catégories sociales que celui de la société civile, et notamment de ceux que l'on continue à considérer comme les « sages » du Zaïre. Il est significatif en tout cas qu'en décembre dernier un regroupement de ceux qui se sont appelés les « pères de l'indépendance », c'est-à-dire des hommes politiques ayant aujourd'hui atteint la soixantaine et ayant exercé de

62. Voir Jean-Claude WILLAME, « Un autre regard sur la conflictualité politique au Zaïre », art. cité.

63. Voir par exemple le séminaire-atelier tenu à Bukavu par l'Association des politologues du Sud-Kivu pour l'action et l'éducation à la démocratie (APOSKI-ADE) sur « Populations autochtones, droits de l'homme et société démocratique », Bukavu, juillet 1993. Aux séminaires-ateliers organisés par l'APOSKI-ADE on doit ajouter les nombreuses rencontres et débats organisés par des réseaux d'ONGD du Sud-Kivu (GEAPO, IRED, PREFED, GRAPES...).

hautes fonctions dans les institutions nationales et provinciales en 1960-1961, a plaidé vigoureusement pour que l'on gomme les aspérités de la loi sur la nationalité de 1981 en reconnaissant la nationalité zaïroise aux Tutsis et aux Hutus présents au Zaïre avant le 30 juin 1960. Tout en condamnant sévèrement la situation de guerre actuelle et notamment l'« invasion rwandaise », ils n'hésitent pas à heurter leurs « jeunes collègues » politiciens du Kivu en affirmant que, « en matière de nationalité et de cohabitation des populations, toute politique d'exclusion et de discrimination pratiquée à l'égard des individus ou des groupements de population de nationalité zaïroise, fondée sur l'origine ethnique ou tribale, le faciès et la couleur de peau, est condamnable. Dans cet ordre d'idées [le groupe] invite les pouvoirs publics à éviter [...] toute politique ou toute pratique mettant en danger la sécurité intérieure et extérieure du pays par la remise en question systématique des droits des individus acquis en vertu des lois du pays et garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen <sup>64</sup> ».

Proclamée à une époque où la chasse aux Rwandais est devenue monnaie courante à Kinshasa, cette déclaration ne manque pas d'audace : elle indique en tout cas que des lieux de négociation existent bel et bien au Zaïre.

### Une gestion des crises par des « seigneurs de la guerre » ?

Le déferlement des réfugiés rwandais au Kivu à partir de juillet 1994, l'insécurité induite par leur présence et surtout la « prise » de Goma et de Bukavu en octobre 1996 par des bandes armées tutsies sont venus mettre (provisoirement ?) un terme aux espoirs que l'on pouvait placer dans un mode négocié de gestion des conflictualités. Visiblement, les deux Kivu sont devenus le champ d'action à la fois d'ingérences militaires extérieures de la part de pays voisins (Rwanda et Ouganda), qui cherchent à se protéger contre les bandes armées opérant aux frontières du Zaïre, et surtout de cette nouvelle génération de cadets sociaux sur lesquels ni le « système Mobutu » ni la société civile organisée n'ont de prise et qui, un peu partout en Afrique (Angola, Mozambique, Érythrée, Somalie, Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Liberia, etc.), se transforment en « seigneurs de la guerre ».

Dans le cas précis du Kivu, leur succès a été directement induit par l'implosion de l'État et, en particulier, par l'effondrement d'une armée qui, depuis 1992, ne subsiste plus que dans une logique de pillages et de violences. Le vide créé par les désertions des autorités civiles et militaires aura vite été rempli par des bandes armées et leurs chefs de guerre dont les modèles de référence sont pluriels.

---

64. Déclaration de l'« ordre des pères de l'indépendance » au Palais de la nation. Cité par *La Référence Plus*, Kinshasa, 7 décembre 1996, p. 4.

D'une part, certaines d'entre elles, appuyées sur le plan logistique par le pouvoir de Kigali et par Kampala, sont visiblement inspirées par les tactiques de guérilla du Front patriotique rwandais et de l'armée de Museveni, qui ont fait leurs preuves : elles désignent en leur sein des « commissaires politiques » ou « politico-militaires » comme le FPR rwandais l'avait fait dans les zones « libérées » en 1994, elles prennent soin aussi d'entretenir une image d'acteurs de la pacification qui est évidemment à l'inverse de celle offerte par une armée zaïroise en débandade.

D'autre part, les référents de la rébellion des années 1960-1963 ont refait surface comme si une diaspora d'exilés, ayant réussi à réactiver le thème de la « libération nationale » ainsi que les rituels magiques des rébellions, voulait se faire une place au soleil de l'opposition en rejouant une ancienne partition de l'histoire du Zaïre. La probable réactivation des maquis plus ou moins dormants de la poche rebelle de Fizi-Baraka, qui n'a jamais été réellement contrôlée, la soudaine apparition des « jeunesses » bavira tatouées, qui ont, selon des témoins, « nettoyé » la ville d'Uvira d'une soldatesque infraprolétarisée, la curieuse alliance conjoncturelle entre les « rebelles tutsis » et les « Mai Mai <sup>65</sup> » du Nord-Kivu, qui, par leur magie, ont terrorisé l'armée zaïroise (cible principale de leurs attaques), et enfin le retour sur scène de vieilles figures de la rébellion ou de Zaïrois exilés (Laurent Kabila au Sud-Kivu, le « commandant » Kisase Ngandu, un exilé kasaïen à Kampala <sup>66</sup>, au Nord-Kivu) sont autant de manifestations de cette histoire rejouée.

Le rappel des anciennes rébellions est aussi inscrit dans les premiers textes « idéologiques » diffusés par les chefs du mouvement. Le « Programme de l'idéologie politique » qui sert de référence obligée pour les cadres envoyés en formation contient une série de « leçons » dont la première concerne les « sept causes de l'échec de la révolution 1964-1965 au Congo » : manque de plan, de stratégies et de tactiques de guerre, incapacité d'administrer et de contrôler des espaces territoriaux trop rapidement conquis, croyance aux fétiches, etc. Dans ce programme, un accent particulier est également mis sur la réalité de « classes sociales » au Zaïre, dont la nomenclature s'inspire du discours marxisant des années soixante. Sept classes sociales sont ainsi répertoriées : bourgeoisie bureaucratique, bourgeoisie compradore, bourgeoisie nationale, petite bourgeoisie, cultivateur, classe ouvrière et prolétaires <sup>67</sup>. C'est ce qui fait dire au représentant d'une ONG de Bukavu que ce *leadership* « [reste] prisonnier de ses vieux schémas de rebelle muléliste des années

65. Les « Mai Mai » constituent un groupe hétérogène de jeunes déracinés dont l'origine ethnique est multiple et qui combattent l'armée zaïroise et les réfugiés rwandais en utilisant les artifices magiques des rébellions des années soixante. Ils ont d'abord été les alliés des rebelles banyamulenge avant de se retourner contre eux parce que « non originaires » du Zaïre.

66. Ce leader rebelle aurait été assassiné dans des circonstances non élucidées. Soit il aurait été abattu au cours d'une escarmouche avec des « Mai Mai » au Nord-Kivu, soit il aurait été éliminé par Laurent Kabila.

67. Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, *Programme de l'idéologie politique*, s. l., s. d.

1964 et suivantes et qu'il [méconnaît] totalement les réalités politiques du Kivu d'aujourd'hui. Cela l'a disqualifié aux yeux des gens. Il a vraiment un parfum *old fashioned* [vieux jeu]<sup>68</sup> ».

Le troisième modèle de référence des « seigneurs de la guerre » est moins apparent et peut-être aussi plus problématique : il porte sur une probable stratégie d'insertion dans les multiples réseaux du trafic clandestin à longue distance, particulièrement celui de l'or<sup>69</sup> et du diamant en provenance du Kasai, qui relève de l'économie populaire et dont les ramifications aboutissent au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique *via* les pays de l'Afrique de l'Est. Outre qu'ils constituent le principal lieu d'évacuation et d'approvisionnement de l'est du Zaïre, le Nord et le Sud-Kivu sont aussi un pôle d'attraction naturel pour toutes sortes de mafias est-africaines attirées, comme ce fut le cas au Liberia avec les Nigériens, par des prédatons rapides dans des territoires en guerre. Le fait que le richissime homme d'affaires Bemba Saolona ait rejoint en février 1996 le camp de ceux qui veulent négocier avec les rebelles pourrait indiquer que les milieux d'entreprise zaïrois souhaitent ne pas perdre une mise, importante pour certains d'entre eux. Par ailleurs, à partir du moment où il était clair que Kabila visait la conquête du Zaïre, Goma est devenue la plaque tournante de plusieurs grandes sociétés minières internationales venues s'enquérir des plans et des intentions des chefs de guerre en matière de concessions minières au Kivu mais aussi au Shaba.

Les modes de gestion du pouvoir par ces bandes hétérogènes et leurs « chefs » ne sont pas encore clairs. Les premiers témoignages de terrain venus de Bukavu font surtout état d'une simple occupation physique par une armée d'« étrangers » — on les appelle les *affendins*, terme arabo-swahili dérivé de *effendi* — sans que cette occupation ne soit suivie d'un projet d'« installation » un tant soit peu permanent.

« [...] Ces “gens d'armes” (pas vraiment des soldats, pas vraiment des militaires) ne sont pas du tout des citoyens ; ce sont des montagnards qui étaient habitués à vivre dans les solitudes et dans un confort très fruste. Pas étonnant qu'ils restent très méfiants devant les véhicules (ils conduisent très mal ceux qu'ils ont annexés), les moyens de communication électronique, les grandes maisons, etc. Un peu envieux aussi [...]. On a un peu l'impression qu'ils ont pris un peu trop rapidement un morceau un peu trop gros, difficile à digérer. Une administration civile tarde à se mettre en place tandis qu'une certaine ivresse de victoire est encore vécue par les “combattants” [...]. L'impression générale est

---

68. « Message... », *op. cit.*, p. 7. A Goma, le pouvoir rebelle a depuis lors organisé sur le mode maoïste des cours d'éducation politique pour « rectifier » les mentalités des élites locales.

69. Plus de 70 % de l'extraction de l'or au Zaïre est effectuée artisanalement. Lors de l'irruption des « rebelles » banyamulenge au Sud-Kivu, les populations locales se livrant à ce genre d'exploitation ont totalement pillé et détruit les installations de la Sominki, dont le nouvel acquéreur, le groupe Cluff, avait décidé d'expulser tous les orpailleurs de ses concessions.

pourtant que la mayonnaise ne prend pas et même qu'elle risque de rater. Cela traîne trop ; il y a trop de signes émis en sens contradictoire par les nouveaux arrivés : en dépouillant des maisons abandonnées, ils ne donnent pas l'impression de vouloir rester et prendre racine, mais plutôt de rafler avant de partir. [Il y a] trop de tiraillements entre les branches militaire et civile [...]. Un témoin me signalait ce matin que les Banyamulenge ont raflé le bétail dans la chefferie de Kabare, y compris plusieurs dizaines de vaches du *bwami* [cour et domaine du Mwami] : une telle maladresse psychologique est étonnante de la part de gens qui sont des éleveurs traditionnels dans les montagnes et qui connaissent la valeur symbolique du bétail du Mwami <sup>70</sup>. »

Après quelques mois, cette « armée » d'étrangers a été rendue plus hétérogène par l'intégration d'anciens « gendarmes katangais » qui avaient participé aux guerres du Shaba de 1977-1978. L'arrivée de ces gendarmes a diminué progressivement le sentiment d'être « occupé ». « Ils sont des nôtres, ils vont nous défendre contre les *affendins* », a-t-on entendu dire à Bukavu. Car le mécontentement était réel à Bukavu :

« Lorsqu'ils sont arrivés, rapporte un témoin, les Banyamulenge tutsis ont d'abord dit qu'ils rentreraient chez eux, leur objectif étant de chasser les réfugiés des camps. Ils sont restés et ont commencé à manifester un sentiment de domination et de dédain à l'égard des "Zairois". Il y a eu des bastonnades, des humiliations de toutes sortes. Au début, ils ont voulu occuper toutes les places et estimaient avoir droit à tout. Mais les universitaires zairois sont allés protester chez Kabila et chez le commandant Masasu, un originaire du Kivu, ils ont même fait circuler des tracts et créé des associations contre la "tutsification" de Bukavu <sup>71</sup>. »

A Goma, ce « pouvoir militaire » est beaucoup plus hétérogène. Selon les premiers témoignages, les « rebelles » constituent un assemblage de soldats rwandais, de Tutsis zairois, de « mercenaires » est-africains ou même éthiopiens et libériens, peut-être assistés ou surveillés par quelques conseillers noirs américains <sup>72</sup>. Les premiers témoignages en provenance du Nord-Kivu soulignent surtout la méfiance des populations et des élites locales à prendre langue avec le pouvoir rebelle.

« Chez les Banande, les populations ont fui bien avant l'irruption des bandes rebelles. Ils fuient tout contact avec eux en se réfugiant en brousse ou dans les forêts avoisinantes. Tous les biens et les avoirs y ont été planqués. Les gros commerçants sont tous partis à

70. « Message pour Mr. G. N., CCFD, Archives de l'Institut africain-CEDAF, III-2696, Paris, p. 4-5. Selon d'autres sources, le bétail capturé servirait à déminer certaines routes d'accès à Bukavu.

71. Témoignage recueilli à la fin du mois d'avril.

72. Plusieurs témoignages ont fait état de la présence d'« instructeurs américains » à Gikongoro (Rwanda) sans que l'on sache s'il s'agit d'éléments relevant d'une « société de gardiennage » privée ou de militaires détachés par la CIA ou le Pentagone. Ces « instructeurs » se seraient trouvés sur le « front rebelle » dans la région de Goma. Communication personnelle.

Kinshasa, à Kampala, à Nairobi, voire à Lusaka. Ils ne peuvent absolument pas se satisfaire d'une scission *de facto* du Nord-Kivu : pour eux, le Zaïre reste un marché trop important pour être lâché. D'autres notables ne souhaitent pas se montrer et se sont réfugiés à l'intérieur du pays nande. Tout le monde craignait non pas tant les rebelles, mais surtout les représailles qui pourraient résulter d'une contre-offensive de l'armée zaïroise. Les populations avaient à l'esprit les dizaines de villages qui ont été brûlés par cette armée en septembre : on y recherchait les "Bangilima" qui étaient dans la région. Progressivement toutefois, les choses commencent à rentrer dans l'ordre à mesure que le "front" se déplace à l'ouest et au sud. Les commerçants (sauf les tout gros) commencent à rentrer<sup>73</sup>. »

Au fil de leur avancée, les chefs du mouvement ont voulu démontrer le caractère autochtone de celui-ci en absorbant aussi d'anciens rebelles, comme les ex-gendarmes katangais (les *tigres*) précédemment cités. Il est évident que Kabila et son entourage cherchent visiblement à « zaïrianiser » la guerre en désignant des « commandants » ou des gouverneurs de région qui soient des ressortissants du pays.

En théorie, on pourrait avancer qu'en faisant inopinément irruption sur le devant de la scène politique et en capitalisant sur l'effet de surprise, ces rebelles « détribalisés » seraient susceptibles de casser les cercles vicieux identitaires et politiques qui existent à l'état larvé dans le Kivu montagneux depuis plus de vingt ans et dont les populations locales ne veulent plus. Dans cette hypothèse, les crises politico-ethniques seraient gérées autoritairement, sur le mode ougandais ou rwandais, par des pouvoirs locaux « étrangers » au terroir placés sous une tutelle ou une forme de protectorat implicite de Kigali ou de Kampala : les Zaïrois des régions libérées font souvent allusion à un pouvoir qui serait « invisible », non seulement parce que les « chefs de guerre » se rendent régulièrement au « front » mais parce qu'ils ne sont pas connus dans la région. On peut donc imaginer qu'une nouvelle donne géopolitique pourrait se mettre en place dans la sous-région des Grands Lacs avec comme corollaire une sécession de tout l'est du Zaïre qui, par le biais des réseaux commerciaux à longue distance préexistant, confirmerait une appartenance économique déjà ancienne à l'Est africain.

Un tel choix supposerait que les « chefs de guerre » puissent réussir à sécuriser des populations épuisées par les « guerres de nationalité » et surtout par les vagues successives de pillages perpétrés par une armée zaïroise en déroute. On peut dire que, sur ce point précis, l'effet recherché a été pour le moment atteint : tous les témoignages concordent sur le retour de la sécurité dans les agglomérations « conquises ». Sur les marchés, on voit à nouveau les billets de banque s'étaler dans les échoppes et, chose jadis impensable, on voit les nouveaux soldats de l'Alliance effectuer leurs emplettes...et payer leurs achats.

De toute évidence, ces chefs capitalisent la traditionnelle opposition de la plus grande

---

73. Synthèse de divers témoignages recueillis sur la région de Beni-Butembo.

partie de l'est du Zaïre au pouvoir de Kinshasa et pourraient ainsi faire accepter leurs « arbitrages » par les populations. Ils font ainsi figure de « libérateurs », et l'on assiste à un rétablissement d'une sorte de *statu quo* ethnique provisoire et précaire : Banyamulenge, Banyarwanda — ces deux groupes ont désormais des représentants haut placés dans les gouvernements du Nord et du Sud-Kivu —, descendants des anciens réfugiés tutsis et même réfugiés hutus récents qui chercheraient à faire souche au Zaïre, en bref, toutes les strates successives de populations ayant immigré dans la région cesseraient de se voir dénier des droits à la résidence. A terme, le Kivu redeviendrait ce qu'il a toujours été : une terre d'immigration pouvant continuer à absorber le trop-plein démographique des collines surpeuplées du Rwanda et du Burundi.

Sans que l'on sache si ceux qui, « autochtones » ou « allochtones », se sont ralliés à l'Alliance agissent par opportunisme ou par conviction, il apparaît en tout cas que le pouvoir en place tente d'asseoir sa crédibilité en promouvant des représentants de *tous* les groupes ethniques des deux régions (Bashi, Banyamulenge au Sud-Kivu ; Hunde, Nande et Banyarwanda au Nord-Kivu) tout en retirant bien entendu les dividendes de leur « victoire » militaire. Ainsi, en février 1997, au cours d'une rencontre d'ONG du Kivu à Genève, des Banyamulenge n'ont par exemple pas caché qu'ils entendaient non seulement être regardés comme des Zaïrois à part entière, mais pouvoir disposer d'un territoire à eux dans lequel leurs propres forces de l'ordre assureraient leur sécurité. Ils entendaient aussi mettre au pas certaines ONG locales qui ne les auraient pas défendus antérieurement, en procédant au licenciement de leur personnel et en nommant des personnes qui leur étaient favorables<sup>74</sup>.

Cela signifierait aussi que l'histoire de la région aille à contresens des enjeux d'identité territoriale et d'allochtonie qui sont encore très vivaces dans les deux Kivu et où le « Tutsi » envahisseur est plus que jamais « diabolisé ». On peut toutefois douter que les « rebelles » aient un projet politique structuré qui aille dans ce sens. L'hétérogénéité socio-politique de ces groupes, leur origine étrangère, le fait que leurs porte-parole paraissent devoir donner des gages à leurs mentors de Kampala et de Kigali font craindre qu'il n'y ait, derrière ce schéma virtuel de prise en main d'un espace militarisé, qu'une simple occupation du vide politique créé par la déroute de l'État. Sans plus.

La nomenclature du *leadership* rebelle repose en théorie sur plusieurs composantes, aux noms souvent ronflants, et réunies dans un front commun, l'Association des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (ADFL). Celle-ci prétend regrouper, depuis le 18 octobre 1996, l'ancien Parti de la révolution populaire (PRP) de Laurent Kabila, un Conseil national de résistance pour la démocratie, dirigé par un ancien rebelle zaïrois résidant à Kampala, Kisase Ngandu, un Mouvement révolutionnaire pour la libération du

74. Communication personnelle.

Zaïre, dont le chef serait un Mushi de Bukavu, le nouveau parti fondé à Kigali par des intellectuels « banyamulenge » (Muller Ruhimbika et Déo Bugera), l'Alliance démocratique des peuples. Depuis le début 1997, on constate que cette nomenclature initiale s'est élargie à quelques « anciens » cadres de la rébellion exilés ou à une fraction de la diaspora zaïroise dispersée en Europe ou aux États-Unis.

A la fin du mois de novembre 1996, les « chefs rebelles », Kabila et Kisase Ngandu, ont paru vouloir s'installer dans la durée en payant le premier mois des salaires et arriérés de l'administration locale et en effectuant des nominations dans les gouvernorats du Nord et du Sud-Kivu<sup>75</sup>. Depuis lors, cependant, les fonctionnaires civils ont été contraints de travailler « par civisme », c'est-à-dire sans salaire pendant trois mois. Seuls les « soldats » sont payés sur un butin de guerre d'environ 6 millions de dollars, semble-t-il.

Dans la réalité, à l'exception peut-être des « rebelles banyamulenge », qui sont d'anciennes recrues du FPR rwandais habituées à une guérilla rurale, les « soldats de l'Alliance » paraissent pouvoir surtout compter sur une base sociale composée d'exclus vivant en marge de la société locale et qui peuvent même être des ressortissants de régions plus lointaines : on a ainsi parlé de Kasaiens expulsés du Shaba lors de l'épuration ethnique de 1992, de déserteurs de l'armée zaïroise, d'une partie des milices bangilima<sup>76</sup> du Nord-Kivu, de jeunes désœuvrés baluba provenant du Kasai oriental, etc. Ces « bandits sociaux », pour qui la possession d'une arme, facilement acquise, est instrument d'affirmation de pouvoir, formeraient les « troupes de choc » du vieux muléliste Laurent Kabila. Or, il y a longtemps que ce « chef rebelle » a déserté les maquis de Fizi-Baraka. Kabila, qui avait sa résidence principale à Dar es-Salaam tout en effectuant régulièrement des séjours au Zaïre, est ainsi devenu un *businessman* affectionnant de s'exprimer en anglais, qui a utilisé, pour le développement de ses « affaires », les contacts qu'il avait conservés avec les anciens rebelles mulélistes du maquis reconvertis dans le trafic d'or<sup>77</sup>.

75. A la fin de l'année 1996, toutefois, le pouvoir rebelle décréta que les fonctionnaires de l'administration, plus ou moins contraints à suivre des cours de « formation politique », accompliraient pendant trois mois un travail « civique » gratuit.

76. Les Bangilima, à l'instar des « Mai Mai », sont des jeunes exclus qui proviennent de différents groupes du Nord-Kivu (hunde, nande, ntembo) et qui se sont donné un nom ethnique dont l'origine n'est pas connue. Dans un premier temps, ils ont combattu les Hutus réfugiés au Zaïre. Ensuite, ils se sont alliés avec les « rebelles » banyamulenge, avant de finalement se retourner contre eux.

77. Laurent Kabila était considéré par Che Guevara, qui se trouva au Kivu entre février et juillet 1965, comme un homme peu fiable, qui « vendait du vent » : il n'était pratiquement jamais sur le terrain des opérations alors qu'il avait été désigné comme commandant de la zone est du Congo. Voir Paco Ignacio TAIBO II, Froilan ESCOBAR et Felix GUERRA, *L'Année où nous n'étions nulle part. Extraits du journal de Ernesto Che Guevara en Afrique*, Métailié, Paris, 1995, p. 145 sq. Après la rébellion, Kabila se reconvertit en « homme d'affaires » (exportation frauduleuse d'or et d'ivoire via la Tanzanie) tout en ne renonçant pas à sa carrière de révolutionnaire professionnel. Il participe en 1975 à une prise d'otages de quatre chercheurs américains et hollandais en Tanzanie et est impliqué en 1985 dans une attaque des siens contre la ville de Moba au nord du Shaba. A la fin des années quatre-vingt, il aurait été aperçu dans

Le principal « message » délivré dans les zones « libérées » par la nomenclature rebelle porte principalement sur la lutte pour « débarrasser le Zaïre du régime Mobutu », alors même que ce régime n'a plus qu'une existence purement virtuelle. Le projet politique (et économique) reste embryonnaire et le nouveau pouvoir souffre d'un manque de cadres administratifs. Le « système » de gouvernement local paraît se diriger vers un style « policier » : dès l'entrée dans les « zones libérées », les « Congolais » sont soigneusement fichés et priés de se rendre chez le « chef de quartier » qui a été désigné par les services de sécurité. On l'a vu plus haut, des formations « idéologiques » sont inculquées à ceux qui acceptent de « travailler avec l'Alliance ». A l'issue de ces formations, ils ont le choix entre être soldat, policier ou membre des services de sécurité. L'« effort de guerre » est la clé de voûte du mouvement et le restera sans doute pendant longtemps encore : les sociétés privées, les établissements commerciaux, le secteur minier surtout y « participent » en se voyant prélever une partie de leurs stocks ou de leurs avoirs contre un « reçu » en bonne et due forme ou contre une promesse de détaxation future. Dans un document établi par le nouveau « commissaire » (ministre) de l'Économie et des Finances, il est prévu que tout investisseur dans les secteurs minier, métallurgique et industriel sera contraint de verser au préalable « une caution *cash* non remboursable correspondant à 15 % de l'investissement envisagé<sup>78</sup> ». La plupart des témoignages font aussi état d'une volonté d'en découdre avec la « corruption » et de moraliser la politique. Les comptes et le produit des recettes sont rendus publics : on traque les douaniers qui se laissent tenter par le « matabiche » en les envoyant dans les geôles de l'ancien camp militaire de Rumangabo, au nord de Goma.

A défaut d'un projet politique véritablement consistant et à moins que des négociations globales puissent être amorcées au niveau national, le scénario d'une libanisation (ou même d'une « libérianisation ») de cet espace n'est nullement à exclure. Très vite après la prise de pouvoir de Kabila et de Kisase Ngandu, des témoignages font état de l'infiltration de milieux mafieux et d'aventuriers d'origine pakistanaise, ougandaise ou même européenne qui ont pénétré dans la région, à la recherche de concessions aurifères ou se portant acquéreurs des ressources disponibles et immédiatement valorisables : stocks de café, de thé et de papaine au Nord-Kivu, stocks de sucre de Kiliba au Sud-Kivu, etc.<sup>79</sup>. Dans beaucoup d'autres pays où règnent les « seigneurs de la guerre », on sait à quel point le

---

les maquis du Sud-Soudan et aurait été l'émissaire de John Garang lors de négociations avec Mobutu à Gbadolite. Voir *Libération*, Paris, 7 janvier 1997.

78. Commissariat général à l'Économie et aux Finances, « Politique générale de l'AFDL concernant les investissements au Congo », s. l., s. d.

79. Ainsi, l'ambassade du Rwanda à Bruxelles a cherché un acquéreur pour 32 tonnes de papaine, dont le Zaïre est le seul producteur au monde et qui appartiennent à une entreprise financée par la Banque belge pour le compte de l'homme d'affaires zaïrois Bemba Saolona. Information en provenance d'un administrateur belge d'une entreprise zaïroise établie au Kivu.

recours à la prédation tant des ressources locales que de l'aide humanitaire est un comportement usuel qui produit ce que François Jean et Jean-Christophe Rufin appellent des économies de guerre fermées<sup>80</sup>.

Un autre signe plus inquiétant réside dans le recrutement et la formation militaire de jeunes lancés dans la bataille par le pouvoir rebelle. Ainsi, dès leur arrivée à Bukavu, relate un témoin, les « rebelles banyamulenge » ont commencé des opérations d'enrôlement « pour renforcer les rangs de l'aile militaire des Banyamulenge ». « On parle, relate le même témoin, de 450 jeunes qui se seraient déjà portés volontaires, mais je suis incapable de vérifier l'exactitude de cette information. Il est cependant certain que beaucoup ont applaudi lors du meeting de jeudi dernier quand Laurent Kabila a annoncé qu'il recruterait des jeunes pour aller jusqu'à Gbadolite ! Mais cela contribue à la psychose d'exode, car des jeunes préfèrent quitter la ville et [non pas simplement] être enrôlés de force<sup>81</sup>. »

Les mêmes recrutements ont été « promis » dans les meetings tenus à Goma par le « commandant » Kisase Ngandu, meetings surtout suivis et applaudis par les jeunes de la ville. En janvier 1997, le camp militaire de Rumangabo, déserté par les forces armées zaïroises, servait de lieu d'entraînement à des jeunes rebelles recrutés par Kabila. Au début de février 1997, c'est finalement plus de 5 000 jeunes, munis de nouveaux uniformes, de bottes flambant neuves et de fusils AK 47, que Kabila a fait défiler d'une manière martiale à Goma et à Bukavu<sup>82</sup>.

Ce scénario s'est répété dans toutes les agglomérations « prises » par les rebelles : les files de jeunes s'allongent dans les bureaux de recrutement de l'Alliance, les rares trains encore disponibles au Shaba sont utilisés pour transporter ces « soldats » ayant reçu en toute hâte une « formation politico-militaire », etc.

En d'autres termes, s'ils se généralisent, ces recrutements de « jeunes désœuvrés » et de « bandits sociaux » potentiels, dont certains ont contribué au pillage de Bukavu et de Goma après celui qui avait été conduit par l'armée zaïroise<sup>83</sup> » et qui hurlent aujourd'hui qu'ils vont aller à Kinshasa « pour manger et tuer Mobutu », pourraient mener à un modèle de bandes armées similaires à celles qui sévissent au Liberia et ailleurs. Car, pour beaucoup de ces jeunes, le fusil est devenu le seul instrument de promotion dans une société qui ne peut plus les intégrer.

Cette hypothèse pourrait se confirmer dans la mesure où les débris d'une armée zaïroise transformés en mutins, les « mutuelles tribales armées », ainsi que les incursions et va-et-

80. François JEAN et Jean-Christophe RUFIN (éd.), *Économie des guerres civiles*, Pluriel, Paris, 1996.

81. « Message... », *op. cit.*, p. 6.

82. Voir *La Libre Belgique*, 7 février 1997.

83. « Message... », *op. cit.*, p. 3.

vient répétés des bandes rebelles des pays voisins dans leurs sanctuaires zairois (Ouganda, Soudan et Burundi<sup>84</sup>) continueraient à entretenir l'insécurité dans toute la région.

Un scénario plus optimiste est toutefois plausible. Dans la mesure où les « chefs de guerre » et leur armée réussissent à prendre la maîtrise de l'ensemble du territoire national comme ils l'ont annoncé, ils seront contraints de négocier avec les débris du mobutisme et d'une opposition qui se dit encore radicale. Le modèle des « seigneurs de la guerre » pourrait alors se diluer et perdre de sa vitalité pour être progressivement remplacé par un type de régime autoritaire similaire à celui qui prévaut aujourd'hui en Ouganda et au Rwanda, et dont les efforts de « bonne gouvernance » seraient récompensés par les grandes institutions internationales.

Mais en définitive, la victoire aura été bien amère. Elle aura en effet été acquise au prix non pas d'une véritable guerre mais de dizaines de milliers de victimes civiles, en l'occurrence ces réfugiés rwandais que les « seigneurs de la guerre » ont traqués, massacrés et laissé errer pendant plus de cinq mois à l'est du Zaïre et pour lesquels ils seraient passibles de crimes contre l'humanité.

*Mai 1997.*

---

84. Pour le Burundi, il s'agit des rebelles hutus des Forces de défense de la démocratie (FDD) de Léopold Nyan-goma. Pour le Soudan, on citera les rebelles sudistes du SPLA (Sudan People's Liberation Army), qui se battent depuis 1983 contre le pouvoir nordiste et qui effectuent des incursions régulières dans des sanctuaires ougandais et zairois. Pour l'Ouganda, il s'agit de la LRA (Lord Revolutionary Army), dirigée par le successeur de la prophétesse Alice Lankwema, Joseph Koni, réputé pour sa grande cruauté, et des bandes armées de l'ADF (Ugandan Allied Democratic Front) opérant à la frontière ougando-zairoise à partir du mont Ruhezori et composées de combattants musulmans appartenant à une secte d'origine pakistanaise réfugiés au Zaïre, de chômeurs ougandais de diverses origines ethniques et de Hutus rwandais, etc.

# Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997

*Jean-Hervé Bradol\**  
*et Anne Guibert\*\**

« L'amour abstrait de l'humanité est presque  
toujours de l'égoïsme. »

Fiodor M. DOSTOÏEVSKI,  
*L'Idiot.*

Ameline a huit ans, un soldat lui a fracturé le crâne d'un coup de hachette. L'ambulance réussit à franchir les barrages militaires sans incident. L'enfant survit, il n'y a pas de séquelles importantes.

Josiane a vingt ans. Elle est belle et blessée d'une balle dans le ventre. Au passage d'un barrage, les miliciens menacent de l'extraire de l'ambulance pour l'achever, puis de l'exécuter dans le véhicule. Elle n'est pas tuée et arrive au bloc opératoire. Elle meurt des suites de l'intervention.

Quand de tels actes deviennent la règle et non l'exception, où se réfugie le sentiment d'humanité ? Il survit dans un espace où s'exprime encore l'intention de préserver la vie sans la priver de dignité. Les acteurs de la guerre civile rwandaise, avec la complicité de leurs amis africains et occidentaux, s'appliquent à détruire cet espace par l'usage permanent et extensif de la violence politique. Celle-ci prend, au sein de ce peuple, une dimension terriblement humaine : l'extermination. Les victimes, les assassins, les complices, les

---

\* Médecins sans frontières, équipe Kigali, avril 1994. Médecins sans frontières est présent aux côtés de la population rwandaise depuis 1982. Christine Marcilly, rédactrice à MSF, Sephan Oberreit, coordinateur de l'équipe MSF à Kisan-gani, mai-juin 1997, Jean Rigal, directeur des techniques médicales à MSF, Claudine Vidal, directeur de recherche au CNRS, ont apporté une aide précieuse à la réalisation de ce travail.

\*\* Médecins sans frontières, équipe Kibeho, avril 1995.

humanitaires : quatre catégories peu homogènes dont l'instabilité s'exprime par les passages fréquents de l'une à l'autre. Humanitaires, nous devenons parfois complices ou victimes. Notre expérience, au Rwanda et dans les camps de réfugiés de la région de 1994 à 1997, présente l'intérêt de celle acquise les pieds dans la boue, les mains dans le sang, mais les yeux ouverts. Car au Rwanda, plus que nulle part ailleurs, « maudits soient les yeux fermés<sup>1</sup> » et plus encore les bouches closes.

### Les traits singuliers du conflit rwandais

Les héritiers d'Henri Dunant vivent dans un monde simple. Un soldat blessé devient un patient à opérer. Les pertes civiles au cours d'un conflit sont « accidentelles ». Le secouriste est respecté par les parties au conflit. Droits du blessé et devoirs du militaire créent l'espace de l'action humanitaire, sous réserve du respect de certaines conditions : humanité, neutralité<sup>2</sup> et impartialité<sup>3</sup>. Ces idées, visions ou illusions, dessinent les contours d'une guerre idéale mais irréaliste. Pour aller de ces principes vers la réalité de leur application, la construction d'une image de la société en conflit demeure un impératif. De la qualité de cette représentation dépendra, en grande partie, la qualité de l'action.

### Deux sociétés en proie à l'ethnisme<sup>4</sup>

Le colonisateur belge porte la responsabilité de l'introduction de l'ethnisme au sein des sociétés rwandaise et burundaise. Mais au lendemain des indépendances, les élites développent et diffusent cette idéologie à l'ensemble de la société occidentalisation. « Des observateurs remarquèrent, après l'indépendance, que les manifestes ethniques ralliaient des fractions très diverses quant à leur statut social (du ministre d'État au simple chauffeur), mais que les individus composant ces fractions avaient cependant en commun d'exercer (ou de vouloir exercer) une activité hors du monde rural<sup>5</sup>. » Hutus et Tutsis, appartenant à cette « quatrième ethnie<sup>6</sup> » ainsi définie, occupent un même espace symbo-

1. Françoise BOUCHET-SAULNIER et Frédéric LAFFONT, *Maudits soient les yeux fermés*, J.-C. Lattès et Arte Éditions, Paris, 1995.

2. Abstention de toute participation aux hostilités, de tout acte hostile et de tout acte qui pourrait confier un avantage militaire à une partie au conflit.

3. Soigner tous les blessés sans discrimination d'aucune sorte.

4. L'inexistence des ethnies au Rwanda — absence de communauté territoriale, linguistique et culturelle — n'a pas empêché le développement de cette forme de racisme, prétendant trouver sa justification dans le concept de l'ethnie.

5. Claudine VIDAL, *Sociologie des passions (Côte-d'Ivoire, Rwanda)*, Karthala, Paris, 1991, p. 29.

6. *Ibid.*

lique dans lequel s'organise leur affrontement. Ils font de l'ethnisme le principal instrument idéologique de la lutte pour le pouvoir. En ce sens, les élites hutues et tutsies possèdent une identité commune que la violence de leurs rapports ne laisse pas supposer.

La propagande idéologique n'explique pas, à elle seule, l'extension du phénomène. Une remarquable synergie s'installe entre la diffusion massive de la propagande ethniste, la monopolisation du pouvoir par les représentants d'une seule communauté<sup>7</sup>, l'utilisation systématique d'une administration efficace et tentaculaire comme outil de discrimination et de violence politique. Comment convaincre de la nécessité de tuer ? En annonçant l'intention du camp adverse de procéder à la destruction d'un segment de la communauté, voire de la communauté dans son intégralité, et en appelant à devancer le meurtre par le meurtre afin d'éviter de disparaître. Comment persuader les réticents ? Par un choix simple : participation ou exécution. Après plus de trente années d'exposition à ce processus implacable, les sociétés burundaise et rwandaise ont accouché d'identités monstrueuses, enfants naturels du racisme et de la mort. Les identités communautaires possèdent aujourd'hui un caractère existentiel car elles sont profondément enracinées dans la pratique généralisée du meurtre.

Les dernières années du régime de Juvénal Habyarimana, président du Rwanda de 1973 à 1994, marquent l'apogée d'un tel système. Fragilisé par une opposition interne et externe, acculé au partage du pouvoir par la pression militaire du Front patriotique rwandais (FPR)<sup>8</sup>, le régime choisit la fuite en avant. Des médias spécialisés dans la diffusion de la propagande ethniste et les appels au meurtre véhiculent ces idées à l'ensemble de la société. Le journal *Kangura* et la Radiotélévision libre des mille collines passeront à la postérité sous la qualification de « médias du génocide ». La mobilisation de l'ensemble des secteurs administratifs autour de ce projet est une des conditions majeures permettant l'extermination de la plus grande partie de la communauté rwandaise tutsie. Les estimations disponibles font état de l'assassinat, sur la base d'une appartenance communautaire, vue par les assassins comme génétique, de 500 000 à un million de personnes d'avril à juillet 1994. Pour les institutions étrangères, cet événement sera le moment privilégié de la prise de conscience, après des années de cécité partielle sinon partielle. Malheureusement, à la politique du bandeau se substitue celle des œillères. Pour le représentant étranger d'un organisme humanitaire, l'histoire de la région débute le plus souvent au moment où lui-même commence à éprouver le besoin de s'y intéresser. A l'automne 1994, il devient

---

7. Cela mérite quelques nuances. Le plus souvent, le pouvoir est monopolisé par une des fractions de la communauté en question. La lutte entre les fractions peut être féroce : lutte entre les leaders rwandais hutus du Nord et du Sud avant 1994. Les rivalités, intraclaniques, entre les militaires burundais originaires de la province Bururi existent également.

8. Première offensive militaire en octobre 1990, avec occupation permanente d'une bande territoriale dans le nord du pays.

« politiquement correct » de parler de génocide pour caractériser l'extermination des Rwandais tutsis.

Mais, pour une claire compréhension de l'environnement de travail des organismes d'aide, il faut entrer plus avant dans cette histoire. Les élites développent, depuis plus de trente années, de multiples variantes de l'utilisation de l'ethnisme comme outil au service de la conquête du pouvoir. Sans entrer dans le détail, plusieurs éléments sont à prendre en compte pour diriger des opérations d'assistance avec un minimum d'intelligence de la nature des acteurs politiques nationaux. Le Burundi et le Rwanda constituent deux ensembles nationaux distincts mais cependant proches en ce qui concerne la place de l'ethnisme dans la société. Les actes d'extermination collective, fondés sur l'appartenance communautaire, débutent au Rwanda avec la « révolution sociale de 1959 », qui porte au pouvoir une partie de l'élite rwandaise hutue. La conjonction des faits — violence contre les Rwandais tutsis — et du discours — révolution sociale — montre la contamination précoce, par l'ethnisme, des groupes faisant de la démocratie majoritaire et du progrès social le cœur de leur propagande politique. En 1972, les militaires burundais exterminent partiellement l'élite hutue du pays. Les élites rwandaises hutues n'ont donc ni le monopole ni la primeur de la réalisation d'actes d'extermination collective à grande échelle. « Une seconde originalité du Rwanda (et du Burundi) est le climat de peur et de haine qu'ont instauré deux génocides (en 1972 et en 1994) et des massacres incessants de 1959 à aujourd'hui », souligne Jean-François Bayart<sup>9</sup>. Les élites issues de la communauté tutsie, démographiquement minoritaire, prennent soin d'éviter toute référence à l'appartenance ethnique dans leurs discours publics : affirmer l'inexistence des identités ethniques devient un moyen de nier le monopole des militaires tutsis sur le pouvoir politique. Dans ce cas, le discours politique opposé à l'ethnisme sert à masquer la domination de la société par les représentants autoproclamés de la communauté tutsie.

Depuis le début des années soixante-dix, chacune des deux communautés peut légitimement se sentir menacée par des actes d'extermination : pour la communauté hutue, la menace d'une extermination segmentaire<sup>10</sup> est présente, pour les communautés tutsies, la réalité du génocide des Rwandais tutsis en 1994 fonde la crainte d'une extermination totale. Si les faits récusent la symétrie des actes d'extermination perpétrés par les deux pôles extrémistes, ils ne permettent nullement de distinguer les *bad guys* des *good guys*, typologie si précieuse aux yeux de l'administration américaine. Dommage pour Hollywood, mais une action humanitaire respectueuse de ses principes exige un regard lucide sur l'histoire politique. Un Rwandais ou un Burundais peut-il s'extraire de cet univers infernal par la fuite à l'étranger ? Les restrictions imposées par bien des États à l'accueil

9. « Mutations rwandaises », *Croissance*, n° 400, janvier 1997, p. 50.

10. Le segment le plus menacé est celui appartenant à la « quatrième ethnie », les « intellectuels ».

des réfugiés limitent les possibilités d'asile hors de la région des Grands Lacs. Pour les rares élus au statut de réfugié dans les pays occidentaux, il est difficile de survivre économiquement et psychologiquement sans l'appui de leur communauté. Pour bénéficier de cet appui, il faut trop souvent prendre parti. Dans la région, la situation des camps de réfugiés et le conflit du Masisi <sup>11</sup> montrent que le déplacement dans les pays limitrophes ne permet pas de se soustraire à cette logique. Les zones de peuplement à l'extérieur du territoire national sont dominées par les extrémistes, qui font un usage massif de la violence politique. Ce monopole de la violence politique n'a jamais été véritablement remis en cause par les autres pays de la région, trop faibles, ni par les pays occidentaux et les Nations unies, trop velléitaires. Cette absence de remise en cause, face à des pratiques d'extermination, est la principale responsabilité portée par la communauté internationale. La mort ou l'ignominie, voilà le choix laissé aux individus de cette région. Rares sont les héros rwandais ou burundais qui échappent vivants à ce dilemme.

## Les blessés

### *Peu de combats, beaucoup de massacres*

Les ex-Forces armées rwandaises (FAR) et les miliciens se sont illustrés par leur capacité au massacre de civils et au pillage. Les Forces armées zaïroises (FAZ) — impliquées au Rwanda en 1990 dans une offensive contre le FPR et dans les camps de réfugiés du Kivu — se sont distinguées par leurs compétences dans les domaines du pillage et du racket. L'Armée patriotique rwandaise (APR), actuellement au pouvoir à Kigali, a montré, elle, une double aptitude au combat et au massacre de civils désarmés.

Dans ces conditions, les affrontements réellement militaires sont rares. La bataille pour Kigali, d'avril à juillet 1994, illustre la différence des aptitudes militaires. Moins d'une semaine après le début des hostilités et en dépit du net déséquilibre des forces, en hommes et matériel, l'APR tient sous le feu de ses mitrailleuses la route de Gitarama, accès sud de la capitale. Nous assistons à cette curieuse bataille pour la prise de Kigali. L'APR pilonne les positions des FAR et les encercle, se gardant bien de ménager une porte de sortie à l'ennemi. Les positions des FAR sont rarement conquises par assaut frontal mais plutôt abandonnées par leurs occupants, découragés par les tirs de mortiers et menacés de des-

---

11. Région située à l'ouest de Goma, en proie, en 1993, à des affrontements entre les Rwandais hutus et tutsis, d'un côté, et d'autres ethnies de la région, de l'autre. En 1996, retournement d'alliance : les militaires zaïrois et les militaires rwandais hutus procèdent à des massacres de Tutsis, puis les Tutsis s'associent à la rébellion zaïroise de Laurent-Désiré Kabila pour attaquer les réfugiés hutus, les ex-FAR et l'armée zaïroise.

truction totale par les mouvements d'encerclement. De retraite en débandades, les FAR et les miliciens se retrouvent au Zaïre. Cela pourrait être une farce si miliciens et militaires du gouvernement intérimaire — le gouvernement du génocide — n'avaient, pendant cette période, assassiné plusieurs dizaines de milliers de civils dans la capitale et plusieurs centaines de milliers dans le reste du pays. L'APR se présente souvent comme la force militaire ayant mis fin au génocide. Malheureusement, rien n'est moins sûr si, comme le gouvernement actuel de Kigali, on estime à au moins un million le nombre de victimes.

### L'assistance aux combattants blessés

En avril 1994, plusieurs dizaines de soldats des FAR, blessés lors de la prise de la ville de Byumba par l'APR, sont évacués sur le centre hospitalier de Kigali. Les militaires rwandais demandent notre assistance. Prendre en charge un blessé, c'est d'abord parler un peu avec lui. Après le premier contact, les langues se délient : « Nous venons de Byumba, nous avons été blessés par les Belges. » Ces déclarations nous surprennent. Bien évidemment, l'armée belge, une des constituantes des casques bleus de la MINUAR<sup>12</sup>, ne participe pas aux combats contre les FAR et encore moins à Byumba. Pourtant, les soldats de l'armée gouvernementale croient dur comme fer à la responsabilité de l'armée belge dans l'assassinat de Juvénal Habyarimana et à son engagement militaire sur le terrain aux côtés des troupes du FPR. Les officiers acceptent difficilement la présence de médecins et d'infirmières étrangers au chevet de ces soldats asservis par une propagande délirante. Un contact avec l'extérieur pourrait les amener à prendre conscience de la duplicité de leurs chefs. Cet aspect s'ajoute à d'autres, plus habituels — préservation des secrets militaires, prévention des actes de malveillance à l'occasion de soins —, qui, traditionnellement, fondent la réticence de la hiérarchie militaire devant la présence du personnel soignant international. Quand une armée demande de l'aide pour la prise en charge de militaires blessés, cela signifie souvent qu'elle est débordée, sur le plan tant sanitaire que militaire. Généralement, les demandes de fourniture de matériel médical sont fréquentes, mais elles excluent la présence de personnel soignant international au chevet des soldats blessés.

Depuis le début du conflit dans la région, l'exécution des prisonniers de guerre est la règle : « L'événement a lieu à Lyabega. Cet endroit abritait une position militaire dans le Mutara. Des soldats du FPR l'ont prise d'assaut, en tirailleurs. Ils étaient à peu près au nombre de trois cents, armés seulement de Kalachnikov. L'armée rwandaise était équipée de mitrailleuses. Le combat était inégal. Les pertes, dans les rangs du FPR, furent très lourdes. A un certain moment, les survivants, environ trois cent cinquante soldats, ont

12. Les casques bleus des Nations unies envoyés au Rwanda, fin 1993, pour surveiller l'application du cessez-le-feu entre les troupes gouvernementales et le Front patriotique rwandais.

déposé les armes. L'armée rwandaise aurait exécuté tous les prisonniers<sup>13</sup>. » En mars 1997, à Kinshasa, la désorganisation ambiante entraîne des demandes d'assistance pour la prise en charge des soldats blessés. Les FAZ en déroute font appel à l'extérieur pour soigner ces soldats. Mais beaucoup de combattants blessés des FAZ et des ex-FAR n'ont pu être évacués à la suite de la prise de Kisangani par la rébellion. Que sont-ils devenus ? Si les observateurs soulignent l'importance des assassinats de civils, l'exécution de prisonniers militaires fait rarement l'objet de commentaires. L'application des conventions de Genève demeure à des années-lumière de la réalité du conflit dans la région des Grands Lacs.

### *On n'arrête pas un génocide avec des médecins*

Volontairement ou non, la terminologie participe à l'horreur. En 1994, le gouvernement responsable du génocide des Rwandais tutsis est un gouvernement « intérimaire ». Plusieurs agences d'aide ont travaillé dans la zone du pays administrée par cette équipe d'intérimaires. Les 8 et 9 avril 1994, les premiers jours suivant le début des exécutions de civils dans Kigali, notre équipe, selon un plan prévu depuis des semaines par l'ensemble des agences médicales, essaye de porter secours aux nombreux blessés civils du centre hospitalier de Kigali. Lors de sa deuxième visite, l'équipe se résout à un triste constat. Les blessés soignés la veille ont été massacrés. Mi-avril 1994, les volontaires de MSF prennent en charge deux cents blessés civils dans l'hôpital universitaire de Butare. Le 19 avril, militaires et miliciens interviennent. Les lits sont vidés et leurs occupants massacrés.

Sous la coordination du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), nous réussissons à installer de nouveau une équipe chirurgicale à Kigali, le 13 avril 1994. La protection et les soins chirurgicaux apportés aux blessés, dans les quartiers de Kigali contrôlés par le « gouvernement du génocide », ont été extrêmement limités. Environ deux mille blessés ont pu être soignés et protégés par les équipes médicales internationales dans les quartiers de la capitale tenus par les FAR d'avril à juillet 1994. D'autres institutions, principalement religieuses, ont contribué significativement à la prise en charge des blessés. Les habitants de Kigali ont également pris des initiatives pour cacher des membres de la communauté visée par un implacable processus d'extermination. Mais la particularité de l'hôpital de campagne installé par le CICR, avenue de Kyovu, à Kigali, a été sa capacité de résistance à la pression des miliciens. Pendant toute cette période, aucune personne hospitalisée ou hébergée dans l'hôpital ne sera victime d'exactions. Les opérations menées à Gitarama et

---

13. Commission internationale d'enquête, « Violations massives et systématiques des droits de l'homme depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1990 (7-21 janvier 1993) », *Lettre de la FIDH*, hors série n° 168, février 1993, p. 61. Le nombre de soldats du FPR, donné par cet officier des FAR, est une estimation peu précise.

Cyangugu pendant la même période n'offrent malheureusement pas la même qualité de protection. Les miliciens ont procédé continuellement à des exécutions de blessés et de leurs proches, aussi bien dans les camps de déplacés de la préfecture de Cyangugu que dans l'hôpital de Kabgayi, dans la préfecture de Gitarama. Pour cette raison, nous n'avons pas ouvert de programmes d'assistance dans ces lieux. Nous travaillons dans des hôpitaux, pas dans des abattoirs. Par sa double capacité à offrir des soins adaptés et à garantir une protection efficace contre les exactions des miliciens, l'hôpital de campagne du CICR de Kigali a constitué un îlot d'humanité perdu dans un océan d'horreur. Victoire symbolique, surtout en regard de l'implacable bilan chiffré tiré de cette période : plusieurs centaines de milliers d'êtres humains exterminés face à quelques milliers de personnes protégées et soignées.

En mai et juin 1994, MSF lance une campagne publique : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins. » Nous ne souhaitons pas que les rares actions de secours possibles à cette époque servent d'alibi à la communauté des États pour cacher son inaction. Dans un texte publié dans le quotidien *Le Monde*<sup>14</sup>, nous interpellons François Mitterrand. L'État français a financé, armé et entraîné l'armée rwandaise qui procède à l'extermination des Rwandais tutsis. De plus, l'armée française est intervenue d'octobre 1990 à décembre 1993 en soutien aux FAR. La France est le plus fidèle allié d'un régime perpétrant un génocide. Quand les troupes françaises interviennent, en avril 1994, pour procéder à l'évacuation des ressortissants étrangers, elles n'entreprennent rien de significatif — les casques bleus non plus — pour protéger les Rwandais tutsis de Kigali. Pour la deuxième fois de son histoire, la France se rend complice de l'extermination d'une communauté.

A la suite d'une intervention en direct dans le journal de 20 heures de TF1, le 16 mai 1994, où un représentant de Médecins sans frontières souligne vivement la part de responsabilité de l'État français dans le génocide, Bruno Delaye et Dominique Pin, membres de la cellule africaine de l'Élysée, nous invitent à les rencontrer le 19 mai 1994. Nous nous rendons à cette invitation dans l'unique intention de leur demander d'intervenir auprès de leurs amis rwandais pour faire cesser les massacres. Ils s'affirment choqués par notre mise en cause publique et se prétendent incapables de joindre leurs amis de Kigali par téléphone. Inquiets de la publicité autour de cette affaire et dans le but de freiner nos ardeurs dans le domaine de la communication publique, ils nous proposent d'intercéder en faveur d'une audience présidentielle. Philippe Biberson, président de MSF, décline l'invitation. En regard de l'attitude de la France, nous ne voyons pas l'intérêt d'un tel entretien.

Début juin 1994, l'Élysée nous contacte de nouveau pour une audience présidentielle. Les couloirs des ministères bruissent de rumeurs, le gouvernement s'apprêterait à changer de politique au Rwanda. Au cours de cette audience, le 14 juin 1994, Philippe Biberson

14. *Le Monde*, 18 mai 1994.

demande à François Mitterrand comment il caractérise le gouvernement intérimaire du Rwanda. La réponse fuse, courte et tranchante : « Comme une bande d'assassins. » Le président nous annonce l'intervention militaire française : l'opération *Turquoise*. Malheureusement, cette opération, qui a établi les auteurs du génocide dans des camps de réfugiés, au sud-ouest du pays et au Zaïre, ne correspond en rien à l'attitude à adopter face « à une bande d'assassins ». Comment ne pas utiliser la force pour mettre hors d'état de nuire et punir<sup>15</sup> les auteurs de tels actes ?

### ONG ou sous-traitants des États ?

Pour les organisations humanitaires, prendre la mesure de la fracture causée par le génocide aurait dû impliquer un changement de comportement. Ne pas collaborer avec les coupables, refuser de les aider à recréer une société sous leur coupe dans les camps de réfugiés, était la première décision à prendre. La démission des États n'implique, en effet, nullement celle des organisations non gouvernementales (ONG). Cependant, les ONG et les agences des Nations unies s'enlisent. A l'automne 1994, la police du camp de Benaco, en Tanzanie, est confiée à l'ex-administration rwandaise<sup>16</sup>, 350 agents de sécurité sont recrutés en son sein. Les auteurs du génocide sont chargés par une agence des Nations unies de la sécurité des réfugiés ! Dans les camps du Zaïre, ce sont les FAZ, parties au conflit rwandais en 1990, alliées des extrémistes rwandais, qui se voient confier la sécurité des camps ! A ce titre, la garde présidentielle de Mobutu reçoit plusieurs millions de dollars du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) en 1995.

Le deuxième engagement à prendre était de ne plus couvrir par le silence les exécutions collectives, pratiques usuelles des groupes militaires de la région. Or, le massacre des Zaïrois tutsis du Masisi en avril 1996 ou celui des Rwandais hutus du camp de Kibeho en avril 1995 illustrent parfaitement l'absence de volonté de la grande majorité des organismes d'aide de témoigner publiquement des crimes contre l'humanité commis sous leurs yeux. Serait-il admissible, en Europe ou aux États-Unis, de rester publiquement silencieux devant l'exécution de plusieurs milliers de civils désarmés ? Pour beaucoup de ces organismes, issus des sociétés occidentales, le silence est la règle dans la région des Grands Lacs. Mais comment peut-on imaginer voir ces crimes cesser si l'information demeure confidentielle ? Les organismes d'aide, pour la plupart, sembleront plus à l'aise pour for-

15. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, résolution 260 A (III) de l'Assemblée générale des Nations unies. Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, 3 décembre 1973, résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations unies.

16. *Breaking the Cycle*, rapport Médecins sans frontières, Amsterdam, 10 novembre 1994.

muler des demandes incantatoires à l'adresse de la communauté internationale que pour prendre leurs propres responsabilités. Au sein même de MSF, les débats sur la nécessité d'un témoignage public et sur ses conséquences opérationnelles seront particulièrement vifs.

## Les prisonniers et les déplacés

### La mort avant le jugement

Victime d'incursions militaires à sa frontière occidentale, peu soutenu sur le plan financier, confronté à l'hostilité de la France sur le plan diplomatique et politique, le nouveau gouvernement rwandais a une marge de manœuvre réduite au lendemain du génocide. Dans ces conditions, le durcissement répressif se substitue au traitement politique des problèmes : incursions armées des ex-FAR à partir du Zaïre, défiance d'une grande partie de la population à l'encontre du nouveau pouvoir. Le cycle des massacres et des contre-massacres reprend. Ce durcissement se manifeste clairement dans une politique d'exécutions extra-judiciaires et d'arrestations dans les communes. Les prisonniers portent fréquemment des traces de tortures, stigmates de leur passage par les cachots communaux avant leur arrivée dans les prisons du ministère de la Justice. En dépit du caractère inhumain des conditions de détention dans les prisons du ministère, y être transféré représente un espoir. Le plus souvent, les sévices directs n'y sont plus pratiqués : plus de bastonnades, parfois mortelles, plus de liens trop serrés, responsables de nécroses musculaires suivies de séquelles motrices importantes. A la différence des autres centres de détention, dans les prisons préfectorales, la ration alimentaire est suffisante, le plus souvent grâce à l'aide du CICR. Les prisonniers ont également un accès plus facile aux soins de santé. Mais les sévices sont ici d'un autre ordre : torture par extrême confinement. Le bilan des soins prodigués à l'hôpital de Kabgayi<sup>17</sup>, où les prévenus de la prison de Gitarama sont référés de septembre 1994 à mai 1995, est éloquent : au 17 mai 1995, 7 003 prévenus ont été admis depuis septembre 1994 ; 95,5 % (6 683) sont des hommes de plus de quinze ans, 3,1 % (218) des femmes de plus de quinze ans et 1,4 % (99) des mineurs de moins de quinze ans. La surface extérieure totale de la prison, après une extension réalisée au cours du premier semestre 1995, est de 8 100 mètres carrés. Une fois déduite la surface au sol des murs, des cuisines, des latrines, des édifices réservés à l'administration, de l'infirmierie et des bâtiments spéciaux de détention pour les femmes et les mineurs, il reste moins d'un

17. Arnaud WEISS et Bernard LAPEYRE, « Diagnostic de situation : état de santé des prisonniers de Gitarama, Rwanda, juin 1995 », *Medical News*, vol. 6, n° 1, janvier 1997.

mètre carré par prévenu. Prévenus qui passent la journée entassés, dans la cour intérieure. Le manque d'espace vital transforme tout acte de la vie quotidienne en un combat pour la survie. Fendre la foule pour se rendre aux latrines oblige à échanger des coups afin de libérer le passage. Une des techniques employées consiste à frapper ou à frotter fortement les oreilles de son voisin. Une épidémie d'hématomes du pavillon de l'oreille survient. Les hématomes du pavillon s'infectent parfois et conduisent à une amputation et à la surdité partielle ; 38 % des prévenus hospitalisés sont porteurs d'une pathologie due à un traumatisme — les morsures humaines en font partie —, lésions des pieds non incluses.

En saison des pluies, le sol de la cour se couvre de boue. L'impossibilité de s'asseoir, de s'allonger ou de se déplacer entraîne des œdèmes des membres inférieurs. En mai 1995, 41 % des prévenus hospitalisés dans l'hôpital de Kabgayi présentent des lésions des pieds, parfois suivies de nécroses imposant des amputations totales ou partielles. Dysenterie, tuberculose, malnutrition grave complètent les statistiques de morbidité. Dans ces conditions, la mortalité est effrayante, surtout au sein du groupe composé à plus de 95 % d'hommes adultes : en neuf mois, sur 7 003 personnes admises dans la prison, 902 mourront (12,8 %, soit une personne sur huit).

Cette situation était-elle évitable ? Les capacités carcérales du pays sont nettement insuffisantes pour faire face à l'arrestation des dizaines de milliers de suspects appréhendés au lendemain du génocide. Les autorités se défendent de traiter de façon inhumaine les prisonniers, en invoquant le manque de moyens matériels et financiers. Cette explication, *a priori* évidente, ne résiste pas à un examen sérieux. Il est tout à fait possible de créer rapidement des centres de détention à ciel ouvert, permettant d'octroyer à chaque prisonnier l'espace vital indispensable à sa survie et à sa dignité d'être humain. Les agences des Nations unies, CICR et ONG sont en mesure de couvrir le coût de l'ouverture de tels centres. Le gouvernement refusera avec constance une telle politique. A la place, il exigera des prisons en dur, beaucoup plus longues à construire et plus coûteuses. L'ouverture d'un nouveau centre de détention dans une ancienne usine de café de Kigali — 3 000 places, mars 1996 — ou celle d'une autre structure carcérale à Nsinda — 5 000 places, septembre 1995 — ont un impact réduit face à l'augmentation du nombre de prisonniers : 2 000 prisonniers en septembre 1994, 52 000 en septembre 1995, 120 000 au printemps 1997. La prison de Gitarama appartient à un ensemble de 14 prisons centrales, mais le Rwanda compte au total plus de 250 sites de détention. A la fin de l'année 1995, la mortalité chute dans les prisons préfectorales. Cette amélioration, obtenue en grande partie grâce aux activités et aux pressions du CICR, ne doit pas faire oublier que la torture par extrême confinement reste la règle. Les prisons rwandaises ne sont pas les seules du continent<sup>18</sup> à être dans cet état. Mais peu de pays comptent 120 000 détenus — en grande majorité dans

18. Cette situation peut être comparée à la celle de la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan, en 1995, dont les

l'attente d'un jugement — pour 7 millions d'habitants. A l'échelle de la France, cela porterait la population carcérale à un million d'individus.

Quelle politique judiciaire mettre en place dans de telles circonstances ? Les contraintes sont lourdes. Les individus impliqués dans le génocide se comptent par dizaines de milliers et constituent une menace permanente pour les survivants à l'intérieur du pays. Le fonctionnement de l'appareil judiciaire est paralysé : le personnel du ministère de la Justice a en partie disparu au cours des massacres, quand il n'a pas pris le chemin de l'exode. La peine de mort fait partie de l'arsenal répressif. Que faire ? Condamner à mort des dizaines de milliers de personnes ? Condamner à mort les assassins de plus de cinq personnes, de plus de dix personnes, de plus de cent personnes ? Est-il concevable de ne pas appliquer la peine de mort au lendemain d'un génocide ? De plus, à cette époque, les fonds mis à la disposition des nouveaux dirigeants par la communauté internationale restent très limités<sup>19</sup>. Dans cette situation, comment élaborer une politique répondant à l'exigence de justice née d'un crime particulièrement atroce ? Les difficultés sont énormes, mais la torture par extrême confinement de plusieurs dizaines de milliers de prévenus, dont un certain pourcentage d'innocents<sup>20</sup>, ne peut être une réponse.

Avant même de parler de justice, une tâche de police s'impose : la neutralisation des criminels pour éviter la poursuite des crimes. Cette responsabilité incombe principalement aux autorités zairoises, tanzaniennes et aux États occidentaux impliqués dans la région. L'arrestation des auteurs du génocide constitue la première des priorités en matière de justice. Au lieu de quoi, on les a protégés et on leur a confié les camps. En dehors de la répression, la réparation aux victimes constitue un devoir impératif. Pour cela, il faudrait que le Rwanda, en tant qu'État<sup>21</sup>, admette sa propre responsabilité dans l'exécution du génocide, recense les victimes et donne réparation aux survivants pour les pertes subies. Dans ce domaine de l'indemnisation aux victimes, les fonds pouvaient être obtenus facilement de l'étranger.

---

conditions de détention sont extrêmement dégradées mais où les détenus ont plus d'un mètre carré pour vivre. Dans ces conditions, épidémies de choléra incluses, la mortalité ne dépasse jamais 6 % de la population carcérale ; *rapport Médecins sans frontières*, Paris, 1995.

19. Médecins sans frontières a financé, en 1995, la formation de personnel pour le ministère de la Justice à travers l'association Réseau de citoyens.

20. Alphonse Nkubito, ministre de la Justice, estimait au début de l'année 1995 que 20 % des prisonniers n'auraient pas dû être incarcérés.

21. Dans le même ordre d'idée, l'État français a récemment admis sa responsabilité dans la déportation, vers les camps d'extermination, des membres de la communauté hébraïque, dont une majorité de Français, pendant la Seconde Guerre mondiale.

*En sifflant et en chantant : le massacre de Kibeho*

En avril 1995, il reste 250 000 personnes regroupées dans des camps de déplacés au sud-ouest du pays. Kibeho est le plus peuplé des camps de la préfecture de Gikongoro. Depuis octobre 1994, les autorités rwandaises souhaitent les fermer. En novembre 1994, l'incendie volontaire des abris et les tirs à l'arme automatique sur les déplacés et des membres des organismes d'aide sont les moyens utilisés pour fermer un petit camp. Nous demandons alors à rencontrer le préfet de Gikongoro, un militaire à cette époque. Il nous déclare : « Ces gens sont des *interahamwe*, et c'est comme cela que nous traitons les *interahamwe*. » Les femmes et les enfants représentent 75 % de la population de ces camps. Pour le préfet, il s'agit probablement d'un détail ne devant pas entraver l'extermination des *interahamwe*. La suite des événements éclaire ses propos.

Dans la nuit du 17 au 18 avril, l'APR entre dans le camp de Kibeho. Les 100 000 déplacés sont regroupés *manu militari* sur une colline au centre du camp. Du 18 au 22 avril, la foule agglutinée est privée de nourriture, de faibles quantités d'eau sont distribuées. Les enfants pleurent un peu, le calme et la peur sont évidents. Des incidents surviennent quand, le 19 avril, quelques assoiffés franchissent le cordon de l'APR. Les soldats tirent dans la foule : premiers morts.

« Les gens étaient à une courte distance des latrines mais l'accès était interdit par un cordon de l'APR. Les gens étaient tellement serrés qu'ils devaient se chier dessus. Il y avait de la merde partout mélangée à la boue. » (Récit d'un technicien en eau<sup>22</sup>.)

Le 22 avril, à midi, les soldats de l'APR prennent position en chantant et en sifflant. Soudain, ils tirent sur la foule. Armes automatiques, grenades et roquettes, les militaires s'acharnent, pendant six heures, sur une foule désarmée, majoritairement composée de femmes et d'enfants. Les militaires des Nations unies, présents sur les lieux et censés assurer la sécurité du camp, ne lèvent pas le petit doigt pour empêcher le massacre. Les quinze membres de MSF évacuent l'hôpital pour se réfugier dans le camp militaire des Nations unies.

« La route était impraticable car recouverte de cadavres et de rares blessés. On traversait à pied en transportant le matériel. Nous ne pouvions faire autrement vu que toute la surface était recouverte de corps tassés les uns sur les autres, on se voyait contraints de marcher littéralement sur les cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants. Une foule hébétée nous entourait. » (Récit d'un médecin<sup>23</sup>.)

L'équipe de MSF et les militaires des Nations unies, présents sur les lieux pendant les

---

22. *Rapport Kibeho*, Médecins sans frontières, mai 1995, Amsterdam, Barcelone, Bruxelles, Genève et Paris.

23. *Ibid.*

tirs, estiment le nombre de morts à environ 4 000<sup>24</sup>. Du 23 au 30 avril 1995, 133 blessés sont admis dans l'hôpital de Kabutare, où travaille une équipe de MSF : 41 % sont âgés de moins de quinze ans et 46 % sont des femmes, 64 % des blessures sont dues à des armes à feu ou à des explosifs. Au sein du personnel rwandais de MSF, le bilan est très lourd : 15 % de morts (29/193), 25 % de disparus (48/193), 60 % de survivants identifiés. Ces morts s'ajoutent à la longue liste des pertes subies parmi notre personnel national en 1994<sup>25</sup>.

« J'ai vu entre 10 000 et 15 000 personnes passer à pied. Beaucoup d'entre elles étaient blessées par balles et battues à coups de bâton. La façon dont on les battait était particulièrement choquante : ils ne pouvaient pas s'asseoir ni s'allonger, ils pouvaient à peine bouger. J'ai vu des gens recevoir des pierres de la population entre Butare et Runyinya. Parfois ils devaient traverser un couloir de personnes qui leur lançaient des pierres. » (Récit d'une infirmière<sup>26</sup> décrivant le retour des survivants vers leurs communes.)

La foule de 100 000 personnes sur laquelle les soldats ont tiré pendant six heures, le 22 avril, ne présentait sur le moment aucune menace réelle. Le camp a été complètement fouillé par l'APR fin décembre 1994. Les jours précédant la tuerie, les fouilles se sont intensifiées et ont permis de ramener quelques vieux fusils de chasse. Au cours des événements, quelques soldats de l'APR sont blessés par des jets de pierres ou des coups de machette, mais aucun décès n'a été signalé. Pour les autorités, ces camps devaient disparaître : ils représentaient une base de soutien potentiel pour les ex-FAR repliées au Zaïre, et des bandes de voleurs en partaient pour s'attaquer aux rescapés du génocide installés dans les communes de Butare, aux limites de la préfecture de Gikongoro. Deux raisons amplement suffisantes pour les fermer. Mais les véritables responsables du génocide n'ont pas attendu l'arrivée des vainqueurs dans l'ex-zone *Turquoise*, ils sont déjà à Bukavu, au Zaïre. Les déplacés sont libres de quitter les camps pour rentrer dans leurs communes. S'ils s'y opposent, c'est pour deux raisons principales : la peur, au retour dans les collines, des conséquences des actes commis pendant le génocide de 1994 ; et la peur des exécutions sommaires commises par les militaires. Beaucoup de déplacés sont originaires de la préfecture de Gitarama, où la répression a été féroce<sup>27</sup> de la mi-1994 au début 1995. Les autorités rwandaises sont irritées de la résistance de la population au rapatriement dans les

24. *Final UNHCR — United Nations Human Rights Field Operations Rwanda — Report Kibeho IDP camp, Gikongoro prefecture from 17 of April to 24 of April*, Kigali, 1995, p. 16.

25. Médecins sans frontières estime à au moins cent le nombre de Rwandais travaillant pour l'association et disparus pendant l'année 1994.

26. *Rapport Kibeho, op. cit.*

27. Les autorités diocésaines estiment entre 17 000 et 25 000 les victimes de la répression dans la préfecture. Entretien avec les représentants du diocèse, 1995.

communes. A leurs yeux, le véritable motif des déplacés pour rester dans les camps est l'aide qu'ils y reçoivent.

Quinze membres du personnel international de MSF assistent au massacre de Kibeho et tentent de porter secours aux blessés. D'entrée de jeu, les autorités rwandaises, conscientes du danger pour leur image, tentent d'imposer le silence. Le lundi 26 avril 1995, Paul Kagame, vice-président, ministre de la Défense, interpelle publiquement une représentante de MSF et lui demande de démentir les propos selon lesquels ses soldats auraient massacré plusieurs milliers de personnes. Elle refuse. Ce que l'on nous demande publiquement ce jour-là, devant diplomates et journalistes, c'est de dire que le massacre n'a pas existé, d'oublier les couches de cadavres sur lesquels notre équipe a marché pour tenter de se protéger et de porter secours. Bien évidemment, nous serons traités de menteurs par les zéloteurs d'un régime qui fait du génocide de 1994 son fonds de commerce idéologique, tout en se livrant à des massacres collectifs de civils désarmés.

Une surprenante commission internationale d'enquête est ensuite mise en place et appuyée par une des responsables du ministère de la Réhabilitation. En clair, l'accusé est *de facto* membre de la commission d'enquête qui fonctionne au consensus. Vingt-quatre heures avant la remise de son rapport, la commission nous contacte. Ses conclusions sont effarantes : 338 morts, le chiffre officiel de l'APR, sans véritable enquête. Les témoins à charge — soldats des Nations unies et membres des organismes d'aide — sont totalement négligés. Par ailleurs, la commission, abordant la question de la responsabilité des événements, renvoie dos à dos l'armée et... les organismes d'aide, accusés d'avoir entravé le retour des déplacés dans leurs communes. Nous irons à New York demander au département des opérations de maintien de la paix des Nations unies les rapports des casques bleus témoins du massacre. Il nous sera opposé une fin de non-recevoir.

### Organismes d'aide : la loi du silence

Dans cette affaire, tout est fait pour étouffer la vérité. Ne pas accepter de couvrir un massacre devrait être une attitude assez logique de la part d'une association humanitaire. Pourtant, peu d'organismes d'aide se risquent à cet exercice, de peur de ne plus pouvoir travailler au Rwanda. Le dilemme est réel : couvrir un massacre par notre silence ou risquer d'être expulsés du pays et quitter nos malades ? Parce qu'elle refuse de se taire sur le crime de Kibeho, la section française de Médecins sans frontières est expulsée<sup>28</sup> du

---

28. Au début, le gouvernement prétend que l'expulsion est motivée par des activités d'espionnage, aucun élément tangible n'est donné, même oralement, pour soutenir cette accusation. Le 29 février 1996, dans une lettre — n°122/16.11.18(c)1a — de l'ambassade du Rwanda au Caire à l'ambassade de Suède, le gouvernement reconnaît

Rwanda en décembre 1995. Un des observateurs des droits de l'homme des Nations unies, témoin des faits et peu enclin à garder le silence, est purement et simplement remercié. L'officier zambien, responsable des casques bleus de Kibeho, est renvoyé précipitamment dans son pays. Il est plus facile de se débarrasser des témoins gênants que de faire face aux assassins en refusant d'étouffer la vérité. L'attitude des soldats des Nations unies, pourvus d'un mandat de protection des populations déplacées incluant l'usage de la force, est identique à celle de leurs collègues qui, en 1994, ont assisté au génocide sans intervenir. Plus révoltant, l'acharnement de la bureaucratie onusienne à dissimuler les preuves du massacre constitue un fait d'une exceptionnelle gravité.

Ce qui s'est passé en 1995, dans la prison de Gitarama et dans le camp de déplacés de Kibeho, est extrêmement sérieux. Nous le présentons en détail dans ce texte car les faits sont bien documentés, ce qui constitue une exception notable pour la période allant de septembre 1994 à septembre 1995. La raison en est simple. Ces actes surviennent dans des espaces clos, prison ou camp de déplacés, accessibles aux organismes d'aide.

Mais la majorité des actes de violence se déroule, pendant cette période, dans un espace peu accessible aux observateurs : les collines. De plus, les crimes sont bien souvent commis une fois la nuit tombée. Pour le personnel international, les occasions sont rares d'être témoin d'exactions en zone rurale, *a fortiori* la nuit. Pour apprécier l'importance des actes commis, il faut malheureusement se reposer sur d'autres sources. Fermer les yeux sur les rares événements dont ses membres sont témoins directs et qualifier de rumeurs invérifiables les faits rapportés par d'autres sources sont malheureusement deux comportements courants au Rwanda pour un organisme d'aide. Cela permet aux autorités d'affirmer que le territoire rwandais est librement accessible aux observateurs étrangers et que ceux-ci ne remarquent rien de plus que quelques vengeances d'après guerre. Une fois de plus, les yeux fermés et les bouches closes sont une condition à la réalisation des crimes. Ainsi les autorités bénéficient-elles, outre l'impunité politique et juridique déjà automatiquement accordée par les États, de l'impunité médiatique et morale due à la démission des témoins.

---

que l'expulsion de MSF est motivée par son refus de soutenir la politique du gouvernement à Kibeho. D'autres ONG sont accusées, dans cette lettre, d'espionnage ou d'inefficacité, mais pas MSF.

## Les réfugiés

### Les causes de l'exode

D'avril à juillet 1994, de 500 000 à un million de Rwandais disparaissent, victimes du génocide, deux millions fuient au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi. Avant ces événements, la population rwandaise s'élevait à 7,5 millions d'habitants. Près d'un Rwandais sur trois, très majoritairement des Hutus, cherche le salut dans l'exil. Cette population de fuyards obéit à des motifs divers :

- peur d'avoir à répondre des crimes commis pendant le génocide ;
- obéissance aveugle à la propagande des extrémistes auteurs du génocide ;
- peur d'être tué en cas de refus d'obéissance aux autorités militaires et civiles responsables du génocide et incitateurs de l'exode vers les pays limitrophes ;
- fuite à la suite de massacres perpétrés par les troupes de l'APR ;
- motivations économiques, simple désarroi, désir de rester avec ses proches, etc.

Les motifs sont multiples, variés et bien souvent intriqués. Cette population ne peut être réduite à un groupe d'otages ou à une bande de criminels accompagnés de leurs familles. En revanche, l'administration des camps demeure aux mains des auteurs du génocide. D'autres tendances politiques sont représentées dans les camps, mais ex-FAR et les miliciens conservent le monopole de la violence.

Difficile d'apprécier le rôle que jouent les exactions commises par l'APR, d'octobre 1990 à septembre 1994, dans la fuite d'une partie de la population hors du pays. Elles demeurent peu documentées et controversées. Doit-on conclure à leur inexistence ? Plusieurs éléments incitent à la prudence. Le rapport<sup>29</sup> de la commission d'enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme, rendu public au début de l'année 1993, soulève la question mais rend surtout compte des limites de l'enquête. La bande nord du pays, contrôlée par l'APR à la suite d'offensives militaires depuis 1990, s'est très largement vidée de sa population hutue. Ces déplacés internes du Nord sont, à la suite de l'offensive de février 1993, environ 800 000. Les équipes de MSF visitent cette zone en janvier et juillet 1993 et confirment la fuite de la très grande majorité de la population qui vit dans des camps de déplacés dans les préfectures de Byumba et Ruhengeri. Certains mentionnent, dans leurs récits, des massacres commis par l'APR. En dépit des conditions misérables dans lesquels ils vivent — famine<sup>30</sup> et épidémies dans les camps en 1993 —, ils sont peu nombreux à retourner s'installer dans le Nord, malgré le cessez-le-feu et les

29. Commission internationale d'enquête, *op. cit.*

30. La pénurie alimentaire est due en grande partie aux détournements de l'aide, par la Croix-Rouge rwandaise, au profit de l'entourage présidentiel.

négociations d'Arusha. En revanche, la « zone démilitarisée », zone tampon entre les deux belligérants, se repeuple progressivement. Durant les combats de l'année 1994, nous recueillons des informations<sup>31</sup> sur le massacre de réfugiés burundais installés dans le camp de Nzangwa dans le Bugesera. D'autres sources, fiables et non suspectes de complaisance à l'égard du régime de Juvénal Habyarimana, signalent des actes de même nature. Gérard Prunier, chercheur au CNRS, déclare dans une interview au quotidien *Libération* le 27 février 1997 :

« Je suis absolument convaincu que des massacres du Front patriotique rwandais ont eu lieu, les premiers dans la préfecture de Byumba, directement au printemps 1993 sur des groupes de déplacés. J'ai également des preuves pour des tueries dans la préfecture de Kibungo, où il y a eu 1 500 morts sur une colline ; dans la préfecture de Gitarama, où le Front patriotique rwandais a tué 800 personnes revenant du Burundi, et dans l'arboretum de Butare, où au moins 1 200 personnes ont été massacrées à froid, bien après la fin des combats. Mis bout à bout, les massacres commis au fur et à mesure que le Front patriotique rwandais avançait représentent probablement plusieurs dizaines de milliers de morts. Combien ? 30 000, 40 000, 50 000 ? C'est difficile à dire. »

### Des camps sous influence

Parmi les fuyards se trouvent les responsables de l'organisation et de l'exécution du génocide de 1994. Dans les camps de réfugiés, le génocide se poursuit : en août 1994, les miliciens organisent l'exécution des Tutsis, membres de familles mixtes, résidant dans le camp de Benaco, district de Ngara, Tanzanie. Les réfugiés désirant rentrer dans leurs collines sont menacés et parfois exécutés quand leur volonté devient trop ostensible. Le nombre de morts liées à de tels actes pourrait avoir atteint 4 000<sup>32</sup>. Les anciennes autorités rwandaises détournent massivement l'aide destinée aux camps et reforment ainsi leurs capacités administratives et militaires. Au Zaïre, les ex-FAR et les milices reconstituent des bases militaires et lancent des attaques contre le Rwanda. Début novembre 1994, trois mois après leur formation, les camps s'organisent. Après l'hécatombe initiale — 50 000 morts à Goma pendant l'été 1994 —, la situation sanitaire se stabilise. Les épidémies de choléra et de dysenterie se terminent. L'approvisionnement alimentaire devient efficace.

31. *Rapport interne*, Médecins sans frontières, Paris, mai 1994.

32. « Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda (19 OECD members, EU, UN, Red Cross Movement, 5 international NGO) », *The International Response to Conflict and Genocide : Lessons from the Rwanda Experience*, rapport de synthèse, Copenhague, mars 1996, p. 29.

Un choix important se confirme à cette époque : l'attribution du statut de réfugié à l'ensemble de ceux qui ont franchi les frontières. Plusieurs dizaines de milliers (environ 40 000) de militaires, miliciens et cadres administratifs, responsables de l'extermination d'une partie du peuple rwandais, sont ainsi transformés en réfugiés. A ce titre, protégés, au moins temporairement, des incursions de l'APR par la présence de l'armée française et, plus tard, par une frontière reconnue internationalement, ils reçoivent abris, nourriture et soins aux frais de la communauté internationale. Le véritable orage médiatique d'août 1994 a déjà réussi le tour de force de substituer, dans l'opinion publique, l'image des victimes de l'épidémie de choléra, à Goma au Zaïre, à celle des victimes du génocide. Les tueurs, leurs sympathisants, leurs proches, la population sous leur contrôle se voient en outre attribuer un statut officiel de victimes, accompagné d'une obligation d'assistance de la communauté internationale. Cet époustouflant contresens historique représente sur le plan moral un acte d'une rare absurdité. Sur le plan juridique, aucun texte n'impose une telle attitude. La convention de 1948 sur la prévention et la répression des crimes de génocide impose aux États la poursuite des criminels. La convention de 1951 sur les réfugiés, la convention de l'Organisation de l'unité africaine de 1969, la déclaration de Carthagène de 1984... aucun de ces textes ne fait obligation de transformer les bourreaux et leurs proches en victimes par attribution du statut de réfugié.

Ne pouvait-on envisager un rapatriement à la fin de l'année 1994 ? A ce moment-là, le gouvernement en place à Kigali regroupe presque toutes les tendances politiques rwandaises opposées au génocide. En dehors des affiliations partisans, des personnalités indiscutables occupent des postes clés : Paul Kagame, vice-président et ministre de la Défense, Seth Sendashonga, ministre de l'Intérieur, Alphonse Nkubito<sup>33</sup>, ministre de la Justice. Les conditions militaires sont également réunies : des troupes mandatées par le Conseil de sécurité des Nations unies sont à la fois présentes sur le territoire zaïrois et sur le sol rwandais. Les armées burundaise et tanzanienne maîtrisent la situation militaire des camps installés sur leur territoire. Ce dispositif militaire international donne les moyens de garantir à la fois un départ volontaire des camps et un accueil surveillé au Rwanda.

Sur le plan économique, l'importante masse financière attribuée aux programmes d'assistance aux réfugiés trouverait un usage bien plus rationnel dans des programmes d'aide aux victimes du génocide et à la réinstallation des populations déplacées dans leurs communes d'origine. L'excédent pourrait servir à une remise en marche rapide des services publics rwandais et à la relance de l'économie rwandaise en général. Mais sur les 2 milliards<sup>34</sup> de dollars dépensés d'avril 1994 à la fin de l'année 1995 pour l'ensemble de la région, le nouveau gouvernement rwandais en reçoit 244 millions. Les fonds nécessaires

33. Ces deux derniers sont exclus du gouvernement au cours de l'été 1995.

34. « Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda », *op. cit.*, p. 34.

à la remise en marche du pays sont dépensés, au nom de l'action humanitaire, dans les camps au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi, où les auteurs du génocide reconstituent leurs forces aux frais de la communauté internationale. Entre l'intérieur et l'extérieur du pays, les flux financiers sont tellement déséquilibrés que MSF doit allouer, au cours du dernier trimestre 1994, 100 000 dollars<sup>35</sup> au ministère de la Santé pour contribuer à sa mise en service.

Dès son installation, le nouveau gouvernement du Rwanda hésite entre ouverture politique et durcissement répressif, comme souvent dans ce pays, dont l'extraversion économique et militaire constitue une donnée majeure. Les décisions prises par les pays de la région et les gouvernements occidentaux pèsent ainsi fortement sur le cours de la vie politique nationale. Immédiatement après sa formation, la légitimité du nouveau gouvernement est mise en cause. Véritable camouflet, la France refuse d'inviter la nouvelle équipe au pouvoir au sommet franco-africain de Biarritz. Toutes les conditions — morales, juridiques, économiques, politiques et militaires — étaient, pourtant, alors réunies pour rompre avec le cycle de la violence. Neutraliser les auteurs du génocide, assurer le départ des camps par l'action des forces internationales au Zaïre et celle des armées nationales en Tanzanie et au Burundi, assurer la sécurité des populations rapatriées au Rwanda par l'action des casques bleus, canaliser l'aide financière vers le Rwanda et accorder une pleine reconnaissance diplomatique et politique aux nouvelles autorités du pays... une telle politique était possible et indispensable.

L'attaque des camps du Zaïre, à l'automne 1996, et l'incroyable calvaire des réfugiés sont les conséquences de la série de non-décisions de 1994. Le HCR porte une lourde responsabilité. Il n'aurait pas dû couvrir de son autorité le dévoiement du statut de réfugié. Sergio Vieira de Mello, haut-commissaire adjoint du HCR, déclarera dans une interview donnée au quotidien français *Le Monde*<sup>36</sup> : « Nous essayons de faire notre autocritique. Nous allons tenter de définir quelle attitude le HCR aurait pu adopter en 1994 et 1995, qui aurait forcé les gouvernements à nous aider pour que les choses ne mènent pas inexorablement à cette souffrance des réfugiés... » Espérons que cette déclaration ne restera pas lettre morte, tant est grande l'inquiétude devant le lent glissement qui, de crise en crise, voit disparaître les droits des réfugiés. Mais la responsabilité du HCR ne doit pas faire oublier celle des ONG. Si le HCR est corseté par la politique des États, les ONG ne subissent théoriquement pas cette contrainte. Pourtant, alors que le débat s'engage sur la nature des camps, le petit monde humanitaire non gouvernemental est unanime. Personne ne nie le problème de fond, mais quand MSF — section française — joint les actes à la parole,

35. Valeur d'une donation de Médecins sans frontières, section belge, en équipements divers choisis sur une liste par le ministère de la Santé.

36. *Le Monde*, 5 juillet 1997.

en décembre 1994, en fermant ses programmes dans les camps du Zaïre et de Tanzanie et en lançant une campagne d'explication publique, nous nous heurtons à une véritable levée de boucliers. Tous les arguments sont bons pour justifier la participation au système : partir équivaut à refuser de soigner les malades, ce qui est inacceptable pour une organisation médicale ; parler publiquement met en danger les équipes sur le terrain ; partir pose le problème de la rupture de contrat face aux bailleurs de fonds ; partir impose des sacrifices financiers inhérents à la cessation d'activité, etc. En termes de déclarations publiques, la ligne rouge est franchie quand le porte-parole du HCR déclare<sup>37</sup> que les équipes de Médecins sans frontières quittant les camps pourront ainsi passer Noël en famille. Le HCR explique sa position au nom de son mandat sur les réfugiés, la majorité des ONG la justifie au nom de l'humanitaire. Quelques-unes<sup>38</sup> fermeront leurs programmes dans les camps, discrètement, en évitant les explications publiques. Les autres, au nom d'une conception de l'action humanitaire réduisant la victime à un estomac vide, arguant d'un apolitisme et d'une neutralité de façade, défendant leurs intérêts économiques propres, feront la preuve que le génocide et ses centaines de milliers de victimes ne suffisent pas à entamer leur asservissement aux politiques et aux bailleurs de fonds.

L'installation des camps — l'impunité et le soutien *de facto* accordé par ce biais aux auteurs du génocide — alimente la dérive du nouveau pouvoir rwandais qui, à son tour, incite les réfugiés à ne pas rentrer. La responsabilité des organismes d'aide dans la construction de ce cercle vicieux est importante. Rien n'imposait leur participation à un tel système, une fois l'urgence initiale terminée.

### L'offensive de l'APR et de l'Alliance<sup>39</sup> contre les camps

A l'automne 1996, les opérations militaires débutent au Kivu ; 1,1 million de réfugiés rwandais sont installés dans les camps autour des villes d'Uvira, Bukavu et Goma.

La première question s'impose d'elle-même, simple et quantitative. Ce chiffre de 1,1 million, à l'automne 1996, correspond-il à la réalité ? La population des camps de Goma au moment de leur installation est estimée à 1,2 million, puis à 850 000 fin juillet 1994. La surestimation initiale des chiffres vient de l'absence de recensement dans un contexte de crise grave. Épidémies de choléra, de dysenterie, manque d'eau potable et de nourriture entraînent la mort de 50 000<sup>40</sup> — 6 % à 10 % de la population suivant le chiffre

37. Reuter, 20 décembre 1994.

38. Dont International Rescue Committee.

39. Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, dirigée par L.-D. Kabila.

40. Goma Epidemiology Group (incluant des membres de MSF & Épicentre), « Public Health impact of Rwandan refugee crisis : what happened in Goma, Zaïre, in July, 1994 », *The Lancet*, n° 345, 1995, p. 339-344.

de population totale retenu — personnes durant le premier mois. Si le strict recensement des individus est alors difficile à réaliser en urgence, d'autres techniques permettent néanmoins d'estimer la population sans se fier aux chiffres outranciers donnés par les dirigeants des camps. Le comptage des abris et des enquêtes rapides<sup>41</sup>, avec méthode d'échantillonnage, pour établir le nombre moyen de personnes sous chaque abri, le comptage des enfants de moins de cinq ans pendant les campagnes de vaccination contre la rougeole ou des enquêtes nutritionnelles associées à la collecte de données relatives à la structure démographique des foyers<sup>42</sup> sont des techniques alternatives, même si elles ne mènent pas au même degré de précision. Nous pouvons donc disposer de nos propres estimations. Ainsi, dans le camp de Katale, sur 200 000 réfugiés déclarés, nous n'en trouvons que 120 000<sup>43</sup>. A Benaco, district de Ngara, Tanzanie, 350 000 réfugiés sont recensés par leurs dirigeants, 220 000 selon nos estimations. Nous pourrions multiplier les exemples. Dès le premier trimestre 1995, les recensements du HCR sont effectués. MSF, qui avait largement dénoncé les détournements de l'aide alimentaire au profit des auteurs du génocide par le biais de chiffres de population truqués, peut alors évaluer de manière particulièrement critique les résultats des recensements. Nous constatons qu'ils correspondent à un travail sérieux<sup>44</sup>. Le chiffre de 1,1 million de réfugiés rwandais au Kivu nous semble donc fondé.

Une autre question concerne l'identité des réfugiés. Nous avons déjà dit que le statut de réfugié n'aurait jamais dû être attribué à l'ensemble de la population, particulièrement aux composantes militaires, miliciennes et administratives. On estime entre 10 % et 15 %<sup>45</sup> de la population des camps la proportion de réfugiés impliqués dans le génocide. Les trois quarts des réfugiés sont des femmes et des enfants de moins de quinze ans. Or, après le retour de la mi-novembre, certains n'hésitent pas à présenter ainsi la population des camps : « A noter, cependant, que ces groupes de fuyards étaient plus les lambeaux d'une armée en déroute (des hommes armés entourés de civils) que de véritables réfugiés au sens strict du terme<sup>46</sup>. » Ce type de présentation renvoie plus à une volonté politique de dégager la responsabilité de l'Alliance dans les massacres de réfugiés qu'à une étude sérieuse de la structure de population. Il était déjà absurde d'assimiler automatiquement toutes les personnes en fuite, y compris les auteurs du génocide, à des réfugiés. Mais assimiler les

---

41. Cette méthode permet une estimation à plus ou moins 20 %.

42. Les enquêtes nutritionnelles, en associant au questionnaire le recueil de données démographiques, sont un excellent moyen d'obtenir des estimations raisonnables de taille et de structure de population.

43. *Breaking the Cycle*, *op. cit.*

44. A plus ou moins 10 %, résultat satisfaisant dans ce contexte.

45. « Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda », *op. cit.*, p. 39.

46. Colette BRAECKMAN, « Zaïre : récit d'une prise de pouvoir annoncée », *Politique internationale*, n° 76, Paris, 1997, p. 68.

femmes et les enfants de moins de quinze ans — la très large majorité de cette population — aux « lambeaux d'une armée en déroute » correspond à une tentative de justifier l'injustifiable : leur élimination physique. A ce stade, il semble essentiel de rappeler que les tueries collectives de civils sont généralement qualifiées de crime contre l'humanité et non de destruction d'une force militaire.

### Le grand retour : images et réalité

Pourquoi tous les réfugiés ne rentrent-ils pas au Rwanda après le grand retour de la mi-novembre 1996 ? En août 1995, le gouvernement zaïrois procède, par la force, au rapatriement de 14 000 Rwandais et fixe un ultimatum afin que l'ensemble des réfugiés quittent le pays d'ici la fin de l'année. A cette époque, le Rwanda, en dépit des déclarations de façade, oppose une certaine résistance au retour de cette population, vue comme hostile. Au Kivu, les ex-FAR et les miliciens sont toujours en position de force. En Tanzanie, en revanche, les ex-FAR sont peu implantées. Les miliciens contrôlent certes les camps, mais les autorités tanzaniennes sont fermes. Elles ne permettent pas les incursions militaires depuis les camps vers le Rwanda. Pour autant, les autorités rwandaises ne réclament pas le retour de ces réfugiés. Devant le peu d'empressement de Kigali, les réfugiés de Tanzanie ne sont pas renvoyés chez eux. Leur rapatriement, sous la contrainte de l'armée, fin 1996, indique pourtant que c'était réalisable.

Quand l'offensive contre les camps débute au Sud-Kivu, autour des villes d'Uvira et Bukavu, l'Alliance n'organise aucun retour sûr et massif vers le Rwanda à partir de ces deux régions. Bien au contraire, les réfugiés sont dispersés vers l'ouest et le sud. L'opposition des dirigeants des camps à ce retour demeure un élément à prendre en considération. Mais à étudier les témoignages, l'attitude des soldats de l'Alliance lors de l'attaque des camps est parfois contradictoire : « Ils [ADFL] ont également pourchassé les *interahamwe* et les membres des ex-FAR qui, pendant qu'ils contrôlaient les camps, empêchaient les réfugiés de rentrer au Rwanda. Mais ils ne se sont pas contentés d'ouvrir le chemin à ceux qui le souhaitaient, ils ont également tiré sur des camps qui n'étaient visiblement pas défendus, alors que les miliciens armés et les soldats avaient déjà fui. Ces attaques sur des civils, décrites par des témoins de Mpanzi, Inera, Kahindo, Katale, Mugunga et Sake, sont une claire violation du droit humanitaire international. La plupart des témoins ont vu des réfugiés blessés et tués par des tirs injustifiés de la part des soldats de l'ADFL et leurs alliés. Ces tirs ne répondaient pas à des provocations. Plus troublant encore, des témoignages expliquent que certains réfugiés ont été pris pendant qu'ils rentraient en colonne vers le Rwanda ou dans des camps de transit et amenés vers des destinations incon-

nues<sup>47</sup>. » Nous sommes bien loin de l'image d'Épinal dressant le portrait d'une population, otage des auteurs du génocide de 1994, décidant, après sa « libération » par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, de rentrer spontanément au pays, en toute sécurité.

Le grand rapatriement de la mi-novembre, qui ramènera au Rwanda, dans des conditions de sécurité relatives, plusieurs centaines de milliers de personnes, doit être replacé dans son contexte. Au même moment, le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale pour permettre l'acheminement de l'aide aux réfugiés et procéder à leur rapatriement. Washington donne son accord et l'armée américaine s'engage à y participer. L'Alliance et Kigali vivent alors dans la crainte d'une telle opération, perçue comme un coup d'arrêt potentiel à leur offensive. La perspective de la participation militaire française à cette opération renforce, à juste titre, leurs réticences. Paul Kagame, ministre de la Défense et vice-président du Rwanda, décrira plus tard dans une interview au *Washington Post* le rapatriement massif, organisé conjointement par l'Alliance et l'APR, comme une manœuvre pour couper l'herbe sous le pied de la force multinationale alors que les premiers soldats canadiens viennent d'atterrir sur l'aéroport de Kigali. John Pomfret, du *Washington Post*, rapporte à partir d'une interview de Paul Kagame : « Ensuite des discussions ont pris place, que Kagame a prises très au sérieux : les négociations sur l'organisation d'une force d'intervention pour l'est du Zaïre soutenue par les États-Unis. Pendant que les diplomates et les officiers canadiens, américains, anglais passaient dans le bureau de Kagame à Kigali, pour parler d'une force multinationale, Kagame a préparé un plan pour enterrer l'intervention internationale. Ce plan a été mis en œuvre quand, le 15 novembre, les forces rebelles ont attaqué, depuis l'ouest, l'immense camp de réfugiés de Mugunga, près de Goma, ne laissant à la majorité des 500 000 réfugiés qu'un seul chemin pour fuir : la route vers le Rwanda<sup>48</sup>. »

Dès le début de l'offensive, nous recueillons des témoignages de massacres perpétrés par l'Alliance. Le massacre d'une partie des patients et du personnel de l'hôpital de Lemera, région d'Uvira, le 6 octobre 1996, indique clairement que ni les civils, ni les blessés, ni le personnel soignant ne feront l'objet de mansuétude. Les rebelles interdisent toute présence des organismes d'aide dans le Sud-Kivu pendant plusieurs semaines. A Goma, ils bloquent l'arrivée des secours jusqu'au 11 novembre, alors que les journalistes sont autorisés à se rendre dans la ville depuis une dizaine de jours. Quand l'autorisation est accordée, le ministre de la Santé du Rwanda, présent à la frontière, fait état de sa déception : le convoi de MSF n'est pas assez important, pas assez visible pour les caméras de télévision, devant lesquelles les autorités entendent montrer leur bienveillance à l'égard des organismes d'aide et souligner l'inutilité d'une intervention militaire internationale

47. *Human Rights Watch Africa*, avril 1997, vol. 9, n° 2 (A), p. 24. Traduction des auteurs.

48. *Washington Post*, 9 juillet 1997. Traduction des auteurs.

pour permettre l'acheminement des secours. L'Alliance manipule ainsi, depuis le début, les organismes d'aide.

Or, les besoins sont énormes. Une opération de secours pour des centaines de milliers de personnes impose un déploiement logistique impressionnant. Chaque jour, un demi-kilo de nourriture et dix litres d'eau potable par personne doivent être disponibles dans les camps. Pour un million de personnes, ce sont 500 tonnes de nourriture et 10 millions de litres d'eau potable qui sont nécessaires quotidiennement. Les besoins en matière de santé sont également énormes : des milliers de lits d'hôpitaux, des milliers de consultations. Comment mettre en place un tel système au milieu d'un champ de bataille ? Nous connaissons d'expérience la mortalité — due à la violence et aux maladies — accompagnant les grands déplacements de population dans cette région. Les premières semaines, elle ne peut être inférieure à 1 %, même si les conditions sont favorables. Ce pourcentage traduit en chiffre indique que, pour une population de plus d'un million de personnes, 10 000 décèdent rapidement.

Nous prenons la responsabilité de faire connaître ces données, fondées sur des enquêtes précises lors de déplacements massifs au cours des cinq dernières années, dans la même région, au sein de la même population. Mais le message est rapidement brouillé par les déclarations des politiques rivalisant de démagogie, qu'ils soutiennent ou non l'initiative militaire internationale. Les hommes politiques français se montrent particulièrement sans nuances. Le secrétaire d'État à l'Action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, prédit « la plus grande catastrophe qui ait jamais eu lieu <sup>49</sup> ». Le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, affirme que « nous allons assister à l'un des plus grands drames de l'histoire de l'humanité <sup>50</sup> ». « Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un génocide des Hutus par la faim <sup>51</sup> », ajoute Boutros Boutros-Ghali. Effacé le génocide des Rwandais tutsis, renvoyées aux oubliettes de l'histoire les famines éthiopienne et somalienne... Certains politiques et dirigeants d'organisme d'aide, à la poursuite d'objectifs propres, ont ainsi, par leurs annonces apocalyptiques, ôté toute crédibilité à l'indispensable message d'alerte et de mobilisation. Au moment où les images de centaines de milliers de Rwandais en bonne santé regagnant leur pays sont diffusées sur tous les écrans télévisés du monde, les organisations humanitaires sont accusées de propagation de fausses nouvelles : « Or les preuves de la catastrophe annoncée manquaient — ce qui remet en cause la crédibilité des organisations humanitaires <sup>52</sup> », n'hésite pas à écrire Alex de Waal dans le *Frankfurter*

---

49. AFP, 101620, novembre 1996.

50. AFP, 111146, novembre 1996.

51. AFP, 101831, novembre 1996.

52. Alex DE WAAL, codirecteur de African Rights, *Courrier international*, n° 316, 21 novembre 1996.

*Allgemeine Zeitung*. Pourtant, la crise est majeure et les faits peuvent se passer de toute surenchère verbale.

Car peu de temps après, l'ONG zairoise EUB rapporte<sup>53</sup> avoir enterré 6 000 morts pour la seule région de Goma, principalement dans les camps, soit 1 % de cette population. Parmi les centaines de milliers de réfugiés sur la route du retour, nous traiterons 16 000 patients dont 9 000 cas de diarrhée aiguë. Sur les 44 examens de selles pratiqués parmi ces patients atteints de diarrhée aiguë, 40 sont positifs pour le *Vibrio cholerae*, confirmant une épidémie de choléra<sup>54</sup> dont la létalité reste étonnamment faible : 0,4 %. Sur le terrain, nous cherchons à expliquer ce faible taux en analysant l'épidémie de choléra, au sein de la même population, dans le camp de Tingi Tingi, ville de Lubutu, région du Maniéma. A Tingi Tingi, la létalité est de 5 % au cours de la période où les soins sont possibles, mais insuffisants. Quand la proximité des combats entraîne l'effondrement de la qualité des soins, elle passe à 16 %. Ces données permettent de mesurer la gravité de telles situations sanitaires si l'assistance médicale est empêchée. Dans ces circonstances, le travail des agences médicales conduit à épargner des centaines de vies, voire des milliers. Faut-il rappeler les 50 000 morts survenus en 1994 à Goma, lors de l'installation des camps, pour convaincre que nous sommes parfaitement capables de sonner l'alerte à bon escient ?

Dans cette région, les épidémies de choléra, de dysenterie, de paludisme et la malnutrition sont particulièrement meurtrières. Mais la plus meurtrière de toutes reste, sans contestation possible, l'épidémie de violence politique, déjà responsable d'environ un million de morts depuis le début des années quatre-vingt-dix. La violence pratiquée à l'encontre des Rwandais vivant dans les camps du Kivu n'est pas identique à celle pratiquée contre les Rwandais tutsis en 1994. L'intention d'exhaustivité n'est pas présente : ici, extermination vise uniquement des segments de population et non pas le groupe dans son intégralité. Néanmoins, il s'agit d'extermination. Peut-on imaginer une attitude différente de la part des groupes armés ? Ne vont-ils pas, comme à l'accoutumée, procéder à de très larges massacres de civils ?

Un demi-siècle après Auschwitz, le refus des pratiques d'extermination demeure pour nous une des lumières dont l'humanité éclaire son histoire. Face à la violence de l'exterminateur doit s'opposer une violence légitime, fondée sur la notion d'humanité. En ce sens, nous ne sommes pas des pacifistes. Plus largement, nous acceptons que la guerre puisse avoir une place dans l'histoire. Pas l'extermination. Pour cette raison, MSF prend,

53. AFP, 22 décembre 1996.

54. BROWN et al., « Cholera Outbreak during massive influx of Rwandan returnees in November 1996 », *The Lancet*, 1997. n° 349, p. 212. Travail réalisé par Médecins sans frontières et Épicentre.

pour la seconde<sup>55</sup> fois depuis sa fondation, la responsabilité d'appeler à une intervention militaire pour protéger les réfugiés, sous condition que la mise hors d'état de nuire des auteurs du génocide fasse partie intégrante de son mandat. Nous nous étions déjà prononcés pour qu'ils soient séparés des civils. Une fois l'urgence passée, nous avons refusé de travailler aux côtés des auteurs du génocide et avons quitté les camps à la fin de l'année 1994<sup>56</sup>. Cela n'a nullement retenu un certain nombre de commentateurs de nous présenter de la sorte : « Des ONG au secours du néo-impérialisme<sup>57</sup>. »

Avec l'opération de refoulement des réfugiés de la mi-novembre, réalisée sous la menace<sup>58</sup> d'une intervention militaire internationale, un demi-million de Rwandais sont rentrés sur leurs collines. Pour les autres, l'horreur commence. « Il n'y a plus besoin d'une force internationale telle qu'elle a été définie. Le travail qu'ils devaient faire est fait », déclare<sup>59</sup> Patrick Mazimpaka, ministre de la Réhabilitation du Rwanda. Rapidement, Kigali, les rebelles du Kivu et leurs amis américains affirment que la quasi-totalité des réfugiés est rentrée. Pour appuyer leurs déclarations, ils feignent de croire que la manipulation des chiffres de réfugiés, très importante à la formation des camps en 1994, n'a jamais été corrigée. Mais une autre manipulation est bientôt placée au centre des discussions : celle des données produites par les photographies satellites. Les militaires américains ne voient pas les réfugiés sur ces prises de vue. La couche nuageuse et la forêt tropicale font écran. Les photographies sont inexploitablement. Pour l'ambassadeur américain au Rwanda, la conclusion s'impose d'elle-même : les réfugiés sont rentrés, dans leur grande majorité. Pourtant, début décembre, un groupe d'environ 150 000 personnes émerge autour des villes de Lubutu et Shabunda. A en croire les satellites américains, il ne devrait pas exister !

### Les réfugiés bloqués sur la ligne de front

Victimes de la violence de leurs propres dirigeants, des massacres de l'Alliance et de l'APR, les réfugiés se regroupent dans des camps de fortune. Sur le site de Tingi Tingi,

55. La première fois : juin 1994, contre les auteurs du génocide.

56. Pour les mêmes raisons, les sections suisse, espagnole, belge et hollandaise de Médecins sans frontières stoppent leurs activités dans les camps à la fin de l'année 1995.

57. Titre d'un article de Simon JENKINS dans *The Times* traduit et édité dans *Courrier international*, n° 316, 21 novembre 1996, p. 5.

58. « Alors qu'une force multinationale se préparait à entrer dans l'est du Zaïre, les rebelles ont fait ce que personne d'autre ne s'était résolu à faire pendant les deux années passées : faire rentrer 500 000 personnes chez elles. Coïncidence ? "Je pense qu'il y a une petite relation", dit Paul Kagame, le général qui en pratique dirige le pays », *The Economist*, 23 novembre 1996. A cette époque, Kigali niait farouchement toute implication du Rwanda dans les combats du Kivu.

59. AFP, 151835, novembre 1996.

du 18 décembre 1996 au 7 février 1997, nous estimons<sup>60</sup> la population à environ 80 000 personnes. Le HCR et le Programme alimentaire mondial se mobilisent lentement. La ration alimentaire couvre moins de la moitié des besoins et une bonne partie est détournée au profit des miliciens. Les civils meurent lentement de faim. En sept semaines, 1 045 décès sont enregistrés<sup>61</sup>, dont 54 % parmi les enfants de moins de cinq ans. Les causes de ces décès sont : la malnutrition, le choléra, la dysenterie, le paludisme. Durant ces sept semaines, les morts représentent 1,3 % de la population totale. Ces chiffres de mortalité confirment de nouveau la justesse du pronostic communiqué<sup>62</sup> par MSF en novembre 1996 : le risque de perdre 1 % de la population en quelques semaines, soit 10 000 sur 1 million. Peut-on s'attendre à un autre résultat quand on attaque des camps au mortier ? Quand des centaines de milliers de personnes sont privées d'eau, de nourriture et de soins ?

Les réfugiés de Tingi Tingi demeurent sous le contrôle des auteurs du génocide. Privés de nourriture — le peu disponible étant en partie détourné par leurs dirigeants —, ils regardent ces derniers acheter de la bière par dizaines de caisses au dépôt de Lubutu. Coincés sur la ligne de front, ils souhaitent soit rentrer au Rwanda, soit poursuivre leur route vers l'ouest en direction de Kisangani. L'armée de Mobutu leur interdit toute fuite vers l'ouest. Les ex-FAR participent, aux côtés des militaires zaïrois, aux combats contre les rebelles et leurs alliés. Des armes sont livrées dans les camps. Alors que, depuis plusieurs mois, les déclarations du gouvernement français font état de graves préoccupations quant au sort des réfugiés, les pressions françaises pour la démilitarisation des camps et leur éloignement de la zone de combats sont inexistantes. Le secrétaire d'État à l'Action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, se rend par deux fois dans les camps. Jamais il ne lancera un appel à leur démilitarisation ou à leur déplacement en dehors de la zone de conflit. Déclarations à sens unique : il faut assister les réfugiés là où ils se trouvent et intervenir militairement. En dépit de toutes les règles élémentaires indiquant que les réfugiés ne peuvent ni prendre part aux combats, ni être secourus au milieu d'un champ de bataille. Par ailleurs, la logistique française ne met pas non plus en place les moyens nécessaires à l'acheminement quotidien de 40 tonnes de nourriture vers le camp de Tingi Tingi. La France se déclare prête à une opération militaire délicate, mais n'a ni les moyens ni l'influence nécessaire pour acheminer, en zone amie, 40 tonnes de nourriture par jour sur un camp de réfugiés. Est-ce crédible ? A ce stade, les camps ont éclaté, les réfugiés sont dispersés sur des centaines de kilomètres. Une intervention militaire aurait probablement

---

60. Comptage des abris et nombre moyen de personnes par abri issu d'une enquête randomisée.

61. P. NABETH et al., « Health situation of refugees in Eastern Zaire », *The Lancet*, 1997, n° 349, p. 1031-1032. Travail réalisé par Médecins sans frontières et Épicentre.

62. Communiqué de presse de Médecins sans frontières du 9 novembre 1997.

peu d'impact sur la survie des réfugiés, mais beaucoup sur le maintien au pouvoir de Mobutu. Voilà le but poursuivi par l'État français qui, à cette fin, n'hésite pas à jouer avec la vie de centaines de milliers de réfugiés.

Le comble du ridicule est atteint lors de la deuxième visite de Xavier Emmanuelli dans la région de Kisangani en mars 1997. La chute de la ville est imminente, les pillages par les militaires zairois en déroute ont déjà commencé, le secrétaire d'État interpelle les organismes d'aide, scandalisé de ne pas les voir mettre en place des secours devenus impossibles.

Les manipulations françaises ont largement contribué à la disparition de milliers de réfugiés par la faim, la maladie et les tueries. La politique française dans cette région, que certains résument au soutien sans faille à des dictatures nauséabondes et moribondes, pourrait simplement paraître ridicule si elle n'était meurtrière. Les soldats de Laurent-Désiré Kabila et Paul Kagame exécutent les civils rwandais au Kivu, mais c'est avec la complicité du gouvernement français que les réfugiés sont menés à l'abattoir par leurs propres dirigeants. La politique française montre une fois de plus les limites d'un humanitaire d'État produisant, ici, plus de victimes que de secours.

### Les réfugiés aux mains de l'Alliance

En mars 1996, Tingi Tingi, Lubutu puis Kisangani tombent aux mains des rebelles. Les réfugiés éclatent en plusieurs groupes. Les plus valides, encadrés par des miliciens et des soldats, filent vers l'ouest en direction de Mbandaka et du Congo. Deux mille réfugiés, trop faibles pour s'enfuir, restent sur le site de Tingi Tingi passé sous contrôle de l'Alliance. Une équipe de MSF, venue de Bukavu, tente de leur porter secours. Elle obtiendra l'autorisation de travailler seulement quelques heures par jour, deux à trois jours par semaine. Ce temps d'accès limité, par la volonté de l'Alliance, ne permet pas de délivrer des soins adaptés. Résultat : trente personnes meurent chaque jour du 12 mars au 26 mars 1997. L'histoire de l'équipe de Bukavu ne constitue pas un accident isolé. La privation de secours a été systématiquement utilisée par l'Alliance pour éliminer les réfugiés. En novembre 1996, l'Alliance bloquait déjà l'entrée dans cette région pendant plusieurs semaines. Les activités n'ont démarré qu'au prix de tracasseries administratives sans fin. Pour aider les réfugiés cachés dans la forêt à rentrer au Rwanda, l'équipe de Bukavu installe des postes de premiers secours afin de distribuer de l'eau potable, quelques vivres, et de dispenser les premiers soins. Les troupes de l'Alliance et de l'APR diffusent activement l'information dans les villages zairois. La raison de cet engouement, peu habituel de leur part, pour nos activités est simple. Nous sommes utilisés comme appât. Les réfugiés, une fois attirés hors de leurs caches, sont tués. Au début, seuls les hommes adultes et les jeunes garçons sont éliminés. Puis les massacres s'intensifient. Un officier de l'Alliance nous

déclare : « Tous les membres des ex-FAR et des *interahamwe* doivent être éliminés, c'est malheureux s'ils utilisent les femmes et les enfants comme boucliers. » Au cours du même entretien, il ajoute : « Tous ceux qui se trouvent dans la forêt sont considérés comme des ennemis<sup>63</sup>. » Parmi ces officiers zélés, plusieurs ne font aucun mystère de leur appartenance à l'APR.

Depuis le début des combats, de nombreux villageois zairois portent secours aux réfugiés : une des formes d'action humanitaire, sans retentissement médiatique et peu documentée. Pourtant, nombreux sont les réfugiés qui doivent la vie à ces paysans eux-mêmes bien démunis. Au cours d'un « séminaire idéologique » tenu du 17 au 23 mars 1997, les chefs de village zairois sont mis en garde : toute aide aux réfugiés sera punie par la torture et la mort. Quant aux organismes d'aide, l'utilisation de leur travail comme appât afin de massacrer les réfugiés n'est pas le seul prix demandé par l'Alliance et l'APR pour autoriser leur présence. Si le silence n'est pas gardé sur les crimes commis, les sanctions tombent vite : blocage des activités et donc interruption des soins ; menaces de mort, parfois mises à exécution, à l'encontre des personnels nationaux et menaces de mort contre le personnel international. Ces pressions expliquent, du moins partiellement, le décalage entre la gravité des actes auxquels l'action humanitaire est associée et le peu de prises de position publiques claires sur ce sujet. Mais le silence a d'autres mobiles. Depuis une dizaine d'années, une pluie de dollars s'abat sur les organismes d'aide. « L'aide humanitaire est alors passée, pour employer le vocabulaire de la théorie économique, d'une économie de la demande à une économie de l'offre : combien de programmes d'assistance — distribution de produits de base, réhabilitation de bâtiments, aide médicale — ont été engagés au cours de ces dernières années, non parce qu'un besoin se faisait sentir, mais parce qu'un budget était débloqué à cet effet<sup>64</sup> ? » La présence à tout prix d'organismes devenus au fil des ans les sous-traitants de la politique de communication des États bailleurs de fonds entre en résonance avec la grande habileté des groupes politico-militaires à manipuler aide et communication humanitaires<sup>65</sup>. A cette double pression les organismes d'aide répondent en s'agenouillant, au mépris des principes affichés. Ce double asservissement explique comment des crimes odieux sont passés sous silence en dépit du grand nombre de témoins.

Après la prise de Kisangani par l'Alliance, le 15 mars 1996, la majorité des ex-FAR et des miliciens fuit vers l'ouest. Ils laissent derrière eux un groupe de 85 000 civils, mourant de faim, épuisés par plusieurs mois d'errance. Le groupe se dirige vers la ville de Kisangani pour demander protection et assistance. Les réfugiés s'installent sur deux sites

63. Médecins sans frontières, *Rapport Bukavu-Shabunda*, Amsterdam, avril 1997.

64. Rony BRAUMAN, MSF, *La Nouvelle Économie humanitaire*, janvier 1997, non publié.

65. *Économies des guerres civiles*, ouvrage collectif coordonné par François JEAN (MSF) et Jean-Christophe RUFIN, Hachette, Paris, 1996.

— Kasese<sup>66</sup> et Biaro —, à quelques dizaines de kilomètres au sud de la ville. Leur état sanitaire est déplorable. Plus de la moitié des enfants souffrent de malnutrition aiguë<sup>67</sup>. La moitié des enfants dénutris sont des malnutris sévères<sup>68</sup>. En deux semaines, la mort fauche 7 % de la population dans le camp de Biaro, qui abrite 17 000 personnes. Entre un quart et un tiers des réfugiés se déplace difficilement, ou pas du tout, pour atteindre les points de distribution de nourriture à l'intérieur du camp. La situation est telle que l'équipe médicale de Biaro discute de la nécessité de l'ouverture d'un centre d'aide aux mourants. Un nouveau terme apparaît dans le jargon interne de MSF : « précadavre ». C'est ainsi que notre équipe caractérise au moins un quart de la population des camps. Difficile de concevoir que cette population de morts-vivants puisse constituer une réelle menace pour les forces de Laurent Désiré Kabila et Paul Kagame. Pourtant, le 17 avril 1997, la relève militaire est prise par une unité de soldats rwandophones, dont les officiers s'expriment en anglais<sup>69</sup>. Dans les jours suivants, les camps sont attaqués par les militaires. Un chauffeur de MSF et son camion sont réquisitionnés pour remplir les fosses communes creusées à la pelle mécanique. Combien de réfugiés ont été tués ? Sur les 85 000 initialement présents dans les camps, 40 000 sortent de la forêt, où ils s'étaient cachés pendant les semaines suivant l'attaque. Auparavant, l'équipe de Médecins sans frontières constatait que 6 250 personnes étaient totalement incapables de bouger. Il est peu probable que ce groupe ait fui dans la forêt. De nombreux réfugiés valides sont entraînés sur la route par des soldats de l'Alliance prétendant les emmener vers le Rwanda. Ils sont exécutés en chemin, à l'écart des camps.

Bientôt, les réfugiés partis vers la frontière congolaise sont rattrapés par les mêmes militaires de l'Alliance, dans la région de Mbandaka. Voici le témoignage d'un homme caché dans le port de Mbandaka : « J'ai grimpé sur le toit d'une maison du port. Ma femme et mes enfants sont restés en bas. Trois militaires sont arrivés. Ils parlaient le kinyarwanda, l'un d'eux a dit à un réfugié : toi, tu as encore des mèches sur la tête, que faisais-tu au Rwanda ? J'enseignais à l'école secondaire. On a donné l'ordre de tuer la femme en commençant par l'enfant qu'elle portait sur le dos. Un soldat a donné l'ordre à la femme de déposer l'enfant au sol. On lui a éclaté le crâne d'un coup de massue. Les soldats ont fait la même chose avec une fillette de 4 ans et le fils de 8 ans. Ils font déshabiller la femme et lui enfoncent un poignard dans la poitrine à cinq reprises<sup>70</sup>. »

A la suite des massacres de Kasese et Biaro, la réprobation internationale met l'Alliance

---

66. Le nom exact de cet endroit est Kisesa, mais il a été déformé.

67. Mesurée par l'altération du rapport poids sur taille.

68. Rapport poids sur taille inférieur à 70 %.

69. Pour un étranger, ces deux caractéristiques identifient les soldats rwandais élevés en Ouganda. La population zaïroise de Kisangani qualifie ces mêmes soldats de rwandais.

70. Rapport Médecins sans frontières, juillet 1997, transmis à la commission d'enquête des Nations unies.

sous une forte pression. Mais la situation des réfugiés demeure précaire. Les massacres se poursuivent autour de Mbandaka et au sud de Kisangani. Cinquante-quatre mille survivants sont rapatriés par air à partir de ces deux endroits... au Rwanda, alors que l'APR est impliquée dans les exactions commises au Kivu ! Le rapatriement s'organise d'une façon totalement inhumaine, aucune des conditions de sécurité n'est respectée. Les réfugiés reçoivent peu d'informations sur leur destination. Ils se ruent dans les wagons du train reliant Ubundu à Kisangani avant de prendre l'avion pour Kigali. Dans ce train, le HCR, sous la pression d'un ultimatum de l'Alliance, entasse, le plus vite possible, le plus grand nombre, parmi lesquels des malades nécessitant des soins intensifs. Près de cent personnes meurent par étouffement au cours d'un seul voyage. Beaucoup de réfugiés sont originaires de l'ouest du Rwanda, où les ex-FAR se livrent à des actes de guérilla et à des massacres de Rwandais tutsis. Les opérations de contre-guérilla de l'APR conduisent, de décembre 1996 à juillet 1997, à l'exécution de plusieurs milliers de civils<sup>71</sup>. L'insécurité régnant dans l'ouest du pays interdit le déploiement du HCR et des observateurs des droits de l'homme des Nations unies. Les survivants sont refoulés dans une région en pleine guerre civile et que contrôle l'APR, impliquée dans les tueries dont ils viennent de réchapper. Évidemment, ces rescapés demandent à quitter la région où ils sont massacrés. Cela les transforme-t-il en volontaires pour le retour au Rwanda ? En raison de la gravité et de la permanence des exactions dont ils sont victimes, ne devraient-ils pas se voir proposer l'asile, en toute sécurité, dans un pays tiers ? Après ce refoulement — auquel HCR et ONG participent — des victimes chez leurs bourreaux pendant les massacres, que reste-t-il des droits des réfugiés ?

Ceux qui survivent à cette marche forcée de plusieurs milliers de kilomètres et aux tueries traversent le fleuve et pénètrent au Congo. De Lubutu à la frontière congolaise, nous suivons ce groupe de réfugiés depuis huit mois. Il comptait entre 150 000 et 200 000 individus en janvier 1997. Nous avons enregistré les taux de mortalité sur les différents sites de regroupement au cours de l'exode. De la frontière rwando-zairoise aux camps du sud de Kisangani au mois d'avril 1997, la faim et les maladies sont responsables de la disparition de 13 %<sup>72</sup> de cette population : entre 20 000 et 26 000 personnes. La mortalité liée aux massacres reste à ajouter à ce bilan déjà très lourd. De plus, ce groupe représente environ la moitié des réfugiés qui ne sont pas rentrés au Rwanda. Qu'est-il advenu des autres ? 1,1 million de réfugiés au Kivu en octobre 1996, 600 000 retours au Rwanda à la

71. Physicians for Human Rights, *Investigation in Eastern Congo and Western Rwanda*, 16 juillet 1997, p. 4.

72. Ce chiffre est construit à partir des données réunies quand les réfugiés séjournent plusieurs semaines sur des sites où nous évaluons la mortalité au travers de l'enregistrement des enterrements et de la mortalité au sein des structures de santé. Nous vérifions que les morts ne sont pas comptés deux fois : au cimetière et à l'hôpital. Pendant la période où le groupe reprend la route et ne devient plus accessible aux secours, nous lui appliquons le dernier taux de mortalité connu sur le site précédent.

mi-novembre 1996, 180 000 retours organisés par route, 54 000 survivants des massacres de Kisangani et de Mbandaka rapatriés par avion, 52 000 réfugiés localisés dans les pays de la région — Angola, Centrafrique, Congo, Gabon, Zambie, Malawi — ou localisés sur le territoire de la toute nouvelle république démocratique du Congo ; plus de 210 000 réfugiés sont toujours portés disparus. Les données de mortalité, enregistrées au sein du groupe initialement établi dans la région de Lubutu, laissent entrevoir que plusieurs dizaines de milliers de ces disparus sont déjà morts.

Interdiction de déployer les secours, intimidation par la violence, vols de matériel d'aide, utilisation des organismes d'aide comme appât pour mieux tuer les réfugiés, voilà quelles ont été les pratiques de l'Alliance et de ses alliés rwandais pour procéder à l'élimination de segments entiers de la population rwandaise réfugiée au Kivu. Laissons la conclusion à Paul Kagame<sup>73</sup> : « Il y a des choses qui doivent être faites [...]. Elles ne sont peut-être pas populaires, mais nous nous intéressons plus aux résultats qu'à ce qu'on dit à leur propos. » En d'autres termes, la fin justifie les moyens. Le cynisme paye. Les représentants d'une dizaine d'États africains<sup>74</sup>, réunis le 20 juillet 1997 à Kinshasa, qualifieront de « campagne de désinformation<sup>75</sup> » les récits de l'élimination physique des réfugiés. Après avoir bloqué pendant des semaines le travail de la commission d'enquête des Nations unies sur les massacres, Laurent-Désiré Kabila voit le secrétaire général des Nations unies satisfaire ses principales exigences<sup>76</sup> concernant le mandat et la composition de la commission. Le rapport de cette commission sera-t-il aussi éloigné de la réalité que celui de la commission d'enquête sur les événements de Kibeho ?

### L'espace humanitaire

Rony Brauman<sup>77</sup> le définit ainsi : « Je parle d'un espace symbolique, hors duquel l'action se trouve détachée du fondement éthique », avant de décrire les conditions pratiques de son existence :

- la liberté de parler librement avec les individus auprès desquels nous travaillons ;
- la liberté de mouvement et d'évaluation des besoins ;
- la liberté de contrôler que les secours ne sont pas détournés de leurs finalités par les bourreaux.

73. *Washington Post*, art. cité. Traduction des auteurs.

74. Dont le Gabon et la République centrafricaine, mais sans l'Afrique du Sud.

75. *Le Monde*, 22 juillet 1997.

76. Dont le départ de Roberto Gareton, membre du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme et auteur de précédents rapports mettant en cause l'alliance au sujet des massacres de réfugiés.

77. Rony BRAUMAN, *Humanitaire, le dilemme*, Textuel, Paris, 1996, p. 43.

Comment communiquer librement avec des individus confrontés à des pratiques d'extermination ? Quelle est la liberté de mouvement et d'évaluation quand des régions entières sont bouclées pendant des mois pour permettre aux assassins de tuer à grande échelle, en toute tranquillité ? Quelle attitude adopter face aux auteurs d'un génocide reconstituant leurs forces grâce à l'aide internationale ? Comment oublier que les secours ont été utilisés comme appât pour attirer les réfugiés et les liquider ? La présence d'organisations humanitaires sur le terrain n'implique pas l'existence d'un espace humanitaire. Cette présence, les assassins la réclament, tout en s'appliquant à créer un espace où une action sans éthique se déploie. Elle sert d'alibi aux crimes présents et fournit les moyens de crimes futurs. Reconnaissons que les dirigeants de cette région comptent parmi les maîtres de cette discipline : la manipulation des organismes d'aide à des fins criminelles.

La résistance peut s'organiser à partir d'une connaissance de la logique politique des assassins et de la nature criminelle de leurs pratiques. Cette intelligence doit fonder deux autres comportements de la part d'une association humanitaire. La suspension de l'aide lorsque, détournée de son objet, elle participe à la destruction de groupes humains, répond à un principe éthique fondamental : *primum non nocere*. C'est le sens de notre décision de retrait, en décembre 1994, des camps de réfugiés contrôlés par les auteurs du génocide des Rwandais tutsis. Quand la communauté des États et les agences des Nations unies démissionnent de leurs responsabilités, pourquoi devrions-nous faire de même ?

Le silence est une condition majeure à la réalisation de ces crimes. Nous devons en finir avec l'*omerta*. Face à un génocide, à des crimes contre l'humanité, l'assistance apportée sur le terrain ne peut justifier le refus de témoigner publiquement. En dépit de toutes les aides matérielles apportées, un million de Rwandais sont morts assassinés depuis 1990. Cela devrait suffire à conduire le secouriste à plus d'humilité quant à l'importance de son action. Le refus de couvrir de tels actes par le silence est le signe d'une action fondée sur une éthique de la responsabilité. C'est l'intention à l'origine de ce texte.

*Août 1997.*

# Retours et reconstruction au Rwanda

## Et pourtant ils vivent !

*Françoise Imbs\**

Un séjour de six semaines au Rwanda, effectué dans le cadre d'une mission d'enseignement en juillet-août 1996, nous a permis de parcourir rapidement neuf des douze préfectures actuelles du pays. Comme beaucoup d'étrangers retrouvant après guerre et génocide ce pays où ils avaient travaillé auparavant et perdu une partie de leurs affections, nous avons été frappée par le contraste entre les déchirures de la société et la vitalité dont celle-ci fait preuve dans ses diverses activités. Embouteillages de la capitale, billons de patates douces couvrant déjà les alluvions toutes neuves des dernières crues, théories familiaires d'écoliers le long des pistes, boisements d'eucalyptus rythmant le paysage alors que je les croyais dévastés, dans les trois quarts du pays tout renvoyait aux images d'autrefois. Mais il n'a pas non plus fallu beaucoup de temps pour entendre, au-delà des comportements convenus et des cohabitations reprises, le récit ou l'écho des souffrances d'hier et d'aujourd'hui, des angoisses pour le présent et le futur, des méfiances réciproques plus aiguës et plus radicales que jamais. Volonté de vivre et foi en l'avenir malgré tout, en chacun ces dynamismes s'affrontent aux sentiments d'insécurité et à la peur. Peur entretenue par l'engrenage des attentats et des répressions souvent aveugles, par les prisons trop pleines ou les menaces pesant sur les rescapés et les témoins des futurs procès.

Les traumatismes dont ne cessent de souffrir les Rwandais sont aisément présents à l'esprit du public plus ou moins informé auprès de qui on les évoque, et la guerre civile au Zaïre redevenu Congo a remis en première page des médias l'odyssée des réfugiés. Les problèmes politiques, l'exercice difficile de la justice, l'insécurité et les tueries, ou les balbutiements d'une incertaine réconciliation, sont évoqués dans bien des ouvrages, revues, CD-ROM et sites Internet plus spécialisés. L'image d'un Rwanda verdoyant et densément

---

\* Maître de conférences à l'université Paris-VII, géographe.

peuplé, aux villes animées et aux paysages jardinés, est en revanche devenue comme incongrue, alors qu'elle dominait dans les années quatre-vingt, lorsque le pays était perçu comme le paradis des ONG et des programmes de développement rural — et trop souvent comme cela seulement. Elle n'a pourtant pas perdu de sa vérité, même s'il faut éviter d'en tirer trop vite des conclusions optimistes sur les conditions de vie matérielles de la population. Si nous avons choisi de nous concentrer sur la dimension socio-économique de la réalité rwandaise d'aujourd'hui, c'est surtout parce qu'en dehors des frontières elle est moins souvent examinée que les autres. C'est aussi pour prendre le relais d'un article écrit en collaboration avec A. et F. Bart pour *Hérodote*<sup>1</sup> il y a trois ans, qui insistait sur les principaux problèmes d'ordre démographique et sociogéographique sous-jacents aux violences extrêmes de 1994. L'une de nos ambitions sera de démêler, dans les réalités actuelles, la part des continuités et celle des ruptures.

Nos sources d'information sont, bien sûr, partielles. Nos observations de terrain, facilitées par l'accompagnement de collègues et d'amis, ont été de courte durée : elles nous ont été précieuses surtout pour décider des thèmes qu'il était essentiel d'examiner, et pour prendre un minimum de recul par rapport aux divers documents collectés au Rwanda et en Europe. Tandis que la recherche universitaire rwandaise prépare de futures publications, nous nous sommes particulièrement appuyée sur les études élaborées par les agences de l'ONU — FAO, HCR et OMS — ou par les organismes d'aide bilatérale — coopérations belge et allemande —, effectuées généralement à la demande et en collaboration avec les services publics rwandais. Nous avons également tiré parti des publications émanant des milieux d'affaires anglo-saxons : les *Country Reports* et *Country Profiles* de l'Economic Intelligence Unit. Précisons tout de suite et une fois pour toutes un point commun à l'ensemble de ces sources : en l'état actuel de la collecte statistique au Rwanda, les diverses données quantitatives qu'elles fournissent, et que nous utiliserons, ne sont que des estimations aux marges d'incertitude très variables ; elles valent surtout ce que vaut la sagacité de ceux qui les ont construites.

### Les désastres de la guerre et du génocide : septembre-novembre 1994, état des lieux

Du crash de l'avion présidentiel le 6 avril 1994 à l'arrivée de l'armée du Front patriotique rwandais le 18 juillet à la frontière séparant Gisenyi de Goma, trois mois de combats et de massacres, de pillages et de destructions, d'exodes massifs à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ont laissé le Rwanda exsangue. Ils avaient été précédés de trois ans et

---

1. F. IMBS, F. et A. BART, « Le Rwanda, les données sociogéographiques », *Hérodote*, n°s 72-73, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 1994.

demi de guerre, ponctués de pogroms, de déplacements de population et de cessez-le-feu incertains. Ils furent suivis de nouveaux exils, en relation avec la fin de l'intervention française en zone *Turquoise* et avec les opérations de sécurité menées notamment dans l'est du pays. Mais dès la fin septembre la plupart des écoles primaires rouvraient leurs portes tandis que les nouvelles autorités communales se mettaient un peu partout progressivement en place. A la mi-septembre, la MINUAR estime à deux millions le nombre de déplacés à l'intérieur du pays, mais en octobre le travail agricole a repris dans toute une partie du pays. Les organismes d'aide traitent l'urgence mais les ministères commencent à élaborer des programmes de reconstruction. On peut considérer que l'on est sorti d'une guerre, qu'un premier bilan de la tourmente peut être tenté.

### Massacres et exodes, un pays vide ?

Certains ont pu le croire. Parce que les morts et les exodes se chiffrent par centaines de milliers, par millions. Parce que les reportages, les récits des étrangers revenant au pays décrivent des routes et des campagnes bien réellement désertées. Mais en conclure au vide, c'est négliger l'extrême diversité des situations, et surtout c'est oublier le caractère « asiatique » des densités rwandaises. Au recensement d'août 1991, le territoire porte 7 149 000 habitants. Avec un taux d'accroissement annuel estimé à 3,1 %, et sans tenir compte des réfugiés burundais arrivés fin 1993, il en contient 7 740 000 au début d'avril 1994. Sa densité est alors de 307 hab./km<sup>2</sup> et c'est, à l'échelle d'un État, la plus élevée de toute l'Afrique continentale. En excluant les parcs naturels et les forêts, la densité « nette » monte à 378. A la mi-août 1994, une mission de la FAO<sup>2</sup> évalue à 5,05 millions la population vivant encore à l'intérieur du Rwanda, tandis que Gérard Prunier<sup>3</sup>, pour la même période, retient le nombre de 4,7 millions ; soit une diminution de 35 % ou 41 %. Cela correspond encore à une densité de 200 ou 186 hab./km<sup>2</sup>. Après le départ des Français de la zone *Turquoise* le 21 août, les estimations les moins optimistes se contentent de 4 millions, ce qui nous paraît oublier les retours et intégrer un nombre exagéré de morts et de réfugiés. Admettons pourtant cette valeur comme celle du creux de la vague, qui a dû se situer au début de septembre : la densité n'est plus que de 159 hab./km<sup>2</sup>. Le Rwanda, qui aurait alors perdu presque la moitié de sa population, a simplement rétrogradé... au deuxième rang de l'Afrique continentale, derrière le Burundi.

Il est certes des communes presque vides. Tous les témoignages concordent pour évoquer, dans cette catégorie, les zones frontalières du Burundi et de la Tanzanie. Un an plus

---

2. *Special Alert n° 256 FAO/WPF. Crop and Food Supply Assessment Mission to Rwanda, August 1994*, FAO, Rome, 8 septembre 1994.

3. G. PRUNIER, *The Rwanda Crisis, 1959-1994. History of a Genocide*, Hurst & Co, Londres, 1995.

tard, fin 1995, les premiers comptages effectués par l'administration rwandaise<sup>4</sup> à cette échelle donnent encore huit communes (sur un total de 145), dont cinq en préfecture de Butare (sur un total de 20), où les effectifs n'atteignent pas le tiers de ce qu'ils étaient au début de 1994. A l'extrême sud-est du pays, le long de la frontière tanzanienne, nous avons nous-même traversé en août 1996 de vastes étendues dévorées par les feux de brousse. Des situations semblables s'étaient déjà créées aux frontières de l'Ouganda entre 1990 et 1994 du fait de la guerre, mais à l'échelle du pays elles étaient minoritaires. En août 1994, elles ont assurément gagné en étendue et leur localisation géographique s'est modifiée, mais elles ne sont pas pour autant devenues la norme.

Les moyennes préfectorales le suggèrent nettement, même en tenant compte du biais optimiste qui affecte systématiquement les données de la FAO utilisées ici. Les cartes de densité montrent, bien sûr, une évolution à la baisse, qui s'accompagne d'une accentuation des contrastes. En novembre 1994<sup>5</sup> on compte 5,4 millions d'habitants, les densités brute et nette sont de 214 et 261 hab./km<sup>2</sup> pour l'ensemble du pays. Mais « seulement » de 65 et 86 à Kibungo<sup>6</sup>, qui a toujours été lanterne rouge et aurait perdu 63 % de sa population du début de l'année. Pour Butare, où les pertes sont du même ordre, la densité (pas de différence entre valeur nette et valeur brute) est encore de 177... Il faut laisser de côté le cas exceptionnel de la préfecture de Gikongoro, qui doit à ses camps de déplacés d'avoir vu sa population augmenter d'un tiers. Ailleurs, la diminution est générale, mais pour Gitarama, au centre du pays, le déficit n'a semble-t-il à aucun moment dépassé les 15 %, la densité nette est restée supérieure à 360 hab./km<sup>2</sup>. Pour Kigali et Ruhengeri, la perte se situait autour de 40 % en août, mais n'était plus que de 20 % en novembre. Certes, les terres en friche demeuraient nombreuses en préfecture de Kigali à l'est de la capitale — au Massaka et au Bugesera. Mais pour Ruhengeri, les témoignages évoquent un territoire à nouveau rempli. La pression foncière s'y faisait sentir très fortement depuis déjà bien des années. Avec une densité « tombée » à 400 hab./km<sup>2</sup> on devine que les vides laissés par les 20 % d'absents ne pouvaient guère se voir, et on sait qu'ils avaient déjà été en partie comblés par parents et voisins.

Le Rwanda n'a donc connu qu'un dépeuplement très partiel. Quelle y a été la part des morts et des départs ? Dans quelle mesure le déficit a-t-il été tout de suite atténué par les retours de ces « plus anciens réfugiés d'Afrique » qu'étaient les Tutsis de la diaspora ? Ici

---

4. Ministère du Plan, Service de la statistique, *Décembre 1995-février 1996. Effectif de la population et des ménages par préfecture et par commune*, Kigali, document manuscrit.

5. *Special Report FAO-WFP. Crop and Food Supply Assessment Mission to Rwanda, March 1995*, FAO/WFP, Rome, 28 mars 1995.

6. Comme les préfectures sont nommées d'après leur chef-lieu, l'usage au Rwanda est de se contenter du contexte pour faire la distinction. Pour éviter toute confusion sans alourdir le texte, quand nous disons « à Kibungo » il s'agit de la préfecture, et nous précisons « en ville de Kibungo » pour le chef-lieu.

aussi, la diversité des situations est grande et laisse à penser qu'à la fin de 1994 les souvenirs pesant sur les esprits et les nouveaux problèmes de cohabitation n'ont pas partout la même prégnance.

Combien de morts entre le 6 avril et la fin juillet ? Il est évident qu'on ne le saura jamais exactement. Les autorités de Kigali ont retenu le nombre d'un million pour les trois mois de génocide, de massacres et de guerre<sup>7</sup>. La « communauté internationale médiatique » s'en est tenue à un rapport de l'ONU estimant à 500 000 les victimes du seul génocide. G. Prunier évalue ces dernières à 800 000 — soit 84 % des Tutsis présents au début de l'année —, et l'ensemble des morts à 850 000. La FAO s'en tient à 50 000 de moins. En attendant que les recherches en cours apportent des données plus argumentées, nous continuerons à suivre les estimations de la FAO, seule de nos sources à tenter une distribution selon les préfectures.

La carte que nous en avons tirée esquisse un gradient nord-sud. De 25 000 morts pour Gisenyi et autant pour Ruhengeri, ce qui représente 3,2 % et 3,0 % de la population de ces deux préfectures au début de 1994, on va jusqu'à 200 000 et 24 % pour Butare. Cette carte est, dans ses grandes lignes, à l'image de la répartition très inégale des Tutsis à travers le territoire<sup>8</sup>. Elle ne s'en distingue que pour Byumba et Ruhengeri, où le total des morts se trouve quatre et huit fois plus élevé que celui des Tutsis dénombrés en 1991. La sous-estimation de ces derniers par le recensement de 1991 est avérée, mais dans des proportions bien moindres. Or, ces deux préfectures étaient les plus favorables au régime et les moins riches en couples mixtes ou en opposants faciles à désigner comme traîtres. Une partie de leur population cataloguée comme tutsie avait par ailleurs déjà été massacrée avant avril 1994. Contrairement au reste du pays, la majorité des morts y est vraisemblablement le résultat de la guerre et de ses séquelles.

Notre carte représente aussi pour chaque préfecture la diminution totale de population subie entre avril et novembre 1994, qui pour l'ensemble du pays se monte à 2,3 millions. Une fois déduit les 800 000 morts que nous venons d'évoquer, il reste une « perte » d'un million et demi. Mais il ne faut pas chercher à lire directement sur la carte la part des absents, car en dehors des morts, les pertes qu'elle représente sont en fait une addition de soldes, intégrant accroissement naturel après juillet, bilan des flux transfrontaliers et solde des déplacements d'une préfecture à l'autre.

*Les départs au-delà des frontières* : en novembre 1994, les premiers sondages sérieux

---

7. Conférence de table ronde 1996. Document-cadre de politique de développement à moyen terme 1996-1998, ministère du Plan, Kigali, 23 mai 1996.

8. Cartographiée dans F. IMBS, F. et A. BART, « Le Rwanda, les données sociogéographiques », art. cité.

effectués par le HCR<sup>9</sup> dénombrent 2,1 millions de « nouveaux » réfugiés ; ils viennent de toutes les régions du pays, trois préfectures — Gisenyi, Kibungo et Byumba — ayant fourni la moitié du lot.

*Les mouvements entre préfectures* : à la mi-novembre, l'US Committee for Refugees évalue encore à 1,3 million le nombre total des déplacés, ceux qui se trouvent dans des camps en dehors de leur préfecture d'origine sont au moins 300 000, de plus en plus concentrés sur Gikongoro du fait de la fermeture progressive des camps. Ceux-ci sont un héritage de la zone *Turquoise*, la majorité de leurs occupants vient de la région voisine de Butare.

*Les retours depuis les pays voisins* : le HCR estime à 200 000 les « nouveaux réfugiés » rentrés chez eux de juillet à décembre 1994. Par ailleurs, les retours de diaspora se chiffraient déjà à plus de 100 000 en août, on atteint vraisemblablement les 400 000 en novembre. Arrivant principalement d'Ouganda, du Burundi et du Zaïre, ces « anciens réfugiés » se sont surtout dirigés vers les villes — Kigali, Butare, Gisenyi — et les régions situées à l'est de la capitale. Les cultivateurs revenus du Burundi ont accordé la préférence au Bugesera et aux bananeraies désertées de Kibungo, les éleveurs revenus d'Ouganda et de Tanzanie ont trouvé des terrains de parcours pour leurs troupeaux dans les paysannats du Mutara, le domaine de chasse et une partie du parc de l'Akagera.

Selon l'importance et la part respective de chaque flux, selon la masse des disparus et les circonstances de leur mort, chaque région du Rwanda se trouve donc confrontée à une restructuration spécifique de sa population. Quoi de commun entre la relative stabilité de Gitarama, le surpeuplement de Gikongoro, le poids des morts à Butare ou Kibuye, la rapidité des retours aux fortes densités de Ruhengeri, les friches de Kibungo et la recomposition du peuplement dans les villes et à l'est de Kigali ?

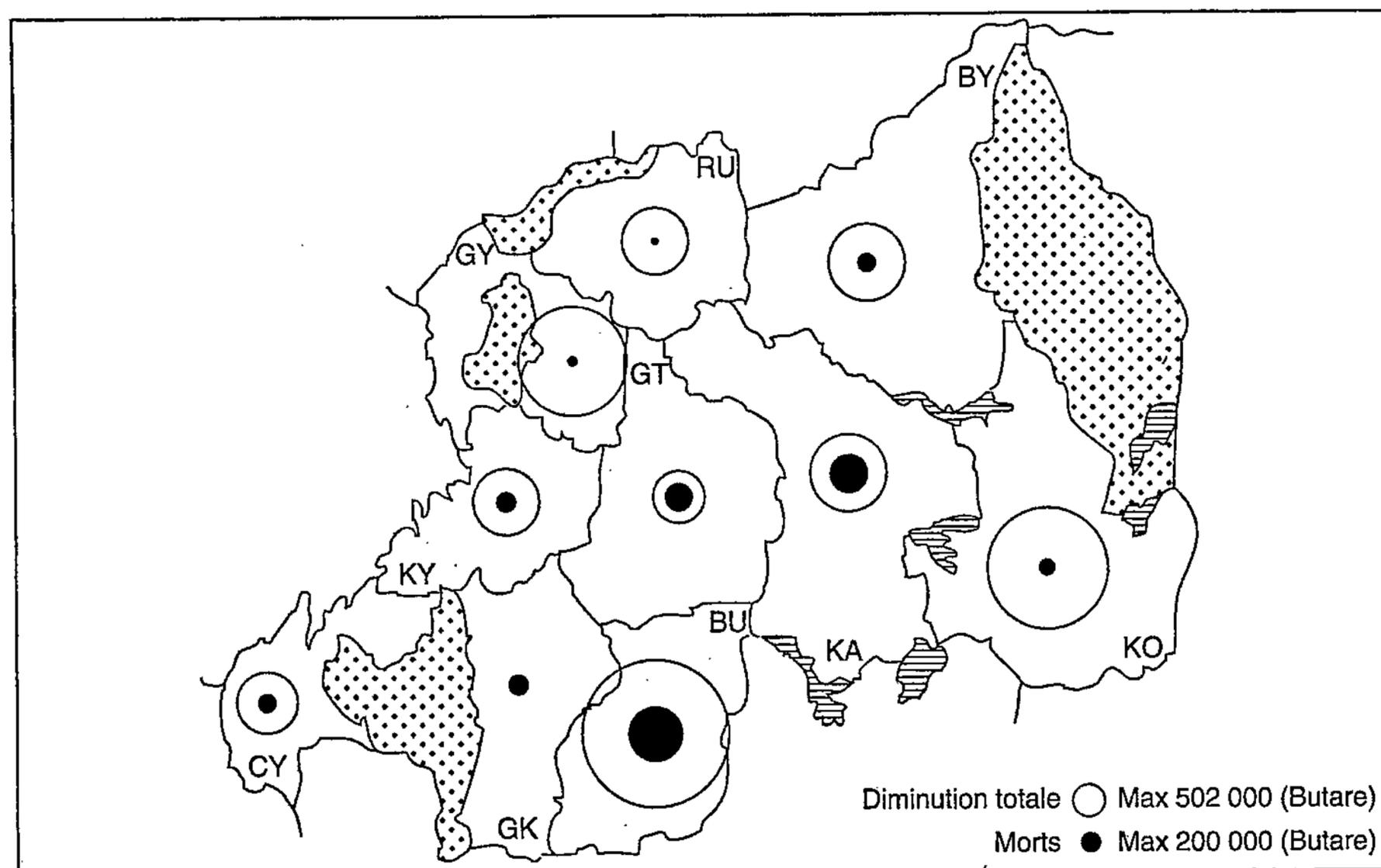
Il existe pourtant certaines convergences dans l'héritage sociodémographique de la guerre et des massacres. Nous nous contenterons d'en évoquer trois des plus importantes. L'identification très forte à la colline d'origine et aux repères qu'offrent les divisions administratives n'avait jamais empêché jusqu'alors les Rwandais d'aller chercher ailleurs salaires ou nouvelles terres, mais l'expérience brutale d'un déracinement forcé était restée le lot d'une minorité. En 1994, ce sont vraisemblablement les quatre cinquièmes des Rwandais qui ont dû à un moment donné quitter leur domicile sous la contrainte des combats, des ordres ou de la peur. L'expérience de l'errance et de l'exil est désormais un patrimoine commun à tous.

Un autre changement, sans doute temporaire mais aux effets immédiats, concerne la sex-ratio : les femmes constituent les deux tiers des actifs dans les campagnes, 60 %

---

9. Ces comptages sont les plus fiables de toutes les évaluations qui ont pu être avancées. Ils n'en sont pas moins affectés d'une marge d'erreur, plutôt par excès que par défaut, qui a pu atteindre 10 %.

RWANDA. DIMINUTION DE LA POPULATION DES DIFFÉRENTES PRÉFECTURES  
D'AVRIL 1994 À NOVEMBRE 1994 (Source : FAO)



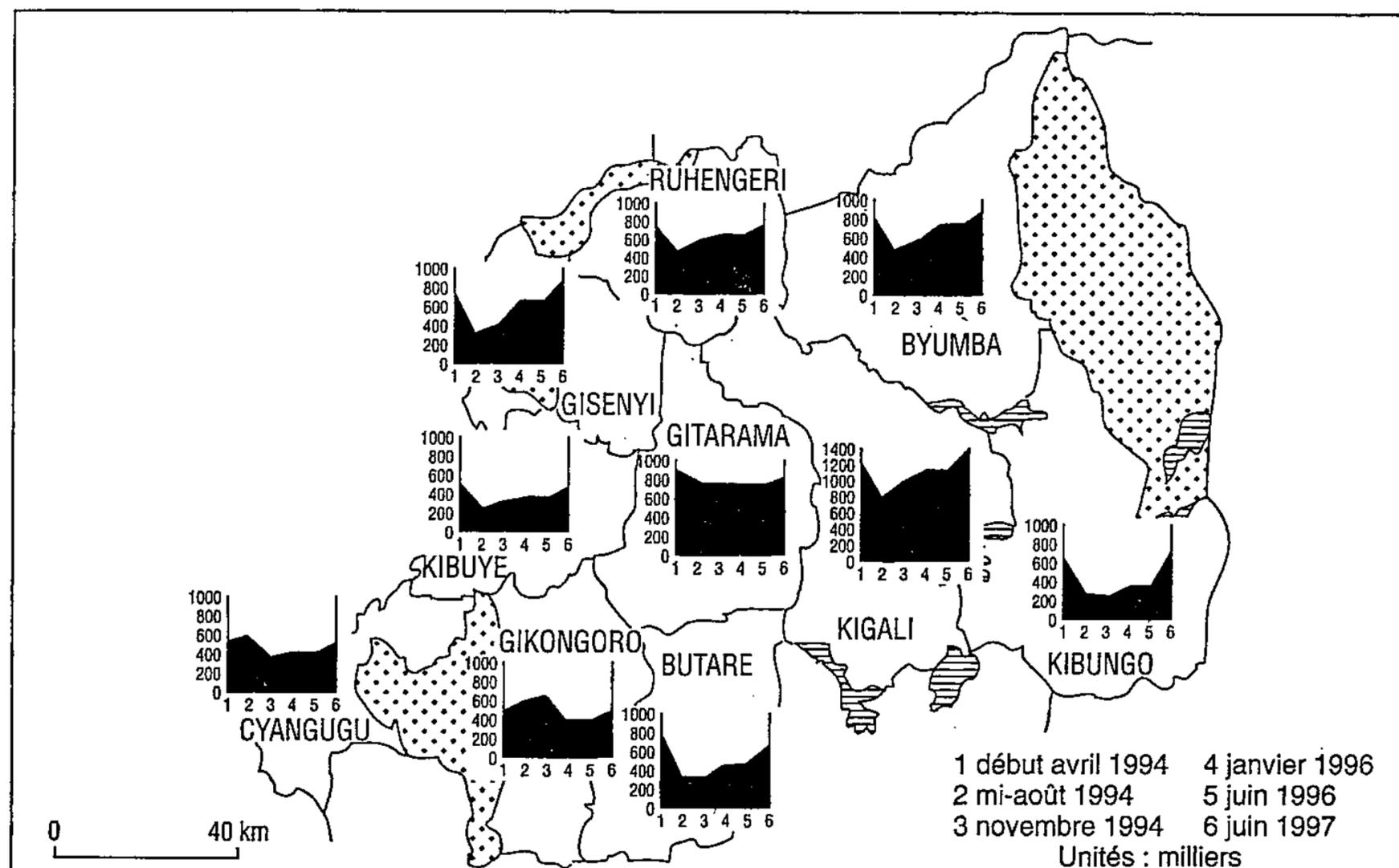
à 70 % de la population totale. Elles assuraient déjà l'essentiel du travail agricole, leur tâche s'en trouve alourdie. Comment pourront-elles y faire face alors que leurs journées de travail sont déjà remplies à déborder ? Où trouveront-elles de l'aide pour débrousser les jachères, pour façonner les billons des lourdes terres de marais ? Par ailleurs, leur exclusion de l'héritage foncier, qu'il s'agisse des terres de leur père ou de leur mari, ne pourra que multiplier les situations de fragilité.

Il faut enfin évoquer l'aggravation du risque du sida. Il est peu apparent dans les statistiques médicales et dans les préoccupations quotidiennes, un peu plus dans la publicité pour les préservatifs. A la mi-1996, les MST ne représentent que 1 % à 1,5 % des causes de mortalité, contre 37 % à 41 % pour le paludisme<sup>10</sup>. En l'absence de données d'enquête précises depuis 1994, nous nous appuyons sur les estimations d'un expert de l'OPALS<sup>11</sup> : la rupture créée par la guerre et les déplacements massifs de population pourrait se traduire par un « modèle explosif de diffusion du VIH » ayant pour effet d'étendre d'ici quelques années à l'ensemble des populations rurales, jusqu'alors peu touchées, les taux de

10. *Rapid Assessment of Health Situation in Rwanda after the Massive Influx of Returning Refugees from Eastern Zaïre, november-december 1996*, OMS, 18 décembre 1996.

11. D. RWEGERA, *Projet OPALS-CRF Rwanda*, Institut santé-développement, université Paris-VI, 1995.

RWANDA. ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES DIFFÉRENTES PRÉFECTURES  
D'AVRIL 1994 À JUIN 1997 (Source : FAO.)



Préfecture	Évolution de la population résidente (en milliers) selon les estimations de la FAO						Densités nettes, sans forêts ni parcs			Morts (en milliers)
	début avril 94	mi-août 94	novembre 94	janvier 96	juin 96	juin 97	début avril 94	novembre 94	juin 97	avril- juillet 94
BUTARE	828	359	326	499	502	718	451	177	391	200
BYUMBA	845	486	605	790	796	965	258	185	295	50
CYANGUGU	560	620	385	453	456	518	424	292	392	75
GIKONGORO	505	619	677	410	413	503	318	426	316	70
GISENYI	791	325	425	672	677	894	557	299	629	25
GITARAMA	922	801	793	789	794	854	421	362	390	96
KIBUNGO	700	284	261	366	368	766	231	86	253	46
KIBUYE	513	256	325	364	367	471	383	242	351	77
KIGALI	1 246	793	993	1 124	1 132	1 420	400	318	455	136
RUHENGARI	833	509	645	726	731	870	501	388	523	25
TOTAL	7 743	5 052	5 435	6 193	6 236	7 979	373	261	384	800

séroprévalence — de 20 % à 30 % selon l'OMS — observés jusqu'ici seulement dans les villes.

*Pertes et destructions, un pays ruiné ?*

C'est par les maisons détruites que le paysage porte encore, deux ans après, la trace des « événements ». Toits disparus, ouvertures béantes, ou simplement quelques ficus ou euphorbes alignés témoignant qu'il y a eu, ici, un enclos et une habitation, un *rugo*. Sans compter ces maisons rasées jusqu'à la dernière assise, dont le site fut aussitôt replanté de bananiers pour éradiquer jusqu'au souvenir de ceux qui y avaient demeuré. Nous disposons de comptages pour 119 des 145 communes du pays : un bon quart des habitations ont été détruites ou endommagées, les dégâts les plus importants se localisant surtout dans les régions périphériques et dans la capitale. Les montagnes de la crête Congo-Nil, les préfectures de Gitarama et de Gisenyi furent les moins touchées.

Tout au long de la frontière ougandaise, où les taux dépassent communément les 80 %, il s'agit majoritairement de destructions. C'est le fruit de trois ans et demi de guerre marqués pour chaque camp par une série d'avancées et de reculs : des communes furent désertées, leurs terres minées. A Kigali-ville, les taux sont du même ordre, mais ils portent sur des constructions plus souvent en dur, qui furent surtout endommagées ; c'est le fruit de trois mois de duels d'artillerie. Dans certaines villes, l'arrivée de l'APR fut suivie de quelques dynamitages de belles demeures, exercice d'une justice expéditive plus spectaculaire que fréquente. Ailleurs, il n'y eut pas de ligne de front durable, les dégâts furent surtout l'œuvre conjuguée de la haine et de la convoitise ; on détruisit et on pillait pour signifier la solution finale, pour améliorer son propre habitat, par politique de la terre brûlée avant de fuir. Certes, il s'agissait le plus souvent de maisons rurales bien modestes, aux murs de pisé ou de brique adobe, aux toits de tôle et de tuiles et aux embrasures de bois. Mais à l'échelle des revenus paysans, c'est tout un capital qui aura disparu, le fruit des économies parfois de toute une vie.

Le paysage dit moins nettement une autre décapitalisation, pourtant plus massive encore et plus généralisée : celle qui a porté sur le cheptel. Le Minagri (ministère de l'Agriculture rwandais) estime à 80 % la perte en bovins, à 90 % celle des petits ruminants, 95 % pour les porcins, la volaille et les lapins. L'élevage de gros bétail, héritier d'une longue tradition et pivot des alliances matrimoniales, ne concernait que le quart des exploitants ; ceux-ci possédaient rarement plus de quelques têtes, mais étaient souvent un peu plus aisés que les autres et donc jalouxés. On vola, puis mangea la vache du voisin pour ne pas risquer d'avoir à la restituer ; du bétail fut perdu dans les déplacements, vendu à vil prix ou abattu pour récupérer quelque argent, plus utile dans la tourmente. Le petit élevage, enfant chéri des projets de développement, était plus répandu et s'était bien développé dans les der-

nières décennies. Il constituait un précieux capital-sécurité pour les trois quarts des ménages ruraux : il a encore moins survécu. Pourtant, malgré ces hécatombes, de beaux troupeaux circulaient sur les pistes dès la mi-août 1994. En quelques mois, les anciens réfugiés de l'Ouganda ont introduit environ 200 000 bovins dans l'est du pays, compensant en quantité la moitié des pertes de gros bétail. Mais avec des aptitudes productives moindres et une concentration désormais beaucoup plus importante en termes de structure du troupeau, de propriété et de répartition au sein de l'espace national.

Les services publics, les entreprises paraétatiques et le secteur privé moderne subirent de leur côté avant tout les effets du vandalisme et du pillage. Les bâtiments furent endommagés, mais surtout les équipements et les stocks furent systématiquement pillés. Dans les centres urbains qui en disposaient, le téléphone et les réseaux distribuant l'eau et l'électricité se trouvèrent hors d'usage. Fin juillet, aucune des usines du pays n'était plus en état de marche, six usines à thé sur dix étaient sévèrement touchées ou complètement détruites, et bien des petits ateliers ruraux mis en place grâce à l'action des ONG avaient perdu tout leur matériel. L'une des principales ressources touristiques, le parc de l'Akagera, était durablement atteinte par la disparition d'une partie de la faune et les dégâts subis par les infrastructures hôtelières. Seule une petite minorité des unités de santé, une sur sept, avait été épargnée par les pillages. L'hôpital public de Kibungo avait été totalement dévasté, et celui de Kigali vidé de tout... sauf de ses stocks de préservatifs, sans doute jugés dépourvus de valeur marchande.

Certains des biens pillés restèrent dans le pays, améliorant des patrimoines ou alimentant les marchés. C'est ainsi, par exemple, que le secteur informel de Kigali s'est approvisionné en pièces détachées dans les usines et les garages de la ville ; et que l'on pouvait encore trouver en 1996, sur les étals du marché de la capitale, l'une ou l'autre thèse de géographie provenant de la bibliothèque du campus de Ruhengeri, purgée à 60 % de son fond... D'autres biens partirent au Zaïre, souvent pour y subir un second pillage. La plupart des véhicules privés, tous les autobus de la société nationale de transport traversèrent la frontière ; ceux qui restèrent furent souvent confisqués par l'APR (l'armée victorieuse). L'usine à thé de Cyanguu quitta la zone *Turquoise*, entièrement démantelée. Dans sa fuite, le gouvernement intérimaire prit grand soin d'emporter ou de rendre inutilisable tout ce qui pouvait permettre aux vainqueurs d'assurer la relève, et veilla à les priver de tous moyens financiers : les coffres de la banque nationale furent vidés de leurs devises et de l'équivalent des recettes de toute une année fiscale, les avoirs de l'État rwandais à l'étranger transférés sur des comptes sûrs.

Conjuguée à ces pertes matérielles, la disparition d'une grande partie du personnel qualifié réduisait presque à néant le fonctionnement des services non marchands et des activités de transformation du secteur moderne ; elle oblitérait aussi fortement leur reprise. Massacres et exode ont touché plus sévèrement que les autres cette partie de la population :

le personnel de santé avait perdu plus de 80 % de ses effectifs et il ne restait au pays, au moment de la réouverture des écoles primaires, que 6 000 des 19 000 instituteurs en poste six mois plus tôt. Les techniciens se trouvaient réduits à la portion congrue, et l'on sait que les officiers de justice se comptaient sur les doigts de la main.

Un tel tableau ne justifie pourtant pas le terme de ruine pour évoquer l'état de l'économie rwandaise au dernier trimestre de l'année 1994. Au moins deux des grandes infrastructures du pays étaient toujours en place à la fin des combats. L'une est la structure administrative, certes abandonnée par la plupart de ses responsables, mais offrant clés en mains un cadre institutionnel fortement ancré dans les esprits, que de fait le nouveau régime intégra immédiatement sans chercher à le modifier. L'autre infrastructure est le réseau routier, qu'une guerre ayant mis en œuvre peu d'engins lourds n'avait pratiquement pas endommagé. Or, des axes goudronnés reliaient le Rwanda à ses voisins et la capitale à neuf des dix chefs-lieux de préfecture, et un très dense lacis de pistes relativement carrossables maillait tout le pays. Certes, les tueries, les pillages, l'exil et ensuite les dénonciations ont fortement touché la classe commerçante des villes et des campagnes ; mais le relais a été très vite repris, au moins dans les principales villes, par la fraction citadine des anciens réfugiés, souvent revenue du Burundi ou d'Ouganda avec un certain capital.

Les effets de la guerre sur l'agriculture, c'est-à-dire sur l'activité principale de 90 % des ménages rwandais, doivent également être nuancés. La décapitalisation subie par l'élevage, qui ne représentait tout au plus que 20 % de la production annuelle du secteur, n'a pas son équivalent du côté des cultures. Certes, outre la main-d'œuvre, les facteurs de production furent touchés. Quinze mille hectares de forêt ou boisement ont été entièrement détruits et 35 000 sévèrement endommagés sur un total d'environ 150 000. L'entretien des dispositifs antiérosifs a été délaissé. En bordure de la frontière ougandaise, il restait encore à la mi-1995 de 50 000 à 60 000 mines enfouies en terre ; mais plus nombreux furent dans la même zone les champs laissés en friche, dont le repos forcé améliora la fertilité. A partir d'avril 1994, les travaux agricoles de la saison en cours furent souvent négligés, ce dont profitèrent les adventices, source d'une diminution des rendements et d'un alourdissement du travail pour les campagnes agricoles à venir. Des outils furent volés, des réserves de semences pillées dans les exploitations désertées, qui manquèrent à ceux qui revinrent au retour des pluies. Mais certains avaient pris la précaution de les enterrer avant de partir. Un vaste programme de distribution d'outils et de semences fut rapidement mis en place par les organismes d'aide en vue de la nouvelle saison agricole de septembre-1994-janvier 1995. Mais dans la région de Butare, les deux tiers des besoins en semences purent être couverts par les exploitants eux-mêmes, qui utilisèrent leurs stocks et se procurèrent sur les marchés les assortiments d'origines diverses dont ils avaient l'habitude. Dans tout le pays, ceux qui se trouvaient trop éloignés des centres de distribution le déplorèrent... et

se débrouillèrent. En définitive, nous pensons que la perte la plus durable fut celle de la fumure animale, utilisée surtout pour la bananeraie.

Dans quelle mesure la récolte de la précédente saison agricole (janvier-juillet 1994) fut-elle perdue ? Les médias ont évoqué les champs de sorgho abandonnés aux oiseaux dans l'est du pays ; mais les retours permirent des récoltes tardives. Les voisins et les nouveaux venus se servirent en bananes et en manioc sur les parcelles abandonnées, parfois jusqu'en mars 1995. Les pillages de champs ou de stocks furent massifs, mais ils nourrirent, jusque dans les camps du Zaïre, les populations en fuite. La récolte de café fut perturbée dans les zones de combat : son niveau enregistré fut dérisoire, 6 millions de tonnes au lieu de 38 en 1993, alors qu'elle assurait en temps normal des revenus monétaires à une bonne moitié des paysans et représentait encore 64 % des exportations en 1990. Mais il faut ajouter à ces 6 millions 10 autres qui passèrent les frontières et alimentèrent les réserves en devises des pays voisins. La récolte de thé — 20 % des exportations en 1990 — connut également déficits et transferts clandestins.

En ce qui concerne les cultures vivrières, les ressources locales durent être complétées par d'importantes distributions de vivres. En août 1994, après une mission sur le terrain, les experts de la FAO estimèrent à 2,5 millions, soit la moitié de la population présente, les personnes devant bénéficier d'une aide alimentaire. La production globale disponible après les pillages n'atteignait que 58 % de ce qu'elle avait été un an auparavant, les pertes ayant surtout affecté les céréales et les légumineuses. Elle ne pouvait suffire à nourrir jusqu'aux prochaines récoltes de janvier 1995 une population certes réduite, mais dans de moindres proportions. Il y avait là moins un problème nouveau qu'une sévère aggravation d'une situation antérieure déjà difficile. Depuis le milieu des années quatre-vingt, le Rwanda avait perdu son autosuffisance alimentaire, et la production de 1993 n'avait assuré qu'une ration quotidienne de 1 300 calories par personne ; un déficit qualitatif ayant pour sa part toujours existé. Mais en cette fin de 1994, les stratégies habituelles de compensation étaient pour la plupart inopérantes. Dans une préfecture comme Butare, où la forte diminution de population permettait en principe à la production disponible de correspondre aux besoins, les trop petits exploitants ne pouvaient plus compter sur les revenus complémentaires apportés auparavant par le café et le bétail ou par un travail temporaire en dehors de leur colline. Sans doute la bière de banane a-t-elle trouvé certains clients solvables. Mais l'entraide ne pouvait pas nourrir tous les déplacés, les orphelins, les handicapés, les rescapés traumatisés repliés sur les centres semi-urbains jugés plus sûrs, ou même les agents d'un État dépourvu de ressources pour payer des salaires. A plus forte raison, à l'autre bout du pays, à Byumba, fallut-il compter sur les distributions de nourriture pour éviter la famine : le déficit par rapport aux besoins était estimé à 80 %, la moitié seulement des superficies habituelles ayant été semées, la moitié de celles-ci récoltées, et 20 % des récoltes pillées.

Après la tourmente, le Rwanda est toujours un pays où une agriculture restée majoritairement vivrière et de subsistance constitue l'assise première de l'économie et de la vie sociale, même si elle n'occupe qu'une place minoritaire dans le PIB. Dix ans auparavant, elle paraissait pouvoir répondre tant bien que mal à une croissance démographique provoquant un doublement de la population en vingt ans. Les années précédant la guerre prouvèrent le contraire, et amorcèrent une spirale d'appauvrissement alors que le Rwanda figurait déjà parmi les vingt pays les plus pauvres de la planète. Cette spirale a contribué à nourrir guerre et massacres, et ceux-ci l'ont à leur tour aggravée. Les bases mêmes de l'édifice productif, la terre et le travail de fourmi de la population, n'ont pas été anéanties mais encore plus appauvries, fragilisées. Ce qui a été ruiné, ce n'est pas un pays tout entier, ce sont plusieurs décennies d'efforts partiellement réussis de modernisation des infrastructures et des conditions de vie.

### Retours et reconstruction : août 1994-juin 1997

Le 18 janvier 1995, les nouvelles autorités rwandaises présentaient un *Programme de réconciliation nationale, de réhabilitation et de relance socio-économique* aux bailleurs de fonds potentiels, réunis en une première « conférence de table ronde » à Genève. L'objectif était « de retrouver dès 1996 le niveau de production, de revenus nationaux et de services sociaux de base d'avant guerre », c'est-à-dire d'avant 1990. L'affichage d'une telle ambition ne relevait pas seulement de l'exercice de style imposé par ce type de réunion, servant à justifier l'importance des aides demandées à la communauté internationale. Il correspondait aussi à un volontarisme animant, après une période de désarroi, l'ensemble de la société. Mais il fixait un même délai, très court, pour trois types de reconstruction mettant en œuvre des processus dont les exigences en matière de durée et de contexte politique sont très différentes. Il supposait par ailleurs un retour rapide des réfugiés de fraîche date. Deux ans et demi plus tard, si la plus grande partie de ceux-ci a effectivement fini par revenir, on ne sera pas surpris que l'analyse de la réhabilitation et de la relance relève plus du rapport d'étape que du bilan de clôture. Et, sans vouloir méjuger des efforts et de réussites individuelles, il faut reconnaître que la réconciliation nationale reste un projet plus qu'une réalité, sur lequel continue à peser le problème des réfugiés.

#### *Des retours par saccades*

D'août 1994 à mai 1997, on peut décomposer le mouvement des retours en trois phases. La première va jusqu'en juin 1995 et se caractérise par la diversité des mouvements ainsi que par la généralité d'une turbulence progressivement décroissante. Nous avons déjà

signalé que la grande vague des départs, rythmée par la progression de l'APR de fin avril à juillet 1994, avait connu un « effet retard » depuis les régions du Sud-Ouest en direction du Sud-Kivu avec la fin de la présence française en zone *Turquoise*, et depuis les régions orientales vers la Tanzanie en relation avec les opérations de sécurité jusqu'en mai 1995. Après les violences ayant accompagné la dernière fermeture de camps de déplacés à Kibeho, la région d'Uvira au Zaïre a reçu un ultime flot de 13 000 personnes, et le Burundi plusieurs milliers. Mais la plus grande partie des déplacés, dont 300 000 se trouvaient encore regroupés en une dizaine de camps au mois de février 1995, sont rentrés chez eux, et après avril ce flux se trouve tari. Celui des réfugiés de fraîche date revenant à leur colline ou leur ville s'est considérablement ralenti à partir d'octobre 1994 et, après avoir concerné 300 000 personnes pour les cinq derniers mois de 1994, il n'en draine plus que 23 000 enregistrées par le HCR pour les cinq premiers mois de 1995. Pendant toute cette première phase, ce sont les retours de diaspora qui l'emportent aux entrées : évaluées généralement à 600 000 pour 1994, les arrivées sont encore de 114 000 de janvier à mai 1995, selon le HCR.

Cette première phase est suivie par quatorze mois « étales », de juin 1995 à juillet 1996, qui constituent comme un temps de répit entre deux paroxysmes. On enregistre seulement 146 000 retours, ce qui est du même ordre de grandeur que le croît naturel de la population présente au pays. La seule turbulence de cette période est l'afflux de 40 000 Tutsis originaires du Masisi, au Nord-Kivu, chassés de chez eux par des pogroms. Ils sont concentrés dans deux camps en préfecture de Gisenyi et il n'est pas envisagé, ni par eux-mêmes ni par les autorités, qu'ils s'installent durablement au Rwanda. Un autre changement vient de l'inversion du rapport entre les arrivées d'anciens et de nouveaux réfugiés. Ce n'est pas que ces derniers reviennent plus nombreux, ils sont moins de 7 000 en moyenne par mois, c'est le vivier des premiers qui manifestement s'épuise et n'alimente plus que 36 % du flux total. A la mi-1996, ils sont autour d'un million installés au Rwanda, et c'est en définitive le Zaïre qui se trouve au premier rang des pays de provenance : il a « fourni » les quatre dixièmes du total, le Burundi et l'Ouganda, chacun un quart, la Tanzanie, le dixième restant. Selon les estimations du Fonds africain pour l'habitat<sup>12</sup>, les anciens réfugiés susceptibles de revenir au Rwanda n'étaient plus, à la fin de 1996, que 70 000 au Zaïre et une poignée dans les trois autres pays. On observe par ailleurs une inversion du rapport entre les pays d'où reviennent les nouveaux réfugiés : ce n'est plus le Zaïre qui en fournit le plus grand nombre, mais le Burundi, alors que ce dernier abrite moins de 8 % du total. Une telle évolution traduit, pour les camps du Burundi par rapport à ceux du Zaïre, à la fois une plus grande insécurité de l'environnement extérieur et une moindre emprise des autorités et des milices de l'ancien régime à l'intérieur.

12. Cf. le *Rapport annuel de la Section belge de coopération*, Kigali, 1966.

La dernière phase est celle des retours massifs, depuis le Burundi d'abord, d'où proviennent 62 000 personnes pour le seul mois d'août 1996, puis du Zaïre et de Tanzanie. La frontière entre Goma et Gisenyi voit 650 000 passages en novembre, 480 000 personnes arrivent des camps tanzaniens en décembre, janvier et avril apportent encore chacun autour de 55 000 entrées. Pour l'ensemble de la période allant d'août 1996 à juillet 1997 inclus, les retours se chiffrent à 1 420 000 pour les nouveaux réfugiés et 19 000 pour la diaspora. Selon les données du HCR que nous utilisons ici, il y avait encore 1 700 000 nouveaux réfugiés à la mi-1996, il y en aurait donc 280 000, au Zaïre pour une écrasante majorité, à ne pas avoir pris le chemin du retour. En comparant, préfecture par préfecture, les estimations de population pour juin 1997 et celles concernant les présents et les absents de juin 1996, on constate deux types contrastés de taux de retour. Les départs de Kibungo, Kigali, Butare s'étaient orientés surtout vers le Burundi et la Tanzanie, deux pays qui se sont vidés de la quasi-totalité de leurs réfugiés rwandais ; les retours approchent ou atteignent les 100 %. Les autres préfectures ont pourvu surtout les camps du Zaïre : pour au moins trois d'entre elles — Byumba, Cyangugu et Gitarama —, les retours n'atteignent pas les deux tiers des absents de juin 1996.

En juin 1997, la population rwandaise a rattrapé — et même dépassé de 3 % — son niveau d'avril 1994, si l'estimation par la FAO d'un total de presque huit millions d'habitants en juin 1997 est vérifiée par les comptages communaux en cours. Selon le volume des morts de 1994, l'importance des nouvelles arrivées, le rythme et le taux de retour des anciens réfugiés, le remplissage des différentes régions s'est effectué de façon brutale ou progressive, s'est traduit par un dépassement des niveaux atteints en avril 1994 ou par le maintien d'un certain retrait. Mais la carte des densités de juin 1997 ne diffère guère de celle d'avril 1994, quels que soient les seuils choisis pour l'établir. Les villes ont retrouvé ou dépassé leur volume de population : Kigali avait 350 000 habitants en mars 1994, 90 000 en août, et à nouveau plus de 300 000 en 1997. Butare pour sa part est passée de 27 000 au début de 1994 à 41 000 en octobre 1995.

Une mathématique simple pourrait estimer que les quatre cinquièmes du million de personnes revenues de diaspora pouvaient s'installer dans les maisons et les terres des 800 000 morts, et en déduire qu'une très grande majorité de nouveaux réfugiés aurait dû réintégrer ses biens sans difficulté particulière. Une autre mathématique simple, opérant selon la même logique ethnique mais à rebours, pourrait estimer que les anciens réfugiés se sont vengés des morts sur les biens des absents, et que donc une très grande majorité des nouveaux revenus s'est certainement trouvée dépouillée de ses biens. Dans l'un et l'autre cas, cela reviendrait à croire que les morts et les absents n'avaient aucune parenté, même lointaine, survivante ou restée sur place et susceptible de faire valoir des droits reconnus par la coutume. De fait, une partie des terres et des maisons furent « récupérées » par des proches qui les utilisèrent pour eux-mêmes ou les mirent en location. Ce serait

aussi oublier qu'une part importante des familles de la diaspora, surtout celles revenues dès 1994, était constituée de citadins et d'éleveurs plus intéressés par les boutiques et les habitations des villes ou par les pâturages du Nord-Est que par les champs délaissés. D'où les friches que l'on pouvait observer dans certaines régions avant les retours massifs. Ceux-ci se sont en fait accompagnés de nombreux conflits, qui à l'heure actuelle sont loin d'être tous résolus, mais l'importance relative des tensions et la nature des protagonistes n'ont rien d'uniforme.

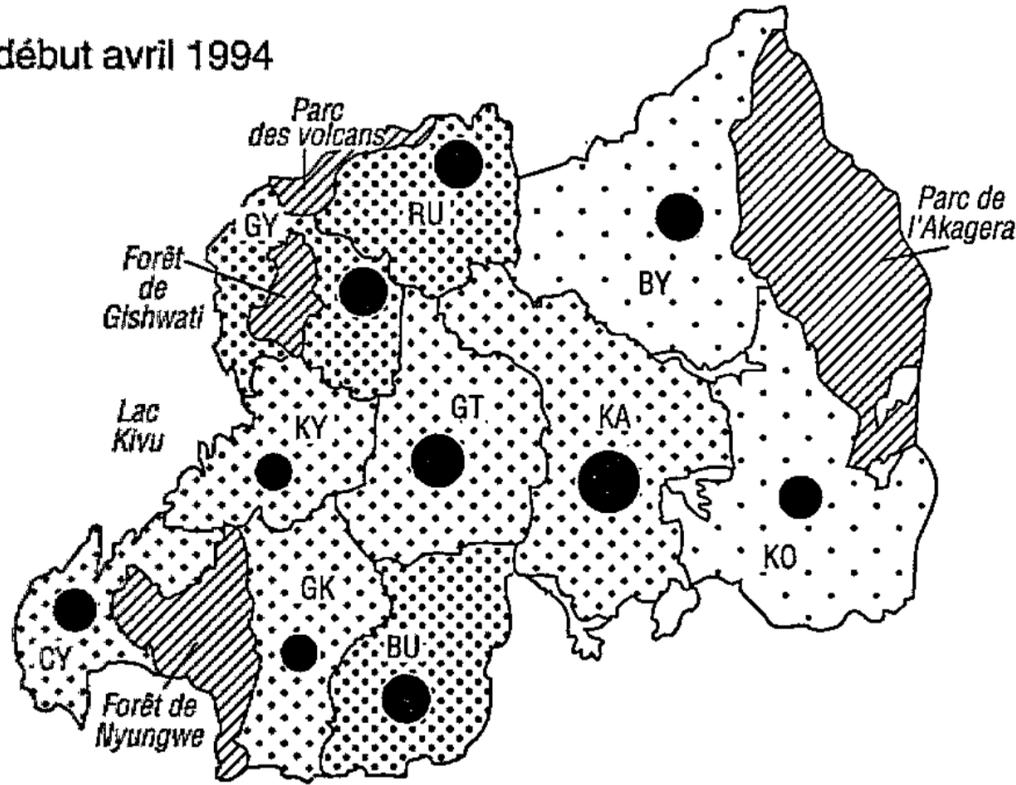
Les principes énoncés par les autorités du pays sont limpides et pourraient eux aussi faire croire à des solutions simples. En vertu des accords d'Arusha signés en 1992 et 1993 entre le FPR et l'ancien régime, et que le gouvernement veut respecter en la matière, il y a prescription de tout droit pour les personnes ayant quitté leur propriété depuis plus de dix ans ; ce qui est le cas de tous les anciens réfugiés. Un programme de construction de villages et d'installation de 78 000 familles sur des terres vierges ou appartenant au domaine public est mis en place pour eux en décembre 1994 ; il prévoit que tous les espaces encore disponibles seront distribués, il envisage notamment la parcellisation de 64 000 hectares dans les plaines du Mutara et les réserves adjacentes du Nord-Est, de 8 000 hectares au Bugesera, de 12 000 pour des pâturages en forêt de Gishwati. La gestion des terres des absents et le règlement des litiges sont du ressort des autorités communales, en l'occurrence les bourgmestres traditionnellement nommés par le gouvernement. Au début, certains de ceux-ci interdirent avec une grande rigueur l'occupation des terres abandonnées. Mais fin 1994, lorsqu'il se révéla que la majorité des absences allait durer plus longtemps que prévu, l'autorisation officielle de les cultiver fut donnée. Selon les situations locales, les bourgmestres ont attribué les terres vacantes aux nouveaux venus ou les ont louées à des voisins ; des contrats ont été élaborés garantissant le fruit de la récolte en cas de retour du propriétaire. Celui-ci a toujours été envisagé, et il a été fréquemment rappelé à la population, dans les réunions publiques ou à la radio, que les biens devront alors être rendus sauf dans les cas de génocidaires avérés. Un délai de seulement quinze jours fut même fixé pour la restitution des maisons lors des retours massifs de fin 1996. Mais c'était la saison des pluies, et il n'était pas dit où les expulsables trouveraient un abri...

La mise en œuvre de ces principes supposait un effort de construction grandiose, des terres neuves en suffisance, et des rythmes d'aménagement et de retour accordés. Toutes conditions bien narguées par la réalité. Il ne fallait pas seulement construire pour le million de nouveaux venus de la diaspora, il fallait également réparer ou remplacer les 25 % de maisons abîmées ou détruites, reloger ceux des rescapés du génocide qui ne voulaient plus retourner en milieu rural, craignant pour leur sécurité s'ils revenaient parmi leurs anciens voisins. Il est évident que beaucoup de maisons abandonnées ont été squattées, sans souci d'autorisation officielle, par les nouveaux venus, les rescapés et autres sans-abri,

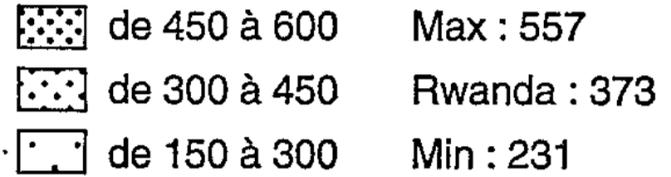
# RWANDA : EFFECTIFS ET DENSITÉS DE POPULATION

(Densités nettes, hors réserves naturelles)

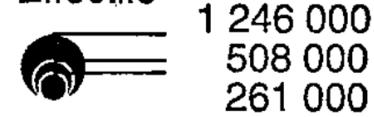
début avril 1994



Densités

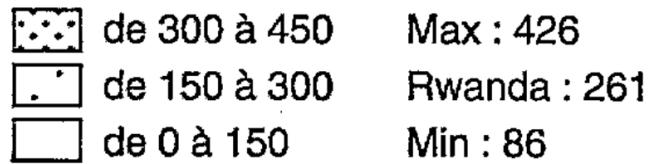


Effectifs

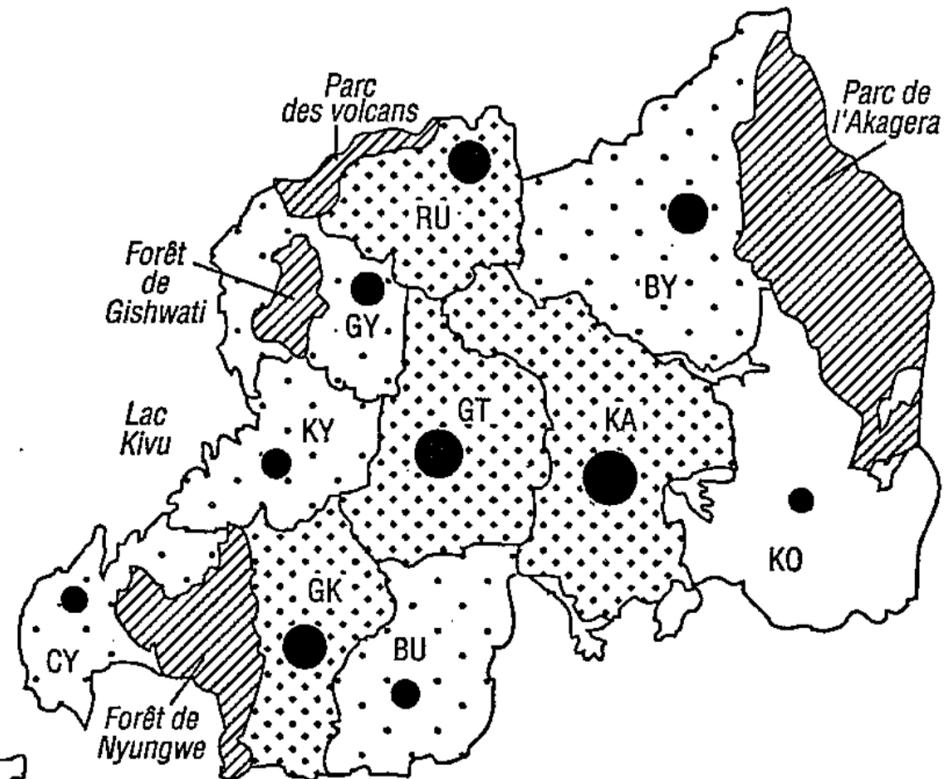
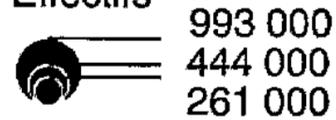


novembre 1994

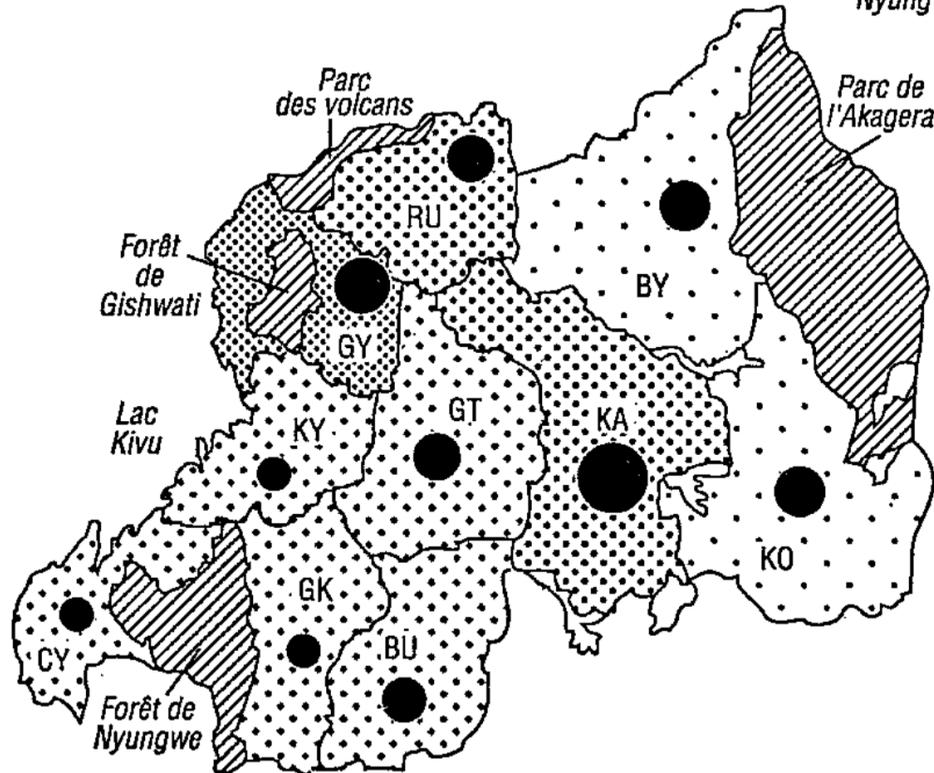
Densités



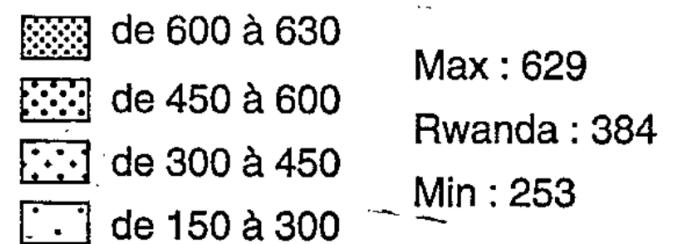
Effectifs



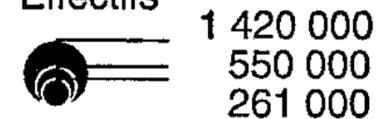
juin 1997



Densités



Effectifs

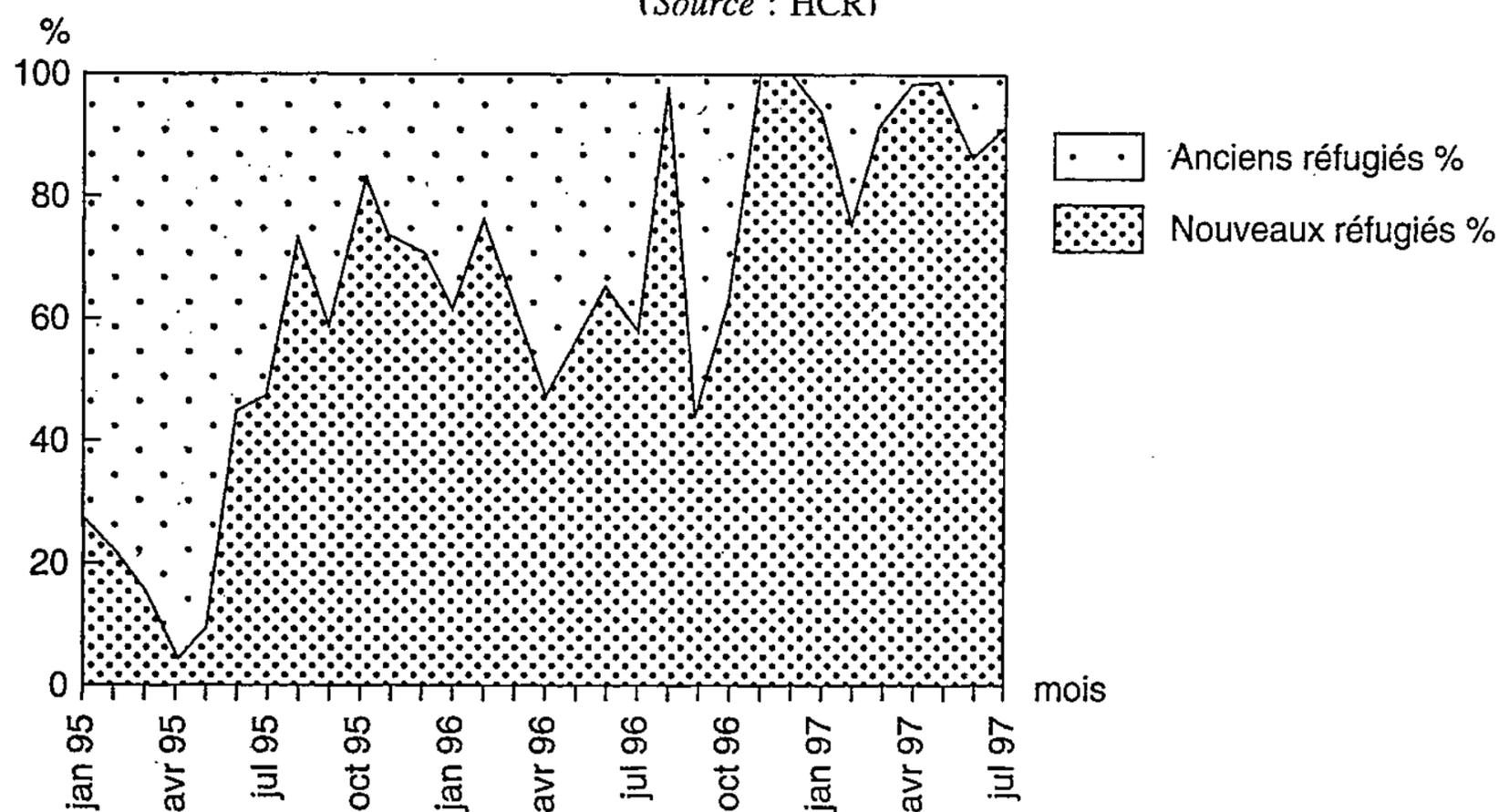


BUTARE : Préfecture  
Parc : Réserve naturelle

NB : Il n'est pas tenu compte de la 12<sup>e</sup> préfecture créé en 1996 et dénommée UMUTARA.

# RWANDA : RETOURS D'EXIL – JANVIER 1995-JUILLET 1997

(Source : HCR)



Valeurs absolues			
Mois	Nouveaux réfugiés	Anciens réfugiés	Total
janvier 1995	9 493	24 984	34 477
février 1995	6 031	20 390	26 421
mars 1995	4 946	25 401	30 347
avril 1995	769	22 282	23 051
mai 1995	1 970	21 275	23 245
juin 1995	5 123	6 076	11 199
juillet 1995	5 087	5 742	10 829
août 1995	9 879	3 541	13 420
septembre 1995	11 587	8 881	20 468
octobre 1995	10 774	2 248	13 022
novembre 1995	4 919	1 783	6 702
décembre 1995	9 724	3 873	13 597
janvier 1996	8 848	5 413	14 261
février 1996	17 790	5 638	23 428
mars 1996	2 978	1 908	4 886
avril 1996	1 693	1 953	3 646
mai 1996	2 569	2 090	4 659
juin 1996	3 183	1 744	4 927
juillet 1996	1 641	1 253	2 894
août 1996	62 609	1 462	64 071
septembre 1996	941	1 457	2 398
octobre 1996	4 462	2 671	7 133
novembre 1996	657 781	1 845	659 626
décembre 1996	507 441	1 212	508 653
janvier 1997	56 297	3 526	59 823
février 1997	6 040	2 144	8 154
mars 1997	13 427	1 176	14 603
avril 1997	37 534	560	38 094
mai 1997	50 840	620	51 460
juin 1997	9 864	1 547	11 411
juillet 1997	10 997	1 127	12 124
<b>TOTAL</b>	<b>1 537 237</b>	<b>185 792</b>	<b>1 723 029</b>

également par des parents ou voisins trop à l'étroit chez eux. En réponse à tous ces besoins, les initiatives locales n'ont pas manqué, avec ou sans l'appui des organisations d'aide fournissant tôles et portes ou nourrissant les maçons improvisés. Bon gré mal gré, spontanément ou sous la pression des autorités, les voisins travaillent à la remise en état des maisons abîmées. Au cours de l'été 1996, en parcourant le pays, nous avons vu partout plus de fours à briques artisanaux fumant et rougeoyant que jamais, et, le long des routes du Nord-Est, nombreuses étaient les maisons de torchis sur simple bâti de perches toutes récentes ou en voie d'achèvement. Mais les programmes de construction de villages initiés par l'État, pour lesquels il fallait d'abord choisir des sites et qui ne pouvaient se réaliser sans un financement extérieur important, avaient pris beaucoup de retard. Il n'est pas surprenant que quinze jours après les retours massifs de fin 1996 bien des restitutions ne s'étaient pas opérées, le plus souvent faute d'alternative.

Outre une relance générale des programmes officiels de construction, les témoignages dont nous disposons sur les retours évoquent des situations et des solutions locales fort diverses, sans que nous puissions mesurer la part de chacune. Certaines familles ont réoccupé tout de suite leur habitation restée vide, d'autres ont dû la partager avec les squatters ou bien se contenter d'un hébergement provisoire dans une dépendance, chez des voisins accueillants ou même sous tente. Certaines ne peuvent faire valoir aucun droit, les rapatriements s'étant faits vers les communes d'origine, où sont distribuées le cas échéant des aides à la réinstallation — nourriture et équipement élémentaire —, et non dans les communes de dernière résidence. D'autres subissent des pressions diverses, pouvant aller jusqu'au meurtre, pour décourager la revendication des droits. Tout dépend du tissu familial, du nombre local de sans-abri, des souvenirs et soupçons nourris par le passé récent, de la sagacité du bourgmestre. De la valeur de la maison et du poids respectif des protagonistes également. C'est pourquoi, dès les premiers retours de 1994, le problème paraît avoir été plus délicat et plus souvent conflictuel en ville, où se concentrent habitat et occupants de qualité. A Kigali, en décembre 1994, plus de neuf maisons sur dix étaient occupées par des squatters... En milieu urbain, il faut également pouvoir faire état d'un titre de propriété pour récupérer sa maison ; or, dans bien des cas, ce document a disparu ou n'a jamais existé.

Ce que nous connaissons à ce jour concernant la restitution des terres est fort partiel. En août 1996, les retours du Burundi, qui concernaient surtout la préfecture de Butare, suscitèrent au début beaucoup d'appréhension dans la population et un ralentissement sensible des déplacements hors de chez soi ; mais aucun incident grave ne fût signalé et tout revint rapidement à la normale. Des enquêtes réalisées par la suite ont établi que ces réfugiés n'ont trouvé leurs terres occupées que dans un cas sur dix, leurs maisons dans un cas sur quatorze.

Il en a été autrement pour les retours massifs de fin 1996. En maints endroits du pays,

de vifs conflits ont éclaté qui se sont traduits, lors des nouveaux semis de janvier-février, par la mise en jachère de certains des champs disputés. Mais en d'autres cas, les terres des morts et des absents sont restées, mieux que leurs maisons, contrôlées par la parenté pour peu que celle-ci n'ait pas été totalement décimée ou ne se soit pas entièrement exilée. Nous l'avons observé ponctuellement au centre du pays, en préfecture de Gitarama, où il y a eu, d'une façon générale, relativement peu de longues absences et encore moins de nouvelles arrivées. Le faible nombre de ces dernières à Kibuye ou Gikongoro aura pu limiter les conflits à des querelles de voisinage, pas forcément nouvelles. A Ruhengeri, la totalité des terres vacantes avait été utilisée avant les retours de 1996, essentiellement par des voisins puisque la préfecture n'a attiré que quelques centaines de familles de cultivateurs venus de la diaspora. Dans cette région, où les anciens domaines lignagers ont gardé une forte cohérence spatiale à travers les morcellements successifs, les voisins sont plus souvent qu'ailleurs des parents : les conflits fonciers potentiels ont alors été résorbés par le jeu des solidarités. Le rôle conservatoire de la parenté est également évoqué à Byumba, où il aura permis à la préfecture de connaître moins de conflits que d'autres régions. Peut-être le doit-elle également au fait que nombre des retours de diaspora, pourtant élevés — 200 000 au total —, ont été surtout le fait d'éleveurs qui ont pu occuper, au Mutara, des zones de réserves naturelles ou des exploitations définitivement abandonnées par les réfugiés burundais. A Kibungo, massivement désertée puis repeuplée en un seul mois, 350 000 absents ont trouvé à leur retour la place en partie occupée par 150 000 nouveaux arrivés de diaspora, parmi lesquels une majorité de cultivateurs qui n'ont pu jusqu'à présent être relogés sur des terres vierges. Certains bourgmestres ont imposé des partages de propriété avant même les retours massifs ; d'autres ont reculé devant la difficulté et laissé les problèmes s'envenimer.

Les solutions provisoires vont-elles, au fil du temps, se révéler définitives ? A observer les processus en cours, nous sommes tentée de penser que, dans la capitale, beaucoup de transferts de propriété effectués *de facto* demeureront tels, surtout dans les quartiers d'habitat en dur, qui étaient ceux d'une classe moyenne et d'une bourgeoisie en cours de consolidation. Bien des nouveaux occupants estiment avoir un droit moral de rester à demeure, et sont par ailleurs en position de force pour faire respecter leur point de vue. Une bonne partie des anciens propriétaires ont disparu ou ont pu gagner diverses villes d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique du Nord, où ils constituent une nouvelle diaspora. Mais dans les petits centres urbains et sur les collines, un tel mouvement nous paraît avoir un avenir limité grâce à de nouvelles constructions et à une moindre recomposition du peuplement.

C'est la structure de l'habitat qui va sans doute le plus durablement changer dans les campagnes, la dispersion traditionnelle composant désormais avec des concentrations d'habitations — et non plus simplement de boutiques et de débits de boisson abandonnés

avant la nuit — allant de la trentaine de maisons au village de 1 000 à 2 000 habitants. L'idée qu'un regroupement de l'habitat permettrait de dégager de l'espace pour les cultures et d'améliorer la desserte en équipements collectifs date déjà de l'époque coloniale et a été depuis un *leitmotiv* récurrent des plans de développement. Mais la réalisation d'un tel objectif s'est toujours heurtée au coût de l'opération et aux réticences d'une population rejetant la promiscuité associée à ce type de structure. A présent, les conditions ont suffisamment changé pour qu'un nouveau modèle d'organisation spatiale du travail quotidien et des relations sociales reçoive meilleur accueil. Le programme de construction initié par les pouvoirs publics, et réactivé par les retours massifs de fin 1996, se fait délibérément sous forme d'*imidugugu* — habitat regroupé —, avec une forte concentration sur la préfecture de Kibungo, où sont prévus 31 villages. L'opportunité de disposer d'une maison neuve, la recherche d'une plus grande sécurité, l'expérience faite à l'étranger d'autres structures résidentielles, autant de circonstances qui peuvent rendre durablement attractifs les nouveaux villages ou hameaux et relativiser les aspects négatifs de la promiscuité.

Une nouvelle question surgit. Compte tenu des groupes sociaux les plus concernés par les *imidugugu* et de la forte implantation urbaine des anciens réfugiés, ne va-t-on pas voir l'identité hutue-tutsie, disparue des nouvelles cartes d'identité, s'exprimer dans le paysage par une spécialisation résidentielle jusqu'alors inconnue ? En dehors du Mutara des éleveurs, et de certaines communes dépourvues de peuplement tutsi significatif depuis toujours ou bien depuis le génocide, il n'y a pas eu de constitution de Hutuland ou de Tutuiland à l'échelle régionale. Les proportions ont pu se modifier, comme elles l'avaient été par les migrations intérieures depuis le milieu du siècle, mais le mélange est resté la règle. Va-t-il cesser de l'être à l'échelle locale ? Le problème est discuté, le risque n'est pas nié. Mais toutes les logiques ne vont pas dans cette direction, qui n'est d'ailleurs pas préconisée par les responsables. Certains rescapés souhaitent l'hétérogénéité des futures concentrations, y voyant une meilleure garantie pour leur sécurité que dans une structure mono-ethnique. Plus encore, le manque d'espace à proximité de la maison paternelle est à même d'orienter les jeunes couples vers les nouveaux habitats, tandis que le déficit d'emploi et de revenu monétaire dans les campagnes accélère un mouvement vers les villes que les politiques actuelles n'envisagent plus de freiner. Il s'agit là de problèmes qui ne sont pas nouveaux, et de dynamiques qui touchent l'ensemble de la population, toutes identités confondues. Il paraît donc raisonnable de penser que, sauf évolution à la burundaise, le risque de spécialisation spatiale que nous venons d'évoquer ne sera que temporaire.

Il est trop tôt pour discerner la direction que va prendre le règlement des litiges fonciers. Mais le retour aux espaces pleins impose de ne pas réduire les problèmes aux conflits de restitution. Toutes les solutions, ou tentatives de solution, ne peuvent être que provisoires au regard de la pression exercée par la croissance démographique. Un certain volontarisme a fait croire à une importante étendue encore disponible pour les sans-terre, ceux revenus

de diaspora auxquels on pense en premier, mais aussi les héritiers impossibles de micro-fundia de plus en plus exigües — 60 % des exploitants disposent de moins d'un hectare, 25 % en ont entre un et deux. On a pu laisser les éleveurs occuper une partie des réserves de vie sauvage, mais les possibilités culturelles de celles-ci sont très limitées. De grands marais à l'aménagement coûteux restent vierges, et l'on y reprend d'anciens projets. Mais les terres faciles à ouvrir aux cultures n'ont qu'une importance marginale, la dernière conquête paysanne d'espace neuf a concerné les petits marais et s'est achevée avant 1990. Là où l'on avait pensé pouvoir installer 78 000 familles, principalement dans l'est du pays, une mission d'experts ne trouva de place que pour 14 000<sup>13</sup>. Il est plus facile d'identifier de nouveaux sites d'habitat que d'assurer des dimensions viables aux nouvelles exploitations. Est-ce une révolution dans les règles de l'héritage, abolissant le partage entre la totalité des héritiers mâles, qui le permettra ? L'idée en est agitée, elle n'est pas nouvelle, mais il est douteux qu'elle soit partagée par les principaux concernés, et il paraît certain que sa mise en œuvre telle quelle serait inutilement génératrice de nouveaux conflits. Il semble plus sage d'orienter les efforts vers une meilleure productivité et vers la diversification des activités.

### Rapidité des reprises : les étapes

Le retour aux activités organisées s'est échelonné sur un temps plus court que celui des réfugiés et selon un calendrier moins heurté, mais il n'a pas encore permis de retrouver le niveau de 1993 ou celui de 1990 avant le début de la guerre. Le dernier à-coup du peuplement, qui se traduit par une croissance de 25 % en moins d'un an, n'a pu qu'en retarder l'échéance.

Le redémarrage proprement dit peut se décomposer en trois périodes. Les premières initiatives après la fin des combats concernèrent l'affirmation de l'État et l'organisation des secours d'urgence. En dépit de l'insécurité persistante et des incessants déplacements de population, les deux premiers mois de l'après-guerre ne connurent pas l'anarchie que l'on aurait pu craindre. Dès le 19 juillet 1994, un gouvernement fut constitué tandis que l'armée, déployée dans les différentes communes, assurait le contrôle du territoire dans la majeure partie du pays, puis dans sa totalité après le départ des Français de la zone *Turquoise* le 21 août — nonobstant la présence de troupes de l'ONU dont les dernières quittèrent le pays en mars 1996. Les secours d'urgence — hébergement des déplacés, aide alimentaire à 2,5 millions de personnes, distribution de houes et de semences aux cultivateurs, soins médicaux à l'ensemble de la population — furent pris en charge par les

---

13. Mission de la Banque mondiale, *Évaluation du programme de rapatriement et de réinstallation des réfugiés rwandais*, Kigali, 3 avril 1995.

agences d'aide multilatérale ou bilatérale ainsi que par plus de 200 ONG grandes et petites agissant en ordre plus ou moins dispersé. Elles disposaient de personnel, de moyens financiers et de véhicules en abondance, contrairement aux autorités administratives, soucieuses de contrôle et de coordination, mais paralysées par le manque de cadres et le dénuement.

Le deuxième mouvement de redémarrage, à partir du retour des pluies fin septembre 1994, fut caractérisé par la reprise des cultures, la multiplication des activités commerciales et artisanales de type informel et la réouverture des écoles primaires. Reprise incomplète, certes : les instituteurs avaient été recrutés à la hâte et n'étaient pas payés, le tiers des superficies cultivées en 1990 restait en jachère, et la pénurie de camionnettes limitait fortement l'approvisionnement des marchés éloignés des grands axes. Mais le contraste était remarquable avec le début du mois, où l'errance le disputait à l'atonie, où les témoins décrivaient des paysans abattus, des centres de négoce ruraux aux boutiques fermées, des marais cultivés seulement au tiers de ce qu'ils portaient normalement en cette saison. Si, dans une préfecture très affectée par les massacres comme Butare, les 40 % de personnes présentes à l'arrivée des pluies n'avaient pu semer ou planter qu'un peu plus du tiers des superficies habituelles, au contraire, à Ruhengeri, les paysages avaient gardé le caractère d'intense occupation humaine déjà évoqué plus haut, et le taux de mise en culture dépassait le taux de présence. Un peu partout, la population reprenait progressivement, à pied comme d'habitude, le chemin des marchés de colline tandis que, dans les principaux centres urbains, et surtout dans la capitale, on vendait à prix élevés la bière burundaise et les haricots d'Ouganda, à vil prix des fusils et des grenades, et toute la gamme de produits manufacturés divers auxquels les dollars des expatriés et les salaires de leurs employés locaux assuraient une clientèle. La reprise de l'artisanat, particulièrement rapide chez les tailleurs nous dit-on, accompagna celle du commerce. Quelques unités du secteur moderne rouvrirent déjà leurs portes à Kigali pour répondre à la demande étrangère : des hôtels, une banque — concurrencée par une pléiade de changeurs à la sauvette.

A la campagne, la reprise a reposé sur le labeur des populations restées sur place et fut encouragée par une bonne pluviométrie ; ce qui manqua le plus, ce furent les boutures pour les racines et les tubercules, ainsi que des revenus monétaires pour assurer les compléments alimentaires et autres besoins de base. En ville, la reprise dut beaucoup aux initiatives des réfugiés revenus de diaspora, à la réouverture des frontières orientales et plus particulièrement à celle de la route vers Mombasa, à la masse monétaire générée par la présence des troupes de l'ONU et l'afflux de l'aide d'urgence. Celle-ci eut moins d'effets directs sur l'activité commerciale ou artisanale locale car elle s'approvisionna à l'extérieur du pays, pour l'essentiel à partir de ses propres circuits.

Il fallut attendre l'année 1995 pour que l'ensemble des services publics reprenne ses marques et que, sur un rythme plus lent et de façon plus échelonnée dans le temps, les différentes branches du secteur moderne commencent à se relever. En avril 1995, l'admi-

nistration territoriale, préfets, bourgmestres et conseillers de secteur, était partout en place, les tâches de police et de gendarmerie continuant à être assurées par l'armée. Mais la reprise du service des douanes, malgré de lourdes taxations, ne fournissait pas encore des rentrées permettant de payer fonctionnaires et militaires ; les salaires furent en partie versés sous forme d'aide alimentaire. La rentrée universitaire se fit en avril à Butare pour 4 000 étudiants, les écoles secondaires reprirent autour de la même période. Les deux tiers des centres de santé étaient à présent ouverts, mais l'appareil judiciaire restait squelettique alors que 30 000 détenus remplissaient déjà les prisons.

Les entreprises modernes du secteur privé et paraétatique se concentrent à Kigali et on ne sera pas surpris que la capitale ait eu la primeur des reprises. A une exception près : l'usine phare du pays, la brasserie Bralirwa, fut la première des unités importantes à rouvrir ses portes, en même temps que l'une des usines à thé de la région ; or elle est située à Gisenyi. Pourtant, Kigali bénéficia, dès la fin de 1994, de la remise en état, par la coopération allemande, des réseaux distribuant l'eau et l'électricité et assurant les télécommunications ; six mois plus tard, la production électrique de l'ensemble du pays en était simplement à la moitié de son niveau antérieur. Les entreprises de la capitale profitèrent également des capitaux rapatriés, principalement depuis l'Ouganda, par les anciens réfugiés ainsi que de l'intérêt manifesté par des groupes sud-africains et kenyans. De fait, en juin 1995, plusieurs banques d'investissement sont en activité et les principales industries agro-alimentaires ont repris le travail. La chambre de commerce revendique 7 000 adhérents (pour moins de 200 entreprises), soit les deux tiers de ses anciens effectifs, et estime que l'activité se situe entre 40 % et 60 % de son niveau de 1993. Mais d'autres indices tracent pour la même période un tableau moins optimiste. Les banques commerciales, riches en devises étrangères déposées par les rapatriés, disent souffrir d'un excès de liquidités faute d'une demande suffisante du côté des investisseurs. Une enquête menée auprès de 60 entreprises ne trouve en fonctionnement que 30 % des unités, travaillant elles-mêmes aux trois quarts de leur capacité. Les emplois correspondants se situent au tiers du volume d'avril 1994 et le niveau de qualification est sensiblement inférieur.

Et après les redémarrages ? A-t-il suffi du premier élan pour que les objectifs du programme de janvier 1995 aient été atteints dans les délais, c'est-à-dire en 1996 ? L'activité et l'animation évoquées au début de notre texte confirment l'appréciation officielle voulant que « la situation socio-économique du Rwanda s'est largement améliorée ». Mais le même document reconnaît que les niveaux de production et de services d'avant guerre n'ont pas encore été retrouvés.

Le diagnostic à la mi-1996 est plutôt d'une consolidation de la reprise. La saison de cultures qui vient de s'achever a connu, comme les deux précédentes, une bonne pluviométrie, les surfaces cultivées et la production vivrière globale — traduite en équivalents-céréales — ont atteint les trois quarts du niveau de 1990. Les cultivateurs sont redevenus

autonomes pour leur approvisionnement en semences, seuls les 10 % plus vulnérables — veuves, handicapés, anciens réfugiés revenus démunis de tout, minifundistes disposant de moins de 20 ares — dépendent encore des distributions gratuites. Les marchés ruraux sont bien approvisionnés en produits alimentaires d'origine locale et le souvenir est déjà loin des fort médiocres résultats de la première campagne d'après guerre. Le prochain défi concerne le rétablissement des revenus monétaires paysans par la reconstitution du cheptel et la réhabilitation des cultures de café et de thé qui restent encore à la traîne. Ainsi, la récolte de café de 1996 n'a atteint que la moitié des moyennes d'avant 1994, malgré le relèvement un an plus tôt du prix payé aux producteurs pour compenser la dévaluation subie par le franc rwandais. La moitié des usines à thé fonctionnent, les autres sont en cours de rétablissement.

D'une façon générale, le secteur moderne n'a pas encore résorbé son retard au démarrage : en 1996, l'activité des 54 entreprises manufacturières du pays dépasse à peine la moitié des performances d'avant 1994 ; or ce secteur représentait alors 15 % du PIB. En décembre 1996, la production de la Bralirwa n'atteint même pas la moitié de son niveau du début des années quatre-vingt-dix : les amateurs de bière ont été contraints de réduire leur consommation par la chute de leurs revenus et le renchérissement d'un produit grevé de lourds impôts. Les échanges interrégionaux continuent à être freinés par la pénurie de véhicules, et le commerce transfrontalier, informel par ses modes de fonctionnement mais moderne par ses équipements, a été pénalisé jusqu'à la fin de 1996 par la radicalisation du blocage des frontières zairoises et la crise burundaise. Depuis la transformation du Zaïre en Congo, il a en revanche repris ses parcours traditionnels au point d'inquiéter les responsables de la sécurité alimentaire par l'ampleur des exportations de produits vivriers rwandais qu'il assure.

Du côté des services publics, un grand effort a été fourni pour que les structures fonctionnent à travers tout le pays. En 1996, le taux de scolarisation primaire aurait dépassé son niveau de 1989. Les fonctionnaires sont à présent payés, mais ils doivent accepter des salaires nettement plus faibles que ceux, généralement modestes, qu'ils avaient connus auparavant au Rwanda ou dans un pays voisin. Dans l'ensemble, on considère que, pour les quatre cinquièmes des cas, les rémunérations dans la fonction publique se situent en dessous d'un seuil de pauvreté estimé en 1996 à l'équivalent de 300 dollars. Pourtant, les recettes budgétaires, hors apport extérieur, sont aux trois quarts consacrées aux salaires et au fonctionnement des services publics. Un instituteur débutant ne touche en 1996 que 8 000 francs rwandais par mois, soit l'équivalent de 45 kilos de haricots, ou de 400 kilos de patates douces, ou encore de 27 bouteilles de bière industrielle du pays. La fonction publique n'est pas en mesure de concurrencer les ONG qui, à niveau de qualification égal, offrent facilement le double, directement ou sous forme de primes et d'avantages en nature. Les retours de diaspora n'ont pas comblé, surtout aux niveaux moyens, les vides

laissés par les morts et les absents, et l'exode des cerveaux en direction des ONG aggrave le déficit. D'où la fréquence des doléances concernant les déficiences quantitatives et qualitatives dans les services de santé, l'enseignement, l'administration. Sans parler des infrastructures qui souffrent des mêmes maux. L'armée est-elle mieux lotie ? Un bon tiers de la masse salariale budgétisée lui est dévolue, et on lui attribue des ressources non officielles du côté des exploitations minières, voire de certaines productions illicites. Mais, au début de 1996, des soldats n'avaient pas touché leur paye depuis dix mois.

### Fragilité des reprises : aspects

Deux ans après la fin des combats, la relève socio-économique du Rwanda se fait dans un contexte d'appauvrissement généralisé qui n'autorise pas les marches forcées. Encore moins un an plus tard, après le choc du retour de presque un quart de la population, retour officiellement souhaité et réclamé, mais dont l'ampleur et la rapidité ont été imprévues. On est revenu au temps de l'urgence et de l'aide alimentaire largement distribuée. Va-t-on rapidement retrouver l'ambiance de sortie de crise qui caractérisait les débuts de 1996 et pouvoir agir en fonction de perspectives dépassant l'horizon immédiat ? Il serait téméraire de tenter un bilan des derniers retours avant qu'au moins une saison de culture ait pu se dérouler de bout en bout dans de meilleures conditions de stabilité et de sécurité qu'actuellement. Il est néanmoins des signes de fragilité qui ne sont pas seulement de conjoncture : l'essoufflement de la reprise agricole et la forte dépendance à l'égard de l'aide nous en paraissent deux aspects essentiels.

L'essoufflement se manifeste par un double décalage entre l'évolution de la production, d'une part, celle des superficies cultivées et de la population, de l'autre. Les récoltes de janvier et de juin 1990, étant les dernières d'avant guerre et pour lesquelles on dispose de mesures fiables, servent habituellement de référence pour toutes les évaluations faites par la FAO et le ministère de l'Agriculture depuis la première saison culturale d'après guerre, celle de septembre 1994-janvier 1995. De celle-ci aux récoltes de juin 1997, les surfaces en cultures vivrières sont passées des deux tiers à peut-être 95 % de ce que l'on observait en 1990. La production correspondante est partie de plus bas, moins de 60 %, mais n'a dépassé les quatre cinquièmes des résultats de 1990 ni en janvier ni en juin 1997. Or, à ces dates, la population du Rwanda est devenue de 10 % à 15 % plus importante que celle de 1990. La dégradation, certaine, des rendements et, vraisemblable, de la productivité du travail, la faiblesse croissante du taux de couverture des besoins alimentaires n'auront connu qu'une très courte éclaircie au début de 1996. Les résultats des cultures dites industrielles sont encore plus lents à se rétablir : en juin 1997, le tonnage de café récolté ne représente que la moitié de celui de 1990 et lui est également inférieur en qualité. L'interprétation de cette usure des performances fait appel à trois types de facteurs. Le premier

est récurrent : l'agriculture rwandaise est très dépendante des caprices de la pluviométrie, qui se trouvent être particulièrement importants dans les régions où les sols sont pauvres ou dégradés. Butare, Gikongoro et le Bugesera ont moins bénéficié que les autres régions des quatre bonnes saisons qui suivirent la fin des combats, et particulièrement souffert des excès et des insuffisances de pluie depuis septembre 1996. L'objectif d'un meilleur contrôle de l'eau, déjà modestement assuré par le billonnage des marais, est lui aussi récurrent dans les stratégies agricoles envisagées. Mais on pourra également observer que les déficits de production les plus importants et les plus répétitifs par rapport aux années d'avant guerre concernent les légumineuses, qui assurent en temps normal 23 % des apports caloriques et surtout, grâce au haricot, l'essentiel de l'apport protéique. La dégradation de leurs rendements, qui aggrave les risques de malnutrition, a caractérisé même les meilleures saisons pluvieuses : elle est le signe d'une fatigue accrue des sols, inscrite dans une évolution de longue durée.

Une deuxième famille d'explications s'attache à des problèmes d'intrants, qui sont, à la différence des précédents, une conséquence directe de la guerre, mais avec des risques de perdurer fort inégaux. Les distributions d'aide alimentaire et de semences concernent les céréales et les légumineuses, elles ne peuvent pourvoir aux besoins en racines et tubercules qui assurent normalement 38 % des apports caloriques. Moins pillés que les autres récoltes, patates douces, manioc et pommes de terre ont été souvent entièrement consommés, et à chaque vague de retours on a signalé un manque aigu de boutures et de replants au moment de la reprise des cultures. Il s'agit là d'une contrainte appelée à se résorber en quelques saisons. Le rétrécissement des revenus monétaires a par ailleurs fortement réduit le recours aux pesticides et aux fertilisants, dont l'usage s'était répandu pour la pomme de terre, et la pénurie de fumure organique a pénalisé la bananeraie, c'est-à-dire encore 16 % des apports caloriques. C'est là le fruit d'un appauvrissement plus durable. Si, à l'échelle du pays, la reconstitution du cheptel bovin est assurée au moins quantitativement dès 1996 grâce aux troupeaux nouvellement arrivés, elle s'accompagne d'inégalités accrues en matière de distribution géographique, le déficit restant élevé dans des préfectures à sols pauvres telles que Kibuye ou Butare ; par ailleurs, le petit bétail n'a pas encore retrouvé son importance d'autrefois. L'aspiration à rétablir les niveaux quantitatifs d'avant 1994 est bien présente chez les exploitants, mais le remboursement des vaches volées imposé par les autorités ne paraît pas être la panacée. L'accès au crédit pour l'achat de petit bétail et les structures vétérinaires garantes de qualité pour le gros sont insuffisants et peuvent le rester encore quelque temps. La demande latente des producteurs paraît ici en avance sur l'offre des services d'encadrement. Il n'est pas sûr qu'il en aille de même pour le café. La baisse des performances y est liée à l'abandon fréquent du paillis au profit de cultures vivrières intercalaires. Or les usines de traitement sont actives depuis la mi-1995, et l'État a gardé le contrôle de la commercialisation d'un produit essentiel pour les

exportations — le café en a assuré 80 % en 1996. L'abandon du paillis, occasion de maintes amendes pour les producteurs avant 1990, révèle chez ceux-ci des priorités différentes en matière de système de culture et de sources de revenu. Priorités que la guerre aura tout à la fois accentuées et permis de manifester, et qui risquent de se maintenir.

Un dernier ensemble de problèmes s'articule autour des nouvelles conditions socio-politiques de la production. Le manque de main-d'œuvre est invoqué pour rendre compte ici de friches persistantes, là d'un manque d'entretien des cultures, et notamment de la bananeraie, générateur de rendements inférieurs à ceux de 1990. Mais comment comprendre cela quand on connaît le rôle social et économique de la bière de banane ? Quand la population est déjà plus nombreuse qu'en 1990 ? Il faut, pour éclairer ces comportements, faire appel à une conjonction de facteurs que nous avons jusqu'ici abordés séparément. La pénurie de travailleurs est bien réelle au sein d'une population abondante lorsque celle-ci comporte beaucoup d'orphelins, de veuves, de traumatisés et d'handicapés, lorsque le déséquilibre de la sex-ratio généré par les tueries est amplifié par la sous-représentation des hommes adultes lors des retours et leur surreprésentation parmi les 120 000 personnes incarcérées. Lorsque la forte demande sur les chantiers des nouvelles constructions éponge le marché du travail, ou que le manque de réserves financières interdit de faire appel à celui-ci. La part masculine a beau être minoritaire dans le total de l'énergie humaine mobilisée par l'agriculture, elle est indispensable pour les gros travaux de début de saison — défriche de jachères touffues, façonnement des billons, etc. Son insuffisance crée un goulot d'étranglement qui restreint toute la suite des opérations.

Par ailleurs, la démotivation pour de lourds travaux d'entretien n'a rien à voir avec quelque mouvement d'humeur lorsqu'elle est nourrie par l'insécurité physique ou foncière. Nous avons déjà évoqué la seconde à propos des exploitations dirigées par des femmes. Une même incertitude dissuade les anciens réfugiés d'entreprendre des travaux ou des nouvelles plantations à efficacité différée sur des terres qu'ils ne sont pas assurés de déterminer plus d'une ou deux saisons. Encore plus si ces terres sont situées dans des zones agro-écologiques qui ne leur sont pas familières. L'insécurité physique — la crainte des attentats, de la répression, des dénonciations — s'est d'abord concentrée sur le nord-ouest du pays, globalement favorable à l'ancien régime et pendant deux ans tout proche des grands camps du Zaïre. Mais elle a ensuite débordé cette aire, et elle s'est aggravée, contrairement aux espérances, peu après les retours de fin 1996. Elle ne peut que perturber le déroulement de la saison agricole et retarder la reprise du travail pour ceux qui viennent de rentrer. Nous ne prétendons pas, à distance, pronostiquer la durée ni l'importance des séquelles des troubles actuels. Mais des signes de repli autarcique des campagnes, et d'atonie des marchés de colline, se font jour même dans des régions relativement peu touchées ; il ne peut en résulter qu'une aggravation des déficits vivriers.

Les retours de fin 1996 ont, dans l'immédiat, moins surchargé les dispensaires qu'on ne

le craignait. A la mi-décembre 1996, on observait que la fréquentation des centres de soins n'avait en général connu que quelques jours de surchauffe. Contrairement à ce qui s'est passé en 1997, où les réfugiés sont revenus du Zaïre très affaiblis ou malades, les retours de fin 1996 ont concerné des personnes dont l'état de santé n'avait pas pâti de longues semaines d'errance. Or à la même époque, à l'intérieur du Rwanda, des états graves de malnutrition affectaient dans le sud du pays certains enfants, dans certaines communes, dans certaines familles, témoignant, entre autres, de la très inégale distribution des effets de la médiocrité des résultats agricoles. Le souci des mal-nourris s'est facilement focalisé sur les populations en déplacement, et l'on a longtemps, y compris au lendemain de la guerre et du génocide, sous-estimé la dimension structurelle du problème parmi les habitants des collines. Ce temps paraît révolu, et l'UNICEF vient d'achever une importante enquête qui doit permettre d'aller plus loin dans le diagnostic et la proposition de stratégies. On sait déjà que, en 1997, 10 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, et 30 % de déficiences énergétiques et protéiniques ; ce dernier taux atteint plus du double en préfecture de Butare. Les chocs subis par la population et les difficultés de la reprise ont assurément aggravé des déséquilibres plus anciens ; ils les font aussi apparaître au grand jour, et par là même incitent à l'action.

Ce qui ne signifie pas les résoudre. Pris entre l'acuité des problèmes immédiats et la pauvreté des moyens à disposition, chacun s'essaye à inventer des solutions au jour le jour en fonction de l'environnement local plus que des appuis extérieurs. A l'échelle du pays, par contre, l'aide internationale publique et privée a depuis longtemps accompagné et souvent inspiré l'action de l'État et les projets des collectivités territoriales administratives ou confessionnelles. Prises à leur tour entre l'ampleur des besoins et l'indigence des moyens, les nouvelles autorités sollicitent fortement cet appui tout en s'efforçant de le garder sous contrôle pour éviter le risque de dépendance. Mais n'est-ce pas là une gageure ?

En 1994, l'aide internationale massive dont ont bénéficié les Rwandais a représenté un cinquième de toute l'aide d'urgence accordée cette année-là dans le monde par des organismes officiels, pour un coût estimé à 1,4 milliard de dollars. Dévolue en priorité au sauvetage de vies humaines par la fourniture de nourriture, d'abris, de soins médicaux, elle s'est focalisée sur l'appui aux réfugiés. Les opérations à caractère productif telles que les distributions d'outils et de semences n'ont représenté qu'une faible part du total. L'aide s'est déployée pratiquement hors du contrôle des nouvelles autorités, d'autant plus que les deux tiers des crédits ont été dépensés dans les pays d'accueil des nouveaux réfugiés, et sont souvent passés directement des bailleurs de fonds aux agences onusiennes chargées de la mise en œuvre des programmes.

Les demandes présentées par le gouvernement rwandais aux deux conférences de table ronde (des donateurs) de janvier 1995 et juin 1996 ont un tout autre caractère. Elles ont été préparées en collaboration avec les organisations multilatérales concernées et se rap-

prochent beaucoup plus d'une structure de budget d'équipement. Elles veulent en fait en tenir lieu dans un contexte de ressources propres très réduites ; elles en viennent donc à représenter le double de ces dernières. L'État compte entièrement sur l'aide pour réhabiliter les infrastructures détériorées ou détruites, pour financer les nouveaux sites d'installation destinés aux anciens réfugiés, pour relancer des projets de développement agricole restés en sommeil. Mais il envisage aussi qu'elle prenne en charge le fonctionnement de la plupart des infrastructures de santé et qu'elle permette de régler d'importants arriérés de dette hérités du régime déchu.

Les sommes demandées et promises ont atteint le même ordre de grandeur que celles effectivement dépensées en 1994, et représentent donc un engagement substantiel de la part des donateurs. Certes, les réalisations sont prévues sur plusieurs années, mais elles concernent le seul Rwanda, à l'exclusion de l'entretien des camps de réfugiés. Faut-il alors mettre au crédit de l'aide les espoirs suscités par la consolidation de la reprise observée en 1996 ? Ou déplorer les grands écarts entre promesses et réalisations — les sommes dépensées n'atteignent que le tiers des promesses —, et porter au débit de l'aide les retards pris dans les programmes de réinstallation des anciens réfugiés et les conflits de terre et de maisons qu'ils ont alimentés ? Ou juger qu'en « remerciant » 38 ONG, en décembre 1995 le gouvernement a jeté le bébé avec l'eau du bain ?

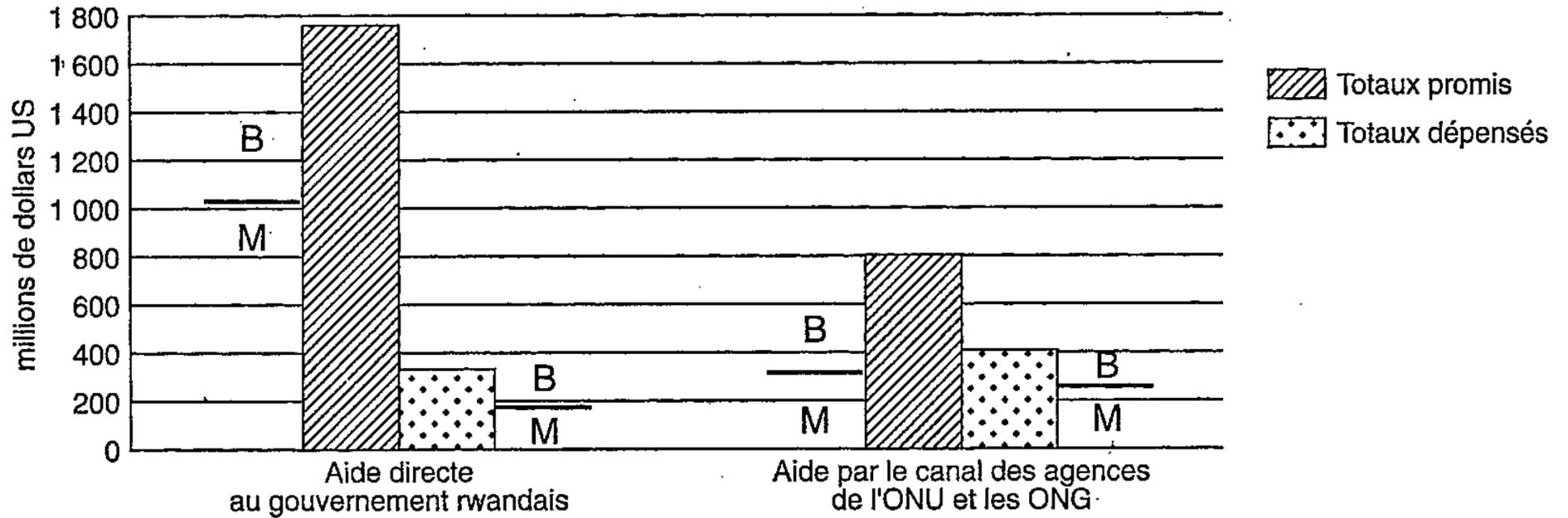
Les problèmes posés par la mise en œuvre de l'aide sont à la fois triviaux et liés au contexte politique propre au Rwanda. Triviaux, les décalages entre le versement d'une somme déterminée et la possibilité concrète de l'utiliser. Les freins créés par une tradition bureaucratique bien rodée relèvent du même adjectif, mais les lenteurs liées au manque de cadres et au dénuement de l'administration sont aussi un héritage de la guerre. Le conflit avec certaines ONG tient pour une part à la tension structurelle entre l'efficacité que donne l'autonomie et la nécessaire coordination que les autorités veulent assurer ; mais plus encore à l'impatience de ces dernières face au gaspillage pratiqué par bien des ONG. Par ailleurs les retards doivent beaucoup à la réprobation internationale qui a suivi les massacres du camp de Kibeho et conduit la Communauté européenne à surseoir pendant plusieurs mois aux versements. Ce type de sanction n'a pas fait école depuis en ce qui concerne le Rwanda, mais il a sans doute contribué à fragiliser la reprise. Comme par ailleurs certains donateurs membres de la CEE ont alors préféré faire cavalier seul et ne rien suspendre de leur appui, l'épisode aura aussi démontré la pertinence, pour le Rwanda, de sa pratique d'une grande dispersion géographique des pourvoyeurs d'aide.

Une reconstruction durable au Rwanda, pour en rester à sa dimension socio-économique, exige non seulement de réparer des dégâts matériels, mais aussi de remonter le courant d'une tendance implosive, qu'on peut craindre de voir à l'œuvre dans l'essoufflement

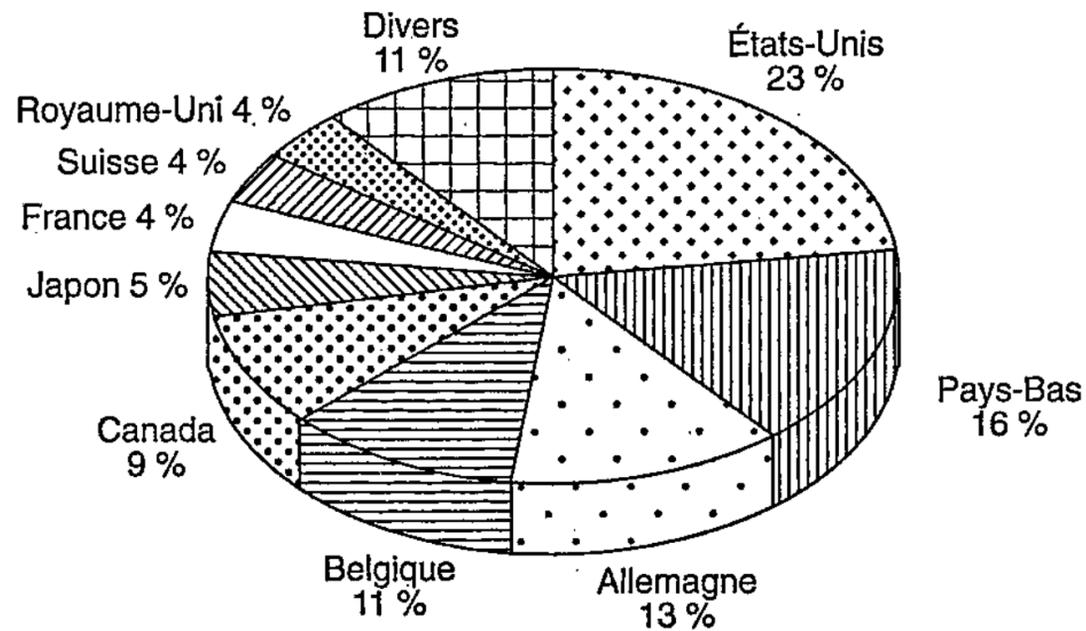
# L'AIDE BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE AU RWANDA EN 1995 ET 1996

(Unité : millions de dollars US)

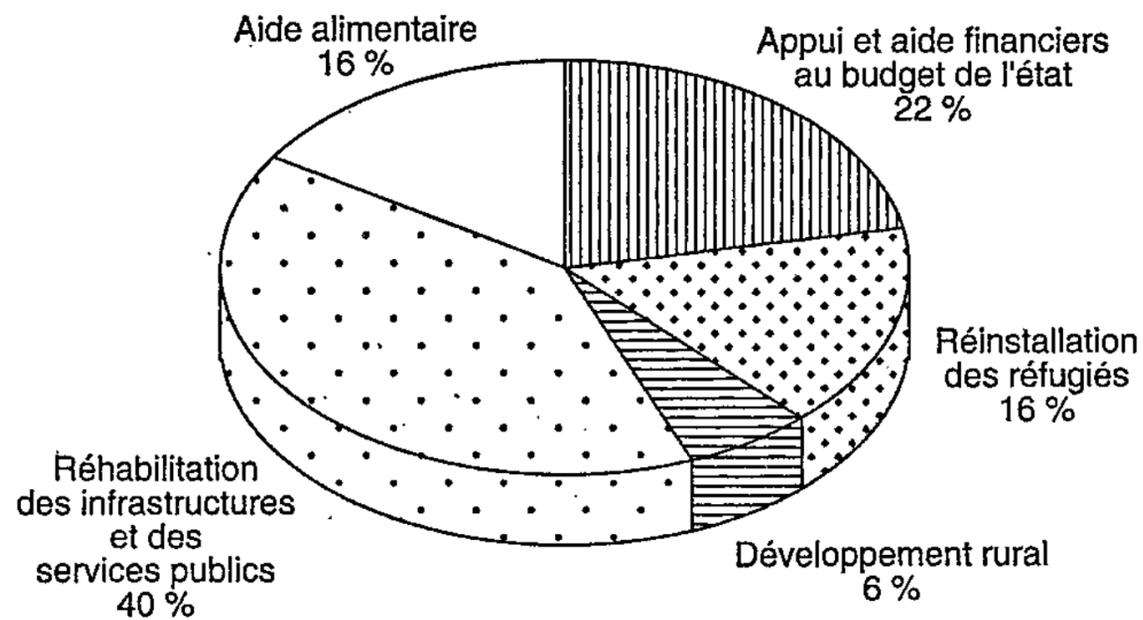
## Structure et canaux de l'aide bilatérale (B) et multilatérale (M) accordée en 1995 et 1996 au Rwanda



## Origine de l'aide bilatérale promise en 1995 et 1996 au Rwanda



## Destination de l'aide dépensée en 1995 et 1996 au Rwanda



des reprises que nous avons analysé plus haut. Une étude plus fine des orientations de l'aide, des secteurs où les retards se produisent le plus et le moins, aurait sans doute conduit à un diagnostic similaire d'usure des modèles d'aide. Mais, ce faisant, nous restons enfermée dans les frontières du pays, et, lorsque nous nous en échappons pour rejoindre la planète des donateurs, nous escamotons l'environnement proche. Or, depuis trois ans, l'insertion du Rwanda dans la région des Grands Lacs n'a cessé de se modifier. Tout au long de son histoire, le Rwanda s'est trouvé tour à tour en relation privilégiée avec chacun de ses voisins. Actuellement, c'est à l'intérieur de toute une mosaïque que se recompose sa situation. Ne pourrait-il pas y trouver de quoi sortir des impasses ?

Assurément des défis tels que la maîtrise de la croissance démographique ou le retour à une paix durable favorable au travail des hommes en appellent d'abord aux structures internes de la société rwandaise. L'intégration régionale ne saurait y suppléer, mais elle peut déserrer certains étaux, contribuer à décongestionner l'espace et en tirer meilleur parti. L'idée n'en est pas neuve, mais dans un environnement nouveau elle peut ambitionner de devenir enfin efficace.

# PROJET

251

Automne 97

## **18-30 ans, les aventures de la mobilité**

Ni adolescents, ni adultes établis, les 18-30 ans occupent une place à part dans notre société. Comment accèdent-ils à la vie sociale ? Représentent-ils un groupe culturel et social homogène ? Où sont-ils confrontés à leurs aînés ? La société d'aujourd'hui répond-elle à leurs attentes, sont-ils en train d'inventer la société de demain ?

*J. Douis-Weydert, O. Galland, Y. Lambert, P. Martinot-Lagarde, P. Mignon, F. Moulias,  
C. Nicole-Drancourt, L. Pareydt, P. Simon, A. Vulbeau*

Le n° (128 p.) : 65 F - Etranger : 70 F

En vente dans les grandes librairies

Pour recevoir ce numéro, envoyez vos coordonnées et votre règlement à :

**PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48 - Minitel 36 15 SJ\* PROJET**

# Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville

*Élisabeth Dorier-Apprill\**

La guerre qui éclate le 5 juin dernier à Brazzaville, un mois et demi avant la date prévue pour les deuxièmes élections présidentielles libres depuis la fin du monopartisme, oppose deux milices et deux factions de l'armée favorables aux deux principaux candidats à ces élections : Denis Sassou Nguesso, ancien président de la République, et Pascal Lissouba, président élu en 1992.

Début août, après deux mois de combats strictement urbains, aucun des partis ne l'emporte et une solution négociée semble en vue. Le cessez-le-feu se prolonge, D. S. Nguesso ne s'attaque jamais directement au palais présidentiel ; quant aux troupes gouvernementales, elles ne bombardent pas massivement la base arrière de la rébellion. Les négociations de Libreville aboutissent début août à un accord sur la prorogation du mandat de P. Lissouba et la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Mais elles achoppent sur le choix du futur Premier ministre et ses attributions. Depuis le 10 août, les forces gouvernementales semblent avoir choisi une solution militaire radicale en intensifiant et en généralisant les bombardements. De son côté, D. Sassou Nguesso étend le conflit en prenant militairement le contrôle des villes du nord du pays (14 août). Chaque parti dispose de soutiens dans les pays voisins et commence à y recruter des mercenaires (Congo démocratique, Rwanda, Angola). De nombreuses livraisons d'armes sont signalées à l'aéroport de Pointe-Noire : l'issue du conflit est donc incertaine au moment où nous concluons ce texte.

Laissant de côté l'analyse politique, cet article décrit la géographie urbaine de cette guerre et les déterminants historiques et culturels de la répétition des affrontements à Brazzaville.

---

\* Maître de conférences, université de Provence.

Brazzaville, avec moins d'un million d'habitants, est une capitale secondaire d'Afrique noire. C'est pourtant le type même de la capitale politique hypertrophiée, regroupant le tiers des habitants d'un pays qui compte 60 % de citoyens. C'est là que se trouve la totalité de l'appareil administratif et universitaire du pays. Pointe-Noire, port et ville du pétrole, se spécialise dans une activité économique que dédaigne la capitale.

Étirée le long du fleuve Congo, verdoyante, sillonnée de petites rivières, Brazzaville fait figure de grand village si on la compare à sa trépidante rivale, Kinshasa, de l'autre côté du Pool<sup>1</sup>. L'essentiel de l'animation urbaine se tient dans les vastes quartiers populaires de maisons basses, entourées de leurs petites cours arborées et fleuries, et ponctués de grands marchés. Passablement défraîchi, le centre-ville, où les grandes « tours » modernes se comptent sur les doigts d'une main<sup>2</sup>, n'est actif que le matin aux heures de bureau et n'est fréquenté que par les élites.

Depuis 1991 et la transition démocratique après vingt-cinq ans de socialisme à parti unique, cette capitale si tranquille s'est trouvée à deux reprises embrasée par de violentes guerres urbaines entre les milices (Ninjas, Zulus et Cobras) armées par les trois principaux partis politiques en compétition<sup>3</sup>.

A chaque fois, ces guerres, fortement localisées, se concentrent dans quelques quartiers, tandis que le reste de l'agglomération continue à vivre quasi normalement, ce qui provoque d'énormes flux de réfugiés et impose des adaptations fonctionnelles de l'espace urbain.

En 1993-1994, le conflit s'est cristallisé entre Mfilou et Bacongo, deux quartiers populaires et périphériques, peuplés de gens qui partagent fondamentalement la même culture kongo — ce qui n'empêche pas le conflit de prendre une tournure ethnique, causant déjà des milliers de victimes et le chassé-croisé de plus de 100 000 réfugiés dans cette partie de la ville... A l'époque, le centre-ville et les quartiers nord sont restés quasi intouchés.

Au sortir de cette première guerre, les quartiers sud de Brazzaville se sont trouvés matériellement fragmentés en aires politiquement et « ethniquement » homogènes, contrôlées par les deux milices zulu et ninja. En revanche, tout le Nord et l'Est, virtuellement sous influence de la milice cobra, avaient conservé une fonction d'accueil et une ouverture qui permettait la constitution de nouveaux « cœurs » des échanges, du commerce, de la production artisanale et de la sociabilité nocturne...

1. Cf. Élisabeth DORIER-APRILL, *Environnement et santé à Brazzaville, de l'écologie urbaine à la géographie sociale*, thèse de géographie, université Paris-X, 1993, 668 p., chap. 2 : « Une société urbaine en évolution », p. 63-118.

2. Siège prestigieux d'Elf Congo et hôtel Sofitel « Mbamou Palace » au bord du fleuve face à Kinshasa, quelques banques... constituent des héritages des années d'euphorie pétrolière.

3. MCDDI (parti d'opposition de Bernard Kolelas, avec la milice ninja), UPADS (parti du président Pascal Lissouba, milice zulu) et PCT (Parti congolais du travail, ex-parti unique de Denis Sassou Nguesso, milice cobra).

En 1997, la guerre touche le centre-ville (centre du pouvoir politique et économique, où résident les Occidentaux) et les quartiers populaires nord, désormais fief militairement contrôlé par les cobras. Par-delà les enjeux politiques, le déplacement géographique des combats traduit aussi la résurgence (politiquement manipulée) de l'antagonisme historique nord-sud qui avait marqué de façon cruelle la période d'accession à l'indépendance du pays (événements de 1959). Depuis quelques semaines, le petit centre de Brazzaville, déserté, aux rues encore jonchées de cadavres, n'est plus qu'un amas de carcasses d'immeubles bombardés, incendiés et pillés, tandis que le front se stabilise le long de la ligne du chemin de fer qui coupe la ville en deux. Les quartiers périphériques du Sud-Ouest, restés neutres, accueillent des milliers de réfugiés de toute provenance.

Très médiatisée parce qu'elle a mis en cause la communauté d'expatriés français, la guerre actuelle peut être interprétée à plusieurs échelles spatio-temporelles : d'abord, comme l'un des avatars d'une déstabilisation qui touche l'ensemble de l'Afrique centrale. Les analyses géopolitiques mettent en évidence, à petite échelle, l'imbrication régionale des enjeux, des stratégies, des solidarités politiques et ethniques. Elles peuvent aussi s'appuyer sur des théories empruntées à la guerre froide, comme celle des « dominos » ou de la « contagion », pour expliquer cet embrasement de proche en proche des capitales d'Afrique centrale.

Mais cette guerre de 1997 n'est pas non plus sans évoquer, dans le souvenir des plus anciens Brazzavillois, les massacres interethniques de 1959, que l'on croyait révolus, et qui avaient opposés Mbochis et Laris, introduisant au cœur de l'histoire politique et urbaine de la capitale la représentation d'un antagonisme ethnique entre « nordistes » et « sudistes », irréductible et spatialement inscrit dans la géographie des quartiers.

Et si les adversaires ne sont pas les mêmes en 1993 et en 1997, si la géographie des combats a changé au gré des retournements d'alliances politiques et du renouvellement des antagonismes, l'essentiel demeure pourtant : une compétition politique fondée sur la revendication brutale de territoires urbains, qui se traduit par des violences à caractère ethnique.

Brazzaville n'est pas seulement le « cadre » conjoncturel ou l'observatoire privilégié de ces événements : plus profondément, la configuration de la ville, sa géographie ethnique et sociale, sa dynamique propre sont engagées dans le conflit. Implantations électorales des partis, territoires des milices, lieux de rencontres au sommet ou refuges des hommes politiques, géographie des barricades et des combats, des déplacements ou migrations forcées des habitants ont entraîné des mutations urbaines : recomposition des équilibres démographiques, recomposition fonctionnelle des quartiers, recomposition des identités collectives et des représentations de la ville, sous le double effet des combats proprement dits et des manipulations politiques qui les accompagnent.

L'exemple du quartier monoethnique de Bacongo, fief de l'un des principaux partis

politiques, intégralement contrôlé depuis quatre ans par la milice ninja et marqué par une forte conscience identitaire, est particulièrement révélateur de ces phénomènes.

## Liens historiques entre ethnicité et politique dans l'espace brazzavillois

### 1959 : événement fondateur d'identités ethniques urbaines

L'histoire politique du Congo depuis un demi-siècle a généré un sentiment d'identité ethnique accentué dans les grandes villes, et auquel se mêle un antagonisme régional plus large, opposant « nordistes » et « sudistes ».

Historiquement, les quartiers de Brazzaville se sont peuplés par affinité ethnorégionale, et ce dès l'époque coloniale où deux lotissements indigènes, Bacongo et Poto-Poto, établis de part et d'autre du centre-ville, étaient de fait occupés l'un par les Kongo (venus du sud du pays), l'autre par les populations venant du nord de Brazzaville (Mbochis et Tékés), selon la logique de leurs filières migratoires vers la capitale<sup>4</sup>.

L'identité ethnique des principaux groupes s'est en grande partie forgée en ville, autour de lieux de convivialité et de contacts entre migrants, d'associations d'entraide<sup>5</sup>, à l'intérieur des partis politiques naissants, et dramatiquement lors des massacres de février 1959.

Ainsi, à Poto-Poto, le bar Buya, rue Bakoukouyas, haut lieu de l'ambiance et des orchestres à la mode, a été très actif jusqu'en 1959. « C'était un lieu de repère pour les gens du Nord, quand ils venaient à Brazzaville, ils arrivaient droit ici chez Buya. Buya était membre du MSA [Mouvement socialiste africain, de Jacques Opangault]. Le bar était aussi un lieu de réunion pour les nordistes<sup>6</sup>. »

Les antagonismes politiques, dès cette époque, et particulièrement en milieu urbain, se construisent autour de références à l'ethnicité, quand bien même celles-ci ressortissent davantage à l'histoire récente et urbaine qu'à des traditions ancestrales !

C'est ainsi que l'abbé Fulbert Youlou, premier président du Congo indépendant, fon-

4. Cf. Georges BALANDIER, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1955, 2<sup>e</sup> éd. augmentée, 1985, 306 p. ; M. SORET, *Histoire du Congo-Brazzaville*, Berger-Levrault, Paris, 1978, 237 p.

5. Associations qui réunissent les ressortissants d'une même région rurale immigrés à Brazzaville. Moyennant cotisation, elles apportent assistance matérielle, mais surtout morale, aux membres frappés par un deuil. La participation collective aux rituels et fêtes de funérailles et retrait de deuil est obligatoire et essentielle pour les membres de telles associations, bien qu'ils n'appartiennent pas nécessairement au même lignage. Elle contribue à renforcer, en ville, des liens fondés sur la seule origine ethnorégionale, et qui deviennent plus forts que dans les régions d'origine où les liens familiaux sont prédominants.

6. Août 1996. Entretiens avec une épouse et des fils de M. Buya, héritiers du bar (qui a fermé).

dateur de l'UDDIA<sup>7</sup>, n'hésitait pas — tout en jouant, au besoin, la carte du modernisme — à s'appuyer sur les multiples référents identitaires kongos accessibles à l'électorat rural et traditionnel de la région du Pool, comme au jeune électorat lari de la capitale. Référents linguistiques, magiques et « totémiques » en adoptant le caïman comme emblème, mythiques, religieux bien sûr (le pays lari, au sud du Pool, était la région de plus forte implantation des missions catholiques), et même messianiques (F. Youlou ne dédaignait pas de laisser courir des rumeurs l'associant à A. Matsoua, avant d'organiser la répression contre les irréductibles matsouanistes en juin 1959<sup>8</sup>).

Symétriquement, le MSA, proche de la SFIO, recrutait surtout chez les nordistes. Grefrier au tribunal de Brazzaville, son leader J. Opangault devait même une part de sa notoriété à son appartenance à une famille de chefs mbochis traditionnels.

Les premières élections avant l'indépendance traduisent la géographie tripartite des « ethnies » dans la capitale. Aux élections municipales de 1956, l'abbé Fulbert Youlou est élu maire de Brazzaville en remportant 85 % des suffrages à Bacongo, et 25 % seulement dans les quartiers neufs de Poto-Poto, qui sont devenus le fief du MSA. Symétriquement, J. Opangault « était quasi inexistant à Bacongo où ses listes ne recueillirent que 6 % des voix ». Le découpage des circonscriptions urbaines, isolant le centre des affaires et le Plateau (ville européenne de l'époque), avait été opéré de manière à assurer une large représentation aux votes des Blancs et de « garantir l'élection de conseillers municipaux blancs malgré l'adoption du collège unique<sup>9</sup> ».

Après les premières élections territoriales, remportées cette fois par le MSA, l'hostilité entre militants du MSA et de l'UDDIA ne cesse de croître et de dériver vers une opposition « ethnique » Nord/Sud<sup>10</sup>.

Le parti de l'abbé Youlou, anticommuniste, bénéficie du soutien actif de quelques hommes d'affaires, administrateurs ou politiciens français de Brazzaville et de métropole. L'un d'eux, Christian Jayle, président de l'Assemblée territoriale, n'hésite pas, en novembre 1958, à profiter d'une séance où les députés du MSA commettent l'erreur de quitter la salle en pleine séance pour faire voter les premières lois constitutionnelles du Congo, et imposer Fulbert Youlou comme Premier ministre d'un gouvernement UDDIA<sup>11</sup> !

Cette manœuvre exaspère l'hostilité des militants MSA (nordistes). Elle se manifeste

7. UDDIA : Union de défense des intérêts africains.

8. Cf. l'étude remarquablement claire et précise de l'historienne Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës. Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Karthala, Paris, ••••, notamment p. 234-260 ; concernant le matsouanisme, cf. *infra*.

9. *Ibid.*, p. 255.

10. Détails in F. BERNAULT et R. BAZENGUISSA, *Les Voies du politique au Congo, essai de sociologie historique*, Karthala, Paris, 1997.

11. Selon R. GAUZE, *Rapport général sur les événements de Brazzaville du 16 au 23 février*, ville de Brazzaville, commissariat central de police, rapport dactylographié, 48 p. ; « I. Les origines du conflit » (14 p.).

dans la rue, à Pointe-Noire d'abord (novembre 1958), puis surtout à Brazzaville (février 1959), sous forme de violences dont les acteurs sont des militants ou sympathisants des partis, et les victimes des passants de l'ethnie adverse, et qui concrétisent la fragmentation de la capitale en territoires partisans.

En février 1959, à la suite d'une réunion agitée de 400 à 500 militants du MSA dans le bar Buya, des « commandos mbochis » commencèrent à assaillir, dans les rues de Poto-Poto, à coups de bâton, de couteau, de marteau... tous ceux qu'ils considéraient comme « ennemis politiques <sup>12</sup> », en fait, indistinctement, les sudistes de rencontre, comme le racontent crûment, dans les rapports de police, les chefs de certains de ces commandos arrêtés. La journée se solde par 8 morts et 31 blessés (tous laris). Aussitôt, des commandos de partisans laris de l'UDDIA se mobilisent pour des expéditions de représailles, tandis que chaque partie de la ville affirme son identité et délimite ses frontières (voir carte).

« A l'entrée de chaque quartier (Poto-Poto et Bacongo), les partisans de chaque camp dressèrent des barricades sur la rue et filtrèrent les entrées en interrogeant les passants en lingala (langue du nord) ou en kikongo (langue parlée à Bacongo). Les partisans de l'UDDIA se ceignirent le front d'un bandeau blanc, ceux du MSA d'un bandeau rouge. Il est cependant avéré que les victimes furent pour la plupart de simples particuliers attaqués dans la rue ou poursuivis dans leurs maisons. Seul le ratissage systématique de Poto-Poto et de Bacongo par l'armée de la Communauté et la confiscation des armes, ainsi que la fermeture des voies de communication entre les deux quartiers africains, mirent fin aux tueries <sup>13</sup>. »

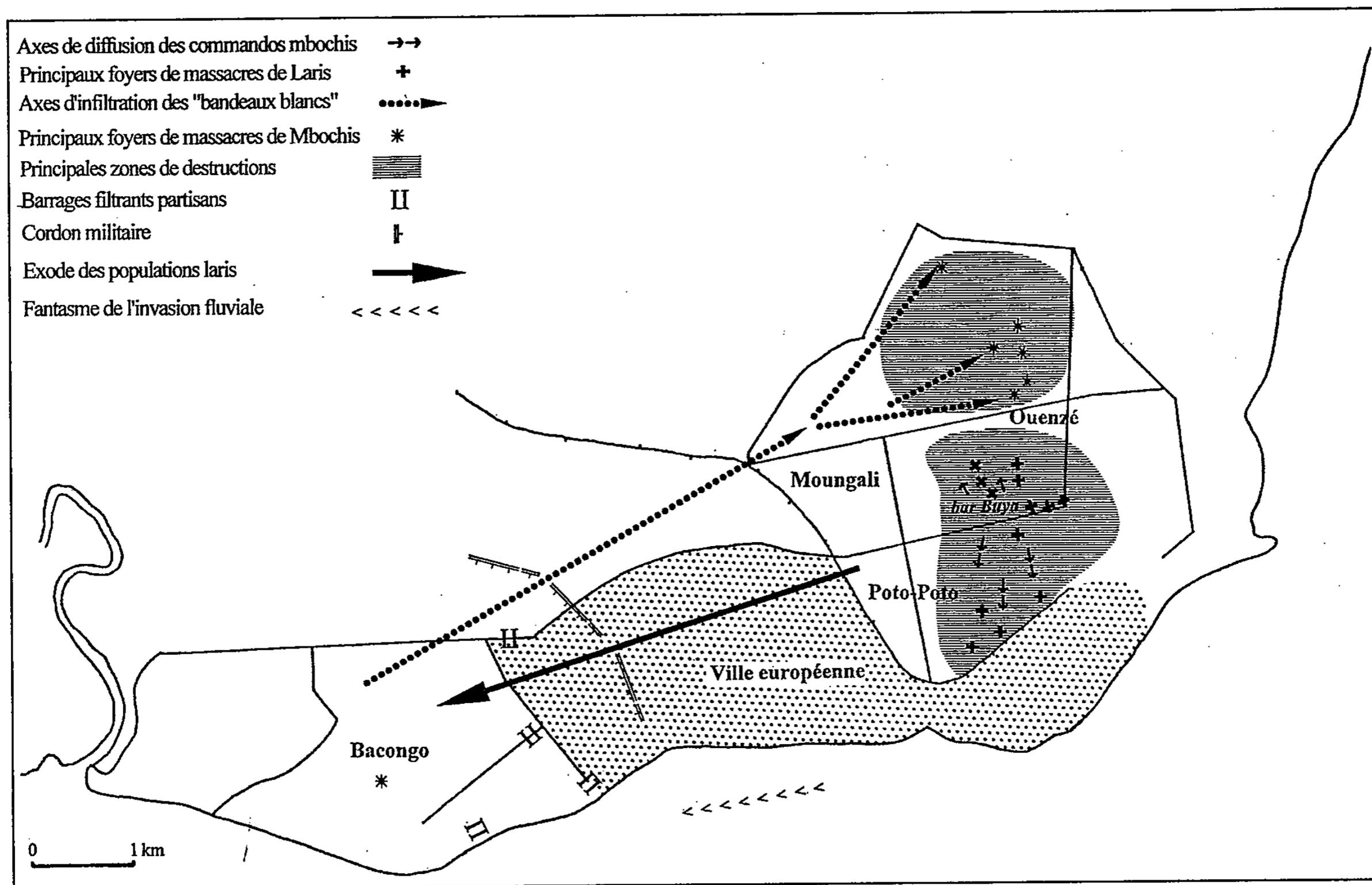
Néanmoins, le bilan est lourd : environ 100 morts laris et mbochis officiellement dénombrés (nombreux corps jetés dans le fleuve), des centaines de cases pillées ou détruites. Ces massacres provoquent un exode de populations laris qui se réfugient à Bacongo, sous la protection de la gendarmerie française, accentuant le clivage ethnique entre les deux parties de la ville.

Tout en qualifiant ces massacres d'« extraordinaire résurgence d'une guerre tribale », les rapports officiels des services de police de l'époque constatent à de nombreuses reprises le caractère essentiellement politique, au départ, des violences. Dans les faits, il ne s'agissait pas d'affrontements mais de représailles menées auprès des populations du camp adverse, au cours desquelles des Mbochis sympathisants de l'UDDIA ont apporté leur soutien aux « bandeaux blancs » de l'UDDIA, et parmi les victimes de ces massacres figuraient aussi

12. Source : R. GAUZE, *Les Journées rouges de Brazzaville-Poto-Poto (16-17-18 février 1959)*, Services de police de la république du Congo, rapport multigr., Pointe-Noire, 1<sup>er</sup> juin 1959, cartes.

13. Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës*, op. cit., p. 287.

## LES MASSACRES DE 1959 À BRAZZAVILLE



Source : R. GAUZÉ, *Les Journées rouges de Brazzaville-Poto*, services de police de la République du Congo, rapport multigr., Pointe-Noire, 1<sup>er</sup> juin 1959. *Rapport général sur les événements de Brazzaville du 16 au 23 février*, ville de Brazzaville, Commissariat central de police, rapport dactylo., 48 p., 1959.

Carte : Élisabeth et Christophe Apprill.

bon nombre de Tékés<sup>14</sup>. Surtout, ces massacres n'ont pas engagé l'ensemble de la population mais une minorité d'activistes (quelques centaines, en majorité des jeunes ; « la masse de la population harassée et comme atterrée par tant de meurtres apporta une aide très efficace dans le développement des opérations de ratissage<sup>15</sup> »).

C'est pourquoi on peut souscrire à l'analyse selon laquelle février 1959 « ne fut pas un événement témoin mais bien un événement créateur [...]. Loin d'avoir été une résurgence de conflits anciens, il marque la maturation d'identités totalement neuves : identités urbaines, "tribales" et, surtout, politiques<sup>16</sup> ».

Désormais, l'antagonisme nordistes-sudistes fait partie de l'imaginaire brazzavillois<sup>17</sup>, et marque ensuite l'alternance politique de la première décennie d'indépendance : après l'épisode Youlou, de la chute de Massambat Débat (1968) jusqu'aux élections libres de 1992, les présidents successifs sont des militaires et appartiennent aux groupes du Nord<sup>18</sup>.

### 1968-1991 : la révolution socialiste occulte l'ethnicité

Entre-temps, l'accroissement naturel joue un rôle de plus en plus décisif dans la croissance urbaine. Plus de la moitié des Brazzavillois sont aujourd'hui nés dans la capitale et n'ont plus que de lointaines racines régionales. En vérité, les adultes, dans leur majorité, sont nés dans les « régions », mais en 1984 déjà, 80 % des moins de vingt ans étaient nés à Brazzaville, où ils ont été massivement scolarisés et encadrés dans les organisations de masse liées au Parti congolais du travail... On pouvait donc considérer comme révolu le recours à l'ethnicité dans le contexte brazzavillois<sup>19</sup>. L'idéologie officielle marxiste a délibérément cherché à occulter l'ethnicité, notamment par le biais de l'école, qui visait à gommer les particularismes culturels locaux, à créer des « citoyens de type nouveau ayant une conception scientifique du monde » et des « patriotes compétents et acquis à l'œuvre

14. Ville de Brazzaville, *Étude sur les événements de février 1959*, commissariat central de police, 7 pages dactylographiées.

15. Cf. R. GAUZE, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie.

16. Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës, op. cit.*, p. 285. La plupart des analyses récentes de ces événements vont dans le même sens.

17. Cf. Tsamouna KITONGO, « Ethnies et urbanité dans la lutte politique au Congo après 1959 », *Africa*, n° 45, Rome, 1990, p. 665-679.

18. Le capitaine Marien Ngouabi, fondateur du Parti congolais du travail (assassiné en 1977), est d'ethnie kouyou, comme le général Joachim Yhombi Opango, qui lui succède pendant deux ans avant d'être destitué par le congrès du PCT. Il est remplacé par le colonel Denis Sassou Nguesso, d'ethnie mbochi et originaire d'Ohio.

19. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, décembre 1996, p. 73-88.

d'édification de la société nouvelle<sup>20</sup> ». Le volontarisme unificateur était tel que la question de l'appartenance ethnique n'était pas posée au recensement général de la population de 1984 (elle l'était à celui de 1974) !

Malgré ces intentions affichées, de 1968 à 1991, les ressortissants du Sud (majoritaires dans la population) se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée. Certaines pratiques de clientélisme politique ont visiblement favorisé la moitié nord du pays, comme la construction d'une superbe voie goudronnée Brazzaville-Oyo dans les années quatre-vingt, alors que la « nationale 1 » Brazzaville-Pointe-Noire, axe économique vital du pays, n'est encore qu'une piste en mauvais état<sup>21</sup>. Et l'ethnicité, tantôt sur le mode de la plaisanterie, tantôt dans le registre du symbolique, a continué à alimenter les interprétations brazzavilloises du politique.

Lorsque le Congo a rejoint la vague des démocratisations africaines en 1991, après plus de vingt-cinq années de monopartisme et de gouvernements militaires, la Conférence nationale souveraine, réunissant plus de 1 000 représentants de la vie politique et de la société civile sous la présidence de l'archevêque catholique Mgr Kombo, fut maintes fois citée en exemple pour la tolérance de ses débats (suivis passionnément et en direct par les Brazzavillois), clos par un mémorable rituel de lavement des mains, inspiré de la tradition, en signe de réconciliation nationale<sup>22</sup>.

### 1992 : une géographie électorale marquée par des clivages ethnorégionaux

Mais dès l'année suivante (1992), marquée par huit sessions électorales, s'ouvre une longue période de troubles politiques et de violences, dont Brazzaville est le centre (Pointe-Noire demeure pratiquement à l'écart de ces événements). Le clientélisme ethnorégional constitue ouvertement le ressort essentiel de la mobilisation partisane. Tous les candidats l'ont dangereusement utilisé, notamment auprès des jeunes, pour asseoir leur base électorale ou pour se constituer des milices armées.

Parfois même, le sentiment ethnorégional a été créé de toutes pièces : ainsi, l'émergence de l'identité *Nibolek* à l'occasion de la campagne électorale de P. Lissouba est l'exemple d'une ambiguïté délibérément entretenue entre la notion d'ethnie et celle d'appartenance régionale. Ce néologisme, formé à partir des noms des trois régions administratives Niari-

20. Préambule de la loi du 11 septembre 1980 sur la réorganisation du système éducatif en RPC.

21. En saison des pluies, il faut parfois plusieurs jours pour relier par la piste les deux villes distantes de 500 kilomètres.

22. Détails politiques in Calixte BANIAFOUNA, *Congo démocratie*, vol. 1 ; *Les Déboires de l'apprentissage*, 288 p. ; vol. 2, *Les Références*, 271 p., L'Harmattan, Paris, 1995. Cf. aussi Rémy BAZENGUISSA, *Les Voies du politique au Congo*, op. cit.

Bouenza-Lekoumou, désigne à la fois les habitants de ces régions (pluriethniques), et les partisans du gouvernement. Le *Nibolek* affirme l'identité des pays du Niari tout en la colorant d'une pseudo-ethnicité qui lui confère une sorte de légitimité. Cette notion a fonctionné aussi bien lors de la campagne électorale, pour cimenter un électorat régional que rien ne prédisposait au consensus, que comme sobriquet chez les adversaires politiques du parti présidentiel<sup>23</sup>.

A l'échelle du pays, la géographie des suffrages à l'élection présidentielle de 1992 fait apparaître trois grands pôles régionaux<sup>24</sup> : régions du Niari, au sud-ouest (surnommées *Niboland*), où P. Lissouba<sup>25</sup> (vainqueur de l'élection) dépasse 80 % des suffrages, Pool, autour de Brazzaville, où B. Kolelas<sup>26</sup> obtient presque deux tiers des voix, cuvette et régions mbochis, fief de l'ex-parti unique — le PCT<sup>27</sup> — et de son chef, D. Sassou Nguesso.

Si l'on compare le paysage politique de ces élections avec celui de l'indépendance, le fait nouveau est donc l'émergence de deux grands partis « sudistes » rivaux, l'un dominant la région de Brazzaville et l'autre le sud-ouest du pays. La conquête du pouvoir, et la première guerre civile, se jouera entre ces deux partis.

A l'échelle des quartiers de Brazzaville, cette dérive ethnorégionale de la compétition politique est accentuée par la géographie toujours contrastée des ethnies (voir carte), donc des clientèles, et de l'électorat<sup>28</sup>. La géographie électorale de la capitale en 1992 se superpose pratiquement avec celle de la répartition de ces groupes ethnorégionaux<sup>29</sup>.

Les populations kongos sont globalement majoritaires à Brazzaville, mais toujours particulièrement concentrées au sud de la ville : Bacongo et ses extensions vers le sud sont

23. Cf. É. DORIER-APRILL, « Des quartiers pour territoires ? », in colloque *Territoire lien ou frontière ?*, octobre 1995, Orstom-université Paris-IV-Laboratoire espace et culture. A paraître chez L'Harmattan, coll. « Espace et culture », Paris, octobre 1997.

24. Cf. F. WEISSMAN, *Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale*, éd. CEAN-IEP, Bordeaux, 1993, 138 p.

25. UPADS : Union panafricaine pour la démocratie sociale.

26. MCDDI : Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral. A plusieurs reprises, B. Kolelas se présente comme « héritier spirituel » de F. Youlou, et draine le même électorat régional.

27. Parti congolais du travail, marxiste-léniniste.

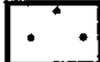
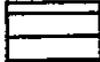
28. Cf. cartographie du recensement de 1974 par Roland DEVAUGES, *Atlas de Brazzaville*, Orstom, coll. « Travaux et documents », n° 180, 1984. Faute de données sur cette question au dernier recensement, nous nous fondons sur plusieurs enquêtes par échantillon : enquête CRETH-URBANOR, 1980, *Schéma directeur de Brazzaville, étude socio-urbaine*, ministère des Travaux publics et de la Construction, 159 p. (sur l'ensemble de la ville), et des enquêtes auxquelles nous avons participé : Orstom/ Santé-urbanisation, 1986, pour les quartiers est, cartographiées in DORIER-APRILL, 1993 (thèse).

29. En 1980, près de 60 % des chefs de ménage brazzavillois étaient des Kongos (moyenne nationale 48 % en 1974), pour 28,5 % de Tékés et de Mbochis, les deux autres principaux groupes. Si l'on compare avec la moyenne nationale, il y a donc surreprésentation des Kongos.

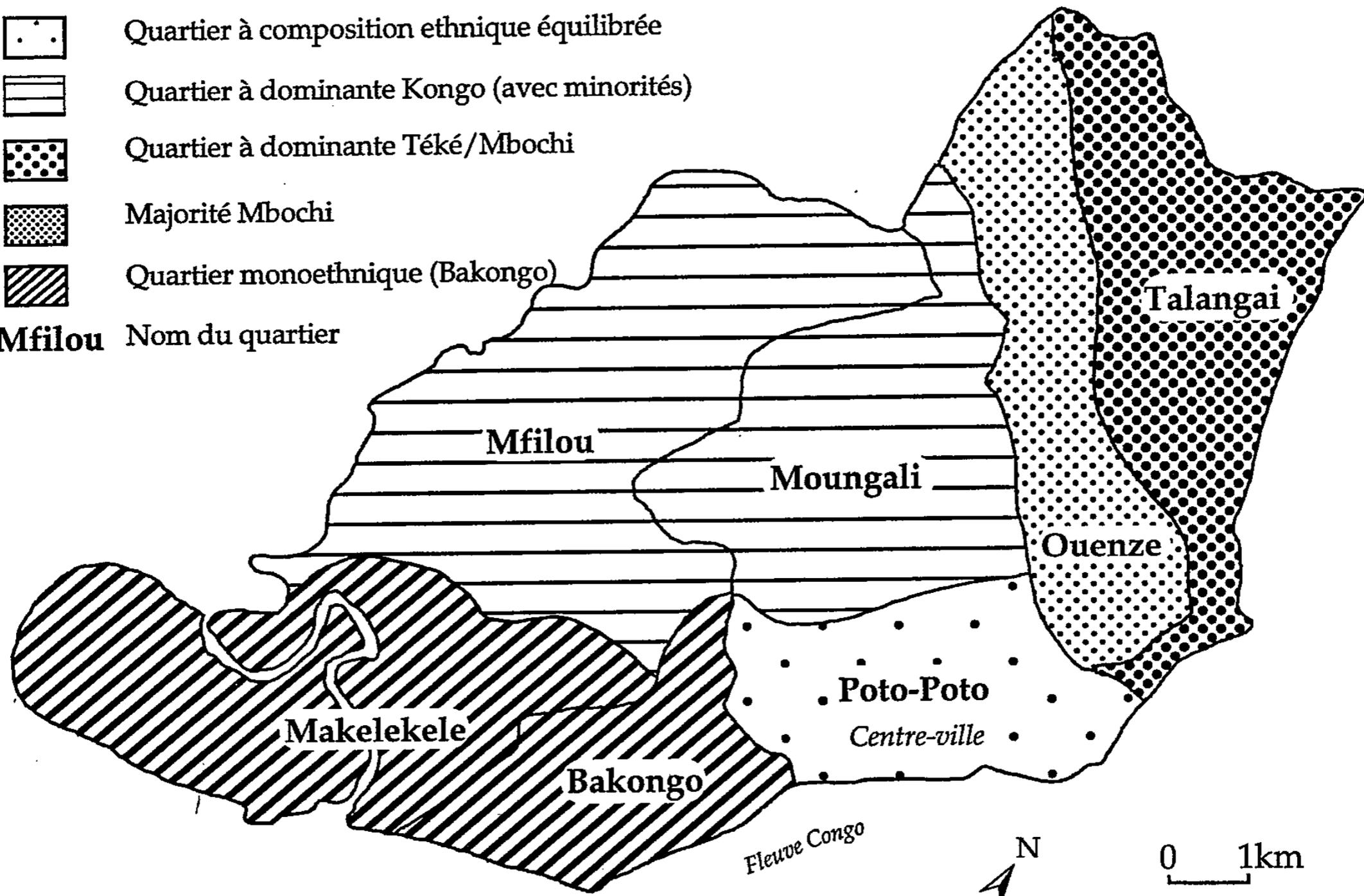
RÉPARTITION DES ETHNIES À BRAZZAVILLE

Répartition des ethnies à Brazzaville

Répartition par arrondissement en 1980

-  Quartier à composition ethnique équilibrée
-  Quartier à dominante Kongo (avec minorités)
-  Quartier à dominante Téké/Mbochi
-  Majorité Mbochi
-  Quartier monoethnique (Bakongo)

Mfilou Nom du quartier



RÉPARTITION DES ETHNIES AU CONGO

Répartition des ethnies au Congo

RCA

Légende

- KOTA** Groupe ethnique
- Limite de groupe
- Pomo* Sous-groupe ethnique



Source : INRAP, Brazzaville, 1976

0 100 200km

F. Douzet (7)

toujours aussi strictement monoethniques qu'en 1959. Fait révélateur, Bacongo (qui est devenu un grand arrondissement administratif) est le seul quartier de la ville à porter une dénomination ethnique. En outre, ses habitants sont presque tous, et jusqu'à aujourd'hui (98 %), des Laris.

Les groupes kongos minoritaires, comme les populations des régions du Sud-Ouest (qualifiés de Niboleks), plus tardivement touchés par l'immigration vers la capitale, tendront, à partir des années soixante-dix, à se concentrer dans l'arrondissement périphérique de Mfilou.

Les groupes du Nord, notamment les Mbochis, se rassemblent surtout dans les extensions d'Ouenzé et, plus tard, dans les quartiers récents du Nord-Est, de Mpila à Talangaï. Enfin, depuis les années cinquante, le vieux Poto-Poto, proche du centre-ville, qui était au départ le véritable foyer mbochi, a accentué sa vocation de quartier d'accueil, mêlant toutes les ethnies et de nombreux étrangers.

Les élections locales voient un raz de marée du MCDDI de B. Kolelas, qui n'est vraiment minoritaire qu'à Talangaï, quartier « nordiste », et à Poto-Poto, dont la diversité ethnorégionale entraîne une représentation électorale équilibrée entre huit partis politiques ! Le parti présidentiel, en revanche, globalement très minoritaire, ne remporte que quelques sièges, et uniquement dans le quartier Mfilou où résident une forte proportion de Niboleks.

Aux élections présidentielles, le MCDDI est représenté dans tous les arrondissements, mais fortement majoritaire dans les arrondissements laris, en particulier Bacongo et Makélékélé. L'ex-président Denis Sassou Nguesso (qui est mbochi) remporte ses meilleurs scores dans les quartiers nord. De son côté, Pascal Lissouba (qui remportera l'élection au plan national) n'est pas l'élu de Brazzaville : il ne remporte que 17 % des voix au premier tour, essentiellement dans le quartier Mfilou. Il ne doit son succès final qu'au dense peuplement du pays nibolek, dont il a conquis l'électorat, ainsi qu'à des alliances tactiques au second tour<sup>30</sup>.

### **Guerres des milices et fragmentations territoriales de Brazzaville**

Les tensions politiques et les retournements d'alliances qui ont suivi les élections se sont vite traduits, à Brazzaville, par des tensions urbaines entre fiefs des grands partis, d'autant plus que chacun d'entre eux entreprend, en 1993, de se doter d'une milice !

Ils dégénèrent en deux sanglantes guerres entre milices, ponctuées de violences à caractère ethnique au cours desquelles les quartiers deviennent des territoires contrôlés par ces milices.

---

30. Ironie, son principal allié électoral de l'époque était le PCT de Denis Sassou Nguesso.

Le règlement démocratique, la floraison d'associations, la liberté d'expression, tous ces germes de changement et d'espoir se sont mués en quelques années en une violence presque nihiliste : l'exclusion radicale des jeunes du jeu politique et du marché de l'emploi, qui résulte d'une débâcle économique sans précédent et de l'accaparement de tous les postes clés par les aînés politiques, ne laisse que la rue comme terrain d'expression des cadets<sup>31</sup>. Les milices partisans<sup>32</sup> qui se sont multipliées depuis 1993 recrutent chez de très jeunes citadins et exploitent l'acuité du malaise social<sup>33</sup>.

L'ethnicité apparaît toujours comme ressort de la mobilisation de ces jeunes, en tout cas c'est ainsi qu'eux-mêmes présentent les événements, alors qu'ils sont en majorité nés à Brazzaville et s'affublent pour se combattre de surnoms guerriers qui empruntent plus aux médias internationaux qu'à la culture locale ! Chaque camp accuse l'autre de chercher à s'arroger le pouvoir au nom d'un groupe ethnorégional. En réalité, c'est bien le politique qui pousse à cette construction d'identités urbaines de type « tribal », à cette « requalification territoriale » des quartiers, et non l'inverse.

### La guerre interquartiers de 1993-1994

La guerre de 1993-1994 fit 2 000 victimes et entraîna le déplacement de plus de 100 000 personnes dans les deux quartiers du sud de la ville (Bacongo et Mfilou), qui demeurent pour l'instant à l'écart des événements actuels<sup>34</sup>.

En 1993, à la suite de la contestation de résultats électoraux favorables au parti présidentiel et jugés douteux par les partis d'opposition, c'est par la sécession des arrondissements du Sud que commencent les violences. La capitale sombre alors dans une première guerre urbaine marquée par la brutalité de la répression gouvernementale (bombardement du quartier de Bacongo). D'abord politiques, les violences prirent vite une signification ethnorégionale, opposant principalement deux grands quartiers « sudistes », et, pour la première fois de l'histoire de Brazzaville, des jeunes ressortissants du sud du pays, appartenant au même groupe kongo, Laris de Bacongo et Niboleks du quartier Mfilou.

31. Cf. Élisabeth DORIER-APRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

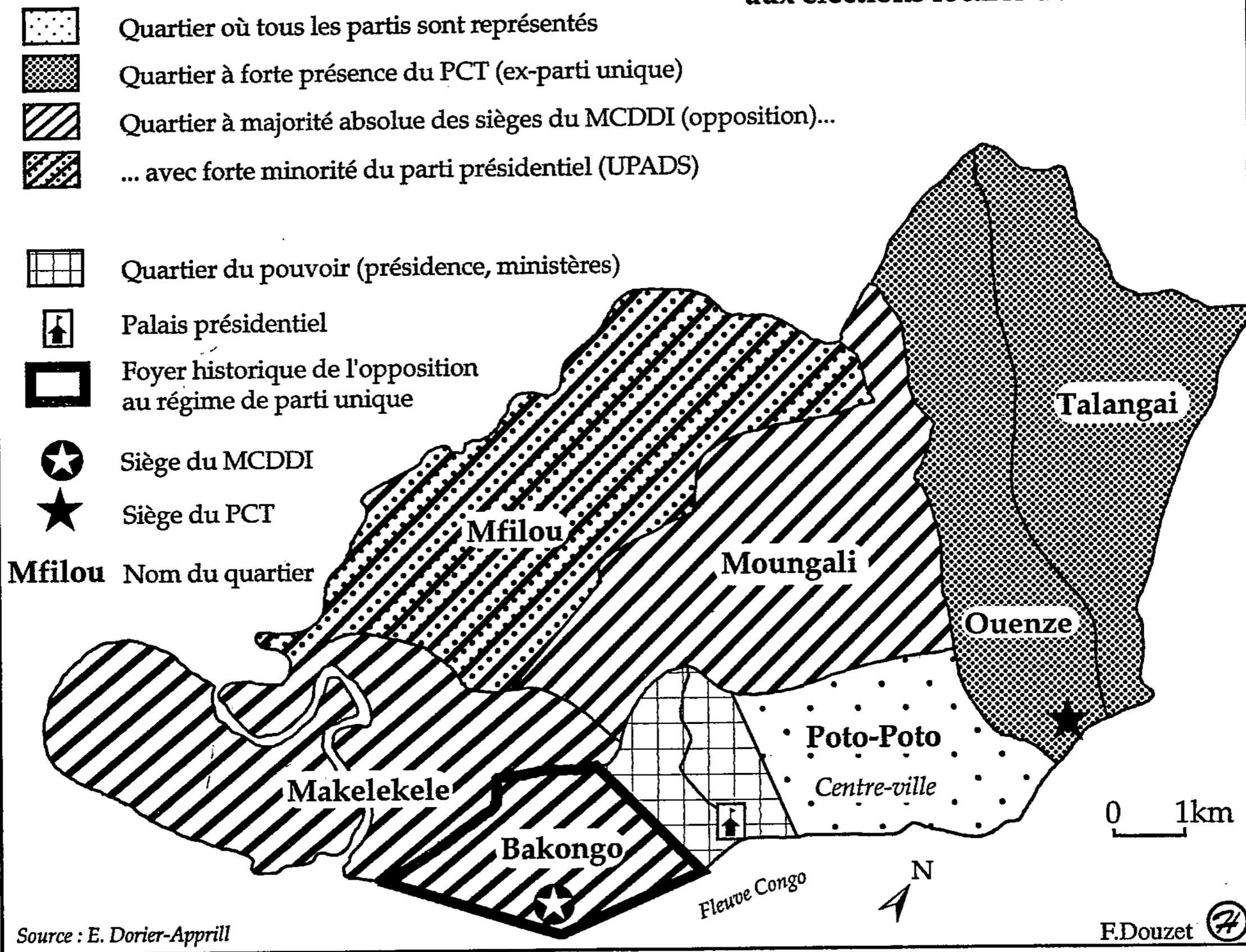
32. « Zulus » de la mouvance présidentielle contrôlant Mfilou, « ninjas » de l'opposition à Bacongo, « cobras » proches de l'ex-PCT contrôlant Talangaï.

33. Lié au surendettement et à l'ajustement structurel. L'encours de la dette équivaut à 150 % du PIB.

34. Sources : BQA de l'AFP, *La Semaine africaine*, années 1992-1997 (hebdomadaire d'actualité, édité par le diocèse catholique de Brazzaville), *Rupture*, revue trimestrielle, depuis juillet 1994. BP 5876, Pointe-Noire. Témoignages ultérieurement recueillis lors de trois missions à Brazzaville.

LE PAYSAGE POLITIQUE DE BRAZZAVILLE AUX ÉLECTIONS LOCALES DE 1992

**Le paysage politique de Brazzaville  
aux élections locales de 1992**



La milice *zulu* et la *force d'Aubeville*, armées par la mouvance présidentielle, contrôlent le centre et certains quartiers périphériques, la milice *ninja*, armée par le principal parti d'opposition (MCDDI de B. Kolelas), contrôle l'arrondissement de Bacongo et la sortie routière de Brazzaville.

L'intervention brutale de l'armée à Bacongo, quartier assiégé pendant plusieurs semaines, puis bombardé, les violences, pillages, actes de cruauté à caractère ethnique perpétrés par ces milices de part et d'autre ont provoqué un gigantesque chassé-croisé de réfugiés entre les quartiers sud de la capitale. Les Ninjas qui contrôlent Bacongo en ont expulsé les populations originaires du sud-ouest du pays ou Nibolek, minoritaires à Bacongo, qui ont dû se réfugier dans le quartier Mfilou, perdant tous leurs biens. Bacongo est alors surnommé « Sarajevo ». Aujourd'hui encore, l'une des seules traces visibles de cette période dans le paysage urbain de Bacongo est la carcasse d'un char abandonné et portant la mention « carrefour Sarajevo ».

Symétriquement, Mfilou se transforme en « territoire nibolek », sous la coupe de la milice *zulu* qui surnomme son territoire « Beyrouth<sup>35</sup> ». Les maisons de ressortissants du Pool sont systématiquement pillées et incendiées, plusieurs personnes sont enterrées ou brûlées vives... et l'armée n'intervient pas. Les populations « sinistrées » d'origine *lari*, qui étaient encore majoritaires à Mfilou avant ces événements, ont dû fuir le quartier, renforçant encore le caractère monoethnique de Bacongo.

Débordant les partis qui les ont armées, les milices *zulu*, *ninja* et *cobra* (dans une moindre mesure à cette époque) se sont donc disputé le contrôle de véritables territoires au cours de combats et d'exactions.

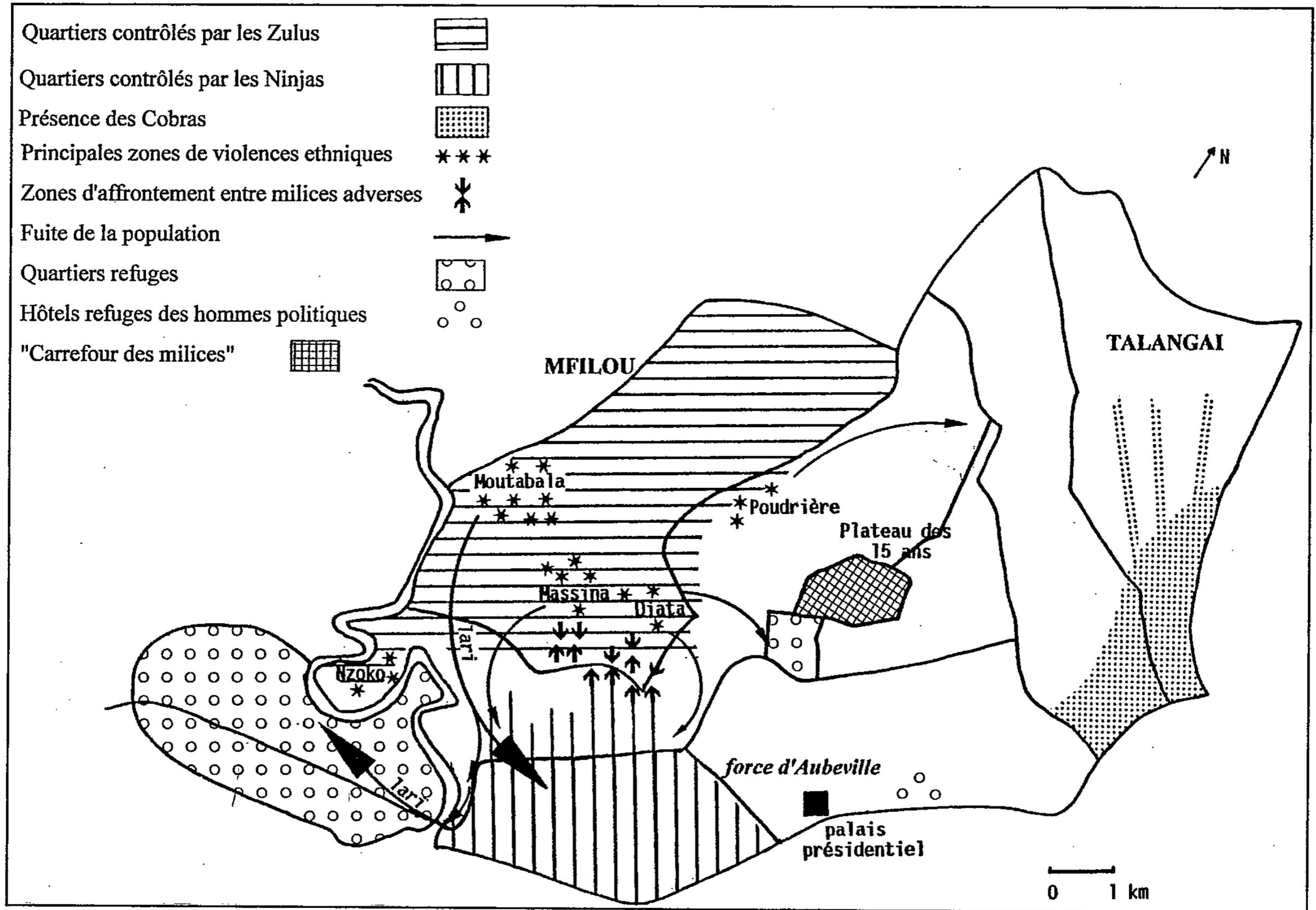
Cette « territorialisation » violente des quartiers sous l'emprise des milices manifestait l'émergence d'*identités ethniques*, réactivées voire *construites* à des fins politiques et par les états-majors des partis en compétition : *ethnicités citadines* en réalité, puisque revendiquées par des jeunes — en majorité nés à Brazzaville, grandis dans l'horizon des quartiers : les *Laris*, on le verra, sont des Kongos urbanisés originaires du Pool ; quant à l'identité *nibolek*, dont se sont affublés des Kongos de divers sous-groupes originaires des régions sud-ouest, on a vu à quel point elle était à la fois récente et purement fonctionnelle<sup>36</sup>. Le détour par les surnoms de guerre et de territoire est révélateur d'enjeux plus proprement politiques ou urbains : on désigne l'autre en tant qu'adversaire, sans référence réelle à une culture ethnique.

De 1994 à 1997, cependant, Brazzaville recommence à vivre et à travailler presque

35. Armés par le parti présidentiel, mais incontrôlés, les Zulus se livrent au brigandage à Mfilou.

36. Pour plus de détails sur ces points, cf. Élisabeth DORIER-APPRILL, « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », in E. LE BRIS (coord.), *Villes du sud, sur la route d'Istanbul*, Éditions de l'Orstom, mai 1996, L'Harmattan, Paris, p. 259-289 ; Patrice YENGO (dir.), *Identités et démocratie*, L'Harmattan, Paris, 1997.

DÉCEMBRE 1993-FÉVRIER 1994



Sources : AFP, La Semaine africaine.

Carte : E. Aprill.

normalement : la guerre civile de 1993-1994 n'avait guère laissé de traces visibles dans le tissu urbain, sauf dans le quartier de Mfilou aux nombreuses maisons détruites.

Mais à la fragmentation réelle de Brazzaville pendant les événements de 1993-1994 s'est ajoutée une fragmentation en zones d'influences virtuelles, même pendant la phase de retour à la paix et de disparition officielle des milices entre 1994 et 1997, où nombre d'éléments plus ou moins contrôlés continuaient de « veiller » sur les quartiers et de se livrer à un brigandage sporadique.

La carte p. 201 est une représentation de cet imaginaire des miliciens. Elle a été élaborée à partir d'interviews de jeunes miliciens auprès d'agences de presse et de journaux locaux, puis d'entretiens avec d'anciens Ninjas et des jeunes proches des Cobras<sup>37</sup>. En recoupant leurs déclarations avec des témoignages de citoyens ayant vécu ces événements, la convergence de leurs représentations territoriales apparaissait stupéfiante et inquiétante : un véritable consensus qui légitime l'affrontement !

Jusqu'en 1997, malgré le retour à la paix, ces représentations fantasmatiques du risque liées à la crainte des bandes de jeunes armés a conduit les habitants à contracter leur espace vécu, en modifiant leurs pratiques quotidiennes (lieux d'achats, de loisirs, de fréquentations amicales, etc.), à restreindre au strict nécessaire les déplacements journaliers interquartiers et à supprimer les déplacements nocturnes. Cette géographie de la peur a entraîné le déclin de certains grands marchés et de nombreuses activités des quartiers où s'étaient produits les affrontements (Mfilou surtout, et Bacongo) et leur transfert vers la moitié est de la ville. Ainsi, le marché Total de Bacongo, qui ravitaillait autrefois une grande partie de la ville, est devenu un simple marché d'arrondissement, et nombre des bars-dancings quasi mythiques de ce quartier ont disparu, ou ne sont plus fréquentés que par une clientèle locale.

Mais Bacongo a conservé les embarcadères clandestins contrôlés par le MCDDI, parti de Bernard Kolelas, qui ont permis au quartier d'être alimenté pendant le blocus et la guerre civile.

A l'inverse, les migrations massives de populations « sinistrées » vers les quartiers est ont modifié l'équilibre démographique intra-urbain. En 1996, le secteur du grand marché de Moundali était devenu le véritable centre commerçant de la ville, profitant de la libéralisation du commerce, enrichi de la présence de nombreux commerçants ouest-africains (y compris le replis de « diamantaires » sénégalais expulsés du Zaïre et du Burundi) : l'activité, très animée toute la journée, n'avait guère été interrompue pendant les événements de 1993-1994, alors même que les quartiers sud étaient en guerre !

Les deux artères goudronnées partant du centre-ville vers le nord (avenue de la Paix et de la Tsiémé) et la transversale réparée tout exprès à l'occasion de la récente visite de

37. Détails in É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

Jacques Chirac (juillet 1996) connaissaient une forte densification commerciale, des centaines d'étals et d'échoppes d'artisanat y avaient fait leur apparition<sup>38</sup> (menuiserie, automobile, électronique, services...).

Plus loin, les zones populaires d'« ambiance » nocturne (bars-dancings) s'étaient massivement déplacées vers les extrémités les moins exposées de la ville, en particulier dans les quartiers nord. A l'ancien « terminus » de Mikalou, les avenues étaient une succession de bars et de *ngandas*<sup>39</sup> jalonnés par un grand « marché de nuit » où l'on pouvait, à la lueur des lampes à pétrole, acheter et déguster chaque soir, dans une ambiance de foule et au son de la rumba échappée des bars, petites brochettes, poulet, igname et manioc bouillis. Ici, on était à l'écart, au calme, et la vie nocturne ne s'était pas arrêtée pendant les « événements », au contraire !

Jusqu'à ces dernières semaines de l'été 1997, l'animation de ces périphéries populaires du Nord contrastait de manière flagrante avec le silence et l'obscurité d'un centre-ville que nul n'osait fréquenter la nuit<sup>40</sup>, avec la tranquillité revenue et le repli sur soi de Bacongo, devenu une sorte de charmant quartier « dortoir » bien surveillé par sa milice ninja, ou avec le calme plat ponctué d'exactions zulus de l'arrondissement de Mfilou, en partie déserté par sa population.

Ce sont ces quartiers animés du Nord et de l'Est « conquis » par les Cobras de D. Sassou Nguesso qui sont aujourd'hui la cible de bombardements intensifs des forces gouvernementales, et qui, sous la pression de la nouvelle guerre civile, se vident de leurs habitants.

### 1994-1997 : la marche vers un nouveau conflit politique Nord/Sud ?

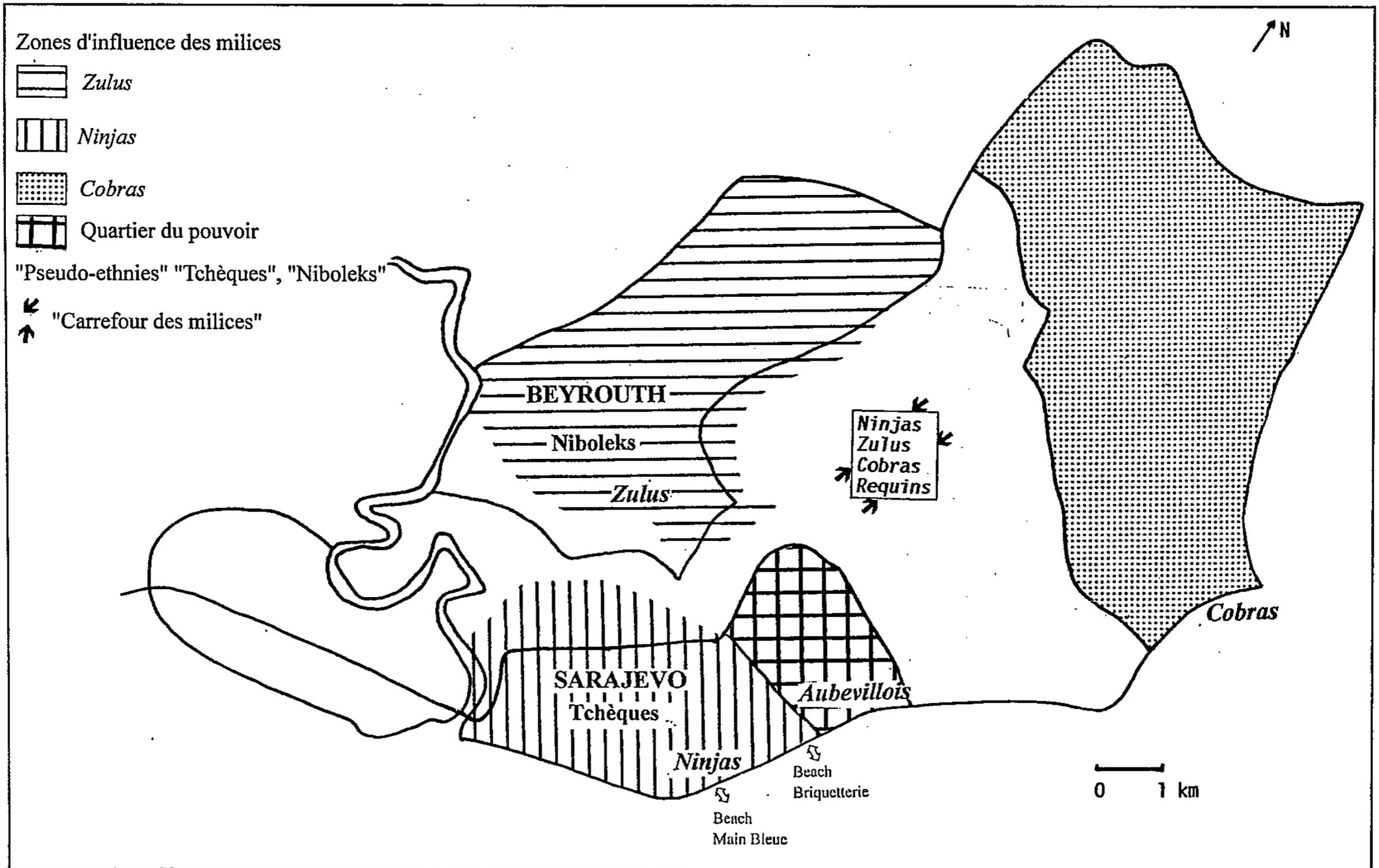
A partir de la fin de 1994, tandis que la paix revient dans les quartiers, se produit un rapprochement stratégique entre les deux grands partis politiques « sudistes » qui s'étaient affrontés en 1993-1994. Ce rapprochement culmine avec l'élection de B. Kolelas comme maire de Brazzaville avec les voix de la mouvance présidentielle (juillet 1994), puis l'entrée au gouvernement de membres de son parti, quelques mois à peine après la fin de la guerre entre Bacongo et Mfilou !

38. Source : comptages personnels sur le terrain en 1986 et en 1995 sur les mêmes sections d'avenues.

39. Petits bars-restaurants de parcelle, parfois clandestins.

40. La désaffection populaire à l'égard du centre-ville est historique : ancienne « ville du Blanc », interdite à certaines heures de la nuit, puis d'un pouvoir militaire qui s'est toujours appuyé sur des milices (légales), le centre-ville suscitait la crainte des contrôles ou des arrestations arbitraires et n'était, de fait, fréquenté que par les « élites autorisées » après les heures de bureau. Cette crainte n'a fait que s'aggraver au cours des dernières années.

1994-1995 : TOPONYMIE FANTASMATIQUE DES « TERRITOIRES BRAZZAVILLOIS »



Parallèlement, on observe un déplacement à la fois politique et géographique des tensions, entre la mouvance présidentielle et le PCT de l'ancien président Denis Sassou Nguesso, qui incarne l'opposition la plus intransigeante. A l'échelle du pays, l'agitation se déplace au nord, dans la région d'Oyo (village natal de l'ex-président Sassou Nguesso), où se trouveraient plusieurs camps d'entraînement des Cobras<sup>41</sup> et où se replient ses fidèles (notamment un groupe de hauts officiers nordistes limogés).

A Brazzaville, dès 1995, les violences politiques et de droit commun les plus spectaculaires se déplacent du côté de Mpila où réside Denis Sassou Nguesso, ainsi qu'à Ouenzé et Talangai, où sévissent de jeunes délinquants bien armés, plus ou moins liés aux Cobras : leurs cibles favorites sont les boutiques des commerçants ouest-africains et les églises après la quête ! Chacun de leurs méfaits est amplement répercuté par les médias gouvernementaux, contribuant à renforcer l'image d'insécurité de ces quartiers nord<sup>42</sup>.

Cependant, de 1995 à 1997, le désarmement des milices (dont les effectifs globaux sont évalués à 10 000) ainsi que le « rééquilibrage ethnique de l'armée » (composée d'environ 20 000 hommes dont deux tiers d'officiers, en majorité nordistes) deviennent les thèmes majeurs de la controverse politique au Congo, dans le contexte lourd d'enjeux de la préparation des élections présidentielles, prévues pour juillet 1997. Et cette controverse cristallise encore davantage la tension entre le parti présidentiel et le PCT.

En décembre 1995, la signature d'un pacte de paix entre partis prévoit le démantèlement des milices armées et leur recrutement par la gendarmerie et la police. Chaque parti politique doté d'une milice reçoit un quota de places pour « ses » jeunes de dix-huit à vingt-deux ans<sup>43</sup>.

Mais la majorité des jeunes effectivement intégrés provient des groupes liés à la mouvance présidentielle. En effet, après le limogeage brutal d'un groupe d'officiers « nordistes », ouvertement liés à l'ancien président Denis Sassou Nguesso, le PCT refuse de désarmer sa milice cobra tant que le parti présidentiel ne lui offre pas des garanties de sécurité. Quant aux Ninjas, si une partie est intégrée à la gendarmerie ou à la police, il reste à Bacongo une masse de jeunes désœuvrés, certains réfugiés de la guerre civile de 1993, prêts à être utilisés par le MCDDI pour la surveillance discrète et « pacifique » du quartier... et susceptibles de renouveler les « troupes » !

Dans les faits, donc, les milices continuent à exister et les armes à circuler. Ainsi mobilisée, armée, et maîtresse de la rue, toute une frange de la jeunesse brazzavilloise devient

41. Existence farouchement niée par Denis Sassou Nguesso.

42. Si Bacongo, contrôlé par B. Kolelas et ses Ninjas, apparaît comme un quartier « sûr » (voir *infra*), Mfilou, déserté d'une bonne partie de ses habitants, est constamment le théâtre de menues exactions des Zulus, ni réprimées ni médiatisées.

43. Dispenses possibles jusqu'à 28 ans. Au-delà, les miliciens... restent miliciens !

vite incontrôlable, y compris par les leaders politiques qui prétendaient la manipuler, même une fois intégrée dans l'armée !

A peine recrutés, nombre de ces ex-miliciens se mutinent à plusieurs reprises en 1996-1997, sans être aucunement sanctionnés par la puissance publique. C'est ainsi que les Forces armées congolaises (FAC) commencent à se déliter.

Un exemple, la mutinerie du 14 février 1996 : 360 anciens miliciens de la mouvance présidentielle, recrutés dans l'armée en février 1995, réclament la régularisation administrative de leur situation, c'est-à-dire l'attribution de matricules, afin de percevoir leurs soldes. Pour en venir à leurs fins, ils s'emparent de chars légers, et encerclent le camp de l'escadron blindé de Mpila où ils prennent en otage un officier supérieur. Après avoir volé du carburant et pillé quelques boutiques, les jeunes soldats placent un blindé au rond-point Kulunda. Ils bloquent les accès au camp de Mpila pendant cinq jours. Cette mutinerie provoque 4 morts (2 balles perdues, 2 fauchés par des véhicules militaires) et 40 blessés. Après négociation entre un comité de 7 membres et le gouvernement, les mutins obtiennent pleine satisfaction : le haut commandement militaire attribue les matricules d'identité et de solde « à tous les soldats qui se sont soulevés (*sic*) ».

Le manque de confiance du gouvernement dans cette armée nationale est tel que le président Lissouba fait appel à d'anciens officiers israéliens mercenaires pour encadrer et entraîner, dans son fief de la Bouenza, les groupes paramilitaires chargés d'assurer sa sécurité.

Le refus de D. Sassou Nguesso de désarmer sa milice cobra a motivé depuis deux ans plusieurs opérations des Forces armées congolaises dans le quartier Mpila, équivalentes à celle qui vient de dégénérer en guerre urbaine massive.

Ainsi, en septembre 1995, le quartier Mpila est encerclé, et le gouvernement ordonne — déjà — le déploiement de blindés et de 200 militaires autour du domicile de l'ex-président. Le but est d'« assainir » le quartier « où les exactions des miliciens cobras gênent les activités » et de perquisitionner au domicile de D. Sassou Nguesso à la recherche d'armes lourdes. L'ancien président étant à cette époque absent de Brazzaville, les miliciens se sont alors simplement repliés à Talangai, fief du PCT.

## La guerre de 1997

### Combats urbains (5 juin-15 août 1997)

Le 5 juin 1997, des forces de l'armée régulière congolaise (FAC) prennent position autour de la résidence de Denis Sassou Nguesso dans le quartier Mpila, officiellement pour arrêter deux gardes du corps de l'ancien président suspectés d'être à l'origine des troubles

qui avaient fait 10 morts en mai dans le nord du pays. Plus largement, comme le gouvernement l'annonce dans les médias, il s'agit d'« une opération de lutte contre les milices paramilitaires en préparation de l'élection présidentielle ».

Devant l'importance des forces massées autour de son domicile (une douzaine de tanks), l'ancien président se considère comme personnellement menacé en tant que candidat favori aux prochaines élections.

Cette opération qui s'annonçait facile se heurte à une résistance armée efficace des Cobras (milice de Sassou Nguesso fort bien équipée en armes modernes), bientôt renforcée par la défection d'officiers et même d'une importante frange de l'armée restée fidèle à l'ancien président, au sein de laquelle le groupement aéroporté, unité d'élite de l'armée basée à côté de l'aéroport. Ils s'emparent très vite de la base du génie civil située à Mpila, l'un des principaux dépôts de matériel des FAC à Brazzaville.

De leur côté, les forces gouvernementales, affaiblies par la défection d'une grande partie de l'armée, s'appuient aussi sur leurs groupes paramilitaires (*Aubevillois* ou *Cocoyes*), et sur la milice zulu, composée de jeunes particulièrement mal contrôlés. Ce qui démarrait comme une légitime mais maladroite opération de police devient donc une véritable guerre opposant, dans chaque camp, militaires et miliciens bien armés<sup>44</sup> mais mal contrôlés par leurs dirigeants.

Dès le premier jour, les combats des FAC avec les miliciens ont bloqué le trafic à Mpila et provoqué la désertion du centre-ville. Très vite, les Cobras, armés, érigent des barricades dans plusieurs quartiers nord de Brazzaville.

Brazzaville est immédiatement divisée en deux secteurs : l'un, au sud de la ligne de chemin de fer (centre-ville), tenu par les forces gouvernementales, et l'autre, au nord et à l'est (composé de vastes ensembles de quartiers populaires), contrôlé par les partisans de Sassou Nguesso auxquels se sont ralliées des unités de l'armée.

Le centre-ville devient alors le premier terrain d'affrontement des belligérants. Venus de Mpila, les Cobras avancent le long du fleuve, se stabilisant vers l'est à 200 mètres environ du triangle où sont situés, à quelques dizaines de mètres de distance, la tour Elf Congo, le Trésor public, les ambassades de France<sup>45</sup> et des États-Unis, l'unique supermarché de la ville et le grand hôtel Sofitel-Mbamou, palace où étaient réfugiés nombre de notables du régime. Les forces de l'armée régulière consolident leurs positions près de la résidence présidentielle, de la radio gouvernementale et au pied de l'ambassade de France, d'où elles bombardent les quartiers nord.

---

44. Les protagonistes ont des interprétations plus radicales : le président Lissouba accuse en effet son prédécesseur marxiste de tenter un coup d'État. Sassou Nguesso de son côté prétend que Lissouba a provoqué ces troubles comme prétexte pour suspendre une élection présidentielle qu'il risquait de perdre.

45. Seule ambassade restée ouverte et qui reçoit régulièrement des représentants des belligérants.

Dès le début, les quartiers populaires du Nord, base des Cobras, deviennent à la fois la cible de bombardements, d'incursions zulus venues de l'ouest et de règlements de comptes, pillages et violences ethniques. Ils sont privés d'eau potable et d'électricité. Le 22 juin, après l'évacuation des derniers étrangers par l'opération *Pélican*<sup>46</sup>, un bref cessez-le-feu permet à des dizaines de milliers d'habitants de fuir cette partie de la ville<sup>47</sup>, se dirigeant soit vers les régions rurales du Nord, soit vers l'arrondissement de Bacongo.

Jusqu'à cette période, grâce à la présence militaire française, l'armée régulière garde plus ou moins le contrôle de la base aérienne, et l'utilise pour acheminer des renforts par avion. Mais les Cobras atteignent les limites de l'aéroport, où ils sont renforcés par le groupement aéroporté, unité d'élite de l'armée basée à proximité. Quelques jours après le départ des derniers militaires français, les combats les plus violents éclatent autour de cette infrastructure stratégique. Chaque camp en revendique le contrôle dans la confusion la plus totale des commandements, jusqu'à la fin du mois. Les forces régulières reprennent le dessus dans ce secteur.

La ligne de front s'étire alors durablement en diagonale entre les deux zones névralgiques que sont les quartiers du centre-ville et l'aéroport. Cet espace, relativement peu peuplé mais concentrant de nombreux équipements de service public (CHU, caserne des pompiers, université, etc.), est le plus durement touché par les bombardements et les combats.

La ligne de partage des territoires cobra et gouvernemental est matérialisée par la voie du CFCO (chemin de fer Congo-Océan), qui, souvent enclavée dans des îlots densément construits, n'est franchissable qu'en quelques points. Les barrages cobras et les échanges de tirs sont constants à proximité des principaux accès (ponts et passages à niveau). C'est par là que les combats reprennent au début du mois d'août, avant que les forces gouvernementales recommencent à inonder d'obus les quartiers nord en utilisant cette fois des hélicoptères qui leur permettent d'accéder aux plus lointaines périphéries.

### *Destructions dans le centre-ville et les quartiers nord*

Pendant les cessez-le-feu, et notamment celui du 13 juillet au 5 août, les adversaires s'affrontent aussi par radios interposées : radio gouvernementale contre la radio du PCT, qui émet depuis les quartiers nord (Radio Liberté).

Soldats et miliciens des deux bords occupent leur temps libre à piller les maisons, véhicules et commerces du centre-ville et des quartiers résidentiels du Plateau, et à rançonner les habitants en dressant de multiples barrages routiers (appelés « bouchons »).

La désolation du centre-ville ne renvoie pas seulement au hasard des combats : sym-

46. Au total, 5 666 étrangers dont 1 523 Français ont été ainsi évacués.

47. Une vingtaine de mille selon la Croix-Rouge.

boliquement aussi, sa destruction touche plus profondément l'État, à travers le centre des affaires et les beaux quartiers de la capitale, espaces symboliques du pouvoir et des privilèges où résidaient, dans l'opulence de leurs villas de prestige, tous les nouveaux notables de la jeune « démocratie » au voisinage des diplomates et coopérants de premier rang des pays occidentaux.

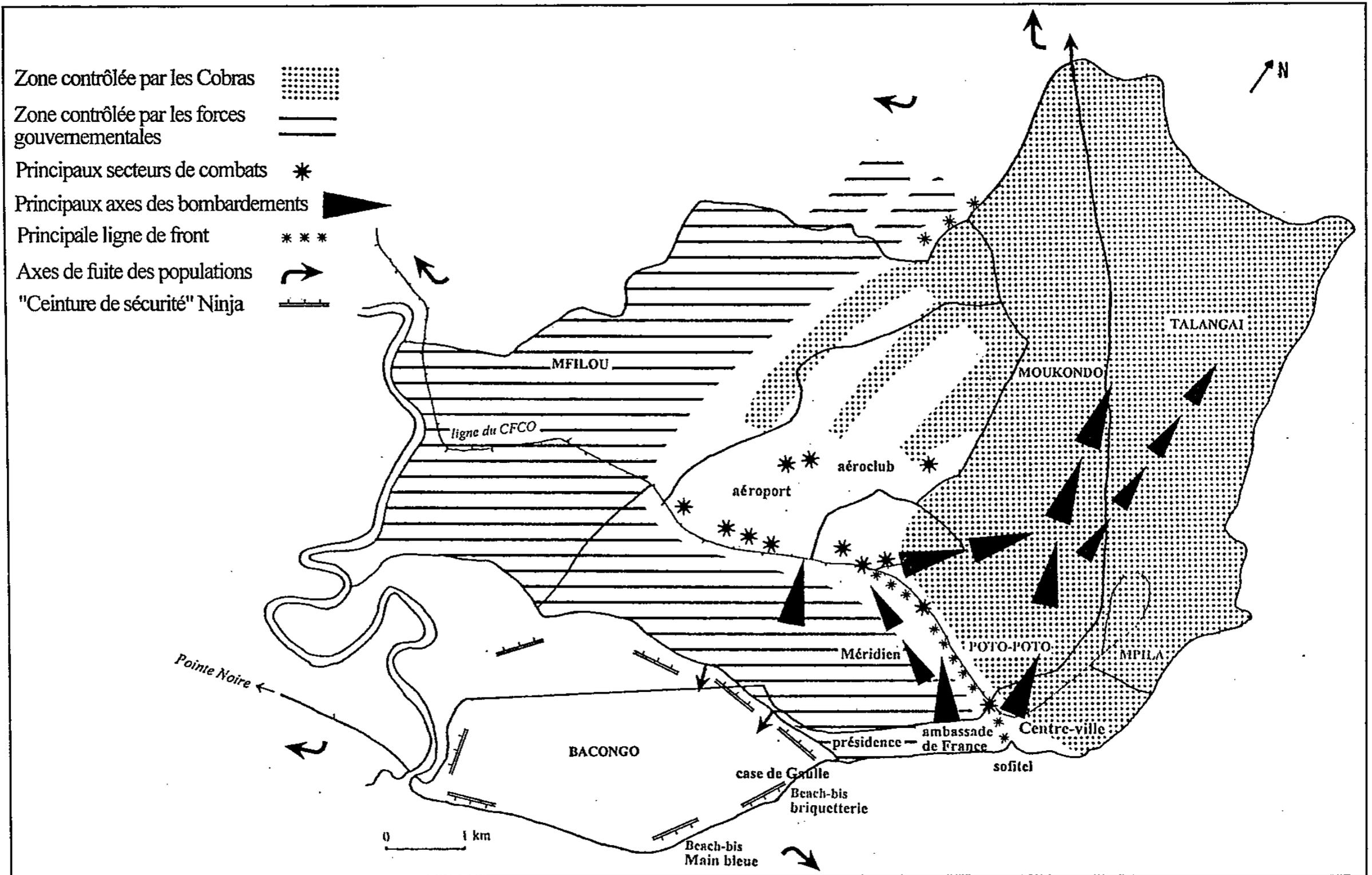
Le petit centre-ville, quoique modeste, n'en incarnait pas moins le symbole du pouvoir et de la richesse mal partagés, avec son Trésor public si souvent fermé aux fonctionnaires (quatorze mois d'arriérés de salaires), son supermarché, temple d'une consommation à la mode occidentale et aux prix exorbitants, ses grands hôtels et leurs piscines accessibles aux Européens expatriés et à une petite minorité de privilégiés, tous bombardés et pillés (quelquefois très méthodiquement). Quant aux « belles maisons » de Mpila, du Plateau, du quartier OCH (derrière l'hôpital), du Plateau des Quinze-Ans, il ne reste souvent plus que des carcasses. Leur destruction et leur pillage systématique, « jusqu'à la robinetterie et aux boutons de porte », minutieusement décrits par les dépêches de presse, frappent évidemment plus l'imagination que ceux des milliers de maisons de parpaings détruites dans les quartiers populaires !

Les « territoires des Blancs » se sont également trouvés cible des combats, à commencer par le parc de l'Orstom, pillé en 1993, et où stationnaient des troupes françaises au cours des mois précédant ces événements, l'aéroclub, qui a servi de QG pour l'évacuation des étrangers par l'opération *Pélican* ; ou encore le club de tennis et le club nautique, tous lieux qui étaient, *de facto*, réservés à une clientèle d'abonnés expatriés. Il n'est pas sûr que l'indiscipline et l'appât du gain expliquent seuls ces pillages à forte valeur symbolique : lorsque des miliciens vont jusqu'à détruire les maisons de prestige de leurs propres chefs, n'y a-t-il pas aussi une entreprise délibérée de saper toute marque d'autorité ?

### Exode massif des populations

Face à la dégradation des conditions de la vie et à la violence des affrontements, et instruits par l'expérience de 1993, plusieurs centaines de milliers d'habitants (de toutes ethnies) de Poto-Poto, Ouenzé et Moundali auraient ainsi fui vers les quartiers calmes ou dans les régions environnantes, vers Pointe-Noire, vers Kinshasa, en empruntant tous les moyens de transport possibles : camions, *fula-fula*, taxis, pirogue, train, hélicoptères ou avions privés pour les plus fortunés... Même en période de crise, les affaires marchent pour les transporteurs, qui profitent de toute manière de l'occasion pour se replier loin des pillages. Une partie entière de la ville s'est pratiquement vidée de ces habitants harassés de bombardements. A la mi-août, Poto-Poto, vieux cœur urbain de la cité africaine, était décrit comme « presque vide » par des habitants réfugiés à Kinshasa. C'est ensuite le tour d'Ouenzé et de Moundali.

# 1997 : LA SECONDE GUERRE DES MILICES



Sources : témoignages, dépêches de presse.

Carte : Élisabeth et Christophe Apprill.

A la reprise des combats après le cessez-le-feu de juillet, les miliciens cobras tentent d'empêcher les hommes de quitter les quartiers dans le but de les contraindre à prendre les armes pour participer à la guerre. Les réfugiés doivent donc contourner les barrages des Cobras pour réussir à gagner Yoro (le port de Mpila) et rejoindre Kinshasa en pirogue. Le tarif est d'environ 2 000 FCFA par personne (20 FF<sup>48</sup>). Vers le milieu d'août, quand les bombardements s'intensifient sur les quartiers nord, ce sont plus de 1 000 personnes qui arrivent chaque jour au *beach* officiel de Kinshasa.

Des habitants du nord de Brazzaville effectuent un immense détour — plusieurs dizaines de kilomètres au nord-ouest — pour rejoindre Makélékélé, puis Bacongo, en évitant les quartiers des combats. Par la suite, à chaque accalmie, les civils en profitent pour s'entasser dans bus et camions et se réfugier dans les quartiers sud, qui peuvent servir ensuite de relais vers Kinshasa ou vers les régions rurales voisines.

La ligne du chemin de fer vers Pointe-Noire ne fonctionne plus jusqu'à Brazzaville. Il faut d'abord rejoindre la gare de Goma Tsé tsé, une trentaine de kilomètres au sud de la capitale..., mais le trajet n'est sûr que pour les « sudistes ». En effet, les milices progouvernementales qui contrôlent nombre de gares (notamment Loudima) arrêtent tous les passagers identifiés comme « nordistes » soit d'après leur carte d'identité, soit après un sommaire examen linguistique ! De nombreux témoignages font état d'enlèvements systématiques, de violences, d'éliminations par les Cocoyes ou par les Zulus.

Ne reste donc aux ressortissants du nord du pays que la possibilité de fuir vers leur région d'origine, de se cacher à Bacongo ou de traverser le fleuve vers Kinshasa (en pirogue, depuis les petits embarcadères situés à Bacongo).

En fait, si, au début des combats, nombre de nordistes se sont réfugiés à Bacongo, on observe ensuite une nouvelle migration, les populations des régions nord redoutant des règlements de comptes avec les partisans de la mouvance présidentielle qui eux aussi trouvent refuge dans ce quartier. Certains remontent le fleuve en pirogue de Bacongo jusqu'à Mpila (quartier cobra), en prenant soin de naviguer sur le côté zaïrois afin d'échapper aux tirs<sup>49</sup>.

La situation est donc aujourd'hui plus grave qu'en 1993 : cette crise de tout l'espace central de la capitale et ce repli des dirigeants de part et d'autre, au nord et au sud de la ville, sont évidemment très inquiétants, d'autant plus que les espaces « refuges » ne demeurent sûrs que tant que la milice qui les domine reste disciplinée et respecte une forme de pouvoir qu'elle considère comme légitime !

---

48. Ce qui représente une journée d'un petit salaire à Brazzaville.

49. Selon des témoignages de Brazzavillois réfugiés.

Ainsi, les responsables du parti présidentiel, soucieux de leur sécurité, ne s'installent pas dans les quartiers-territoires de leurs propres milices, incontrôlés, mais à Bacongo, certains à proximité immédiate du siège du MCDDI<sup>50</sup>.

### Bacongo : une neutralité stratégique

Cette partie entière de la ville est épargnée par les combats jusqu'à la fin août<sup>51</sup> : Bacongo, qui avait été l'un des foyers de la guerre civile de 1993-1994, apparaît cette fois comme le dernier « refuge » du fait de la neutralité affichée de Bernard Kolelas, maire de Brazzaville, leader du MCDDI et chef de la milice ninja.

Si B. Kolelas, chef du parti le mieux implanté chez les Laris et qui se pose en médiateur national, impliquait les Ninjas dans les combats, ceux-ci prendraient ouvertement la coloration régionale Nord-Sud, classique dans l'histoire récente du pays. La neutralité du quartier de Bacongo apparaît donc essentielle, à la fois dans la stratégie politique de son leader et symboliquement, pour éviter l'éclatement complet de la capitale et du pays.

La façon dont l'ensemble Bacongo-Makélékélé parvient cette fois à rester stable et dont B. Kolelas semble maître de ses forces paramilitaires ne s'explique pas seulement par un charisme personnel (même s'il est indéniable) ou par un sens de l'intérêt bien compris. En réalité, cette neutralité actuelle, après l'engagement de Bacongo comme foyer de vengeance des événements de 1959, déclencheur de l'émeute urbaine, puis assiégé et bombardé par l'armée en 1993, manifeste un phénomène singulier de cohésion sociale, politique et finalement identitaire qui est un trait marquant de l'histoire brazzavilloise.

Une mise en perspective historique montre la réitération d'un scénario qui situe toujours cet ensemble au cœur de la « transaction » politique citadine : Bacongo se pose tour à tour en foyer de révolte, en « cité martyre » ou en havre de paix. Et cette autoreprésentation de « ville dans la ville », confortée par la guerre actuelle, en fait un quartier refuge.

Les événements récents et actuels de l'histoire brazzavilloise radicalisent une évolution ancienne du quartier vers un repli identitaire franc qui se traduit par une culture de plus en plus territorialisée : non seulement par la délimitation violente d'un territoire par la milice ninja, par les discours des politiques et notables locaux, par la création d'associations, la fondation d'Églises néotraditionnelles, mais aussi par l'apparition de nouvelles

---

50. En effet, les Zulus ont pillé les villas de plusieurs ministres, et même celle du secrétaire général du parti présidentiel (selon des témoignages recoupés).

51. Sinon par les bombes : une vingtaine d'obus ont frappé ce quartier en juillet-août et notamment la maternité de l'hôpital de Makélékélé : erreur de tir ou tentative de susciter une implication ninja dans le conflit ?

représentations, dispositions et pratiques spatiales (*beach*), et même par la mise en place de nouveaux circuits économiques.

On peut s'interroger sur la façon dont se construit et se manifeste cette « masse identitaire » au cœur de la capitale, et quelle influence peut être la sienne, dans l'évolution géopolitique actuelle, sur le pourrissement ou la régulation des conflits brazzavillois.

### Une identité ethnicisée doublée d'une identité territorialisée : Bacongo et la « larité »

Les populations kongos sont majoritaires dans l'ensemble de la ville (60 %), et Bacongo n'en a pas le monopole. L'originalité du quartier vient non seulement de leur prédominance écrasante (plus de 98 %), et qui s'est renforcée, on l'a vu, lors de chaque épisode violent de l'histoire brazzavilloise, mais aussi de la construction d'une identité locale, urbaine, de nature ethnique, territorialisée : l'identité *lari*.

A l'époque précoloniale, il n'y a pas de trace d'un « pays lari » au moyen Congo. C'est un ensemble mouvant, observable et signalé seulement à partir des migrations kongos de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle vers les villes naissantes du Pool, le long des pistes, puis du CFCO. Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes et leurs écoles, intensément mis en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le sud du Pool va attirer et rapidement fournir les éléments les plus instruits et dits « évolués » de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'indépendance. Ils jouent un rôle actif lors de la création de Brazzaville. De cette aliénation émerge l'identité *lari*, qui se cristallise dans la « cité indigène » de Bacongo et le long de la ligne du CFCO : s'il existe une larité, celle-ci est d'origine moderne et urbaine.

L'homogénéité d'origine (Pool), le quasi-monopole des échanges marchands en direction du sud du fait de sa situation géographique, la prégnance des liens familiaux et économiques de proximité constituent donc les bases matérielles de la cohésion sociale et culturelle de Bacongo. S'y ajoute un fort sentiment d'unité, lié au fait que Bacongo, plus qu'un simple réceptacle de migrants ayant la même origine, peut être considéré comme le creuset de l'identité *lari*, qui est une identité urbaine ancienne, résultant du processus de citadinisation de populations kongos originaires du Pool dans un contexte de forte aliénation coloniale.

Bacongo se veut, dès le début du siècle, le centre d'une urbanité plus raffinée que le reste de la cité africaine, foyer de modes vestimentaires et musicales, de création littéraire, avec ses bars et associations d'élégants, relayés dans les années quatre-vingt par les *sapeurs*. Cet ensemble de quartiers populaires est le plus marqué par l'histoire coloniale et le plus lié à la ville européenne : la présence de la « Case de Gaulle », résidence de

l'ambassadeur de France, des villas de diplomates français le long de la corniche perpétuent d'une certaine manière les liens privilégiés tissés avec l'ancienne métropole<sup>52</sup>.

Divers traits culturels plus discrets mais décisifs ont marqué historiquement la révolte, l'opposition, le sens d'un sacré communautaire et enraciné dans le quartier, à commencer par la naissance du matsouanisme religieux (1945), culte messianique historique de Bacongo, suivi depuis cinquante ans par la création de multiples petites Églises néotraditionnelles.

Ainsi, cette cohésion de Bacongo, singulière à Brazzaville, est le produit d'une maturation historique citadine ancienne autour de l'homogénéité d'origine et de l'unité d'un territoire urbain. Mais c'est surtout le jeu politique des quarante dernières années qui, de crise en manipulation politique, a cristallisé à la fois la conscience *ethnique* et territoriale des habitants du quartier, lui donnant à certaines périodes une coloration plus aiguë de combat pour la survie. C'est à nouveau le cas depuis 1993, chez une partie de la jeunesse locale, et notamment les Ninjas.

Dans son inscription urbaine, Bacongo apparaît comme un paradigme du refuge et du repli dont les trois pivots s'impriment dans l'espace urbain : autodéfense, autonomie d'approvisionnement, autolégitimation par une sacralisation des identités et des lieux.

### Un refuge bien défendu... mais aujourd'hui menacé

En 1959, lors des violences entre membres de l'UDDIA et matsouanistes, puis lors des massacres entre Mbochis et Laris à Poto-Poto et à Ouenzé, de nombreuses familles laris venant du reste de la ville se sont repliées à Bacongo, qui depuis lors remplit périodiquement une fonction de refuge qui se transforme pour certains en installation durable.

En 1993-1994, d'importants échanges de migrations contribuent à faire jouer une nouvelle fois ce rôle de « refuge » lari, et à accentuer le caractère monoethnique du quartier. Aux familles laris qui ont tout perdu en quittant précipitamment le quartier Mfilou pour échapper aux violences ethniques, il faut ajouter de nombreux fonctionnaires revenus des pays du Niari, de la Bouenza, de la Lekoumou. Tous se sont repliés sur Bacongo, où ils se sentaient plus en sécurité du fait de la présence de la milice ninja.

Ils sont désignés par le terme de *sinistrés*, et, bien souvent, se sont installés dans les maisons abandonnées par des familles d'origine nibolek (et spécifiquement l'ethnie Bembé), qui ont également tout perdu dans leur fuite de Bacongo. Très vite, la question des sinistrés se trouve au cœur de polémiques sans fin entre gouvernement et opposition sur la recons-

---

52. Au Centre culturel français, situé à la sortie de Bacongo, la quasi-totalité du personnel local est lari et réside dans le quartier.

truction — l'argent destiné à l'indemnisation des sinistrés aurait été détourné... — et sur la récupération politique du malheur — l'une des deux grandes associations de « sinistrés » de Bacongo est très étroitement liée au MCDDI, qui y puise ses nouveaux miliciens ninjas...

L'entrée du quartier, que les Ninjas considèrent comme leur territoire, est bien gardée : lors des événements de 1993-1994, ne surnommait-on pas la « gueule du caïman » (référence aux armes et à la vigilance ninja... et à l'emblème de F. Youlou) le secteur de la grande avenue reliant le plateau administratif au siège du MCDDI ?

Depuis 1994, les Ninjas, sommés de se comporter de manière pacifique et de surveiller discrètement l'ensemble du quartier, gardaient toujours militairement le siège du MCDDI et les deux embarcadères clandestins hérités des semaines de blocus infligé par l'armée (novembre 1993), puis de la longue période (1994) au cours de laquelle le chemin de fer Pointe-Noire-Brazzaville, véritable cordon ombilical de la capitale, a cessé de fonctionner à cause des barrages de milices.

Dès le début de la guerre actuelle, la milice ninja a dressé une « ceinture de sécurité » de barrages fixes et de rondes armées autour de l'arrondissement, y compris bien sûr le long de la Corniche, passage stratégique où se trouvent les deux petits embarcadères qui permettent de rejoindre Kinshasa en pirogue. Ils rassurent aussi la population, en patrouillant nuit et jour avec des armes à l'intérieur du quartier.

Cette garde vigilante n'a pas empêché de nombreux habitants — notamment lorsque mi-août les premiers obus ont touché le quartier — de fuir Bacongo vers le sud du Pool, où des parents pouvaient les accueillir, hébergeant chez eux, à leur tour, parents ou amis venus des quartiers nord. Si bien que Bacongo demeure longtemps un quartier plein, actif, vivant, où commerces et bars-dancings fonctionnent toute la journée. L'un des éléments décisifs est l'autonomie financière du quartier depuis le déclenchement des hostilités : par un geste exceptionnel et inattendu, sans doute révélateur d'une stratégie d'alliance politique, le gouvernement a fait ouvrir des représentations bancaires à Bacongo pour que les fonctionnaires puissent être payés (d'habitude, les Brazzavillois doivent pour cela se rendre au centre-ville). L'argent continue donc à circuler, et le commerce à tourner (à des prix de crise) dans les quartiers de Bacongo, entre Bacongo et le sud du Pool, et entre Bacongo et Kinshasa<sup>53</sup>.

La poste fonctionne, même en direction de l'étranger, les agences de compagnies aériennes ont ouvert des succursales... bref, Bacongo concentre ce qui reste des fonctions centrales de Brazzaville. Cependant, au milieu du mois d'août, alors que la solution négociée au conflit paraît de plus en plus incertaine, les quartiers ouest de Brazzaville (Bacongo, Makélékélé) sont à leur tour la cible de bombardements — en forme

53. Sources : dépêches de presse, recueil de témoignages directs ou transmis par Abel Kouvouama.

d'avertissement — venant de Kinsahasa et d'autres venant du centre-ville. Il s'agit pour P. Lissouba, désormais fort du soutien de Kinshasa, en affirmant sa souveraineté sur ce « refuge » encombrant, de briser le charisme de B. Kolelas. En provoquant une panique à Bacongo, où ils rompent un équilibre fragile, ces bombardements amènent une nouvelle vague de réfugiés des quartiers sud à rejoindre la masse grandissante des Brazzavillois qui fuient vers les rives de Kinshasa, où des dizaines de pirogues bondées de passagers accostent sans interruption<sup>54</sup>.

### Une autonomie d'approvisionnement

En temps ordinaire, tout Brazzaville est alimenté par des importations maritimes qui transitent par le CFCO (qui n'atteint plus Brazzaville mais s'arrête dans le Pool, à la gare de Goma Tsé-Tsé), et par des importations en provenance du Congo-Kinshasa, qui transitent par les deux embarcadères fluviaux autorisés et contrôlés par les douanes : Yoro, dans le quartier Mpila (aujourd'hui sous contrôle cobra), Beach, au centre-ville, point d'arrivée du bac de Kinshasa (actuellement fermé). Seule une menue production maraîchère, surtout destinée à une clientèle d'expatriés et de Congolais aisés, est d'origine locale. Les zones de maraîchage, en majorité situées sur les berges du fleuve à hauteur du centre-ville et dans les quartiers nord et est, se trouvent au cœur des zones de bombardement.

Comme après la guerre de 1993, les marchandises du CFCO sont déchargées à Mindouli (une centaine de kilomètres à l'ouest de Brazzaville) et ensuite acheminées par transport routier *via* la nationale 1, ce qui renforce et la petite ville de Mindouli et l'entrée sud de Brazzaville.

Faute de recensement récent et d'enquête précise, on ne peut que signaler l'essor du marché de Mindouli depuis 1993. A la suite de la guerre interethnique opposant Kongos-Laris du Pool et Kongos de la Bouenza, il est devenu le point de rencontre entre femmes commerçantes de la Bouenza et du Pool pour la vente ou même l'échange de marchandises alimentaires dans les périodes de crise où l'argent se fait rare, et ce dans une période où Ninjas du Pool et de Brazzaville et Zulus « nibleks » se combattaient encore farouchement<sup>55</sup> !

Bacongo a conservé, après la guerre de 1993-1994, les deux embarcadères mis en place par le MCDDI sous le contrôle des Ninjas et qui avaient permis l'approvisionnement du

54. Sources : La Voix du peuple (radio de Kinshasa), dépêches de presse, AFP/Reuter.

55. De la Bouenza proviennent tomates, pommes de terre, arachides et parfois de la viande de bœuf (abattoir de Mindouli) contre de l'argent et des « légumes » (feuilles de manioc, oseille, très consommées) du Pool.

quartier malgré la tentative de blocus de l'armée. Bernard Kolelas étant devenu maire de la capitale, ils ont continué à fonctionner, en toute illégalité, malgré les tentatives du gouvernement pour obtenir leur fermeture, alimentant en produits exemptés de droits de douane les nouvelles ramifications du marché de Bacongo... et en taxes parallèles les caisses du MCDDI et des associations de sinistrés qui forment une partie de sa « clientèle ». Une bonne part du manioc, la quasi-totalité des produits manufacturés légers et la bière proviennent aujourd'hui à Bacongo par cette filière. Au retour, vers Kinshasa, les pirogues transportent aujourd'hui des habitants de Brazzaville qui fuient les bombardements.

Le fonctionnement de ces embarcadères sommaires (escaliers et simples banquettes de terre taillés dans les rives du fleuve) est minutieusement organisé, contrôlé et taxé par la milice ninja depuis trois ans. Une partie des fonds ainsi collectés sert de rémunération aux piroguiers, porteurs et « agents de sécurité », le reste est collecté pour le parti et l'une des associations de sinistrés.

### L'organisation du *beach* de la briquetterie : des sinistrés bien organisés

Le *beach* de la Main bleue, situé en contrebas d'un bar-dancing très populaire, est le plus célèbre. La clientèle du bar se raréfie depuis la présence armée constante des Ninjas qui filtrent les accès, sous la ferme direction de leur chef Adoula<sup>56</sup>. Le *beach* de la briquetterie aménagé en juin 1994 pose quelques problèmes de voisinage car il est situé juste derrière la résidence de l'ambassadeur de France... On y accède sous la surveillance de Ninjas armés, en traversant l'enceinte d'un dispensaire, qui débouche sur la corniche et sur un escalier très raide taillé sommairement dans la terrasse jusqu'au fleuve où une quinzaine de pirogues sont prêtes à partir. Aux deux tiers de la pente, deux gargotes servent des boissons et des repas chauds<sup>57</sup>.

Le « personnel » est composé des piroguiers, des porteurs et des agents de sécurité (autrement dit, les miliciens armés) : la plupart des piroguiers sont zairois ; exploitant le différentiel de change, ils se font payer en CFA, en francs, en dollars... En revanche, porteurs et agents de sécurité appartiennent à la milice ninja.

Avant la guerre (en décembre 1996), l'essentiel du trafic était composé de pagnes convoyés en « colis » de 125 pièces, de chaussures et objets de plastique importés d'Asie. Pour un colis de pagnes d'une valeur d'environ 7 000 FF, le tarif s'élevait à 100 F

56. Ancien agent de saisie informatique de l'Orstom à Brazzaville, reconverti dans la milice...

57. Enquête personnelle au *beach* briquetterie, décembre 1996, entretien avec Léonard, chef de poste, et Mazero, taxeur.

(10 000 FCFA) par voyage, dont la moitié pour deux porteurs et la moitié perçue par les « taxeurs » et enregistré par les « caissiers » du *beach*. Comme la plupart des actifs du secteur dit informel, les porteurs sont regroupés en associations avec un système de cotisation d'entraide.

Les « chargés de la sécurité » sont organisés en trois groupes de huit personnes, afin de surveiller les lieux en permanence. Ces trois groupes ont le même président, nommé « depuis la base », « depuis le quartier général » (c'est-à-dire depuis le siège du MCDDI). Tous ces « chargés de la sécurité » (sauf le chef de poste) sont de jeunes sinistrés, évacués de Mfilou au moment des troubles et qui, pour diverses raisons, d'âge notamment, n'ont pu être intégrés en formation dans l'armée ou la gendarmerie comme les autres miliciens.

Parmi eux, deux « taxeurs » ou « douaniers » (*sic*) ; tous deux sont des Ninjas élus à ce poste par leurs collègues porteurs et chargés de sécurité. Munis de cyclomoteurs, ils se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre au bord du fleuve et dans les rues adjacentes où se tiennent de petits « magasins de gros » tout aussi illégaux, et tout aussi fermement organisés et contrôlés que le *beach*. Après avoir fait décharger, les commerçantes doivent encore payer au « douanier » une taxe de magasinage de 3 000 FCFA par mois plus 1 000 FCFA chaque mardi, soit 7 000 FCFA par femme. La rémunération des chargés de la sécurité et des taxeurs est liée à la recette du jour (un tiers de la recette) et agrémentée des éventuels « trafics » personnels. D'où leur motivation à sillonner le quartier à la recherche des commerçantes. Le reste (deux tiers) des taxes de portage va à l'association des sinistrés. « Nous sommes des sinistrés bien organisés », déclare Mazer... Les taxes de magasinage semblent directement versées au MCDDI.

Derrière le *beach*, l'un des « magasins » est installé dans l'enceinte de l'ancienne maison d'un sinistré nibolek. La maison, qui avait été pillée, n'a plus de toiture ni d'huissierie. Les commerçantes sont installées par terre sur la dalle. Des bâches tendues entre les murs protègent des intempéries. Les abords sont surveillés par des Ninjas armés qui se font constamment rabrouer par les commerçantes. L'ambiance affairée est celle de n'importe quel marché le matin au lever du jour : les colis de pagnes déballés disposés par « gros-siste ». Des vendeuses de tissu du marché Total viennent faire leur choix. Les principales acheteuses font convoier leur marchandise par des « pousseurs ». Dès 6 heures le matin, ces charrettes métalliques, à bras, sillonnent Bacongo entre les deux *beaches* et le grand marché.

Depuis la nouvelle guerre civile, ce mouvement de marchandises entre Bacongo et Kinshasa s'est diversifié pour l'approvisionnement vital du quartier, et s'accompagne maintenant d'un intense mouvement de passagers fuyant la capitale congolaise, pour lesquels un barème détaillé de tarifs — apparemment fixes — a été établi. La taxe prélevée au départ est de 2 500 FCFA (25 francs) par personne auxquels s'ajoutent 1 000 FCFA d'« assurance » (pour « échapper aux tirs » !) et 500 FCFA par bagage. En outre, les piro-

guiers jouent aussi (moyennant rémunération) le rôle de messagers entre les deux rives du fleuve, transmettant courrier informations, et même de l'argent.

### La religion au service d'une identité urbaine

La dimension religieuse est une composante essentielle de l'identité de Bacongo, depuis l'époque coloniale, qui contribue aussi à expliquer la tendance du quartier à se fermer sur lui-même et à se considérer comme creuset de vérités et de valeurs (spirituelles ou politiques) à vocation universelle. Après la première guerre des milices, dans un contexte de compétition politique toujours tendue<sup>58</sup>, l'ensemble Bacongo-Makélékélé affirme plus que jamais sa spécificité culturelle par le biais d'innovations religieuses qui contribuent à légitimer une sorte de « nationalisme kongo-lari » auquel certains jeunes sont très réceptifs, et notamment la majorité des Ninjas du *beach*.

### Les fondements messianiques d'une culture fortement territorialisée

L'ensemble Bacongo-Makélékélé est depuis longtemps le foyer, à Brazzaville, d'une double sensibilité contestataire et messianique toujours très prégnante, enracinée dans l'identité kongo-lari<sup>59</sup>.

De nombreux mouvements religieux prophétiques et messianiques nés au sud du Pool (kimbanguisme<sup>60</sup>, et surtout matsouanisme<sup>61</sup>) ont comporté une forte dimension contestataire à la fin de la période coloniale, ont été réprimés et peuvent compter leurs martyrs et leurs lieux sacrés à proximité immédiate de la capitale.

Parmi eux, Matsoua, fondateur de l'Amicale des ressortissants de l'AEF, mort en 1942 dans une prison coloniale. Il est devenu, après sa mort et sans en avoir été le fondateur, l'objet d'un culte messianique fortement et presque exclusivement implanté à Bacongo.

---

58. Cf. DORIER-APPRILL, « Des quartiers pour territoires ? Guerre des milices, fragmentation urbaine et recompositions identitaires à Brazzaville », art. cité.

59. Qui s'est violemment manifestée lors de la « guerre des milices » de 1993-1994. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

60. Simon Kimbangou, né en 1889, formé et baptisé au sein de la Baptist Mission Society du Congo belge, commence à prêcher, à guérir des malades et à susciter un mouvement populaire dans le sud du Pool à la suite d'une vision « prophétique » en 1921. Arrêté par l'administration belge, il meurt en déportation. Il ne fondera jamais lui-même d'Église, mais de nombreux groupuscules se réclamant du prophète noir se développent sur les deux rives du fleuve, surtout parmi les populations kongo. L'Église kimbanguiste est fondée dans la clandestinité par ses fils, persécutée puis légalisée au moment des indépendances et a aujourd'hui une envergure mondiale.

61. André Grenard Matsoua, fondateur en 1926 de l'Amicale des originaires de l'AEF. Cf. M. SINDA, *Le Messianisme congolais et ses incidences politiques*, Payot, Paris, 1972.

Au point que l'on peut observer une « quasi-fusion entre matsouanisme et "larité", entre identité ethnique et identité religieuse<sup>62</sup> ».

L'existence d'un matsouanisme religieux est observée la première fois en octobre 1945 dans ce quartier de Brazzaville : « Deux personnes surprises en train de prier au bord de la Makélékélé<sup>63</sup> avec des bougies affirment avoir vu Matsoua, nouveau messie qui viendra libérer le Congo<sup>64</sup>... »

Depuis 1945, le mouvement s'est scindé en plusieurs branches qui sont toutes implantées à Bacongo, autour d'un gouvernement central. Les vieux matsouanistes « fondamentalistes » refusent tout lien avec la puissance publique postcoloniale, tout en continuant à exprimer un rejet violent de toute subordination au « Blanc ». Ils vivent dans une logique adventiste croyant au retour imminent de Matsoua qui viendra libérer le Congo de la domination étrangère. Lors des premières élections, une partie de la gageure pour les hommes politiques prétendant au *leadership* sur Brazzaville sera de capter les voix de ces matsouanistes qui prennent l'habitude de « voter pour les os », c'est-à-dire de déposer des bulletins (nuls) au nom de Matsoua !

Si, pour la plupart des Brazzavillois, Matsoua appartient seulement à l'histoire, cette histoire reste particulièrement vivante à Bacongo, où beaucoup de toponymes font référence à des figures ou à des événements de l'amicalisme (à commencer, bien sûr, par une avenue Matsoua).

### Recompositions identitaires et innovations religieuses posttraditionnelles

S'il ne reste qu'une petite communauté de vieux matsouanistes refusant tout lien avec la puissance publique, plusieurs dizaines de minuscules Églises indépendantes de type néo-traditionnel (que l'on désigne, dans le sud du Pool, sous le nom générique de *Boulamananga*) associant messianisme, traditions recomposées et ancestralités reconstruites ont été fondées, à Bacongo même, par des jeunes gens du quartier. Leurs jeunes fondateurs sont le fer de lance d'une affirmation identitaire forte<sup>65</sup>.

Ils fondent leur légitimité sur une initiation et sur les pouvoirs acquis lors de « visions », revendiquant l'inspiration du Saint-Esprit biblique, *via* Simon Kimbangu et des prophètes

62. Cf. Joseph TONDA, « Crise, aliénation et dynamiques identitaires : trois situations congolaises », communication au colloque *Identités et démocratie en Afrique et ailleurs*, P. YENGO (éd.), *op. cit.*

63. Petite rivière qui marque la limite de Bacongo et de l'arrondissement Makélékélé, formant en fait un même ensemble urbain, ethnique et politique.

64. Cf. Abel KOUVOUAMA, *Messianisme et révolution au Congo*, thèse de troisième cycle d'anthropologie, Paris-V, 1979, p. 93.

65. Enquêtes et entretiens en collaboration avec Abel Kouvouama, 1996, Équipe « Citadins et religions » ; Orstom (GP Villes).

kongos qui lui auraient succédé. Matsoua est toujours vénéré comme figure tutélaire, associé à celle d'illustres « ancêtres » de l'histoire kongo et à quelques emprunts à des rites traditionnels, plus ou moins recomposés. L'ambiguïté avec les pouvoirs de la magie traditionnelle est délibérément entretenue.

Ces nombreuses petites Églises tiennent des discours violemment nationalistes, « anti-intellectuels », souvent « anti-Blancs », valorisant l'identité, voire la suprématie universelle kongo à travers le *Nzambi a Mpungu* (Dieu tout-puissant) de lointains et hypothétiques, cultes bantous. Toutes ces minuscules Églises de quartier se prétendent églises *Kongo dia ntotila* : littéralement « Congo de la terre des ancêtres ». Elles pratiquent donc en quelque sorte la réécriture d'une ancestralité de type héroïque autour de figures prophétiques ou historiques magnifiées : ces généalogies héroïques intègrent aussi bien la « prophétesse Tchimpa Vita », Simon Kimbangou que Matsoua, Fulbert Youlou... et il n'est pas sûr que certains de ces jeunes ne pensent aussi à Bernard Kolelas, maire de Brazzaville, qui périodiquement vient assister à leurs cultes. Cette dimension essentielle est parfaitement intégrée dans la pratique de tous les hommes politiques qui prétendent exercer un *leadership* à Bacongo ou dans les quartiers sud<sup>66</sup>.

Participer aux rituels des Églises Boulamananga constitue pour ces jeunes une formidable occasion d'autonomie, puisque pas un adulte n'est impliqué. En même temps, la référence constante à ces figures illustres de l'histoire, du mythe kongo qui contourne l'ancestralité vivante et familiale du lignage, des aînés, permet à ces jeunes de produire de la légitimité, d'accepter de l'autorité hors du lignage dans un cadre de type ethnique.

Ces Églises néotraditionnelles revendiquent aussi un fort attachement aux lieux de leur implantation dans le sud du Pool et dans le quartier ; petits « ravins », c'est-à-dire vallons, corniche du fleuve, sources, ces lieux sont choisis pour des raisons sacrées, magiques ou mystérieuses. Cette capacité de sacralisation de l'espace urbain fondée sur le recours à des mythes fondateurs kongos anciens et contemporains peut aussi s'interpréter comme une entreprise délibérée de marquage territorial. Bien exploité par une organisation politique, ce genre de pratique peut fournir des activistes facilement convaincus de la légitimité du recours à la violence pour défendre leur vérité et leur territoire... De nombreux jeunes Ninjas, et en particulier, ceux du *beach*, appartiennent à ce type de groupe religieux. Ces Églises sont en pleine expansion<sup>67</sup>.

---

66. Cf. M.E. GRUENAI, F. MOUANDA MBAMBI et J. TONDA, « Messies, fétiches et lutte de pouvoirs entre les “grands hommes” du Congo démocratique », *Cahiers d'études africaines*, vol. XXXV (1), n° 137, 1994, p. 163-194.

67. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Les enjeux sociopolitiques du foisonnement religieux à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, décembre 1996, et ouvrages à paraître avec A. KOUVOUAMA. Ces observations font l'objet d'une recherche en cours d'achèvement, en collaboration avec A. Kouvouama, dans le cadre de l'équipe « Citadins et religions », GP 41 de l'Orstom.

Les Églises d'origine missionnaire apparaissent, quant à elles, suspectes, sauf l'Église catholique, densément implantée depuis longtemps dans le Pool. Beaucoup des Églises Boulamananga empruntent d'ailleurs des éléments du rituel catholique, et nombre des fidèles d'Églises prophétiques kongos fréquentent aussi la paroisse catholique. Lors de la première guerre civile, la rumeur affirmait que le clergé catholique de Bacongo priait pour les Ninjas... En tout cas, ces derniers vouaient à l'époque une méfiance et même une haine violente à l'égard de l'Église évangélique du Congo (Église protestante nationale), accusée de soutenir le parti nibolek. En août 1993, pendant trois jours, les Ninjas ont assiégé et mitraillé la présidence de l'Église évangélique du Congo, qui était située à proximité du quartier, presque face au siège du MCDDI. Menacé de mort à plusieurs reprises, molesté, le pasteur Mbama, actuel président de l'EEC, est parvenu à s'enfuir de Bacongo. L'EEC n'a pu rétablir son siège à Bacongo, et a dû s'installer à proximité du palais présidentiel, dans le quartier du Plateau. Le président Lissouba et ses principaux ministres iraient ostensiblement assister au culte dans cette paroisse...

La méfiance ne se limite pas à l'EEC. Toutes les Églises dites de « réveil » (mouvance pentecôtiste) paraissent suspectes aux yeux de la mairie de Bacongo, qui s'attache particulièrement à canaliser et à restreindre toute vie religieuse *exogène*, par le biais de recensements et de tentatives de regroupements, créant un Bureau de coordination chargé de la gestion des Églises de réveil de Bacongo (BCERB). Rien de tel n'a été entrepris pour les Églises néotraditionnelles !

Cette construction identitaire multiforme, fondée sur des arguments historiques, spatiaux, religieux actualisés, refabriqués, bricolés..., explique l'étonnante capacité d'adaptation, de cohésion et de résistance de Bacongo, toutes générations plus ou moins confondues, quelle que soit la gravité des crises.

Cette forte identité comporte aussi une énorme part de manipulation politique qui est tout sauf naïve.

Après la guerre interquartiers de 1993-1994, la polémique sur la culpabilité ou le martyre de Bacongo a longtemps alimenté les conversations politiques ! L'image de Bacongo devient aussi un enjeu politique en ce qu'elle est construite symétriquement par une société urbaine fortement territorialisée, des leaders politiques qui aspirent à jouer un rôle national (actuellement Bernard Kolelas et son parti, le MCDDI) et leurs adversaires politiques qui la brandissent comme repoussoir. Enfermer le MCDDI dans les limites de Bacongo, d'une identité du territoire et du repli, n'est-ce pas la meilleure arme politique ?

Ce jeu autour de l'identité constitue donc à certains moments une force de provocation et de résistance, mais aussi une limite.

La neutralité actuelle de Bacongo s'explique parce que, à travers le quartier, un parti et ses dirigeants en tirent une plus-value symbolique et négociable inespérée :

- symbolique, dans son statut affiché de force de médiation et de zone refuge ;
- négociable, en ce qu'il accueille, concentre et centralise toutes les fonctions normalement situées en centre-ville et qui, transférées dans ce quartier, en font le cœur de la capitale vivante et active au sein d'une ville éclatée où le pouvoir et les attributions de l'État sont en déliquescence.

L'acquisition et le renforcement de cette capacité de médiation ainsi que la naissance d'un pôle de commandement politique et économique conjugué avec le pillage et la dévaluation symbolique du centre-ville sont une nouvelle donne qui pourrait peser sur l'évolution du conflit et la sortie de la crise.

La guerre de cet été 1997 a pour effet politique immédiat le report *sine die* des élections présidentielles que l'actuel président, élu en 1992, redoutait de perdre. Report aggravé par la probable destruction des données du recensement électoral réalisé l'année dernière (qui était contesté par l'opposition).

Après trois années d'accalmie, Brazzaville est donc à nouveau coupée en trois par une nouvelle guerre urbaine dont les commanditaires sont *deux des principaux candidats aux élections présidentielles*, qui étaient initialement prévues pour juillet. Ces combats opposant des commandos de milices partisans associés aux deux factions d'une armée déchirée signent à l'évidence le refus d'un jeu démocratique à peine amorcé par la vieille classe politique qui a réussi à conserver le pouvoir au Congo après la Conférence nationale. Pascal Lissouba était déjà Premier ministre d'un gouvernement « moderne et scientifique » en 1964 ; Bernard Kolelas incarne la figure charismatique de l'« opposant sudiste » depuis plus de trente ans ; quant à Denis Sassou Nguesso, il était à la tête du pays de 1979 à 1991 !

Le jeu triangulaire des principaux partis prétendant au pouvoir au Congo se réduit donc une fois de plus à une géopolitique interne et mouvante des conflits armés entre quartiers, dont les habitants sont les victimes, et qui entraîne une fragmentation intégrale de la ville en zones d'influences.

La compétition politique reste une compétition territoriale : les rivalités pour le pouvoir s'inscrivent spatialement par une fragmentation de la ville en quartiers devenus enjeux et territoires des milices, avec pour principaux acteurs de terrain et comme « bras armé » des jeunes sans emploi, frappés par la débâcle économique du pays, des jeunes pourtant nés dans la capitale et socialisés dans ses quartiers !

Le redoublement actuel de la guerre de 1993 et des émeutes de 1959 doit-il être inter-

prété comme un phénomène de maturation de la vie politique locale ou au contraire comme un processus en cours de dégradation dont le pire est à venir ?

Dans l'espace brazzavillois, la nouvelle géographie des conflits de 1997 — combats (ligne de front entre les quartiers est-nord-est et le centre-ville), refuges des hommes politiques (membres du gouvernement réfugiés à Bacongo), flux de réfugiés (migrations de populations kongos des quartiers nord vers Bacongo) — matérialise le glissement actuel des alliances et des antagonismes politiques vers l'inquiétant schéma d'un clivage Nord-Sud, et n'annonce guère de renouvellement des méthodes politiques !

Cependant, l'effondrement des institutions d'État et la fragmentation de plus en plus forte de la capitale en quartiers-territoires ethniques, qui systématise les scénarios des crises précédentes, ne résultent ni d'un hasard, ni d'une maladresse de vieux politiciens usés, ni d'une fatalité. Elle s'appuie au contraire sur la grande efficacité, à court terme, d'une tactique éprouvée dans tous les pays voisins : la construction d'un argumentaire ethnique, élaboré sur un substrat historique et sur un urbanisme de clivage territorial, lorsqu'il est exploité avec succès, permet de mobiliser massivement les jeunes comme bras armés des partis.

En arrière-plan des notables politiques, les véritables maîtres d'œuvre de cette construction d'antagonismes collectifs, qui sapent les bases mêmes d'un débat politique, débouchant sur des logiques d'affrontement au lieu de se traduire par des mécanismes de représentation politique, sont les nouveaux maîtres du jeu politique congolais : une classe de nouveaux dirigeants politiques formés au marketing ou à la communication dans les pays partenaires du Congo. Néanmoins, quel que soit l'état de sa capitale, le Congo reste un pays riche, fort de son avenir pétrolier.

La coupure s'accroît entre Pointe-Noire, capitale économique dont l'avenir est tracé pour trente ans par l'exploitation du pétrole *offshore*, où les investisseurs étrangers sont toujours présents ainsi que les populations expatriées, où le courrier, le téléphone, les liaisons aériennes fonctionnent, et Brazzaville, microcosme de la vie politique congolaise, scène défoncée des luttes pour le pouvoir et la richesse.

*Cet article a été achevé le 15 août 1997, écrit en partie « à chaud » et actualisé de manière très précise jusqu'à cette date, grâce à une collecte de témoignages et d'informations électroniques en temps réel. Cependant, sa dimension événementielle peut avoir été dépassée au moment de sa publication. Il n'aurait pu être réalisé sans la collaboration étroite de Christophe Apprill (cartes et relectures) et d'Abel Kouvouama, professeur à l'université Marien-Ngouabi (informations inédites).*

*Paris, le 30 août 1997.*

# Internet géopolitise le monde

*Frédéric Douzet*

Alors que le gouvernement de Lionel Jospin s'apprête à faire du développement de l'Internet une priorité nationale, afin que la France soit en bonne position pour livrer la « bataille de l'intelligence <sup>1</sup> », des voix rassurantes s'élèvent un peu partout pour assurer les nations rivales de leur insignifiance dans la nouvelle ère du virtuel et du global. *Le Monde diplomatique* y consacre une pleine page <sup>2</sup>. Fini les rivalités entre groupes, entre populations, entre États-nations, entre villes, fini les luttes de pouvoir, les guerres et les batailles ! « Après l'importance politique extrême de la géophysique du globe sur l'histoire des sociétés qui étaient moins séparées par leurs frontières nationales que par les délais et les distances de la communication d'un point à un autre, vient de se révéler, depuis peu, l'importance transpolitique de cette sorte de métagéophysique que représente pour nous l'interactivité quasi cybernétique du monde contemporain. » Qu'on se le dise, « la mondialisation annonce la fin de la géographie, la fin de l'espace d'une petite planète en suspension dans l'éther électronique de nos modernes moyens de télécommunications <sup>3</sup> ».

Le problème reste que l'éther est aussi volatil qu'inflammable, ce qui est certes un grand avantage comme carburant pour théories fumeuses. La tarte à la crème est un concept tout aussi utile pour définir la mondialisation comme élément principal d'interprétation des évolutions de la société actuelle. Il faut dire que la période est riche en incertitudes à l'heure où les progrès technologiques les plus invraisemblables défient l'imagination de sociologues aux prises par ailleurs avec des logiques d'exclusion qui ne laissent de ques-

---

1. *Le Figaro*, 26 août 1997.

2. *Le Monde diplomatique*, août 1997.

3. Paul VIRILIO, « Un monde surexposé. Fin de l'histoire ou fin de la géographie ? », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

tionner le modèle de société à venir. Largement flou et polysémique, le terme très à la mode de « mondialisation » répond ainsi aux questions soulevées par le développement des communications à l'échelle mondiale, la fin de la guerre froide, la transition vers une économie mondiale de type postindustrielle, la croissance des flux financiers transnationaux et l'émergence d'une connectivité supranationale à l'échelle planétaire à l'âge de l'information.

Voici donc l'avènement d'un monde global dont le symbole suprême serait l'Internet, toile d'araignée mondiale qui abolirait le temps, l'espace et les frontières dans la relation entre les hommes, hors de toute contrainte physique. Territoire virtuel échappant aux lois terrestres, il posséderait sa propre culture, ses propres valeurs, une langue principale et des communautés regroupées en dépit de toute logique géographique. Ce réseau tentaculaire de câbles et d'ordinateurs donnerait ainsi naissance au rêve formulé il y a trente ans par Marshall McLuhan d'un « village global ».

L'idée est séduisante au point d'être surexploitée par les hommes politiques. Bill Clinton et son vice-président, Al Gore, se gargarisent de l'expression pour justifier leur politique de développement des réseaux, qui prend parfois des allures d'impérialisme culturel. La stratégie est plus claire encore dans le milieu commercial, où l'objectif économique est avéré : vendre. Bill Gates, P-DG de Microsoft, affiche sans complexe pour ambition la conquête de la planète par ses produits de communication, alors qu'IBM présente sa technologie liée à l'Internet comme une « solution pour une petite planète ». Les cybernautes eux-mêmes, dans un souci de défense de leur propre « territoire », qu'ils nomment *cyber-space*, avancent ce concept de village global, modèle de société en gestation sur le Net et dont ils souhaiteraient voir le monde réel s'inspirer.

Nous serions donc à l'aube d'une société nouvelle, où l'intégration des systèmes de communication et d'information à un niveau mondial anéantirait les particularismes locaux en les fondant dans une *cyberculture* imprégnée de transparence, de participation et de démocratie. Elle sortirait les peuples asservis et démunis du joug de l'ignorance, de la dépendance économique et de l'emprise des régimes autoritaires. Comme d'autres ont cru au moment de la chute du mur de Berlin à la « fin de l'histoire », certains prédisent aujourd'hui la fin de la géopolitique.

Il est certes indéniable que la mondialisation des échanges aura un impact sérieux sur les cultures, les identités locales et les pouvoirs politiques et économiques. Mais suffit-il de boire du Coca-Cola pour devenir américain ? Peut-on considérer que l'émission et la réception d'information, les échanges entre personnes suffisent à unifier une culture, des points de vue, des intérêts divergents, des représentations contradictoires ? Peut-on parler de globalisation alors qu'une partie du monde est exclue du processus ? Peut-on envisager des instances de régulations déconnectées de tout territoire ? L'histoire même de l'Internet est pleine de contre-exemples qui permettent d'affirmer que, loin de signer l'avènement

d'une société globale, son développement risque plutôt de présider à l'éclatement et à la complication de conflits géopolitiques dans le monde.

Le réseau lui-même est l'enjeu de nombreux conflits géopolitiques qui donnent lieu à des stratégies de domination de la part des nations aux intérêts divergents, qui cherchent à en contrôler le contenu, le fonctionnement et le développement économique. Il est une arme hautement stratégique pour la sécurité des nations à l'âge de la cryptographie, de la guerre technologique et de l'intelligence économique. Il est enfin et surtout un instrument extrêmement puissant dans les rivalités de pouvoir entre groupes, minorités, forces politiques, religieuses, économiques, au niveau local comme au niveau mondial.

### Quel village global ?

Contrairement à ce qu'IBM cherche à nous faire croire, à grand renfort d'images d'enfants à la peau foncée, aux vêtements colorés ou aux yeux bridés pianotant sur des portables, la planète est encore loin d'être entièrement câblée. Lors d'une conférence du G7, en 1995, Thabo Mbeki, alors vice-président de l'Afrique du Sud, ramenait sur terre les champions du cyberspace : « Plus de la moitié du genre humain n'a jamais composé un numéro de téléphone. Il y a plus de lignes téléphoniques à Manhattan que dans toute l'Afrique subsaharienne<sup>4</sup>. » Il n'y a en Afghanistan que 0,15 % de la population abonnée au téléphone, contre 70 % en Suède. Et les quatre cinquièmes de la population mondiale ne disposent pas des moyens de communication de base.

Un rapport de la Banque mondiale en 1996 s'inquiétait du fait que les pays d'Afrique subsaharienne ne soient pas reliés du tout à Internet. La carte de la connectivité mondiale révèle de ce point de vue des exclusions troublantes. Le réseau est quasi absent de 68 des 150 pays de plus d'un million d'habitants. Les 42 millions d'habitants du Zaïre comme les 30 millions d'habitants du Soudan ne possèdent aucun accès à Internet. La Finlande, en revanche, compte 208 000 serveurs pour seulement 5 millions d'habitants. En moins de quinze ans, le nombre de machines connectées à Internet est passé de quelques centaines à près de dix millions. La croissance est aujourd'hui estimée à 15 % par mois. Ces machines sont essentiellement concentrées en Amérique du Nord et en Europe, notamment en Suède, en Finlande et aux Pays-Bas.

La cyberculture semble dès lors bien peu universelle, d'autant que l'exclusion ne se résume pas à une dichotomie Nord-Sud. La population naviguant sur le Net, malgré une diversité de façade, reste relativement homogène. En 1995, le journal *New Scientist*

---

4. Michel ÉLIE, « Internet et développement. Un accès à l'information plus équitable ? », *Futuribles*, n° 214, novembre 1996.

estimait la population rurale du Net à environ 4 %. Bangkok détient 68 % des lignes téléphoniques pour toute la Thaïlande. Au sein même des pays développés, les élites masculines, blanches, aisées et éduquées sont surreprésentées. L'utilisateur moyen a 33 ans et gagne environ 59 000 dollars par an. Aux États-Unis, les Blancs représentent 88,6 % des utilisateurs contre 1,3 % de Noirs, alors que les Noirs représentent 12 % de la population. Le quart d'entre eux gagne plus de 80 000 dollars par an. La proportion d'analphabètes recensés dans les pays en voie de développement en dit long sur l'égalité des hommes devant la technologie. D'autant que les conditions matérielles sont tout aussi déséquilibrées. La nature des réseaux, la proximité des serveurs et la qualité des connections font qu'il faut parfois à un utilisateur africain des dizaines de minutes au tarif fort pour charger des documents accessibles en quelques secondes pour un Canadien au prix d'une communication locale. Il faut un mois de salaire à un smicard français pour s'offrir l'équipement de base nécessaire à la navigation sur Internet, sachant que les coûts de fonctionnement seront relativement peu élevés du fait du nombre important de serveurs et de la politique de France Telecom offrant l'accès à prix unique en tout point du territoire. Il faut en revanche quelques années de salaire dans un pays en voie de développement pour se payer l'équivalent.

L'état des lignes téléphoniques, le niveau de vie des populations, la faiblesse de l'industrie technologique dans les pays les plus pauvres pérennisent leur situation sur l'échiquier économique et politique mondial. Le développement des technologies sans fil et le maillage de la planète par le biais de satellites pourraient laisser espérer un rattrapage rapide de ce retard technologique pour les pays les moins équipés. Mais la technologie sans fil est avant tout développée pour satisfaire les besoins d'une élite commerciale fortunée. La sophistication l'emporte sur la recherche d'un produit au moindre coût et nécessite des équipements lourds largement inaccessibles aux pays les plus pauvres.

La promotion de la technologie dans les pays sous-équipés reste à la merci de décisions obéissant avant tout à des logiques marchandes ou à des volontés politiques. Les États-Unis, principal moteur de développement de l'Internet sur le plan aussi bien financier que technologique, privilégient les pays dont ils sont proches dans les domaines linguistique, culturel et surtout économique. Ainsi s'explique la croissance phénoménale de certains pays jusque-là peu équipés et dont le niveau de développement économique est inférieur à celui des pays<sup>5</sup> d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale. Le Brésil a connu une croissance du réseau supérieure à 100 % entre janvier et juillet 1996. La Chine a pendant la même période multiplié son nombre de serveurs par cinq. Or ces deux pays sont considérés comme les grands marchés de demain. Les pays misent sur l'ouverture de leur économie et investissent, et les développeurs misent sur les clients futurs. La Chine devrait

---

5. *Ibid.*

représenter le deuxième plus grand marché d'ordinateurs personnels au tournant du siècle, ce qui ne manque pas d'aiguiser quelques appétits. L'Afrique, en revanche, continue à se marginaliser et son développement économique reste largement tributaire d'une hypothétique volonté politique des pays riches et des organisations internationales à le subventionner.

Il faut dire que les enjeux financiers sont majeurs. En 1995, Internet a généré un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars en simple frais de connexion au réseau, sans compter la publicité et les nombreux services commerciaux qui ont envahi le Web. La revue culte du cyberspace, *Wired*, annonçait ainsi la fin du réseau tel que nous le connaissons, où l'interactivité et la recherche d'information, qualifiées de *pull*, seraient sacrifiées sur l'autel du commerce par les annonceurs diffusant un flot continu d'informations vers le consommateur, le système *push*. Le commerce gagne du terrain. Ainsi s'explique l'immense intérêt que portent les entreprises comme les gouvernements au développement des infrastructures technologiques, des produits de consommation informatiques et des services à travers le monde, toujours à la conquête de nouveaux marchés.

Certains perçoivent aussi dans la politique agressive des États-Unis en matière de développement du réseau une forme moderne d'impérialisme culturel, tentant d'imposer leurs valeurs et leur conception du monde à travers l'industrie de la communication et du loisir. L'omnipotence de la langue anglaise sur le réseau a de quoi inquiéter les férus défenseurs de la francophonie ou des identités particulières.

A défaut d'avoir inventé le BigMac sauce démocratie, les États-Unis se rabattraient donc sur les communications pour accomplir leur mission de civilisation, ou de standardisation du monde. C'est pourtant l'inverse qui semble se produire. Les grands événements mondiaux médiatisés comme les jeux Olympiques stimulent plus les chauvinismes locaux que les valeurs universelles. « Depuis qu'a débuté l'histoire des échanges du monde, les modèles culturels et institutionnels véhiculés par les puissances hégémoniques ont rencontré des peuples et des cultures qui ont résisté à l'annexion, ont été contaminés, se sont mimétisés ou ont disparu. Dans ces creusets culturels sont nés les syncrétismes<sup>6</sup>. » La globalisation n'engendre pas d'anéantissement mais une recomposition des identités sociales et culturelles dans des sociétés qui reçoivent, perçoivent et s'adaptent différemment aux réseaux mondiaux.

Les Latino-Américains sont peut-être forcés d'apprendre l'anglais, mais ils retrouvent un espace libre de toute contrainte géographique ou politique pour se regrouper autour d'une identité commune, de centres d'intérêt communs, et s'exprimer si bon leur semble dans leur langue maternelle, quoi que puisse en dire le gouvernement, dont l'action se limite strictement au domaine public. En ce sens, Internet est un fantastique outil de mobi-

---

6. Armand MATTELARD, *La Mondialisation de la communication*, PUF, Paris, 1996, p. 107.

lisation pour les minorités à travers le monde. Il est un espace d'expression, d'échange d'informations et de représentations à un coût très nettement inférieur à celui des médias traditionnels, à une diffusion sans restriction éminemment plus large et ciblée, au degré de censure très faible, et dont le cas échéant la confidentialité peut être assurée par le biais de la cryptographie. Il confère dès lors une puissance extraordinaire aux groupes par ailleurs assujettis, qui peuvent y trouver la force de résister aux puissances hégémoniques en préservant leur identité culturelle, en s'ouvrant sur le monde, et qui se trouvent ainsi à la tête d'un instrument d'information, de réflexion, de mobilisation et d'organisation susceptible de les aider à contrer, voire à renverser une dictature. Un régime autoritaire peut-il survivre à la libre circulation de l'information ? La Serbie a expérimenté la question, sous le regard attentif de la Chine, concernée au premier chef.

Deux logiques s'affrontent ici. Celle de gouvernements ou de forces démocratiques qui conçoivent l'information comme une force offensive et qui se servent des réseaux pour faire entendre leur voix, diffuser leurs représentations de manière intelligente et efficace. Et celle de gouvernements qui la perçoivent comme une menace et cherchent à réguler le contenu de l'Internet, la circulation de l'information, dans une lutte désespérée contre un ennemi insaisissable.

### Serbie : la « révolution Internet »

Au registre du pot de terre contre le pot de fer, le mouvement des étudiants serbes fait cas d'école. C'est sans doute le premier conflit où l'Internet joue un rôle aussi important dans un soulèvement populaire contre une dictature. Après avoir tenté par deux fois de se soulever contre le régime en place, en 1991, à l'approche de la guerre, et 1992, lors des sanctions des Nations unies — tentatives écrasées par une violente répression policière —, les étudiants serbes ont à nouveau défié le régime de Milosevic en novembre 1996. La stratégie s'est cette fois révélée complètement différente, et beaucoup plus efficace.

« La nuit du 17 novembre 1996, quelques heures après que Milosevic a annoncé l'annulation des élections, des messages apparurent dans les forums politiques de Sezam Pro<sup>7</sup> appelant à des manifestations de masse. Pour beaucoup de personnes en ligne, ce fut la première annonce de la décision de Milosevic. Plusieurs étudiants des départements de génie électrique et de mathématique prirent l'initiative de la diffusion d'informations sur Sezam Pro et de l'organisation de la première protestation, qui rassembla 20 000 personnes

---

7. Réseau serbe relié au réseau Internet, doté de 3 000 utilisateurs et de 22 lignes de connexion, né en 1990.

dans les rues deux jours après l'annonce de Milosevic. Mais leur première initiative fut de mettre en place un site Web<sup>8</sup>. »

La coalition d'opposition Ensemble avait remporté les élections et aurait dû obtenir le pouvoir dans quatorze villes importantes dont Belgrade. Milosevic reçut des menaces de sanction de la part de la communauté internationale lorsqu'il décida de l'annulation des élections. La pression a été largement entretenue par le mouvement des étudiants. Rapidement, l'Internet est devenu un mode d'information pour les étudiants des différentes villes de Serbie, à même de se tenir au courant de l'évolution des événements et de coordonner leurs actions. Il fut aussi et surtout le moyen d'obtenir l'attention internationale, une différence majeure d'avec les précédents soulèvements.

La médiatisation des causes n'est certes pas un instrument nouveau dans les luttes politiques. Mais l'accès aux médias traditionnels reste hypothétique et éphémère, et souvent soumise au contrôle des pouvoirs autoritaires. Internet offre en revanche un accès permanent bien plus puissant et non soumis à la volonté d'une autorité politique ou professionnelle. Sans le soutien extérieur offert par l'Internet, les étudiants étaient impuissants face au régime.

« En 1991, nous n'étions pas préparés, explique Miroslav Radosavljevic, *hacker* connu sur le réseau Sezam Pro sous le nom d'Oldtimer. Nous pensions être plus forts que nous n'étions, et nous sommes allés trop loin, trop vite. Maintenant, nous avons le Net, et cela fait une différence. Nous obtenons plus de reportages de l'étranger grâce au Net, qui gêne Milosevic. C'est pourquoi nous l'appelons la révolution Internet. Elle a conduit à un réel soutien des gens extérieurs<sup>9</sup>. »

Lorsque, début décembre, Milosevic muselle la seule radio indépendante du gouvernement, Radio B92, coupable d'avoir fait écho du mécontentement grandissant de la population, celle-ci continue de diffuser ses émissions par Internet. L'opération permit à la BBC et à Voice of America de les récupérer et de les rediffuser à leur tour par ondes courtes, les rendant à nouveau accessibles aux Serbes et, par la même opération, au reste de la planète. Deux jours plus tard, Radio B92 était à nouveau autorisée à émettre. Elle continue à diffuser des reportages en anglais en *real audio* par Internet, et permet de se brancher sur son antenne *live*. Elle offre aussi des documentaires audio et des commentaires d'actualité, tout comme les autres médias locaux.

Les étudiants se sont par la suite servis du réseau pour tenir au courant la communauté internationale de la situation locale, pour lancer des appels à pétition, pour fournir des récits, des documents, des éléments permettant aux médias de suivre de près la situation. Les lettres de soutien reçues par *e-mail* ont apporté un atout moral non négligeable. Lues

---

8. David S. BENNAHUM, « The Internet Revolution », *Wired*, 5.04, avril 1997.

9. *Ibid.*, p. 168.

sur la place publique, lors des manifestations, elles témoignaient du soutien international. Le réseau a aussi permis d'organiser une levée de fonds pour le mouvement. Le site officiel du mouvement de protestation offre des informations quotidiennes sur les événements, des photos de manifestations, des retranscriptions d'entretiens, d'émissions de radio, le journal des étudiants, des lettres de soutien, des listes de pétitionnaires, des fichiers à charger, des liens vers d'autres sources d'information... D'autres ont suivi, parmi lesquels des instances internationales de défense de la démocratie. La « jeunesse démocratique serbe en diaspora » s'est organisée pour soutenir le mouvement. Et celle-ci est loin d'être négligeable. L'annuaire électronique des Yougoslaves sur Internet répertorie plus de 1,5 million d'adresses personnelles et 200 000 adresses professionnelles à travers le monde.

L'impact de l'Internet dans le conflit serbe peut dès lors se comparer à celui de la télévision au Viêt-nam. Et pourtant, la télévision pénétrait la majorité des foyers américains alors que l'Internet reste très confidentiel en Serbie, à peine 10 000 utilisateurs contre quelques millions de téléspectateurs. Mais c'est avec ce genre de raisonnement comptable erroné que le régime serbe a perdu la bataille avec les étudiants. Le taux d'analphabètes n'a jamais empêché l'impact des écrits dans les révolutions. La présence de l'Internet a renforcé les leaders dans leur poids politique, dans leurs appuis extérieurs et dans leur puissance d'organisation. Elle a aussi instillé le doute dans la population quant à la toute-puissance et à la stabilité du régime.

On peut alors se demander pourquoi Milosevic, qui contrôle par ailleurs les médias au point de pousser son propre ministre de l'Information à démissionner en signe de protestation contre la censure, n'a pas cherché à stopper l'Internet. Mais les relais extérieurs alliés à la technologie peuvent avoir raison de la plus sévère dictature. Dès l'installation du site officiel étudiant Protest 96, des serveurs américains et européens ont pris le relais, en installant des sites « miroirs », reflets du site étudiant, répercutant l'information en divers points de la planète. Le site a ainsi gagné en puissance, en rapidité et en accessibilité. Il a aussi surtout gagné en sécurité. Grâce aux sites miroirs, Milosevic a ainsi perdu tout moyen d'intervention. S'il ferme le site serbe de l'université, les sites miroirs continuent d'exister de manière autonome puisqu'ils possèdent une copie de toutes les informations du site. Il suffit d'un ordinateur et d'un simple modem à n'importe qui pour se connecter à distance sur l'un des sites miroirs étrangers et réactualiser l'information depuis la Serbie. Le seul moyen qu'aurait le régime d'arrêter l'hémorragie d'informations serait alors de couper toutes les lignes téléphoniques serbes. Les opérations d'intimidation menées par la police dans les salles des ordinateurs de l'université n'ont d'ailleurs pas eu de suite.

Le mouvement de protestation dont les étudiants étaient le fer de lance a ainsi fait céder le pouvoir sur la question des élections, forçant un régime autoritaire à reconnaître et à respecter un processus démocratique. Le combat semble désormais s'être porté sur la liberté des médias, avec la toute nouvelle loi de télécommunications en cours d'élaboration, qui

sous des dehors démocratiques masque mal l'intention du régime de garder un contrôle ferme sur l'information. La guerre est ouverte et les différents stades du projet de loi sont régulièrement traduits et postés sur Internet par les médias traditionnels, soumis à la critique et aux débats démocratiques. L'Internet est devenu un outil de pression démocratique prépondérant en Serbie, et ce malgré le faible nombre de personnes connectées. La leçon est à retenir...

« Les implications sont incroyablement importantes pour le futur et les événements en Serbie sont suivis de près par les gouvernements du monde entier — particulièrement le gouvernement chinois, qui est inquiet du rôle qu'un Internet étendu pourrait jouer dans ce pays <sup>10</sup>. »

### Chine : l'information en liberté surveillée

La Chine illustre parfaitement la tension contradictoire qui existe entre la nécessité d'ouverture à l'information dans la perspective du développement et de l'intégration dans un système économique moderne et mondial et la volonté de préserver un régime autoritaire. Au fil des mois, on sent s'étioler la prise du régime sur l'information et les échanges, dans un pays qui semble inexorablement voué à s'ouvrir sur l'extérieur. Le maintien d'un régime autoritaire — s'il est possible dans de telles conditions — devra sans doute s'appuyer sur d'autres méthodes, d'autres ressources que le contrôle de l'information. Les évolutions en cours représentent en effet un véritable défi à l'imagination des dictateurs. La Chine est cependant jusqu'ici parvenue à installer une forme d'économie de marché dans un État marxiste-léniniste, ce qui pouvait aussi sembler inconcevable. Reste que cette ouverture de l'économie liée à un développement de l'information risque de donner de mauvaises habitudes de liberté d'expression et de mouvement à toute une nouvelle classe de Chinois.

Or le gouvernement chinois cherche à tout prix à empêcher les contacts entre les activistes démocrates des pays occidentaux et les dissidents chinois, qui en 1989 avaient organisé les manifestations place Tien An Men. Ceux qui ne sont pas en prison sont étroitement surveillés. L'arrivée d'Internet, en 1994, a entraîné une vigilance accrue. Le gouvernement a concentré ses efforts sur l'accès à l'information plus encore que sur sa diffusion, par ailleurs déjà étroitement contrôlée par une pression active et une surveillance sans relâche des intellectuels. L'apparition des antennes paraboliques révéla l'attitude et les difficultés du gouvernement à l'égard des communications extérieures. Malgré leur interdiction, les antennes ont fleuri dans le pays, ouvrant la télévision locale sur le monde.

---

10. *Ibid.*, p. 124.

Il y avait, en juin 1995, environ 5 000 personnes connectées, époque à laquelle le régime pouvait encore contrôler la plupart de ce qui entrait et sortait du pays, y compris par le biais des réseaux. Le petit nombre d'utilisateurs permettait une surveillance quasi totale des échanges à partir du nœud de connexion. Puis le nombre d'utilisateurs s'est multiplié, de même que le nombre de fournisseurs d'accès et de sites accessibles. Parallèlement, Internet a connu une croissance internationale phénoménale avec un nombre de sites et de machines décuplé. La voix de la Chine, par le site de la très officielle agence de presse Xinhua, était de plus en plus noyée dans la masse. Jusqu'à ce que le gouvernement débranche tout !

Après quinze jours de navigation sur le Net, Ding Guangen, responsable de la propagande du Parti communiste, a ordonné la restructuration du réseau. Il a temporairement interdit l'ouverture de nouveaux comptes dans la capitale et a exigé des mesures effectives pour un « bon usage de l'Internet ». Il a contraint la déconnexion de tous les réseaux, les obligeant à se reconnecter par le biais de lignes internationales fournies exclusivement par le ministère des Postes et Télécommunications, s'assurant ainsi une possibilité à la fois de supervision et de filtrage de l'information. Tous les réseaux souhaitant se connecter à des réseaux extérieurs devaient le faire par ces lignes. Le réseau est depuis géré par un *panel* regroupant les ministères des Télécommunications et de l'Industrie électronique, une commission d'État à l'éducation et l'Académie des sciences chinoise.

Le principe de l'Internet était cependant accepté et le nombre d'utilisateurs toujours croissant. Alors qu'il atteignait les 40 000, en février 1996, le gouvernement, tout en admettant l'utilité de « l'Internet pour la diffusion de l'information et la croissance économique », resserrait la bride. Le Premier ministre Li Peng ordonna que, dans les trente jours, tous les utilisateurs d'Internet aillent se faire référencer auprès de la police, afin d'éviter la « prolifération du crime » par le biais des réseaux. Il faut dire que le domaine criminel est étendu puisqu'il est interdit, sous peine de sanctions, de « produire, télécharger, dupliquer et diffuser de l'information susceptible de troubler l'ordre public, ainsi que des données obscènes ou pornographiques ».

Afin de s'assurer du respect de cette loi, la Chine a dépêché l'été dernier un envoyé spécial à Singapour, Zeng Jianhui, afin de s'enquérir des méthodes du pays, modèle du genre en matière de censure de l'information dans une économie moderne et ouverte. En septembre 1996, la Chine coupe l'accès, par un système de filtrage, à plus de cent sites Web, « soupçonnés de véhiculer une pollution spirituelle ». Conscient de la nécessité d'un minimum d'information, le gouvernement demande à l'agence Xinhua de relayer l'information économique, comme *Dow Jones & Co.* Les médias américains ayant heurté la sensibilité du régime se sont vu bannis. Ainsi, le *Wall Street Journal*, CNN ou le *Washington Post* devinrent inaccessibles aux Chinois. La censure s'est ensuite un peu relâchée, mais lorsqu'en mars 1997 le *Washington Post* a fait état des projets de Pékin de financer le parti

démocrate américain, les mesures de rétorsion sur Internet furent immédiates. Parmi les sites interdits en septembre figuraient également des sites en chinois commentant la situation taiwanaise, des sites financés par des journaux de Hong Kong, des sites étrangers dissidents, notamment ceux diffusant des informations sur le Tibet, et les sites à connotation sexuelle, comme Playboy ou Penthouse.

On se demande cependant quelle est l'efficacité réelle — et la durée de vie — de telles mesures. Sur le plan strictement technique, Internet est fait de telle manière que les obstacles sont quasi toujours contournables. Qu'il s'agisse de se connecter directement par modem à un serveur étranger ou de se connecter de manière anonyme sur un forum de discussion interdit par le biais d'un autre serveur étranger autorisé, les moyens de gruger le système ne manquent pas. Il existe même des sites informant sur les procédures pour combattre la censure par la technologie. De plus, la centaine de sites interdits n'est rien face aux millions de sites Web disponibles sur le réseau. Le gouvernement chinois n'est pas en mesure de tout surveiller, de tout répertorier et de détecter tous les sites sensibles. D'autant que la rapidité de croissance atteint aussi la Chine, avec aujourd'hui plus de 50 000 utilisateurs, essentiellement des hommes d'affaires, des diplomates, des chercheurs, des étudiants et les services secrets. Par une politique tarifaire élevée, le gouvernement restreignait jusqu'à aujourd'hui l'accès à une élite financière. Mais comme dans beaucoup de pays, de plus en plus d'étudiants et d'employés disposent d'un accès gratuit au réseau. Les limites à l'expression politique restent certes très rigides, mais les pressions pour élargir l'accès à l'information augmentent. D'autant que le développement du marché de l'ordinateur personnel en dépend, comme le reste de l'économie. Car la compétitivité économique est aujourd'hui largement soumise à la maîtrise de l'information. Le développement massif de la télévision et des antennes paraboliques, par ailleurs, a d'ores et déjà ouvert la Chine sur le monde extérieur, et la propagande ne dupe plus grand monde.

### La géopolitique est morte... vive la géopolitique !

Loin de se trouver à la tête d'un joyeux village global, régi par des idéaux démocratiques et puritains, les leaders mondiaux risquent plutôt, par un pervers retour de manivelle, d'avoir à réviser leur conception de la globalisation. A défaut de temporiser les conflits géopolitiques, l'Internet semble au contraire les multiplier et les compliquer. L'idéologie de transparence et d'information véhiculée sur le Net s'oppose certes partout à la limitation de la liberté d'expression et de l'accès à l'information pratiquée par les régimes autoritaires. Le monde n'en est pas pour autant plus calme et uniformisé. Les forces démocratiques partout s'emparent du réseau pour défendre la liberté d'expression. Mais les régimes démocratiques eux-mêmes, au nom des mêmes idéaux, censurent ces informations. Ainsi

les gouvernements français ou américain cherchent-ils à limiter l'accès à certains sites jugés politiquement ou sexuellement « incorrects », ou à limiter la cryptographie qui permet la confidentialité totale des échanges. Car Internet n'est pas l'outil des seuls démocrates. Il sert aussi aux milices patriotes américaines à échanger des recettes de bombes artisanales, aux nazillons de tous pays à recréer des réseaux, aux terroristes de toutes obédiences à s'organiser, aux pédophiles à gérer leurs trafics immondes, aux narcotrafiquants à blanchir leur argent...

Même la progression des idéaux démocratiques n'est pas synonyme de calme, comme en témoigne l'inextricable situation des États-Unis face à leurs minorités. Internet offre aux groupes minoritaires un instrument de mobilisation hors pair, leur permettant d'y cultiver une identité affranchie des distances et de la dispersion géographique. Les Latinos, les Asiatiques-Américains, les Africains-Américains se retrouvent pour discuter, le cas échéant dans leur langue maternelle, de leur culture, de leurs loisirs, de leurs centres d'intérêt. Ils se retrouvent aussi pour organiser des actions communes, échanger des documents, des informations visant à la préservation et à la promotion de leurs intérêts. A l'échelle mondiale, la francophonie, *a priori* écrasée par la toute-puissance de l'anglais sur le réseau, trouve une nouvelle jeunesse en organisant des regroupements planétaires de défenseurs de la langue de Molière, avec en première ligne le Québec.

Qui se soucierait du Chiapas si les relais médiatiques n'étaient pas aussi puissants et aussi savamment exploités ? Les zapatistes ont développé un réseau extrêmement sophistiqué et actif au sein de l'Internet, qui leur permet de conquérir le soutien de personnalités, de chercheurs et d'intellectuels du monde entier. L'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN) possède une commission Internet exclusivement chargée de la promotion du mouvement et de ses idées par le biais des réseaux. De même, la communauté juive, largement développée aux États-Unis, rodée à la fois aux pratiques de la médiatisation et du lobbying politique, fait preuve d'une activité intense sur les réseaux. L'Internet devient alors un instrument de luxe dans le regroupement identitaire de la diaspora, et permet aussi d'étendre les soutiens à la fois politiques et financiers et de développer les relais d'opinion et de diffusion des représentations. Même les kibboutz en Israël trouvent un second souffle grâce à Internet.

Et qui d'autre que l'État le plus médiatisé au monde, abritant en permanence des correspondants d'agences de presse et de chaînes télévisées de toute la planète, centre d'attention de l'actualité internationale, saurait si bien nous convaincre du bel avenir de la géopolitique ?





## BULLETIN D'ABONNEMENT

*Hérodote* : prix en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août 1997

M. ....

Prénom .....

Adresse .....

.....

S'abonne pour 1 an à *Hérodote* à partir du numéro .....  
au tarif suivant (pour 4 numéros)

France      **345 F**

Europe      **395 F**

Autres pays (par avion)      **485 F**

Joint  Chèque bancaire, *libellé à l'ordre de la Librairie*  
*La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris*

Chèque postal, *C.C.P. 6 556 60 E Paris*

Mandat lettre

*Attention : aucun envoi n'est fait contre remboursement.*

Le directeur gérant : Yves LACOSTE  
Composition Facompo à Lisieux  
Impression : **Bussière Camedan Imprimeries**  
Dépôt légal : octobre 1997 – N° commission paritaire : 5755  
ISSN 0038-487 – ISBN 2-7071-2770-1 – N° d'impression : 1/2864

*Imprimé en France*

